

Mali – Mètre

**Enquête d'opinion politique
« Que pensent les Malien (ne)s ? »**

**N° 11
12 au 26 novembre 2019**

MARS 2020

© Friedrich-Ebert-Stiftung, Bureau Bamako, 2020

Responsable : Christian Klatt, Représentant Résident

Comité de rédaction : Dr. Ibrahima Cissé, GIE GISSE, Abdourhamane Dicko, Gaoussou Dagnoko, Christian Klatt
Badalabougou-Est

BP. 428 Bamako - Mali

Tel. : +223-20 22 44 24 • Fax: +223-20 22 91 13

Email : info@fes-mali.org

Site web : www.fes-mali.org

ISSN: 978-99952-75-04-4

PRÉFACE

Cher(e)s ami(e)s de Friedrich-Ebert-Stiftung au Mali,

« Qu'en pensent les Maliens ? » C'est la question que nous nous posons pour la 11^{ème} fois dans cette édition du « Mali-Mètre ». Depuis 2012, « Mali-Mètre » est un instrument d'analyse socio-politique qui a pour but, non seulement, de recueillir les perceptions et les opinions politiques des Maliennes et des Maliens, mais aussi de les porter à la connaissance des décideurs politiques. Les enquêtes d'opinion sont appropriées pour orienter les décisions politiques et incitent les populations à s'engager dans la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques. Avec le Mali Mètre, nous souhaitons apporter une contribution au discours politique malien. Ce document est, par conséquent, accessible au public et doit être partagé autant que possible.

« Mali-Mètre » est une cartographie des perceptions des populations maliennes à un moment déterminé ; par conséquent, les résultats ne sauraient être considérés comme des vérités absolues.

La présente édition de « Mali-Mètre » s'est déroulée du 12 au 26 novembre 2019 sur un échantillon global de 2186 personnes âgées de 18 ans et plus, réparties dans le District de Bamako et l'ensemble des capitales régionales, y compris Kidal, Ménaka et Taoudénit.

Comme les enquêtes antérieures, celle-ci a questionné les défis et priorités au niveau national et régional ; elle a passé en revue l'appropriation et la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, la stabilisation et la sécurisation du Mali (Forces de défense et de sécurité du Mali, BARKHANE, MINUSMA, EUTM, EUCAP Sahel Mali), la justice et la bonne gouvernance, la réconciliation ainsi que les perspectives. Aussi, cette édition a-t-elle anticipé sur le dialogue national inclusif (conditionnalités de réussite du dialogue national inclusif ; principaux sujets de débat souhaités au cours du dialogue national inclusif ; appréciation de l'inclusivité du dialogue national inclusif et de l'impact attendu du dialogue national inclusif).

Cette année encore, les tendances des dernières enquêtes se confirment. La sécurité, le chômage des jeunes et la pauvreté continuent d'être perçus par les répondants comme les défis actuels majeurs. De nombreux répondants sont plus pessimistes sur les années à venir qu'ils ne l'étaient lors de la dernière enquête.

L'enquête a bénéficié du visa de l'Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT).

La Friedrich-Ebert-Stiftung vous souhaite une bonne lecture et vous remercie pour votre intérêt constant pour les résultats de « Mali-Mètre ».

Au nom des équipes de la Friedrich-Ebert-Stiftung,
Christian KLATT,
Représentant Résident

Table des matières

LISTE DES ABREVIATIONS	11
RESUME	12
1. INTRODUCTION	21
1.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	21
1.2. OBJECTIFS DE L'ENQUÊTE	21
2. APPROCHE METHODOLOGIQUE	21
2.1. POPULATION CIBLE ET TECHNIQUE DE SONDAGE	21
2.1.1. Zone couverte	21
2.1.2. Population cible et échantillonnage	21
2.1.3. Implication statistique de l'ajustement de la taille de l'échantillon	23
2.1.4. Procédure de tirage de l'échantillon	23
2.1.5. Echantillon réellement enquêté	24
2.2. MOBILISATION ET FORMATION DES ENQUETEURS ET SUPERVISEURS	24
2.3. LE CONTROLE DE QUALITE	25
2.4. LA SAISIE DES DONNEES ET L'APUREMENT	25
2.5. PRODUCTION DES RAPPORTS	25
3. RESULTATS DE L'ENQUETE	26
3.1. SITUATION GENERALE DU PAYS	26
3.1.1. Evolution de la situation du pays ou de la région	26
3.1.2. Défis majeurs du Mali	27
3.2. CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS	29
3.2.1. Appréciation de la gestion du pays par le président de la République	29
3.2.2. Appréciation des actions du Gouvernement dans la gestion du pays	30
3.2.3. Appréciation des actions des Députés	31
3.2.4. Connaissance du rôle des députés	33
3.2.5. Appréciation de l'efficacité des députés dans le contrôle de l'action gouvernementale	35
3.2.6. Appréciation des actions de l'opposition politique	36

3.2.7.	Appréciation des actions du médiateur de la République	38
3.2.8.	Priorités pour le Président et le Gouvernement pour les six prochains mois	39
3.3.	MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD POUR LA PAIX ET LA RECONCILIATION AU MALI, ISSU DU PROCESSUS D'ALGER	40
3.3.1	Connaissance de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali	40
3.3.2	Appréciation de l'état de la mise en œuvre de l'Accord pour les réformes politiques et institutionnelles, de sécurité, de développement économique et de justice	42
3.3.3.	Appréciation de la relecture ou modification de l'Accord	44
3.3.4.	Appréciation de la mise en œuvre de l'Accord et révision constitutionnelle	46
3.3.5	Confiance en l'Accord pour garantir la stabilité, la paix et la sécurité du pays	47
3.3.6.	Confiance en l'Accord pour garantir le développement	49
3.3.7.	Confiance en l'Accord de paix pour garantir la lutte contre le chômage des jeunes	50
3.4.	DIALOGUE NATIONAL INCLUSIF	52
3.4.1.	Avoir entendu parler du dialogue national inclusif	52
3.4.2.	Conditionnalités de réussite du dialogue national inclusif	53
3.4.3.	Principaux sujets de débat souhaités au cours du dialogue national inclusif	54
3.4.4.	Appréciation de l'inclusivité du dialogue national inclusif	56
3.4.5.	Appréciation de l'impact attendu du dialogue national inclusif	57
3.5.	STABILISATION ET SECURISATION DU MALI	59
3.5.1.	Appréciation du niveau d'insécurité de la région	59
3.5.2.	Connaissance du renouvellement du mandat de la MINUSMA pour un an	60
3.5.3.	Aspects clés connus du nouveau mandat de la MINUSMA	61
3.5.4.	Principaux défis de la MINUSMA au Mali	62
3.5.5.	Niveau de satisfaction du travail de la MINUSMA au Mali	63
3.5.6.	Principaux reproches à la MINUSMA	64
3.5.7.	Confiance en Barkhane pour lutter contre le terrorisme	65
3.5.8	Principaux reproches à BARKHANE	66
3.5.9.	Evolution du niveau de confiance en BARKHANE	68
3.5.10.	Entendre parler de la mise en place de la force conjointe G5 Sahel	69
3.5.11.	Confiance en G5 Sahel pour lutter contre le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et les trafics des êtres humains	71
3.5.12.	Connaissance de la formation forces armées du Mali par l'Union Européenne, à travers l'EUTM, pour la sécurisation du pays	72
3.5.13.	Niveau de satisfaction du travail des forces de défense et de sécurité dans la lutte contre l'insécurité	74

3.5.14.	Principaux reproches aux forces de défense et de de sécurité	75
3.5.15.	Connaissance de la formation de la police, de la gendarmerie et de la garde nationale du Mali par EUCAP Sahel Mali	76
3.5.16.	Entendre parler de la réforme du secteur de la sécurité au niveau national	78
3.5.17.	Niveau de confiance en les forces de sécurité pour la sécurisation des personnes et des biens	79
3.5.18	Principaux reproches aux forces de sécurité	80
3.5.19.	Implication de la société civile dans la sécurisation de la région	81
3.5.20.	Les acteurs auxquels les citoyen(ne)s ont confiance pour la sécurisation de la région	82
3.5.21.	Perception de la fréquence des conflits inter ou intracommunautaires	83
3.5.22.	Les principales raisons des conflits inter et intracommunautaires dans la région	84
3.6.	VERITE, JUSTICE ET RECONCILIATION	85
3.6.1.	Connaissance de la Loi d'Entente Nationale	85
3.6.2.	Les aspects connus de la Loi d'Entente Nationale	86
3.6.3.	Importance des enquêtes et jugements sur les acteurs coupables de crimes et violences dans la région	87
3.6.4.	Appréciation de l'implication des leaders religieux dans le processus de réconciliation	88
3.7.	JUSTICE ET BONNE GOUVERNANCE	89
3.7.1.	Confiance en la justice	89
3.7.2.	Affirmation de la corruption de la justice	90
3.7.3.	Affirmation de la méconnaissance des procédures de la justice par les populations	91
3.7.4.	Affirmation de la complexité et de la longueur des procédures de la justice	91
3.7.5.	Affirmation du coût élevé de la justice	92
3.7.6.	Appréciation du niveau de corruption	93
3.7.7.	Raisons de l'existence de la corruption	94
3.7.8.	Domaines concernés par la corruption	95
3.7.9.	Confiance en la justice dans la lutte contre la corruption au Mali	95
3.7.10.	Fréquence de l'impunité	97
3.7.11.	Raisons de l'impunité	98
3.8.	PERSPECTIVES	100
3.8.1.	Perception du niveau de vie dans l'avenir	100
3.8.2.	Projection du Mali dans 6 mois	101
3.8.3.	Projection des régions dans 6 mois	102
3.8.4.	Les plus grands souhaits pour le Mali d'ici 5 ans	103

Table des graphiques

Graphique 1 :	Répartition de l'échantillon entre les 11 strates	23
Graphique 2 :	Répartition de l'échantillon réellement enquêté par capitale régionale et le District de Bamako	24
Graphique 3 :	Evolution de la situation du pays ou de la région selon les localités	26
Graphique 4 :	Appréciation de l'évolution de la situation du pays au cours des 12 derniers mois selon le genre	27
Graphique 5 :	Défis actuels majeurs du Mali	28
Graphique 6 :	Appréciation des actions du président de la République dans la gestion du pays selon les localités	29
Graphique 7 :	Appréciation des actions du président de la République dans la gestion du pays selon le genre	30
Graphique 8 :	Appréciation des actions du président de la République dans la gestion du pays selon le niveau d'instruction	30
Graphique 9 :	Appréciation des actions du Gouvernement dans la gestion du pays selon les localités	31
Graphique 10 :	Appréciation des actions du Gouvernement dans la gestion du pays selon le niveau d'instruction	31
Graphique 11 :	Appréciation des actions des Députés selon les localités	32
Graphique 12 :	Appréciation des actions des députés selon le genre	32
Graphique 13 :	Appréciation des actions des Députés selon le niveau d'instruction	33
Graphique 14 :	Connaissance du rôle des députés selon les localités	33
Graphique 15 :	Connaissance du rôle des députés selon le genre	34
Graphique 16 :	Connaissance du rôle des députés selon le niveau d'instruction	34
Graphique 17 :	Connaissance du rôle des députés selon l'âge	35
Graphique 18 :	Appréciation de l'efficacité des députés dans le contrôle de l'action gouvernementale selon les localités	35
Graphique 19 :	Appréciation de l'efficacité des Députés dans le contrôle de l'action gouvernementale selon le sexe	36
Graphique 20 :	Appréciation de l'efficacité des Députés dans le contrôle de l'action gouvernementale selon le niveau d'instruction	36
Graphique 21 :	Appréciation des actions de l'opposition politique selon les localités	37
Graphique 22 :	Appréciation des actions de l'opposition politique selon le sexe	37
Graphique 23 :	Appréciation des actions de l'opposition politique selon le niveau d'instruction	38
Graphique 24 :	Appréciation des actions du médiateur de la République selon les localités	38
Graphique 25 :	Appréciation des actions du médiateur de la République selon le genre	39
Graphique 26 :	Appréciation des actions du Médiateur de la République selon le niveau d'instruction	39
Graphique 27 :	Priorités à résoudre au Mali pour le Président et le Gouvernement pour les six mois à venir	40

Graphique 28 : Connaissance de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali selon les localités	41
Graphique 29 : Connaissance de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali selon le sexe	41
Graphique 30 : Connaissance de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali selon le niveau d'instruction	42
Graphique 31 : Connaissance de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali selon l'âge	42
Graphique 32 : Appréciation de l'état de la mise en œuvre de l'Accord en termes de réformes politiques et institutionnelles, de sécurité, de développement économique et de justice	43
Graphique 33 : Appréciation de l'état de la mise en œuvre de l'Accord selon le genre	43
Graphique 34 : Appréciation de l'état de la mise en œuvre de l'Accord selon le niveau d'instruction	44
Graphique 35 : Appréciation de l'état de la mise en œuvre de l'Accord selon l'âge	44
Graphique 36 : Opinion sur la relecture ou modification de l'Accord selon les localités	45
Graphique 37 : Opinion sur la relecture ou modification de l'Accord selon le genre	45
Graphique 38 : Opinion sur la relecture ou modification de l'Accord selon le niveau d'instruction	46
Graphique 39 : Appréciation de la mise en œuvre de l'Accord et révision constitutionnelle selon les localités	46
Graphique 40 : Appréciation de la mise en œuvre de l'Accord et révision constitutionnelle selon le genre	47
Graphique 41 : Appréciation de la révision constitutionnelle en cas de relecture/modification de l'Accord selon l'âge	47
Graphique 42 : Confiance en l'Accord pour la paix pour garantir la stabilité, la paix et la sécurité selon les localités	48
Graphique 43 : Confiance en l'Accord pour la paix pour garantir la stabilité, la paix et la sécurité selon le genre	48
Graphique 44 : Confiance en l'Accord pour la paix pour garantir la stabilité, la paix et la sécurité, selon le niveau d'instruction	49
Graphique 45 : Confiance en l'Accord pour la paix pour garantir le développement selon les localités	49
Graphique 46 : Confiance en l'Accord pour la paix pour garantir le développement selon le genre	50
Graphique 47 : Confiance en l'Accord pour la paix pour garantir le développement selon le niveau d'instruction	50
Graphique 48 : Confiance en l'Accord pour la paix pour garantir la lutte contre le chômage des jeunes selon les localités	51
Graphique 49 : Confiance en l'Accord pour la paix pour garantir la lutte contre le chômage des jeunes selon le genre	51
Graphique 50 : Proportion des enquêté(e)s ayant entendu parler du dialogue national inclusif selon les localités	52
Graphique 51 : Proportion des enquêté(e)s ayant entendu parler du dialogue national inclusif selon le genre	52
Graphique 52 : Proportion des enquêté(e)s ayant entendu parler du dialogue national inclusif selon le niveau d'instruction	53

Graphique 53 :	Proportion des enquêté(e)s ayant entendu parler du dialogue national inclusif selon l'âge	53
Graphique 54 :	Conditionnalités de réussite du dialogue national inclusif	54
Graphique 55 :	Principaux sujets de débat souhaités au cours du dialogue national inclusif	55
Graphique 56 :	Appréciation de l'inclusivité du dialogue national inclusif selon les localités	56
Graphique 57 :	Appréciation de l'inclusivité du dialogue national inclusif selon le genre	57
Graphique 58 :	Appréciation de l'inclusivité du dialogue national inclusif selon le niveau d'instruction	57
Graphique 59 :	Appréciation de l'impact attendu du dialogue national inclusif selon les localités	58
Graphique 60 :	Appréciation de l'impact attendu du dialogue national inclusif selon le genre	58
Graphique 61 :	Appréciation de l'impact attendu du dialogue national inclusif selon le niveau d'instruction	59
Graphique 62 :	Appréciation de l'évolution du niveau d'insécurité de la région selon les localités	59
Graphique 63 :	Connaissance du renouvellement du mandat de la MINUSMA pour un an selon les localités	60
Graphique 64 :	Connaissance du renouvellement pour un an du mandat de la MINUSMA selon le genre	60
Graphique 65 :	Connaissance du renouvellement pour un an du mandat de la MINUSMA selon le niveau d'instruction	61
Graphique 66 :	Connaissance du renouvellement pour un an du mandat de la MINUSMA selon l'âge	61
Graphique 67 :	Aspects clés connus du nouveau mandat de la MINUSMA	62
Graphique 68 :	Principaux défis de la MINUSMA au Mali	63
Graphique 69 :	Niveau de satisfaction du travail de la MINUSMA au Mali selon les localités	64
Graphique 70 :	Principaux reproches à la MINUSMA	65
Graphique 71 :	Confiance en Barkhane pour lutter contre le terrorisme selon les localités	66
Graphique 72 :	Confiance en Barkhane pour lutter contre le terrorisme selon le sexe	66
Graphique 73 :	Principaux reproches faits à BARKHANE	67
Graphique 74 :	Evolution du niveau de confiance en BARKHANE selon les localités	68
Graphique 75 :	Evolution du niveau de confiance en BARKHANE selon le genre	69
Graphique 76 :	Evolution du niveau de confiance en BARKHANE selon le niveau d'instruction	69
Graphique 77 :	Entendre parler de la mise en place de la force conjointe G5 Sahel selon les localités	70
Graphique 78 :	Entendre parler de la mise en place de la force conjointe G5 Sahel selon le genre	70
Graphique 79 :	Entendre parler de la mise en place de la force conjointe G5 Sahel selon le niveau d'instruction	71
Graphique 80 :	Confiance en G5 Sahel pour lutter contre le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et les trafics des êtres humains selon les localités	71
Graphique 81 :	Confiance en G5 Sahel pour lutter contre le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et les trafics des êtres humains selon le genre	72
Graphique 82 :	Connaissance de la formation des forces armées du Mali par l'Union Européenne, à travers l'EUTM, pour la sécurisation du pays selon les localités	72

Graphique 83 :	Connaissance de la formation des forces armées du Mali par l'Union Européenne, à travers l'EUTM, pour la sécurisation du pays selon le genre	73
Graphique 84 :	Connaissance de la formation des forces armées du Mali par l'Union Européenne, à travers l'EUTM, pour la sécurisation du pays selon le niveau d'instruction	73
Graphique 85 :	Connaissance de la formation des forces armées du Mali par l'Union Européenne, à travers l'EUTM, pour la sécurisation du pays selon l'âge	74
Graphique 86 :	Niveau de satisfaction du travail des forces de défense et de sécurité dans la lutte contre l'insécurité selon les localités	74
Graphique 87 :	Niveau de satisfaction des forces de défense et de sécurité selon le genre	75
Graphique 88 :	Principaux reproches aux forces de défense et de de sécurité	75
Graphique 89 :	Connaissance de la formation de la police, de la gendarmerie et de la garde nationale du Mali par EUCAP Sahel Mali selon les localités	76
Graphique 90 :	Connaissance de la formation de la police, de la gendarmerie et de la garde nationale du Mali par EUCAP Sahel Mali selon le genre	77
Graphique 91 :	Connaissance de la formation de la police, de la gendarmerie et de la garde nationale du Mali par EUCAP Sahel Mali selon le niveau d'instruction	77
Graphique 92 :	Connaissance de la formation de la police, de la gendarmerie et de la garde nationale du Mali par EUCAP Sahel Mali selon l'âge	78
Graphique 93 :	Proportion des enquêté (e)s ayant entendu parler de la réforme du secteur de la sécurité au niveau national selon les localités	78
Graphique 94 :	Proportion des enquêté (e)s ayant entendu parler de la réforme du secteur de la sécurité au niveau national selon le genre	79
Graphique 95 :	Proportion des enquêté (e)s ayant entendu parler de la réforme du secteur de la sécurité au niveau national selon l'âge	79
Graphique 96 :	Niveau de confiance aux forces de sécurité pour la sécurisation des personnes et des biens selon les localités	80
Graphique 97 :	Principaux reproches faits aux forces de sécurité	80
Graphique 98 :	Appréciation de l'implication de la société civile dans la sécurisation de la région selon les localités	81
Graphique 99 :	Appréciation de l'implication de la société civile dans la sécurisation de la région selon le genre	82
Graphique 100 :	Appréciation de l'implication de la société civile dans la sécurisation de la région selon le niveau d'instruction	82
Graphique 101 :	Les acteurs auxquels les citoyen(ne)s ont confiance pour la sécurisation de la région	83
Graphique 102 :	Perception de la fréquence des conflits inter ou intracommunautaires selon les localités	84
Graphique 103 :	Proportion des citoyen (ne)s connaissant la Loi d'Entente Nationale selon les localités	85
Graphique 104 :	Proportion des citoyen(ne)s connaissant la Loi d'Entente Nationale selon le genre	85
Graphique 105 :	Proportion des citoyen(ne)s connaissant la Loi d'Entente Nationale selon l'âge	86
Graphique 106 :	Proportion des citoyen(ne)s connaissant la Loi d'Entente Nationale selon le niveau d'instruction	86

Graphique 107 : Les aspects connus de la Loi d'Entente Nationale selon les localités	87
Graphique 108 : Importance des enquêtes et jugements des acteurs coupables de crimes et violences dans la région selon les localités	87
Graphique 109 : Appréciation de l'implication des leaders religieux dans le processus de réconciliation selon les localités	88
Graphique 110 : Appréciation de l'implication des leaders religieux dans le processus de réconciliation	88
Graphique 111 : Proportion de citoyen(ne)s ayant confiance en la justice selon les localités	89
Graphique 112 : Proportion de citoyen (ne)s ayant confiance en la justice selon l'âge	90
Graphique 113 : Appréciation de la corruption de la justice selon les localités	90
Graphique 114 : Appréciation de la méconnaissance des procédures de la justice par les populations selon les localités	91
Graphique 115 : Appréciation de la complexité et de la longueur des procédures de la justice selon les localités	92
Graphique 116 : Appréciation de la complexité et de la longueur des procédures de la justice selon les localités selon l'âge	92
Graphique 117 : Appréciation du coût élevé de la justice selon les localités	93
Graphique 118 : Appréciation du niveau de corruption selon les localités	93
Graphique 119 : Raisons de l'existence de la corruption	94
Graphique 120 : Les domaines concernés par la corruption	95
Graphique 121 : Appréciation de la lutte contre la corruption par la justice malienne selon les localités	96
Graphique 122 : Appréciation de la lutte contre la corruption par la justice malienne selon le genre	96
Graphique 123 : Appréciation de la lutte contre la corruption par la justice malienne selon le niveau d'instruction	97
Graphique 124 : Appréciation de la lutte contre la corruption par la justice malienne selon l'âge	97
Graphique 125 : Appréciation de la fréquence de l'impunité selon les localités	98
Graphique 126 : Les raisons de l'impunité	99
Graphique 127 : Perception du niveau de vie dans l'avenir selon les localités	100
Graphique 128 : Perception du niveau de vie dans l'avenir selon le genre	100
Graphique 129 : Perception du niveau de vie des populations dans l'avenir selon le niveau d'instruction	101
Graphique 130 : Répartition des enquêté (e)s selon leur projection de la situation du Mali dans 6 mois selon les localités	101
Graphique 131 : Répartition des enquêté (e)s selon leur projection de la situation du Mali dans 6 mois selon le genre	102
Graphique 132 : Répartition des enquêté (e)s selon leur projection de la situation du Mali dans 6 mois selon le niveau d'instruction	102
Graphique 133 : Répartition des enquêté (e)s selon la projection de la situation de leur région dans 6 mois et selon les localités	103
Graphique 134 : Les plus grands souhaits pour le Mali d'ici 5 ans	104

LISTE DES ABREVIATIONS

KOULI = Koulikoro

TOMB = Tombouctou

MKA = Ménaka

TAOUD = Taoudénit

BKO = Bamako

ENS = Ensemble

NSP = Ne sait pas/sans opinion

RESUME

La présente édition de Mali-Mètre recueille la perception des Maliennes et des Maliens sur des préoccupations qui sont déterminantes pour leur avenir et pour le futur du pays. L'enquête a porté sur les préoccupations nationales et régionales, les défis et priorités, l'appréciation des institutions, la justice et bonne gouvernance, la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, la stabilisation et sécurisation du pays, le dialogue national inclusif, la « Vérité, Justice et Réconciliation » et les perspectives d'avenir.

L'enquête s'est déroulée du 12 au 26 novembre 2019 sur un échantillon global de 2186 personnes âgées de 18 ans et plus, réparties entre le District de Bamako et l'ensemble des capitales régionales, y compris Kidal, Ménaka et Taoudénit. Elle a été conduite sur le terrain par 31 enquêteurs et superviseurs sous la direction du Groupement d'intérêt économique GISSE.

L'échantillonnage est basé sur la méthode des quotas avec la prise en compte des caractéristiques démographiques suivantes : lieu de résidence, sexe, âge et niveau d'instruction.

Les principaux résultats se présentent comme suit :

SITUATION GENERALE DU PAYS ET DES REGIONS

La situation générale du pays : Au regard des 12 derniers mois, les deux tiers (65,9%) de la population pensent que la situation générale du pays s'est détériorée, contre dix pour cent (9,6%) qui estiment qu'elle s'est améliorée et environ le quart (24,3%) qui juge qu'elle est restée la même.

Par rapport à Mali-Mètre 10, on note une augmentation de 23 points de la part de la population qui estime que la situation s'est dégradée et une diminution de 20 points de celle qui pense que la situation s'est améliorée.

Défis majeurs du Mali : Ils sont constitués prioritairement de la lutte contre l'insécurité (50,2%), la lutte contre le chômage des jeunes (49,5%), la lutte contre la pauvreté (45,9%) et la gestion du problème du Nord (41,9%).

Comparés à Mali-Mètre 10, les principaux défis restent les mêmes, avec toutefois « la lutte contre l'insécurité » qui passe de la sixième (27%) à la première position.

Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à citer la lutte contre la pauvreté, la gestion du problème du Nord et l'amélioration de la santé comme défis majeurs du Mali. Par contre, les hommes sont plus nombreux que les femmes à citer la lutte contre l'insécurité et contre le chômage des jeunes.

La proportion de la population pour laquelle les défis majeurs sont l'amélioration de l'éducation, la lutte contre la corruption et la lutte contre la mauvaise gouvernance, augmente avec le niveau d'instruction.

Enfin, il est à noter une augmentation avec l'âge de la part de la population qui indique, comme défis majeurs, la lutte contre l'insécurité alimentaire, la gestion du problème du Nord et la lutte contre l'insécurité.

CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS

Niveau de satisfaction des actions du président de la République dans la gestion du pays : 62% des enquêté(e)s sont insatisfaits des actions du président de la République contre 37% qui se disent satisfaits.

Par rapport à Mali-Mètre 10, la proportion des non satisfaits a augmenté de 17 points et celle des satisfaits a régressé de 18 points.

Par localité, la proportion de la population satisfaite des actions du président de la République est surtout enregistrée à Taoudénit (62,6%) et à Sikasso (61%).

Le nombre de citoyen (ne)s non satisfaits des actions du président de la République augmente avec le niveau d'instruction.

Niveau de satisfaction des actions du Gouvernement dans la gestion du pays : La majorité des citoyen (ne)s n'est pas satisfaite à 63% de la gestion du Gouvernement contre 35% qui sont satisfaits.

La proportion de citoyen (ne)s non satisfaits de la gestion du Gouvernement a augmenté de 13 points, comparativement à Mali-Mètre 10.

Le niveau de non-satisfaction de la gestion du Gouvernement augmente avec le niveau d'instruction.

Niveau de satisfaction des actions des députés : À 74%, les citoyen (ne)s ne sont pas satisfaits des actions des députés, contre 18% qui sont satisfaits et 9% sans opinion.

Par rapport à Mali-Mètre 10, la proportion des non satisfaits des actions des députés a augmenté de 14 points.

La majorité (59,2%) des citoyen (ne)s estime que le rôle des députés à l'Assemblée nationale est autre chose que « voter les lois » ou « contrôler l'action gouvernementale ». Cette opinion est surtout partagée à Sikasso (69%), Ségou (68,6%) et Bamako (66,1%), et plus par les femmes (72,2%) que les hommes (46,5%).

La grande majorité (71,5%) de la population pense que les députés ne font que valider les décisions du Gouvernement, contre 13% qui estiment que les députés contrôlent l'action gouvernementale et 16% sont sans opinion.

Niveau de satisfaction des actions de l'Opposition politique : Les citoyen(ne)s sont, dans leur majorité (61%), insatisfaits des actions de l'Opposition politique, contre 24% qui sont satisfaits et 15% sans opinion.

En comparaison avec Mali-Mètre 10, le taux des satisfaits a augmenté de 2 points.

Les citoyen(ne)s satisfaits des actions de l'Opposition politique sont majoritaires à Tombouctou (60%) et Taoudénit (53,2%) ; et les plus insatisfaits sont enregistrés à Kidal (80%), Ségou (73%) et Mopti (69%).

Le taux des satisfaits augmente avec le niveau d'instruction.

Appréciation des actions du médiateur de la République : Les citoyen(ne)s sans opinion sont les plus nombreux (40%), contre 34% qui sont insatisfaits et 27% qui sont satisfaits des actions du Médiateur de la République.

Les sans opinion sont majoritaires à Kayes (60,2%) et Koulikoro (57,7%) et plus nombreux à Bamako (48,1%), Ménaka (47,6%), Sikasso (44,6%) et Ségou (30,4%).

Priorités pour le Président et le Gouvernement au cours des 6 prochains mois : Elles sont par ordre de fréquence, « lutter contre le chômage des jeunes » (53,7%), « lutter contre l'insécurité » (45,7%) et « résoudre le problème du nord et du centre du pays » (45,3%).

MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD POUR LA PAIX ET LA RECONCILIATION

Connaissance de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali : La très grande majorité (80,1%) de la population n'a pas de connaissance sur l'Accord, contre seulement 8% qui déclarent le contraire ; et 12% ne se prononcent pas.

Comparé à Mali-Mètre 10, la proportion de ceux qui ne connaissent pas l'Accord a diminué de 5 points.

Les villes de Ménaka (48,5%), Gao (30,6%), Taoudénit (23,4%) enregistrent les proportions les plus significatives de citoyen(ne)s qui déclarent connaître l'Accord ; les hommes estiment à 10% mieux le connaître que les femmes avec 5%.

Niveau d'avancement de mise en œuvre de l'Accord : La grande majorité (71,8%) de la population estime que le processus n'a pas avancé, contre 25% qui estiment qu'il a assez avancé et 3% sont sans opinion.

Par rapport à Mali-Mètre 10, la part de la population qui estime que le processus n'a pas avancé a augmenté de 7 points et les sans opinion a diminué de 12 points.

Les hommes (75,9%) sont plus nombreux que les femmes (62,9%) à estimer que le processus n'a pas avancé. Ce sentiment augmente avec le niveau d'instruction et l'âge.

Appréciation de la relecture ou modification de l'Accord : Une majorité (57,2%) de la population estime que l'Accord doit être modifié, contre 8% qui pensent le contraire, mais 35% sont sans opinion.

Les opposants à cette relecture/modification sont majoritaires à Ménaka (62,1%), Taoudénit (62%) et Gao (47%), tandis que la modification est prônée à Tombouctou (75,8%), Sikasso, (74,3%) et Koulikoro (60%).

Appréciation de la mise en œuvre de l'Accord et la révision constitutionnelle : En cas de relecture de l'Accord, 52% de la population sont favorables à une révision de la Constitution et 48% sont contre elle.

Les partisans de la révision sont majoritaires à Gao (89,1%), Taoudénit (66,7%), Bamako (63%), Mopti (57,1%), Sikasso et Kidal (53,8%), tandis que les opposants sont à Koulikoro (100%), Ménaka (84,4%), Kayes (77,3%), Tombouctou (58,3%) et Ségou (55,2%).

Confiance en l'Accord pour garantir la stabilité, la paix et la sécurité du pays : La moitié (50,3%) de la population au courant de l'Accord a confiance en l'Accord pour garantir la stabilité, la paix et la sécurité du pays ; et près de la moitié des enquêtés(e)s pense le contraire (48,7%).

En comparaison avec Mali-Mètre 10, la proportion des citoyen(ne)s qui font confiance à l'Accord pour garantir la stabilité, la paix et la sécurité a diminué de 7 points et celle qui pense le contraire a augmenté de 14 points.

La population qui a confiance en l'Accord pour garantir la stabilité, la paix et la sécurité est majoritaire à Kidal (89,2%), Mopti (77,7%), Ménaka (67,5%), Gao (66,7%) et Tombouctou (60%), tandis que celle qui n'a pas confiance domine largement à Kayes (80,6%), Koulikoro (66,1%), Bamako (60,5%) et Ségou (54,9%).

DIALOGUE NATIONAL INCLUSIF

Dialogue national inclusif : 56% des enquêtés(e)s ont entendu parler du dialogue national inclusif, contre 44% qui déclarent le contraire.

Les populations de Gao (87,8%), Mopti (73,6%), Bamako (59%) et Ségou (57,4%) sont les plus nombreuses à en avoir entendu parler ; et celles qui déclarent le contraire sont majoritairement enregistrées à Taoudénit (71%), Ménaka (58,3%) et Kidal (57,6%).

Les hommes (63,7%) sont plus nombreux que les femmes (36,3%) à en avoir entendu parler.

Conditionnalités de réussite du dialogue national inclusif : Deux conditionnalités majeures sont citées par les populations pour une réussite du dialogue national : « la concertation de tout le monde » (69,1%) et « la sensibilisation sur le dialogue » (37%), sans incidence significative du genre, du niveau d'instruction ou de l'âge.

Principaux sujets de débat souhaités au cours du dialogue national inclusif : Les principaux sujets de débat souhaités par la majorité des populations sont : « les questions de sécurité au nord et au centre du pays » (80,3%), « l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger » (64,8%), « les questions liées au secteur de l'éducation » (57,3%) et « les questions liées au secteur de la santé » (48,9%), sans incidence significative du genre, du niveau d'instruction ou de l'âge.

Appréciation de l'inclusivité du dialogue national inclusif : La grande majorité (72%) pense que le dialogue national sera inclusif, c'est – à – dire qu'il va enregistrer la participation de tous les acteurs (gouvernement, opposition, société civile, tous les leaders et toutes les régions), contre le quart (25%) qui déclare le contraire, et 3% sont sans opinion

Appréciation de l'impact attendu du dialogue national inclusif : 78% de la population estiment que le dialogue va aboutir à un changement positif majeur pour le Mali, contre 16% qui pensent qu'il ne va rien changer pour le Mali, tandis que 6% sont sans opinion.

Les plus optimistes sont enregistrés à Ménaka (93%), Mopti (91%), Taoudénit (89%), Kidal (84%) et Gao (83%) et les moins optimistes à Koulikoro (51%).

STABILISATION ET SECURISATION DU MALI

Evolution du niveau de sécurité dans la région : 37 % des citoyen(ne)s indiquent que le niveau d'insécurité a diminué, contre 33% qui pensent qu'il a augmenté et 28% pensent qu'il est resté le même au cours des 12 derniers mois, sans incidence significative du sexe, du niveau d'instruction ou de l'âge.

Comparé à Mali-Mètre 10, le nombre de citoyen (ne)s qui pensent que le niveau d'insécurité de la région a augmenté de 5 points.

L'insécurité a surtout augmenté à Gao (65,3%), Mopti (58,1%), mais aussi à Bamako (47,7%) et Ménaka (47,6%). Elle a diminué à Tombouctou (79,8%), Koulikoro (55,5%) et Kidal (48,5%).

Connaissance du renouvellement pour un an du mandat de la MINUSMA : Une minorité (20,3%) des citoyen(ne)s est au courant du renouvellement du mandat de la MINUSMA.

Les plus forts taux de personnes informées du renouvellement du mandat sont enregistrés à Gao (45,9%), puis à Koulikoro (32,9%) et Tombouctou (32,3%), tandis que les personnes qui en sont moins informées sont à Kidal (100%), Taoudénit (92,5%) et Sikasso (88,5%).

Les hommes (30%) sont plus informés que les femmes (11%). Enfin, la proportion de ceux qui sont au courant de ce renouvellement augmente avec le niveau d'instruction et l'âge.

Principaux défis de la MINUSMA au Mali : Tandis que près des deux tiers (65%) de la population déclarent ne pas connaître les problèmes/défis que rencontre la MINUSMA dans l'exercice de ses missions, une minorité cite « les attaques des groupes terroristes » (16%) et « le manque de confiance entre les parties maliennes » (11%), sans incidence significative du sexe, de l'âge ou du niveau d'instruction.

Niveau de satisfaction du travail de la MINUSMA : 78% des citoyen(ne)s estiment être non satisfaits de la MINUSMA, contre 16% qui le sont et 6% sont sans opinion.

La proportion d'insatisfaits du travail de la MINUSMA a augmenté de 32 points par rapport à Mali-Mètre 10.

La proportion des insatisfaits est très élevée dans toutes les villes, sauf à Taoudénit et Gao où la population satisfaite est respectivement de 74% et 66%.

Principaux reproches à la MINUSMA : Ils concernent « ne pas protéger les populations contre la violence des groupes armés et les terroristes » (54,1%), puis dans une moindre mesure « être complice des groupes armés » (34,4%) et « se protéger elle-même » (25,2%).

Les reproches majeurs à la MINUSMA sont quasiment les mêmes que ceux de Mali-Mètre 10.

Confiance en BARKHANE pour lutter contre le terrorisme : 79% des citoyen(ne)s sont insatisfaits du travail de BARKHANE pour lutter contre le terrorisme au Mali, contre 13% qui pensent le contraire et 8% sont sans opinion.

Par rapport à Mali-Mètre 10, le nombre des insatisfaits a augmenté de 36 points et les satisfaits a régressé de plus de 34 points.

Les hommes (84%) sont plus insatisfaits de BARKHANE que les femmes (75%).

Reproches à BARKHANE : Les personnes enquêtées lui reprochent surtout d'« être complice des groupes armés » (57,7%), de « ne pas protéger les populations contre la violence des groupes armés et les terroristes » (53,5%) et moins fréquemment, « se protéger elle-même » (24,5%) et « soutenir la partition du pays » (21,1%).

Comparé à Mali-Mètre 10, les reproches sont quasiment les mêmes et dans le même ordre de fréquence.

Evolution du niveau de confiance en BARKHANE : 80% des personnes interrogées pensent que le niveau de confiance en BARKHANE a diminué depuis le début de l'intervention militaire de la France, contre 10% qui estiment qu'il est resté le même et seulement 2% qu'il a augmenté. Cependant, 9% sont sans opinion.

Comparés à Mali-Mètre 10, ceux qui estiment que la confiance en Barkhane a reculé ont augmenté de 34 points.

L'opinion d'une baisse de confiance en Barkhane est partout largement majoritaire, mais en particulier à Ségou (92,6%), Kidal (90,9%) et Koulikoro (90,6%).

Mise en place de la force conjointe G5 Sahel : 65% ont entendu parler de la mise en place d'une Force conjointe G5 Sahel, contre 35% qui déclarent le contraire.

Comparé à Mali-Mètre 10, ce sont quasiment les mêmes proportions de populations qui déclarent être au courant ou non de la mise en place de la force conjointe G5 Sahel.

Confiance en G5 Sahel pour lutter contre le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et les trafics des êtres humains : Les opinions sont partagées : 48% pensent que le G5 Sahel en est capable ; et 49% pensent le contraire.

Comparée à Mali-Mètre 10, la proportion de la population qui fait confiance au G5 Sahel pour lutter contre le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et les trafics des êtres humains a diminué de 30 points.

Les populations qui font confiance au G5 Sahel sont majoritaires à Ménaka (87,2%), Gao (67,8%), Taoudénit (53,1%) et Kayes (53%) tandis que celles qui ne lui font pas confiance sont plus nombreuses à Kidal (70,3%), Mopti (54,9%), Tombouctou (52,8%) et Sikasso (50,9%).

Connaissance de la formation des forces armées du Mali, à travers l'EUTM, pour la sécurisation du pays : Ils sont 58% à répondre par la négative et 43% par l'affirmative.

Comparé à Mali-Mètre 10, la part des citoyen(ne)s ayant déclaré être au courant de cette formation a diminué de 11 points.

La connaissance de cette formation est surtout majoritaire parmi les populations à Koulikoro (60,6%) et Gao (59,2%), tandis qu'elle est beaucoup plus ignorée à Kidal (98%), Sikasso (78,3%) et Taoudénit (76,6%).

Les hommes (54,2%) sont plus nombreux que les femmes (30,6%) à être au courant de cette formation.

Par ailleurs la proportion de ceux qui sont au courant augmente avec le niveau d'instruction et l'âge.

Niveau de confiance aux forces de défense et de sécurité dans la lutte contre l'insécurité : 92% des citoyen(ne)s ont confiance en elles contre 7% qui ne font pas confiance aux forces de défense et de sécurité dans la lutte contre l'insécurité, sans incidence significative sur le sexe, le niveau d'instruction ou l'âge.

La minorité qui n'est pas satisfaite est surtout enregistrée à Kidal où 66% des enquêté (e)s ont déclaré être non satisfaits et 29% sont sans opinion.

Principaux reproches aux forces de défense et de de sécurité : Ils proviennent d'une minorité (7%) qui cite : « elles ne sont pas bien armées » (22,1%), « elles ne sont pas bien formées » (20,1%), « elles sont inefficaces (ou ne font pas leur travail) » (13,8%), « elles sont négligentes » (11,6%) et « elles manquent de volonté et de bravoure » (10,1%).

Connaissance de la formation de la police, de la gendarmerie et de la garde nationale par EUCAP Sahel Mali : 68% déclarent ignorer cette formation d'EUCAP Sahel Mali et 32% déclarent le contraire.

Comparée à Mali-Mètre 10, la population au courant de cette formation a augmenté de 3 points.

Les habitants des villes de Gao (48%), Mopti (44,6%), Koulikoro (38,6%), Kayes (36,6%), Bamako (29,3%) et Ménaka (29,1%) sont les plus informés de cette formation d'EUCAP Sahel Mali.

De la réforme du secteur de la sécurité : Cette réforme est connue seulement d'une minorité (26,5%) des enquêté(e)s.

Par rapport à Mali-Mètre 10, la proportion de la population ayant entendu parler de cette réforme a augmenté de 9 points.

Elle est surtout connue à Ménaka (47,6%), à Mopti (38,8%) et à Gao (32,7%).

Niveau de confiance en les forces de sécurité pour la sécurisation des personnes et des biens : 92% des enquêté(e)s font confiance aux forces de sécurité pour la sécurisation des personnes et des biens contre 7% qui pensent le contraire.

La minorité n'ayant pas confiance en elles est enregistrée à Kidal (63,6%) et dans une moindre mesure à Tombouctou (27,3%).

Principaux reproches aux forces de sécurité : ils comprennent essentiellement, « la corruption » (33,8%), « elles sont inefficaces (ou ne font pas leur travail) » (16,8%) et « elles ne sont pas bien armées » (11%), sans incidence assez significative selon le sexe, l'âge ou le niveau d'instruction.

Ces reproches aux forces de sécurité sont surtout enregistrés à Mopti (54,5%), Bamako (46,2%), Kayes (39%) et Taoudénit (34%). A Ménaka, elles « manquent de volonté et de bravoure » (60%).

Implication de la société civile dans la sécurisation de la région : 61% pensent que la société civile peut jouer « un grand rôle » dans la sécurisation de la région, contre 23% qui estiment qu'elle peut jouer « un petit rôle » ; et pour 14% elle « ne peut rien faire ».

La partie de la population qui pense qu'elle peut jouer « un grand rôle » est surtout localisée à Kidal (97%), Ménaka (84,5%), Gao (78,6%), Mopti (76,4%) et Taoudénit (70,1%), tandis que celle qui estime qu'elle « ne peut rien faire » est enregistrée à Koulikoro (25,8%) et Kayes (24,4%).

Les femmes (65,5%) sont plus nombreuses que les hommes (57,2%) à penser que la société civile peut jouer un « grand rôle » dans la sécurisation de la région.

Les acteurs auxquels les citoyen(ne)s font confiance pour la sécurisation de la région : Les FAMAS (85,8%), puis la gendarmerie (60,8%), la garde nationale (54,2%) et la police nationale (44,1%) sont les plus fréquemment cités.

Comparé à Mali-Mètre 10, la confiance en les forces armées, les gendarmes, les gardes et les policiers pour assurer la sécurité de leur région a augmenté, respectivement de 17 points, 4 points, 10 points et 2 points.

Perception de la fréquence des conflits inter ou intracommunautaires : 62% des enquêté(e)s pensent que les conflits inter ou intracommunautaires sont inexistantes dans la région. 11% trouvent qu'ils sont fréquents, 5% très fréquents et 9% pensent qu'ils ne sont pas fréquents, et 13% sont sans opinion.

La part des enquêté(e)s qui estiment que les conflits inter ou intracommunautaires sont très fréquents ou fréquents dans la région sont surtout enregistrés à Mopti (83%), Ménaka (63,1%), et Kidal (52,6%). Ces conflits sont jugés inexistantes à Bamako (80,3%), Koulikoro (79,7%), Gao (79,6%), Tombouctou (75,8%) et Ségou (71,3%).

Les principales raisons des conflits inter et intracommunautaires dans la région : Elles sont relatives au foncier à Ségou (80,6%), Sikasso (59,2%) et Koulikoro (44,4%), l'esclavage à Ménaka (73,7%) et Kayes (54,8%), la délimitation des champs pour le pâturage des animaux à Mopti (29%), Ménaka (25%) et Tombouctou (21,7%), l'application de la charia à Mopti (25,8%) et les vols (biens, bétail, etc.) à Kidal (90,7%) et Gao (31,3%) ainsi que la mésentente et le manque de tolérance entre communauté à Taoudénit (33,3%).

VERITE, JUSTICE ET RECONCILIATION

Connaissance de la Loi d'entente nationale : Sans incidence du sexe, de l'âge et du niveau d'instruction, seulement 14% sont au courant de ladite loi, contre 86% qui déclarent le contraire.

La minorité significative qui a entendu parler de cette loi est surtout enregistrée à Bamako (25,9%) à, Tombouctou (22,2%), Gao et Koulikoro (18,4%), alors qu'elle est quasiment méconnue à Kidal (99%), Mopti (96,5%) et Ségou (93,9%).

Les aspects connus de la loi d'entente nationale : Parmi la minorité qui a entendu parler de cette loi, 71% ne peuvent « rien dire de précis », tandis que 21% citent « la restauration de la paix et la réconciliation » et 6% évoquent « l'équité et la justice » comme les aspects qu'ils connaissent de la loi d'entente nationale.

Importance des enquêtes et jugements sur les acteurs coupables de crimes et violences dans la région : 93% de la population pensent importants les enquêtes et jugements sur les acteurs coupables de crimes et violences contre les populations dans la région, contre 7% qui estiment le contraire.

Comparée à Mali-Mètre 10, la part de la population qui déclare importants les enquêtes et jugements sur les acteurs coupables de crimes et violences contre les populations a augmenté de 20 points.

Appréciation de l'implication des leaders religieux dans le processus de réconciliation : 90% des enquêté(e)s estiment positive l'implication des leaders religieux dans le processus de réconciliation des populations dans la région, contre 9% qui soutiennent le contraire, sans incidence significative du sexe, de l'âge ou du niveau d'instruction.

Les partisans de cette implication sont partout majoritaires, mais surtout à Kidal (100%), Ménaka (99%), Mopti (99%), Taoudénit (97,2%), Tombouctou (96%) et Gao (95,90%).

JUSTICE ET BONNE GOUVERNANCE

Niveau de confiance en la justice : Dans leur majorité (56,6%), les citoyen(ne)s font confiance à la justice, contre une forte minorité (41,7%) qui ne lui fait pas confiance, sans incidence significative du sexe, de l'âge ou du niveau d'instruction.

Comparée à Mali-Mètre 10, la proportion de citoyen(ne)s qui déclarent faire confiance à la justice a augmenté de 20 points.

La part de la population qui ne fait pas confiance est dominante à Gao (68,4%), Kidal (67,7%), Tombouctou (58,6%), Mopti (56,9%) et Ségou (51,7%).

Affirmation de la corruption de la justice : 89% des enquêté(e)s sont au moins d'accord avec cette affirmation, contre 7% qui ne sont pas d'accord et 4% sans opinion, sans incidence significative selon le genre, le niveau d'instruction ou l'âge.

Comparée à Mali-Mètre 10, la part de la population qui estime que la justice est corrompue a augmenté de 4 points.

Affirmation de la méconnaissance des procédures de la justice par les populations : Elle est partagée par une grande majorité (92,6%) des personnes interrogées, contre 5% qui sont d'un avis contraire et 3% sans opinion. Elle est largement partagée dans toutes les villes enquêtées, particulièrement à Mopti (98%), Koulikoro (95,2%), Kidal (95%), Tombouctou (94,9%) et Kayes (94,8%)

La comparaison avec Mali-Mètre 10 montre une augmentation de 4 points de la part des populations qui trouvent que les procédures de la justice sont méconnues.

Affirmation de la complexité et de la longueur des procédures de la justice : Elle est partagée par 97% des citoyen(ne)s contre 2% qui sont d'un avis contraire.

Par rapport à Mali-Mètre 10, on note une augmentation de 3 points du nombre de ceux qui sont d'accord avec cette affirmation et une diminution de 2 points de ceux qui soutiennent le contraire.

Affirmation du coût élevé de la justice : Cette affirmation est partagée par une grande majorité des enquêtés (88,5%), et 7% sont sans opinion. L'incidence du sexe, de l'âge ou du niveau d'instruction n'est pas significative.

Comparée à Mali-Mètre 10, la proportion des enquêtés(e)s d'accord avec cette affirmation a augmenté de 4 points.

Niveau de corruption : Pour la quasi-totalité de la population enquêtée (96,2%), le niveau de corruption au Mali est élevé, sans incidence du sexe, de l'âge ou du niveau d'instruction.

Cette proportion de la population qui estime que le niveau de corruption est élevé a augmenté de 5 points par rapport à Mali-Mètre 10.

Principales raisons de l'existence de la corruption au Mali : Elle s'explique principalement par « l'avidité /cupidité » (48,3%), « la pauvreté des populations » (46,8%), « les mauvais exemples des dirigeants » (35,9%), « l'impunité » (34,4%) et « le bas niveau des salaires et des revenus » (32,3%).

Les mêmes raisons sont évoquées dans Mali-Mètre 10, avec cependant une différence significative dans l'ordre.

Domaines concernés par la corruption : les domaines les plus concernés par la corruption sont la justice (53%), la police (40,7%), les autres services publics (38,8%), la douane (35%) et la Mairie (30,4%). Le taux des sans opinion est de 6%.

Comparés à Mali-Mètre 10, les domaines les plus concernés par la corruption restent dans l'ensemble inchangés et pratiquement dans le même ordre de citation.

Confiance en la justice dans la lutte contre la corruption : 57% des enquêtés(e)s pensent que la justice malienne est capable de lutter contre la corruption dans le pays, contre 42% qui sont d'un avis contraire. Ceux qui font confiance en la justice sont surtout nombreux à Ménaka (69,90%), Bamako (69,8%), Sikasso (65,1%) et Taoudénit (59,8%), tandis que ceux qui lui font moins confiance sont enregistrés à Gao (85,7%) et Kidal (76,7%).

Fréquence de l'impunité : Pour la très grande majorité (84,3%) des citoyen(ne)s, l'impunité est fréquente sans incidence de l'âge, du sexe ou du niveau d'instruction. Seulement 13% des enquêtés(e)s sont d'un avis contraire.

Comparée à Mali-Mètre 10, la proportion de citoyen(ne)s estimant l'impunité fréquente a augmenté de 4 points.

Raisons de l'impunité : Les raisons les plus citées sont « la corruption » (58,7%), « le poids des relations sociales » (36,5%) et « la justice [qui] ne joue pas son rôle » (13,4%). La proportion des sans opinions (7,8%) est particulièrement élevée à Ménaka (54,4%) et Taoudénit (34,6%).

PERSPECTIVES

Perception du niveau de vie dans l'avenir : 46% des enquêté(e)s pensent que leurs enfants auront un « niveau de vie moindre », contre 31% qui pensent qu'ils auront « un niveau de vie meilleur » et pour 22% ils maintiennent « le même niveau de vie ».

Les populations de Bamako (80,3%), Kayes (76%), Gao (54,1%) et Koulikoro (53,5%) sont celles qui pensent le plus que leurs enfants auront un niveau de vie moindre, tandis que celles de Kidal (80,8%), Tombouctou (61,6%), Taoudénit (58,9%) et Sikasso (53,6%) sont celles qui estiment que leurs enfants auront un niveau de vie meilleur.

Projection du Mali dans 6 mois : La majorité des enquêté(e)s, soit 52 %, estiment que la situation du pays s'améliorera dans 6 mois, 31% pensent qu'elle devrait rester au même niveau et pour 14% elle devrait se détériorer, sans incidence significative du sexe, de l'âge ou du niveau d'instruction.

Comparée à Mali-Mètre 10, la proportion de citoyen(ne)s qui estiment que la situation devrait s'améliorer a régressé de 15 points, tandis que celle qui estime qu'elle se détériorera a augmenté de 22 points.

Projection des Régions dans 6 mois : 53% des citoyen(ne)s, indépendamment de la localité, estiment que la situation va s'améliorer pour la région dans les 6 mois à venir, contre 31% qui estiment qu'elle restera la même et 14% qu'elle va se détériorer.

Par rapport à Mali-Mètre 10, la proportion de citoyen(ne)s qui estiment que la situation devrait s'améliorer a diminué de 13 points.

Les habitants de Tombouctou et Kidal (79%), Sikasso (75,5%), Taoudénit (73,8%) et Mopti (70,9%) sont les plus nombreux à penser à une amélioration de la situation de leur région dans les 6 mois à venir alors que ceux de Gao (44,9%) sont de loin les plus nombreux à penser au contraire.

Les grands souhaits pour le Mali d'ici 5 ans : ils portent sur « le retour de la paix et de la sécurité » (89,9%), « l'emploi des jeunes » (41,7%) « de bonnes récoltes et la sécurité alimentaire » (32,7%) et « la fin de la corruption » (23,2%). D'autres souhaits moins fréquemment cités sont « La relance de l'économie » (17,5%), « la fin de la pauvreté » (16,7%), « un meilleur système scolaire » (16,5%), « le développement des infrastructures » (15,1%).

Comparé à Mali-Mètre 10, l'ordre des premiers grands souhaits exprimés n'a pratiquement pas changé.

1. INTRODUCTION

1.1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Mali-Mètre est le titre donné à l'enquête d'opinion politique que la Friedrich Ebert Stiftung (FES) conduit au Mali depuis la fin de l'année 2012. Il se veut d'offrir une cartographie régulière des questions d'actualité du pays, des préoccupations de l'heure des Maliennes et des Maliens qui sont déterminantes pour leur avenir. Mali-Mètre est conçu comme un outil de dialogue entre les citoyen(ne)s avec leur Etat, et aussi un outil pour un regard croisé entre les populations et les politiques mises en œuvre à leur profit par l'Etat et ses partenaires. Dans ce sens, Mali-Mètre est comparable à un tableau de lecture des attentes des populations que les décideurs se doivent d'intégrer dans leurs approches en vue de prendre les décisions, voire les mesures nécessaires à court, moyen et long termes qui soient en adéquation avec les attentes des populations.

La 11^{ème} édition de Mali-Mètre est construite autour des thématiques liées à l'actualité. Cependant, elle est aussi construite autour des réponses les plus fréquemment citées dans la dernière édition et qui s'articulent autour de thématiques comme les défis ou priorités, l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, la confiance dans les institutions, la stabilisation et sécurisation, la justice et bonne gouvernance, la justice, vérité et réconciliation ainsi que les perspectives. Cette édition intègre de nouvelles thématiques comme le dialogue national inclusif, la relecture/modification de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, la révision constitutionnelle, la Loi d'Entente Nationale, la réforme du secteur de la sécurité, la confiance en les forces de sécurité et de défense pour assurer la sécurité des personnes et des biens, etc.

1.2. OBJECTIFS DE L'ENQUETE

L'objectif principal est de recueillir les opinions des Maliennes et des Maliens sur différentes questions marquantes de l'actualité ou décisives pour le présent et le futur du pays. Plus spécifiquement, le présent numéro s'articule autour des points saillants suivants :

- les préoccupations nationales et régionales, défis et priorités,
- l'appréciation des institutions,
- la justice et la bonne gouvernance
- la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation,
- la stabilisation et sécurisation du pays,
- la Commission, Vérité, Justice et Réconciliation,
- les perspectives d'avenir.

2. APPROCHE METHODOLOGIQUE

2.1. POPULATION CIBLE ET TECHNIQUE DE SONDAGE

2.1.1. Zone couverte

Comme indiqué dans les TDR, les zones concernées par ce sondage sont les 10 capitales régionales plus le District de Bamako.

2.1.2. Population cible et échantillonnage

La population cible est l'ensemble des personnes âgées de 18 ans ou plus qui se trouvent dans les capitales régionales ou dans le District de Bamako au moment de l'enquête. Le sondage est donc représentatif au niveau des capitales régionales et du District de Bamako.

Dans l'interprétation des données, « la population, les citoyens ou mêmes les Maliens » font référence à l'ensemble de la population des capitales régionales et du District de Bamako.

La taille de l'échantillon est fixée suivant la formule d'estimation d'une proportion. Cependant, la taille finale de l'échantillon tient compte de deux autres aspects :

- l'ajustement des régions à faible poids : Certaines régions comme Kidal, Ménaka et Taoudéni auront des tailles un peu trop faibles lorsqu'on applique une répartition proportionnelle de l'échantillon entre les régions ; il faut donc un ajustement positif en faveur des régions à faible poids ;
- l'anticipation de la non-réponse : Un des aspects importants des enquêtes par sondage est l'anticipation de la non-réponse. A titre d'exemple, si nous partons exactement sur la base de 1000 personnes à enquêter, il est probable qu'à la fin des opérations de terrain qu'on ait moins de 1000 questionnaires (perte de questionnaires, questionnaires mal remplis, etc.) Pour éviter cela, nous avons procédé à une majoration d'environ 5% de la taille de l'échantillon initial.

La formule de la taille de l'échantillon pour l'estimation d'une proportion se présente comme suit :

$$n = \left[\frac{p(1-p)t_a^2}{d^2} \right]$$

Où :

P : est la proportion de la principale variable recherchée. Eu égard à la formule précédente, fixer le P à 50% correspond à la taille maximale de l'échantillon que l'on doit tirer.

ta : est égale à 2.326 pour α fixé avec un seuil de 98% (test bilatéral) ;

d : niveau de précision de P, ici fixé à 2.85% ;

Ceci donne une taille initiale de 1666 personnes à enquêter. La taille finale de l'échantillon est fixée à 1990 (exactement 1989). Cette taille tient compte de l'ensemble des préoccupations soulignées pour la répartition de l'échantillon.

Tableau 1 : Répartition de l'échantillon entre les régions.

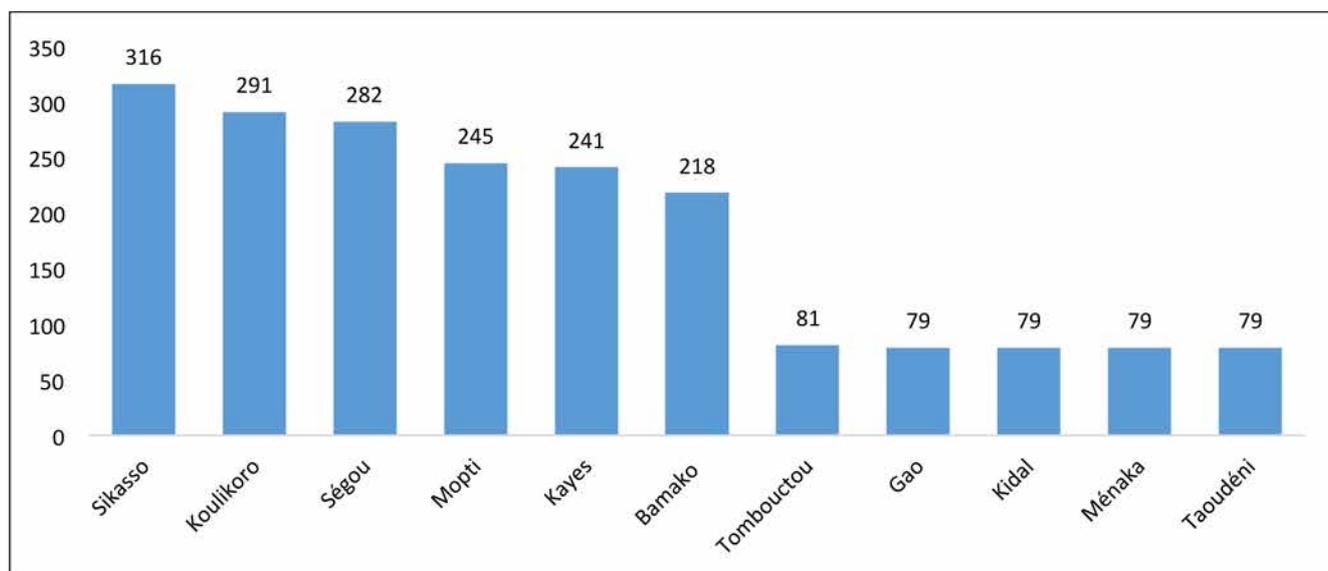
Région	Population	Région %	Taille initiale	Taille ajustée	Taille + non réponse
Bamako	1 809 106	12,46%	208	208	218
Gao	474 120	3,27%	54	75	79
Kayes	1 996 812	13,75%	229	229	241
Koulikoro	2 418 305	16,66%	278	278	291
Mopti	2 037 330	14,03%	234	234	245
Ségou	2 336 255	16,09%	268	268	282
Sikasso	2 625 919	18,09%	301	301	316
Tombouctou	672 691	4,63%	77	77	81
Kida	67638	0,47%	8	75	79
Ménaka	70000	0,48%	8	75	79
Taoudéni	9000	0,06%	1	75	79
TOTAL	14 517 176	100%	1666	1895	1989

Le partage des 1 666 personnes entre les 11 strates donne moins de 10 personnes à enquêter pour les régions de Kidal, Ménaka et Taoudéni. Ces tailles sont trop faibles pour estimer des indicateurs par région. Nous avons fixé le nombre minimal de personnes enquêtées à 75 individus par région. Donc, les régions ayant moins de 75 personnes ont été ramenées à 75.

Après cet ajustement, la taille est de 1 895 personnes à enquêter, avec un seuil minimal de 75 personnes par région. On pourra donc enquêter au moins 30 hommes et 30 femmes par région (30 étant la taille minimale pour pouvoir appliquer la loi des grands nombres).

Nous avons ensuite majoré cet échantillon de 5% pour prendre en compte le risque de non-réponse, ce qui donne une taille finale de 1989 individus. Le graphique suivant présente la répartition de l'échantillon entre les 11 strates.

Graphique 1 : Répartition de l'échantillon entre les 11 strates



2.1.3. Implication statistique de l'ajustement de la taille de l'échantillon

Avec une répartition proportionnelle, la taille de l'échantillon devrait être de 8 personnes dans la région de Kidal. Alors qu'avec la répartition raisonnée (pour pouvoir estimer des statistiques par région), on prévoit d'interroger environ 79 personnes dans cette région. Cet ajustement n'est pas sans conséquences statistiques sur le calcul des indicateurs au niveau de l'ensemble des zones. En effet, c'est comme si on attribuait à Kidal un poids qu'elle ne mériterait pas réellement. Statistiquement, lors de l'analyse, un coefficient de redressement permet de donner à chaque strate son véritable poids.

Formule de calcul du coefficient de redressement : En considérant une zone i (par exemple la région de Kidal), le coefficient de redressement de cette zone est calculé par la formule :

$$\pi_i = \mu_i / a_i$$

π_i est le coefficient de redressement calculé pour la zone i ;

μ_i est la taille qui devrait être appliquée en cas de répartition proportionnelle ;

a_i est la taille qui a été appliquée dans la répartition raisonnée.

2.1.4. Procédure de tirage de l'échantillon

Le tirage de l'échantillon est fait de sorte à assurer la représentativité de la population vis-à-vis de sa structure démographique. Pour cela, nous avons utilisé la méthode des quotas avec le sexe, l'âge et le niveau d'instruction comme les variables de quota. Le plan d'échantillonnage adopté garantit une répartition égalitaire entre les deux sexes (donc 50% de l'échantillon enquêté sont des femmes). Pour plus de rigueur, cette méthode a

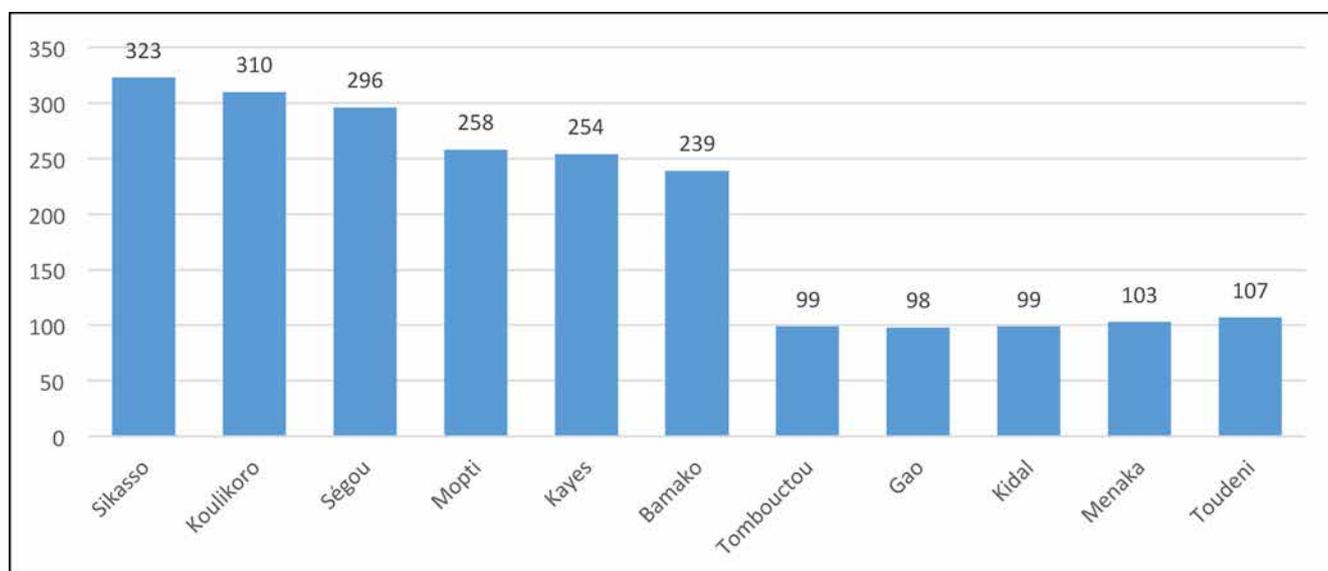
été complétée par une procédure de tirage d'un ménage avant de tirer l'individu respectant le critère de quota. Pour cela, nous avons d'abord partagé l'échantillon entre les quartiers de la capitale régionale considérée avant de choisir des ménages dans les quartiers. Une fois dans le ménage, nous avons tenu compte des critères de quotas pour le choix des personnes à enquêter. L'enquêteur explique l'objet de sa visite et demande s'il y a un individu qui répond à son critère de quota afin de l'enquêter. Cependant, les cas suivants peuvent survenir :

- Aucun membre du ménage ne répond au critère de quota : Dans ce cas, l'enquêteur sort de ce ménage et choisit le ménage immédiatement contigu au ménage précédent (vers sa gauche).
- Plusieurs personnes répondent au quota : Si plusieurs personnes répondent au quota, l'enquêteur choisira une personne de manière aléatoire.

2.1.5. Echantillon réellement enquêté

Au total, 2186 personnes âgées de 18 et plus ont été interrogées (la plupart des enquêteurs ayant fait un de plus que ce qui leur est demandé afin d'éviter des retours sur terrain si jamais il y'avait invalidation de questionnaires). Le coefficient de redressement a été calculé sur les 2186 individus enquêtés. La répartition de l'échantillon réellement enquêté par région est donnée par le graphique suivant :

Graphique 2 : Répartition de l'échantillon réellement enquêté par capitale régionale et le District de Bamako



- **Particularité pour Taoudéni :**

Contrairement aux autres capitales régionales, Taoudéni présente la particularité de ne pas avoir encore de capitale régionale. En effet, cette région recouvre une zone désertique très sous-peuplée et la zone est composée principalement de la commune de Salam. Ainsi, selon les autorités (rapprochées par l'équipe terrain), la cartographie de la région est au niveau conceptuel et la capitale régionale n'est pas définitivement choisie. Il a été question alors de choisir quatre grands villages dans la région (Agouni, Nibkit-Elk, Tagacha, Nikrarkir)

2.2. MOBILISATION ET FORMATION DES ENQUETEURS ET SUPERVISEURS

Le recrutement des enquêteurs a été fait sur la base de l'expérience, de la connaissance du terrain et des langues locales de la zone. La formation qui a mobilisé 31 agents s'est déroulée du 06 au 10 novembre 2019 à Bamako au bureau de GISSE. Elle a été exécutée en deux groupes : (1) les enquêteurs du premier groupe, pour les villes dites du sud et du centre et le District de Bamako. (2) les enquêteurs du second groupe, pour les villes dites du Nord, à savoir Tombouctou, Gao, Kidal, Ménaka et Taoudéni. Ce regroupement des enquêteurs et le décalage de la formation tiennent compte des contraintes sécuritaires et de transport dans les régions dites du Nord et surtout de la gestion importante du temps dans le contexte de ce sondage.

Par ailleurs, une bonne partie des interviews est réalisée en langues locales. Pour une bonne compréhension du questionnaire en langue locale, d'une part, celui-ci a été traduit par des experts dans les principales langues pratiquées au Mali, notamment le bamanakan, le songoy, le tamasheq, le fulfuldé ; d'autre part, la formation des enquêteurs est assurée en français et dans ces langues.

La collecte de données s'est déroulée du 12 au 26 novembre 2019.

2.3. LE CONTROLE DE QUALITE

Le contrôle de la qualité des données collectées est basé sur le sérieux et l'expérience de l'ensemble de l'équipe (enquêteurs et superviseurs) en matière d'enquête, la connaissance de la zone d'enquête, en particulier une connaissance récente pour les régions nord particulièrement difficiles, le suivi, le contrôle et les vérifications des questionnaires remplis par les superviseurs sur le terrain. En plus, les assistants (statisticien et informaticien) s'assurent de la cohérence et de la qualité du remplissage de la totalité des données collectées. Enfin, comme dernière procédure de contrôle, environ 10% des enquêtés(e)s choisis(e)s au hasard ont été contacté(e)s par le Bureau de GISSE à partir de Bamako pour une vérification du passage des enquêteurs à travers leurs numéros de téléphones.

2.4. LA SAISIE DES DONNEES ET L'APUREMENT

Cette partie n'a pas été nécessaire du fait que l'enquête a été réalisée avec tablette. Toutefois, les questions ouvertes ont été codifiées après l'enquête puis (ré) saisies par une équipe expérimentée d'opérateurs. Le masque de saisie a été réalisé sur le logiciel CS pro. Il permet de réaliser une saisie efficace et un transfert des données dans le logiciel SPSS pour les analyses statistiques. Enfin, un programme d'apurement a été réalisé sous STATA, qui a permis de corriger quelques incohérences constatées.

2.5. PRODUCTION DES RAPPORTS

Les résultats de l'enquête ont donné lieu à la production d'un rapport provisoire rédigé par un consultant commis à cet effet et soumis à la validation du client. Les remarques, critiques et suggestions faites par le client ont été prises en compte pour l'élaboration du rapport final comprenant un rapport complet et une synthèse des principaux résultats.

Outre le résumé, le rapport s'articule en trois parties : la première partie qui traite du contexte cadre méthodologique et objectifs du sondage, la seconde partie expose l'approche méthodologique et la troisième présente les résultats proprement dits à travers une analyse générale et détaillée des réponses.

Les résultats fournissent des indications par rapport à la fréquence et/ou l'importance des réponses données, en fonction de la proportion des répondants pour chaque question. Ils sont dans leur quasi-totalité représentés dans le texte sous forme de graphiques.

Il est à noter que ces résultats sont calculés sur la base de l'échantillon redressé. Certaines questions requièrent des conditions (saut) pour y répondre. Par exemple, l'appréciation de l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'Accord est posée seulement à ceux qui ont répondu être au courant de l'Accord. De ce fait, le nombre de personnes ayant répondu à ce type de questions peut être faible (inférieur à 30) pour des villes comme Mopti, Kayes et Sikasso.

Les pourcentages calculés ne sont donc pas, dans ces cas, statistiquement interprétables. Les résultats de l'incidence du sexe, de l'âge et du niveau d'instruction sont pour la plupart présentés sous forme de graphiques s'ils sont significatifs. Ils sont mentionnés non significatifs ou pas assez significatifs si la relation avec les réponses des enquêtés(e)s n'est pas suffisamment établie. Enfin, il est par ailleurs à rappeler que le total des réponses est toujours supérieur à 100% pour le cas des questions dont les modalités des réponses sont multiples.

Les critères de satisfaction et d'insatisfaction des acteurs, appliqués lors de cette enquête s'articulent autour des modalités ci-après :

- « Très satisfait » : indique que l'action ou le service obtenu est bien conforme à l'action ou au service attendu ;

- « Plutôt satisfait » : indique que l'action ou le service obtenu est conforme à l'action ou au service attendu, mais qu'il y a des améliorations à faire ;
- « Plutôt insatisfait » : indique que l'action ou le service attendu n'a pas été obtenu, mais que des améliorations peuvent être aisément obtenues ;
- « Très insatisfait » : indique que l'action ou le service attendu n'a pas été obtenu et que les améliorations s'avèrent difficiles.
- « NSP » ou « Ne sait pas » : indique que l'enquêté(e) n'a pas d'opinion ou pas une opinion précise pour différentes raisons.

De même, les critères de confiance des enquêté (e)s, appliqués lors de cette enquête s'articulent autour des modalités suivantes :

- « Totale confiance » : indique que l'action ou le service obtenu est bien conforme à l'action ou au service attendu ;
- « Confiance » : indique que l'action ou le service obtenu est conforme à l'action ou au service attendu, mais qu'il y a des améliorations à faire ;
- « Pas confiance » : indique que l'action ou le service attendu n'a pas été obtenu, mais que des améliorations peuvent être aisément obtenues ;
- « Pas du tout confiance » : indique que l'action ou le service attendu n'a pas été obtenu et que les améliorations s'avèrent difficiles ;
- « NSP » ou « Ne sait pas » : indique que l'enquêté(e) n'a pas d'opinion ou pas une opinion précise pour différentes raisons.

3. RESULTATS DE L'ENQUETE

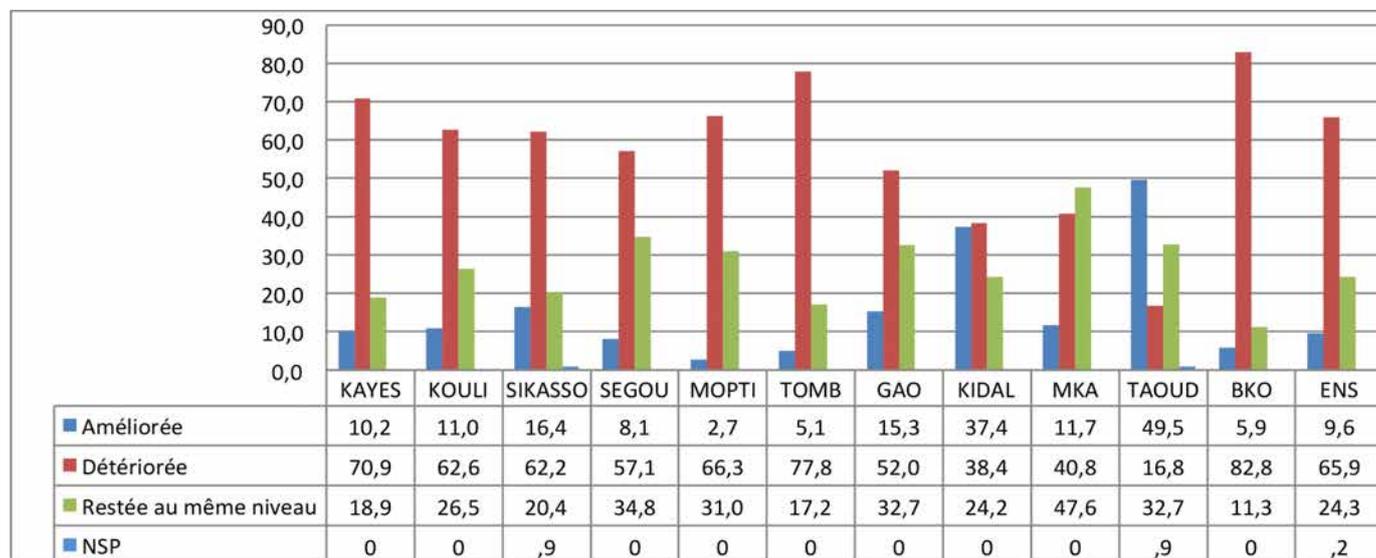
Les résultats de l'enquête sont présentés en huit thématiques regroupant chacune plusieurs questions : (1) situation générale du pays et des régions, (2) confiance dans les institutions, (3) mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation, (4) dialogue national inclusif, (5) stabilisation et sécurisation du pays, (6) vérité, justice et réconciliation (7) justice et bonne gouvernance, (8) perspectives.

3.1. SITUATION GENERALE DU PAYS

3.1.1 Evolution de la situation du pays ou de la région

Pour presque les deux tiers (65,9%) des enquêté(e)s, la situation générale du pays s'est détériorée au cours des 12 derniers mois, contre moins de dix pour cent (9,6%) qui estiment qu'elle s'est améliorée et environ le quart (24,3%) qui juge qu'elle est restée la même, comme indiqué dans le *graphique 3*.

Graphique 3 : Evolution de la situation du pays ou de la région selon les localités

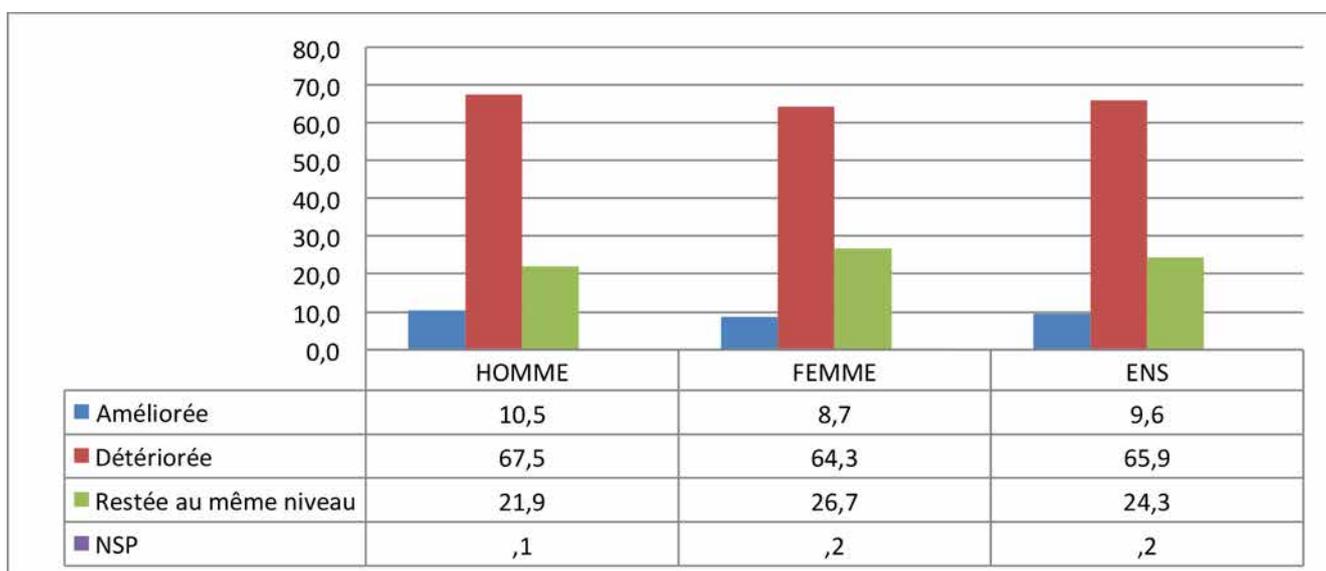


Comparées à Mali-mètre 10, les tendances ont nettement évolué (42% qui estimaient que la situation s'était dégradée contre 30% qui pensaient qu'elle s'était améliorée au Mali -Mètre 10 en 2018).

A l'exception des localités de Taoudénit (16,8%), Kidal (38,4%) et Ménaka (40,8%), la détérioration de la situation générale du pays est constatée par une large majorité des citoyen (ne)s dans toutes les localités, et particulièrement à Bamako (82,8%), Tombouctou (77,8%) et Kayes (70,9%). La situation s'est plutôt améliorée pour presque la moitié de la population à Taoudénit (49,5%). Par contre, elle est restée au même niveau pour des proportions relativement élevées des citoyen (ne)s, à Ménaka (47,6%), Ségou (34,8%), Gao (32,7%), et Mopti (31%), au cours des 12 derniers mois (voir graphique 3 ci-dessus).

Selon le genre, les hommes (67,5%) plus que les femmes (64,3%) pensent que la situation s'est détériorée, alors que l'inverse est constatée concernant l'opinion que la situation est restée la même (26,7% parmi les femmes et 21,9% parmi les hommes), comme indiqué au graphique 4 ci-dessous.

Graphique 4 : Appréciation de l'évolution de la situation du pays au cours des 12 derniers mois selon le genre

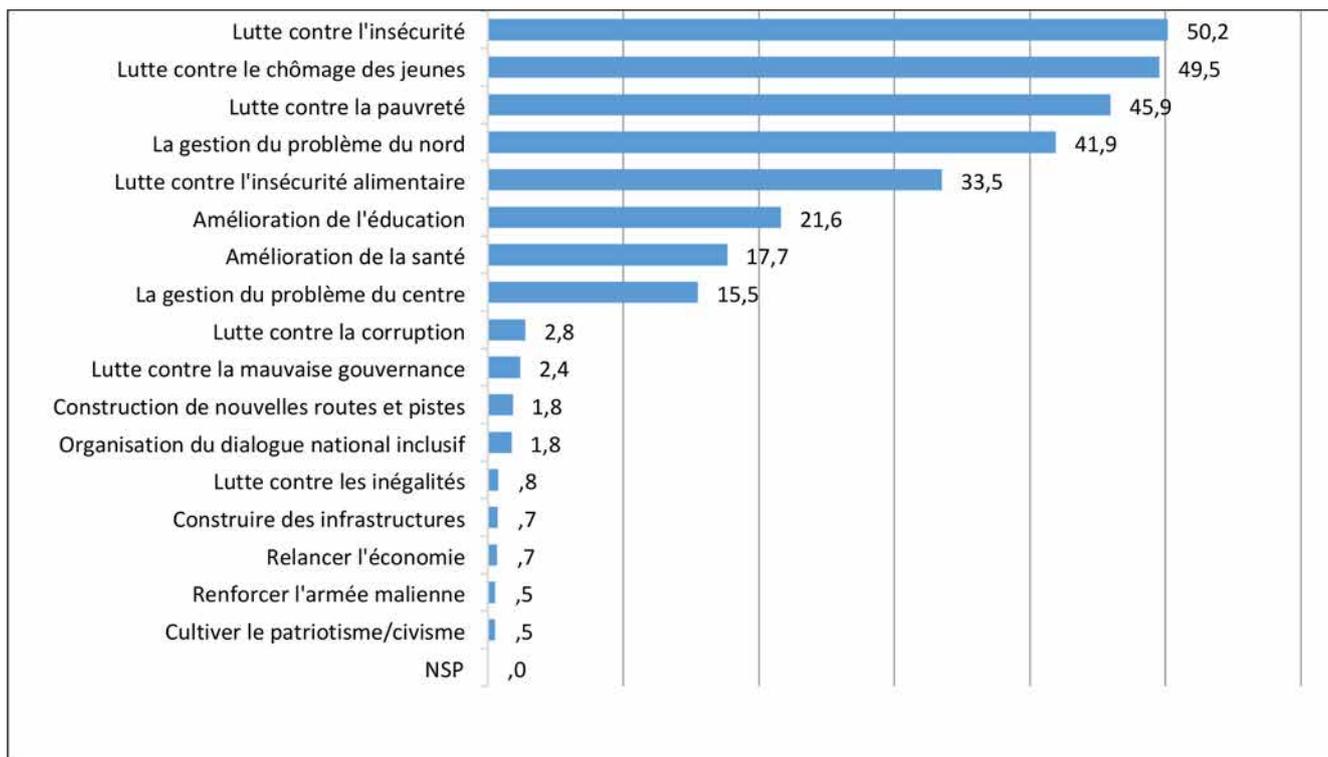


L'incidence du niveau d'instruction n'est pas significative.

3.1.2 Défis actuels majeurs du Mali

A la question de citer les 3 défis majeurs que rencontre le Mali actuellement, les enquêté(e)s citent le plus fréquemment : « la lutte contre l'insécurité » (50,2%), « la lutte contre le chômage des jeunes » (49,5%), « la lutte contre la pauvreté » (45,9%) et « la gestion du problème du Nord » (41,9%) comme le montre dans le graphique 5. D'autres défis sont cités dans des proportions relativement élevées comme « la lutte contre l'insécurité alimentaire » (33,5%), « l'amélioration de l'éducation » (21,6%), « l'amélioration de la santé » (17,7%) et la gestion du problème du centre (15,5%).

Graphique 5 : Défis actuels majeurs du Mali



Il est à mentionner que des défis comme la lutte contre la corruption (2,8%), la lutte contre la mauvaise gouvernance (2,4%), la construction de nouvelles routes et pistes (1,8%) ou l'organisation du dialogue national inclusif (1,8%) sont beaucoup moins fréquemment cités par les populations.

Par rapport à Mali-Mètre 10, les défis majeurs cités restent les mêmes avec toutefois une différence significative de l'ordre de classement. Pour rappel, cet ordre était « la lutte contre le chômage des jeunes » (48,6%), « la lutte contre la pauvreté » (46,6%), « la lutte contre l'insécurité alimentaire » (45,1%), « la gestion du problème du Nord » (31,1%), « l'amélioration de l'éducation » (29,3%), « la lutte contre l'insécurité » (27,2%) et « l'amélioration de la santé » (23,6%).

Selon le sexe, l'analyse des résultats montre une proportion plus élevée de femmes que d'hommes qui citent « la lutte contre la pauvreté » (52,8% contre 39,3%), « la gestion du problème du Nord » (44,5% contre 39,4%), « l'amélioration de la santé » (20,7% contre 14,7%) comme défis majeurs du Mali. L'inverse est constaté pour « la lutte contre le chômage des jeunes » et « la lutte contre l'insécurité » avec respectivement 52% et 53% pour les hommes contre 48% et 47% pour les femmes.

De même, les résultats indiquent que la proportion de citoyen (ne)s qui citent les défis majeurs comme « l'amélioration de l'éducation », « la lutte contre la corruption » et la « lutte contre la mauvaise gouvernance » augmente avec le niveau d'instruction. Au contraire, cette proportion diminue avec l'augmentation du niveau d'instruction pour « la gestion du problème du nord », « la gestion du problème du centre » et « l'amélioration de la santé ».

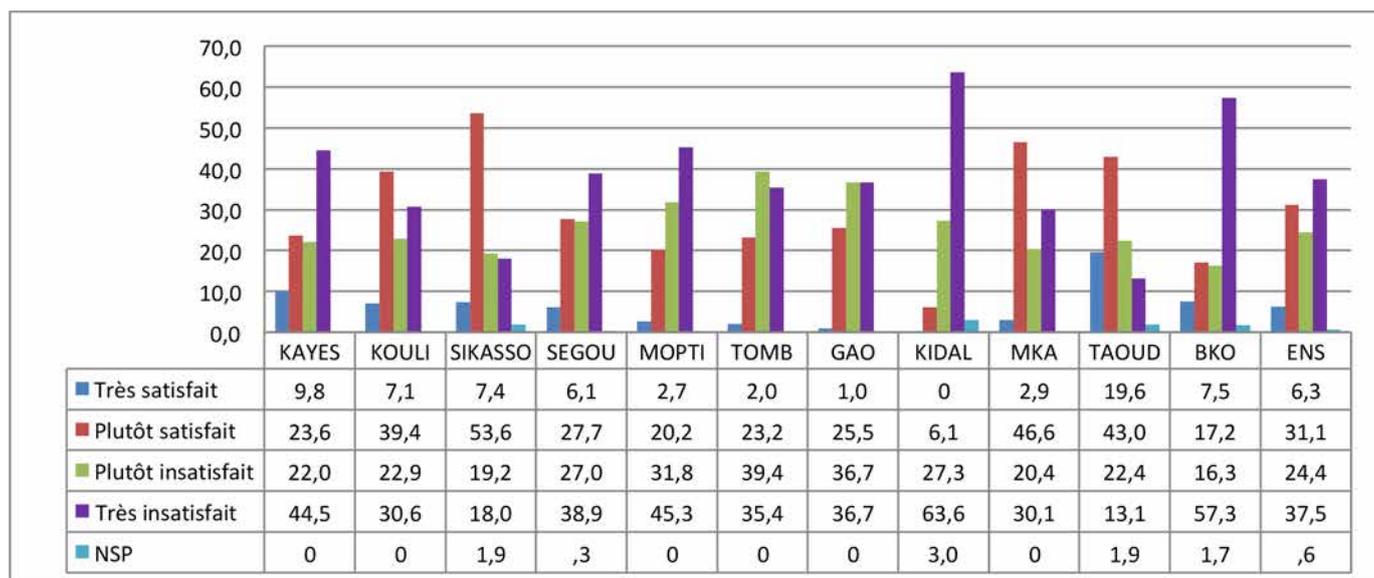
Enfin, les résultats de l'analyse de l'incidence de l'âge indiquent une augmentation avec l'âge, de la fréquence de citoyen (ne)s qui citent comme défis majeurs « la lutte contre l'insécurité alimentaire », « la gestion du problème du Nord » et « la lutte contre l'insécurité ». Par contre, cette proportion a tendance à diminuer avec l'âge, pour « la lutte contre le chômage des jeunes », « l'amélioration de l'éducation » et « l'amélioration de la santé ».

3.2. CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS

3.2.1. Appréciation des actions du président de la République dans la gestion du pays

Le *graphique 6* indique que la grande majorité des Maliens (61,9%) est très insatisfaite (37,5%) ou plutôt insatisfaite (24,4%) de la gestion du pays par le président de la République contre 37% qui sont plutôt satisfaits (31,1%) ou très satisfaits (6,3%).

Graphique 6 : Appréciation des actions du président de la République dans la gestion du pays selon les localités



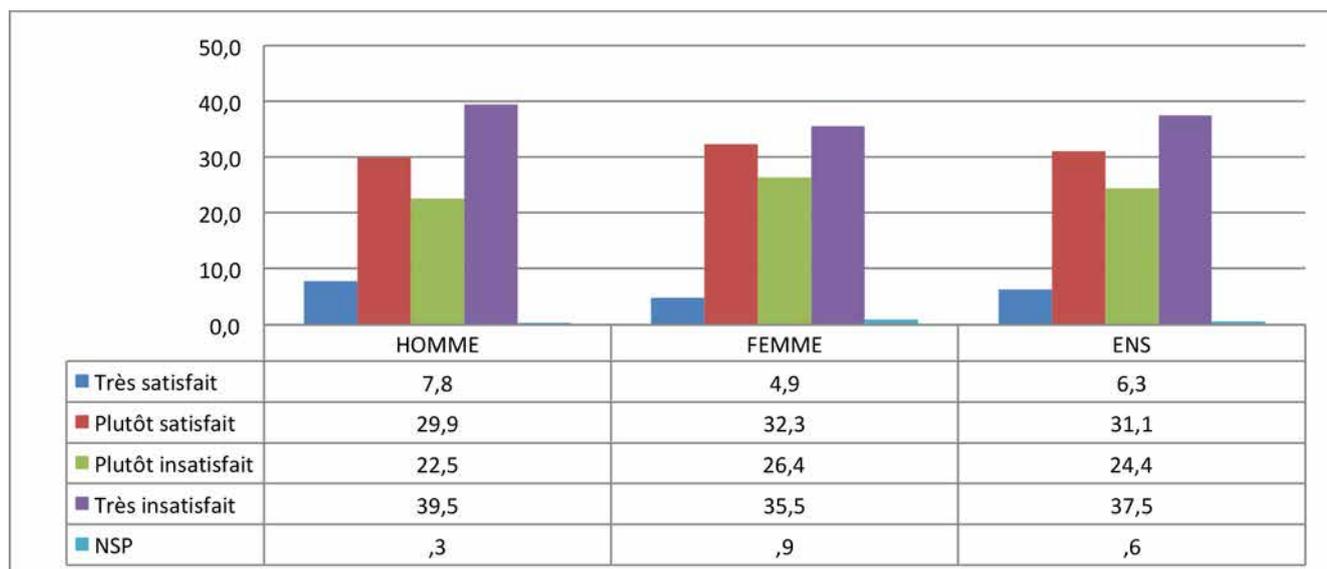
Par rapport à Mali-Mètre 10, la proportion des citoyen (ne)s satisfaits de la gestion du pays par le président de la République a diminué de plus de 18 points et celle des insatisfaits a augmenté de plus de 17 points.

Par localité, la proportion des enquêté (e)s très insatisfaits ou plutôt insatisfaits de la gestion du pays par le président de la République est partout élevée, à l'exception des localités de Taoudénit (35,5%) et Sikasso (37,2%) où une minorité significative ne partage pas cette opinion. A noter que les non satisfaits sont surtout nombreux dans les localités de Kidal (90,9%), Mopti (77,1%), Tombouctou (74,8%), Bamako (73,6%) et Gao (73,4%).

L'incidence de l'âge sur le niveau de satisfaction des citoyen (ne)s de la gestion du pays par le président de la République n'est pas significative.

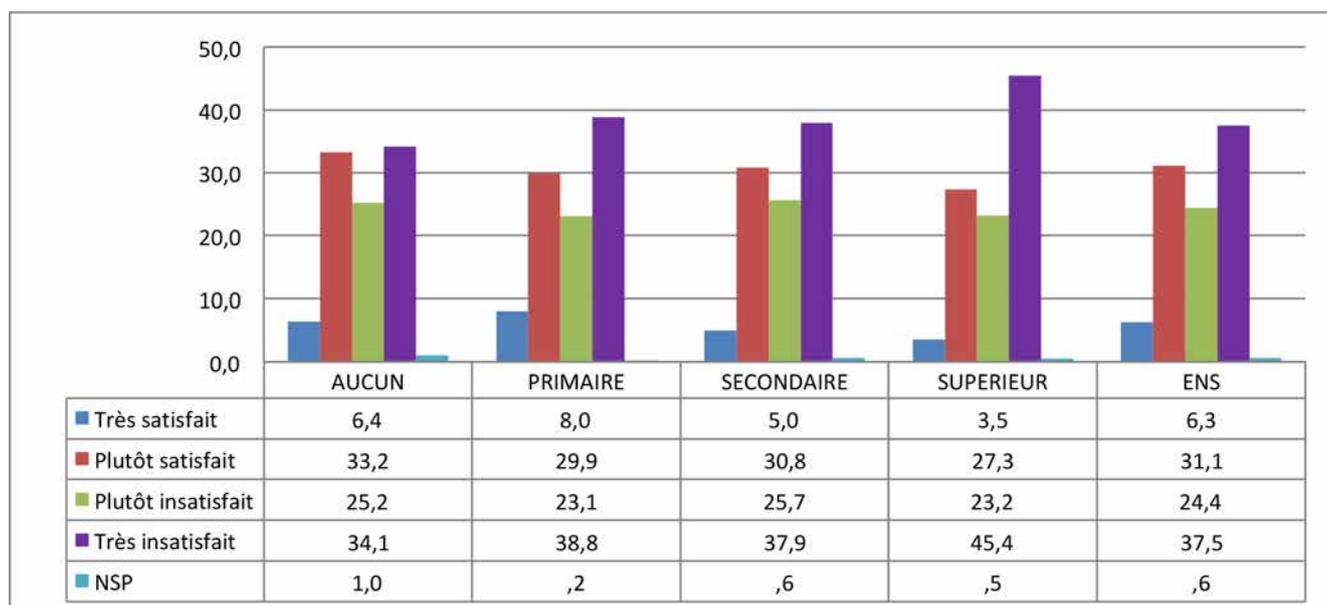
L'analyse de l'incidence du genre (*cf. graphique 7*) montre que les hommes (62%) sont quasiment autant insatisfaits que les femmes (61,9%) de cette gestion.

Graphique 7 : Appréciation des actions du président de la République dans la gestion du pays selon le genre



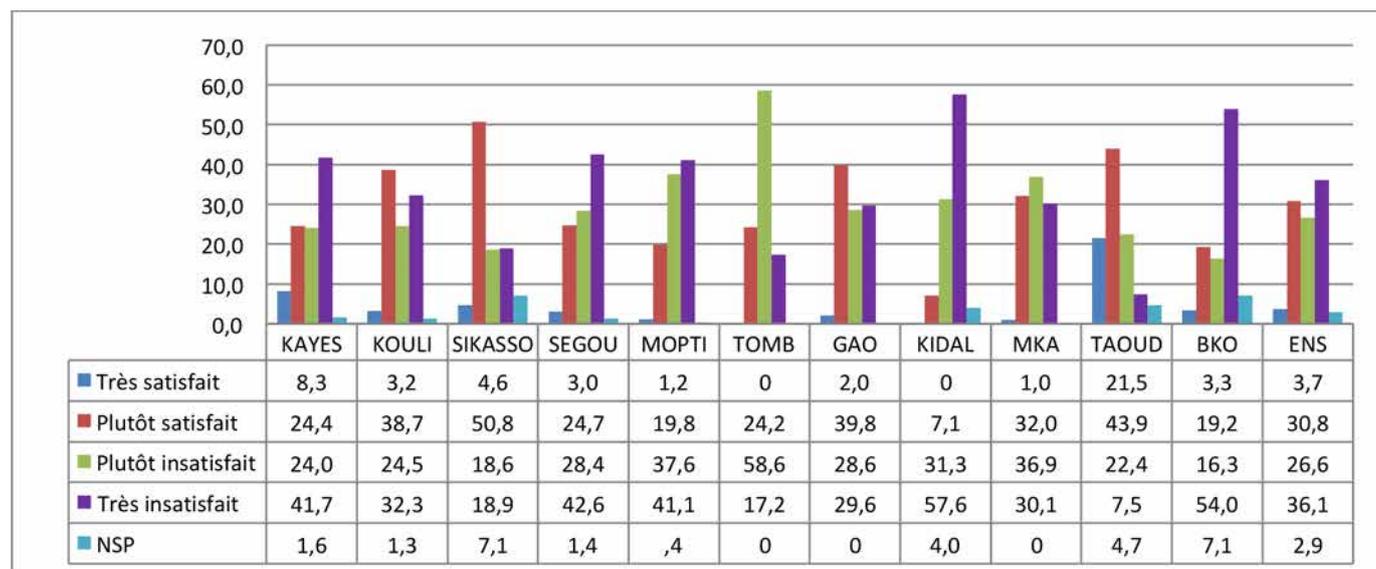
La proportion des insatisfaits augmente avec le niveau d'instruction comme le montre le *graphique 8* : 59% pour aucun niveau, 62% pour le niveau primaire, 64% pour le secondaire et 69% pour le supérieur.

Graphique 8 : Appréciation des actions du président de la République dans la gestion du pays selon le niveau d'instruction



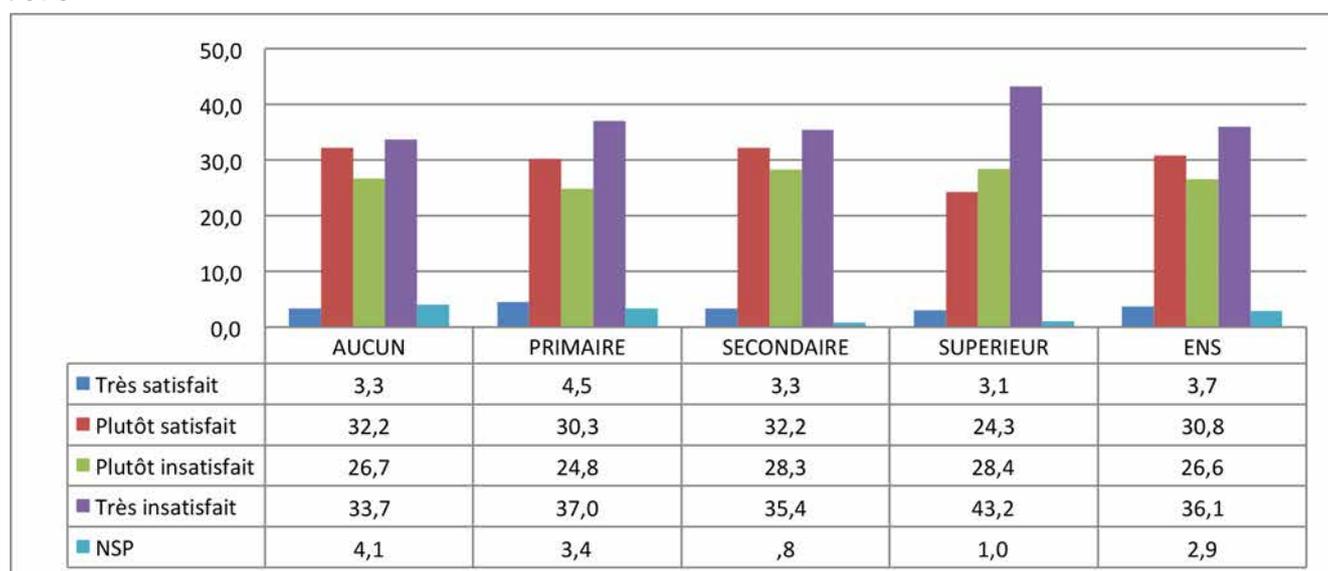
3.2.2 Appréciation des actions du Gouvernement dans la gestion du pays

La grande majorité (62,7%) des citoyen(ne)s interrogé(e)s sont très insatisfaits (36,1%) ou plutôt insatisfaits (26,6%) des actions du Gouvernement dans la gestion du pays contre 35% qui se déclarent plutôt satisfaits (30,8%) ou très satisfaits (3,7%), comme l'indique le *graphique 9*. La proportion des sans réponse est de 3%.

Graphique 9 : Appréciation des actions du Gouvernement dans la gestion du pays selon les localités

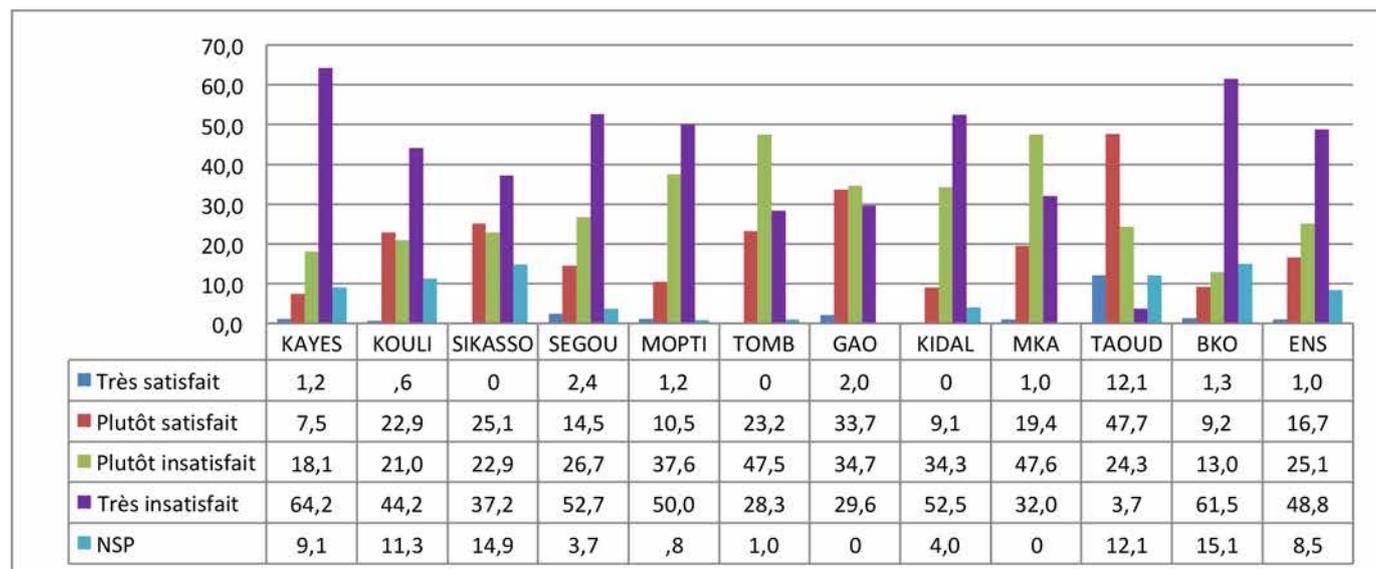
Par rapport à Mali-Mètre 10, la proportion de citoyen(ne)s non satisfaits de la gestion du Gouvernement a augmenté de 13 points et celle des satisfaits a régressé 12 points.

L'incidence du sexe ou de l'âge sur le niveau de satisfaction des citoyen(ne)s des actions entreprises par le Gouvernement n'est pas significative. Par contre, le *graphique 10* indique que le niveau de non-satisfaction augmente avec le niveau avec le niveau d'instruction comme suit : 60% pour aucun niveau, 62% pour le niveau primaire, 64% pour le secondaire et 72% pour le supérieur.

Graphique 10 : Appréciation des actions du Gouvernement dans la gestion du pays selon le niveau d'instruction

3.2.3 Appréciation des actions des députés

Les citoyen (ne)s sont, dans leur grande majorité (73,9%), « très insatisfaits » (48,8%) ou « plutôt insatisfaits » (25,1%) des actions des députés. Ceux qui déclarent être satisfaits représentent 18% dont 17% de « plutôt satisfaits » et 1% de « très satisfaits » comme indiqué dans le *graphique 11*. Il est à noter que la proportion des « sans opinion » est très élevée (8,5%), particulièrement dans les localités de Bamako (15,1%), Sikasso (14,9%) et Taoudénit (12,1%).

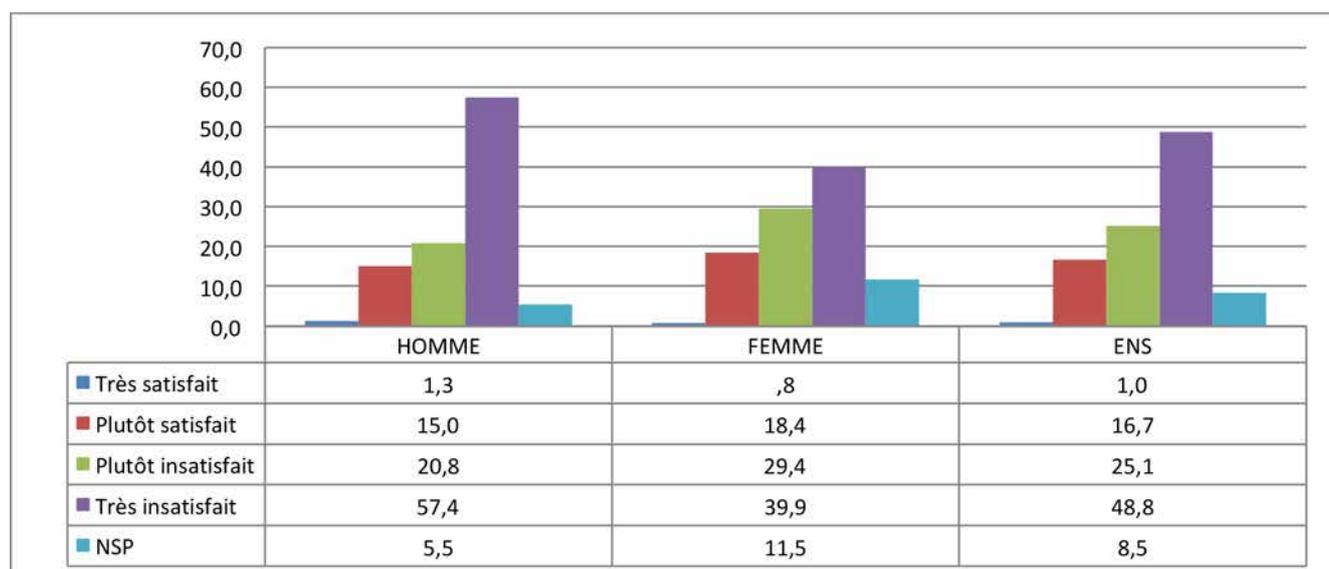
Graphique 11 : Appréciation des actions des députés selon les localités

Par rapport à Mali-Mètre 10, la proportion des non satisfaits augmente de 14 points et celle des satisfaits diminue de 13 points.

Selon les localités, les citoyen (ne)s non satisfaits des actions des députés se comptent particulièrement dans les villes de Mopti (87,6%), Kidal (86,8%), Kayes (82,3%), Ménéka (79,6%) et Ségou (79,4%). Par contre, les citoyen (ne)s satisfaits sont enregistrés à Taoudénit (59,8%) et dans une moindre mesure à Gao (35,7%), Sikasso (25,1%), Koulikoro (23,5%) et Tombouctou (23,2%).

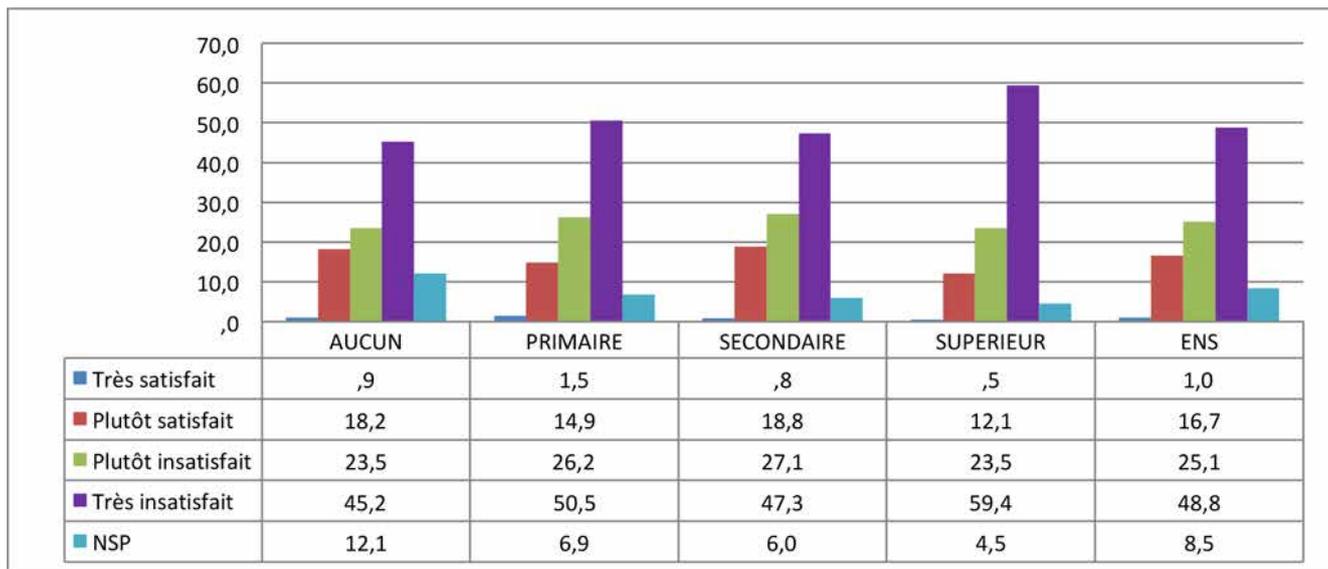
L'incidence de l'âge sur le niveau de satisfaction des actions des députés n'est pas significative.

Par contre, l'analyse de l'incidence du sexe montre que les hommes (78,2%) sont relativement plus insatisfaits que les femmes (69,3%) des actions des députés comme indiqué dans le *graphique 12*.

Graphique 12 : Appréciation des actions des députés selon le genre

L'analyse des résultats de l'enquête indique une tendance à l'augmentation du nombre des insatisfaits avec le niveau d'instruction : 69% pour aucun niveau, 77% pour le niveau primaire, 74% pour le secondaire et 83% pour le supérieur (*cf. Graphique 13*).

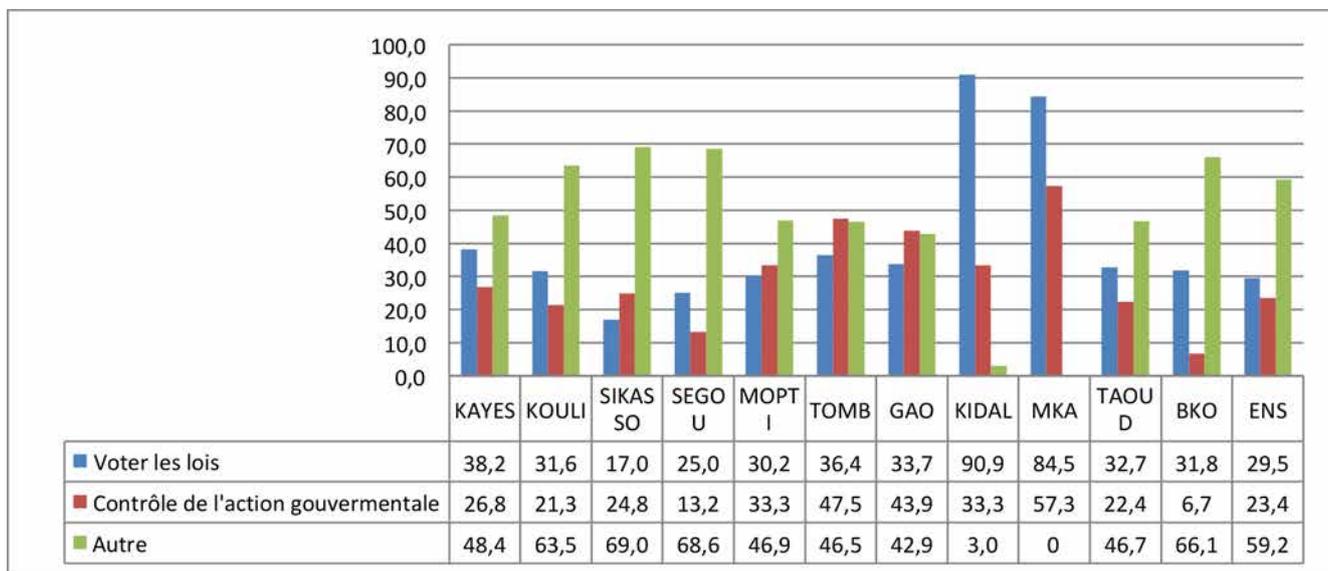
Graphique 13 : Appréciation des actions des députés selon le niveau d'instruction



3.2.4. Connaissance du rôle des députés

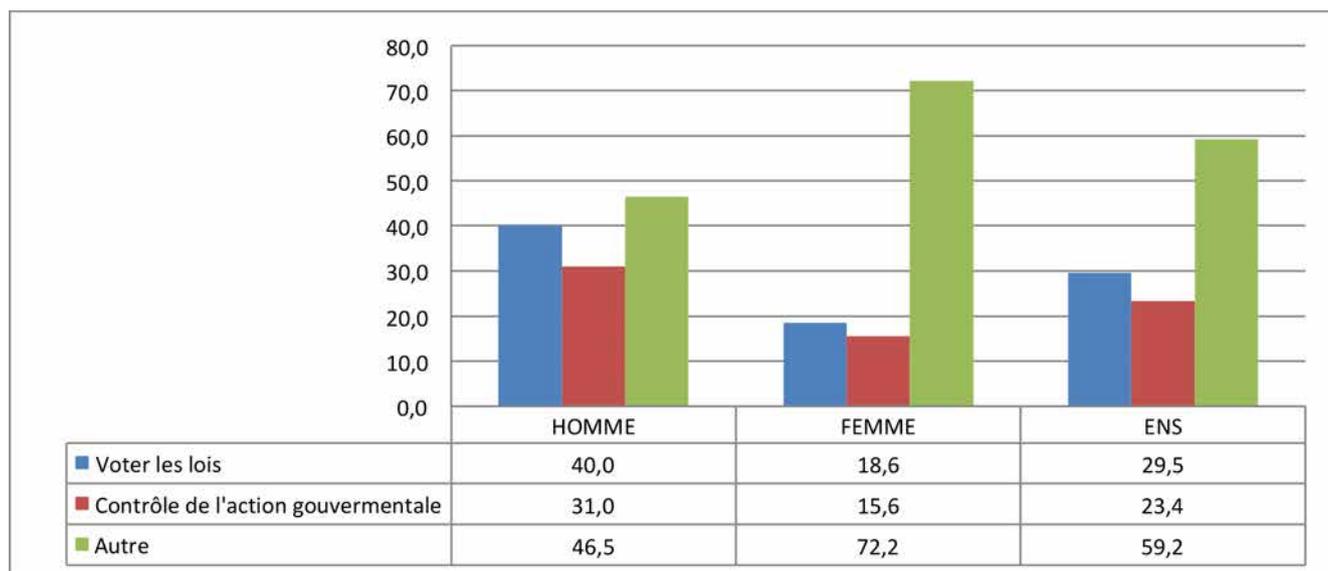
La grande majorité (59,2%) des citoyen (ne)s enquêté(e)s déclare que le rôle des députés est « autre » chose que « voter les lois » ou « contrôler l'action gouvernementale ». Ceux qui partagent cette opinion sont particulièrement nombreux parmi les habitants de Sikasso (69%), Ségou (68,6%), Bamako (66,1%), comme indiqué dans le *graphique 14*.

Graphique 14 : Connaissance du rôle des députés selon les localités

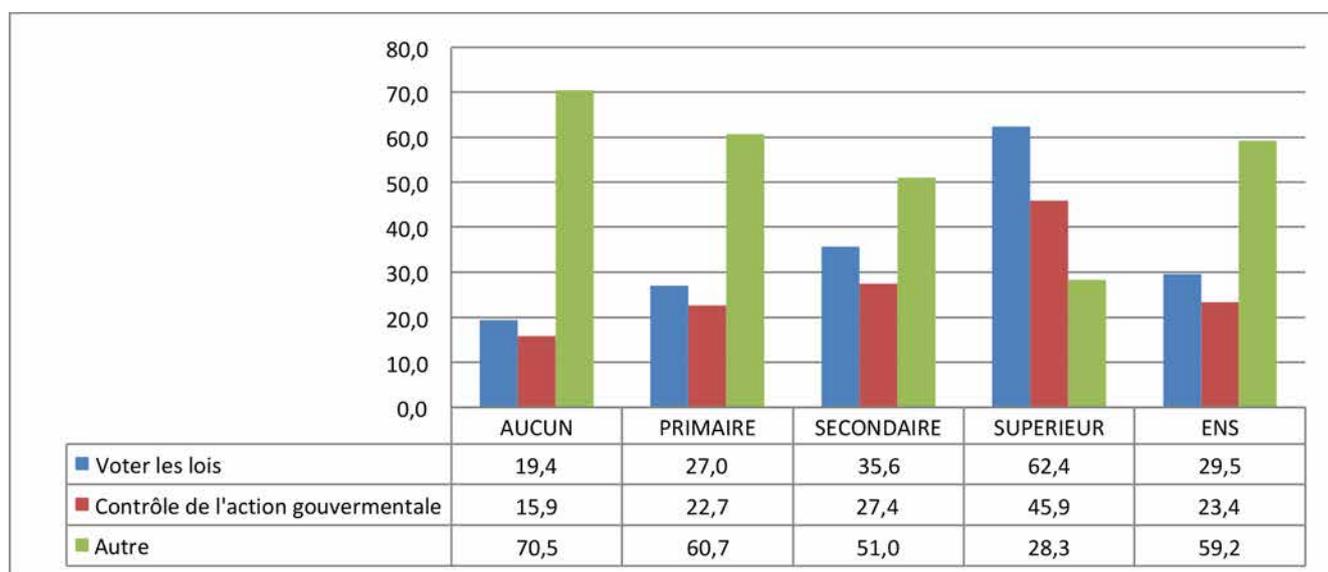


Selon les localités, les populations de Kidal (90,9%) et de Ménaka (84,5%) sont de loin celles qui pensent que le rôle des députés est de « voter les lois ». Ceux qui pensent que le rôle des députés est de « voter les lois » ou de « contrôler l'action du gouvernement » sont une minorité, avec respectivement 30% et 23% des enquêtés(e)s comme indiqué dans le *graphique ci-dessus*.

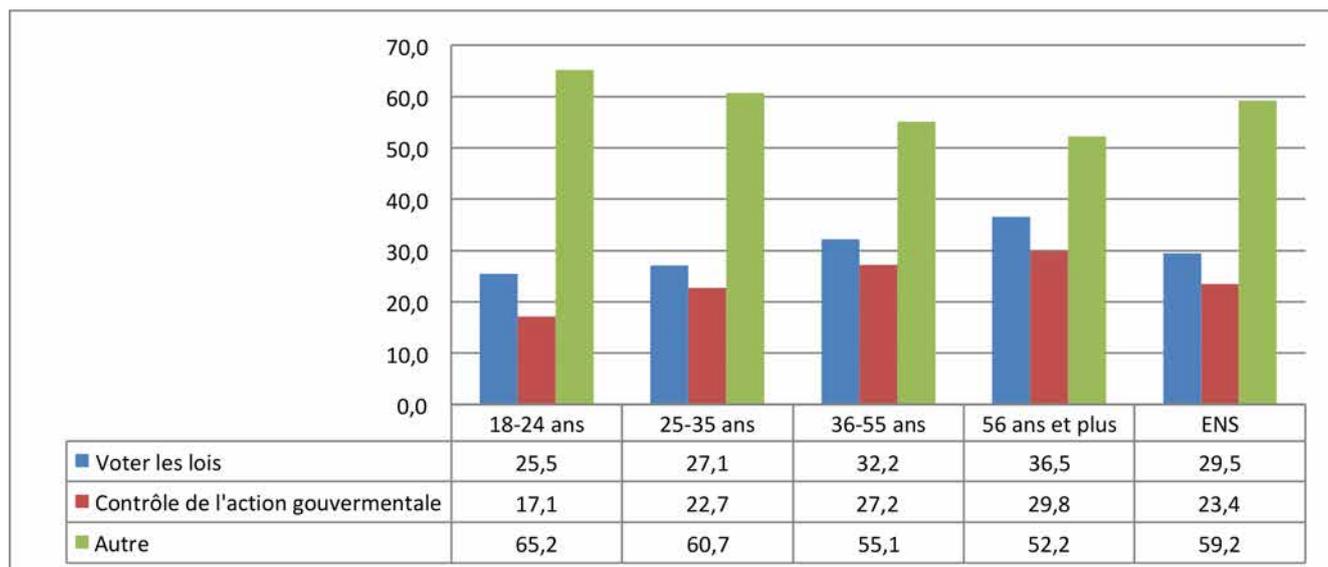
L'incidence du genre indique que les femmes (72,2%) sont plus nombreuses que les hommes (46,5%) à penser que le rôle des députés est autre chose que de voter les lois ou de contrôler l'action du Gouvernement. Par contre, les hommes sont plus nombreux à citer comme rôle des députés, le vote des lois ou le contrôle de l'action du gouvernement, avec respectivement 40% et 31% pour les hommes et 19% et 16% pour les femmes (cf. *graphique 15*).

Graphique 15 : Connaissance du rôle des députés selon le genre

Le graphique 16 montre que la proportion des citoyen (ne)s qui déclarent que le rôle des députés est autre chose que le vote des lois ou le contrôle de l'action du gouvernement diminue avec le niveau d'instruction : 71% pour aucun niveau, 61% pour le primaire, 51% pour le secondaire et 28% pour le supérieur.

Graphique 16 : Connaissance du rôle des députés selon le niveau d'instruction

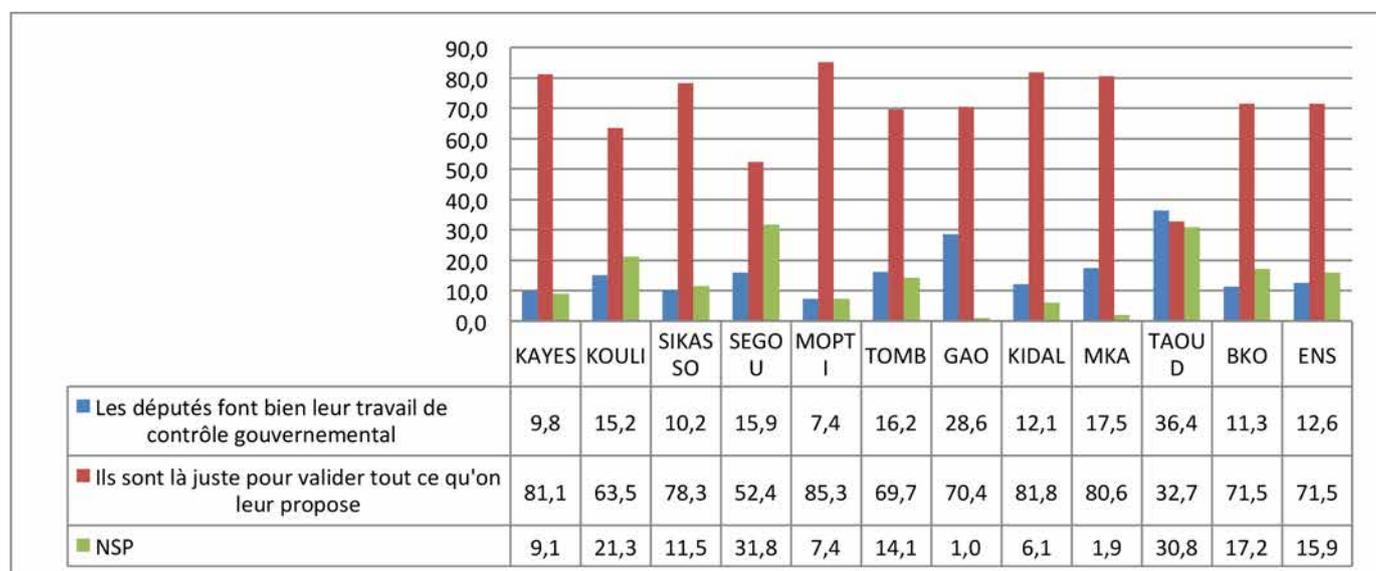
Graphique 17 : Connaissance du rôle des députés selon l'âge



3.2.5. Appréciation de l'efficacité des députés dans le contrôle de l'action gouvernementale

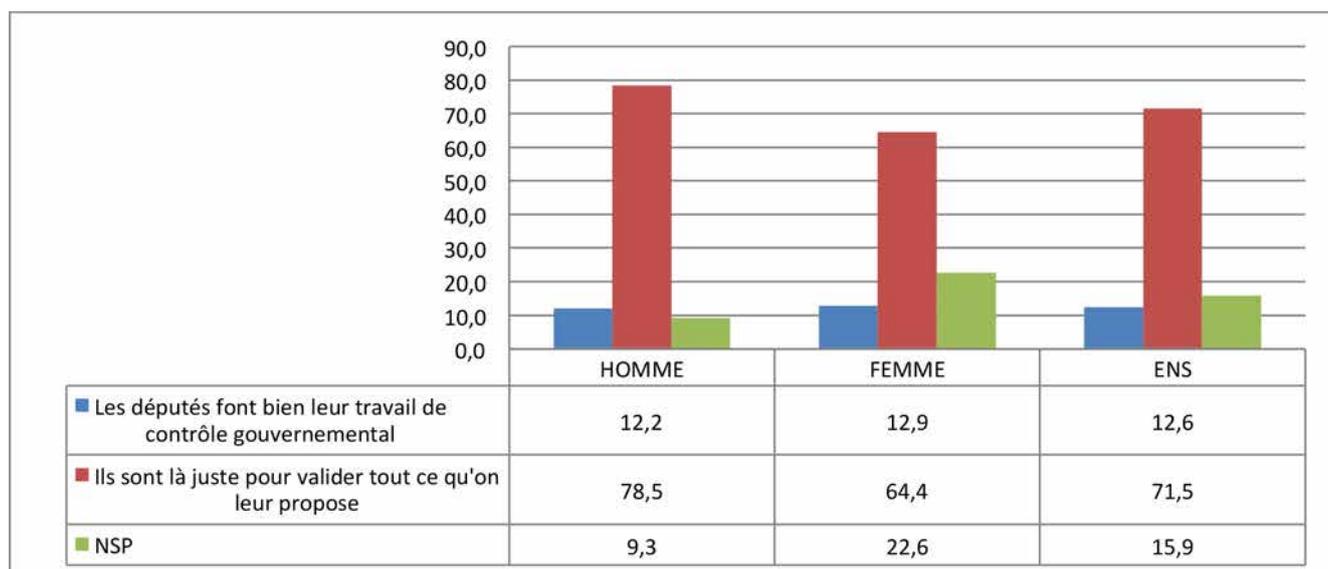
La grande majorité (71,5%) des citoyen(ne)s enquêté (e)s pense que les députés « sont là juste pour valider tout ce qu'on [le gouvernement] leur propose », contre seulement 13% qui estiment que « les députés font bien leur travail de contrôle gouvernemental ». Toutefois, il convient de signaler la proportion particulièrement élevée des sans opinion (15,9%), surtout à Ségou (31,8%), Taoudénit (30,8%) et Koulikoro (21,3%), comme indiqué dans le *graphique 18*.

Graphique 18 : Appréciation de l'efficacité des députés dans le contrôle de l'action gouvernementale selon les localités



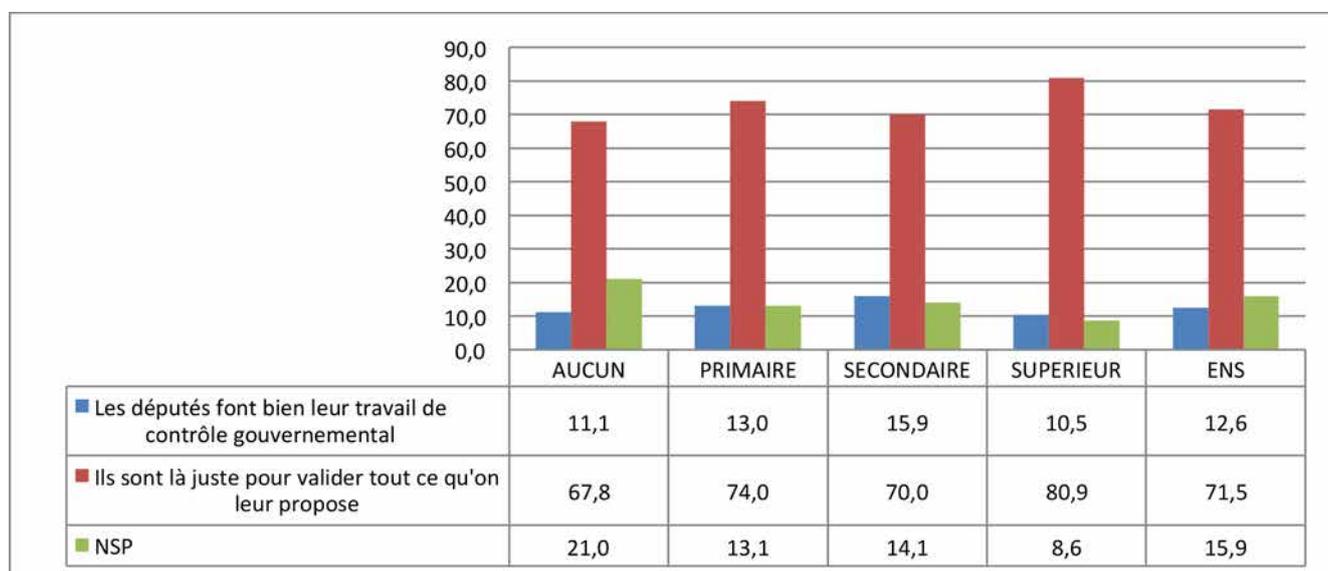
A signaler que les hommes (78,5%) sont relativement plus nombreux que les femmes (64,4%) à estimer que les députés « sont là juste pour valider tout ce qu'on [le gouvernement] leur propose », tandis que la parité est quasi-totale pour les hommes (12,2%) et les femmes (12,9%) qui estiment que « les députés font bien leur travail de contrôle gouvernemental ». A noter que les sans opinion sont particulièrement plus nombreux chez les femmes (22,6%) que les hommes (9,3%) (*cf. graphique 19*).

Graphique 19 : Appréciation de l'efficacité des députés dans le contrôle de l'action gouvernementale selon le sexe



Le *graphique 20* indique la proportion de des enquêté (e)s qui estiment que les députés « sont là juste pour valider tout ce qu'on [le gouvernement] leur propose », a globalement tendance à augmenter avec le niveau d'instruction : 68 % pour aucun niveau, 74 % pour le primaire, 70 % pour le secondaire et 81 % pour le supérieur. Les sans opinion sont largement majoritaires chez les « aucun niveau » à 21%.

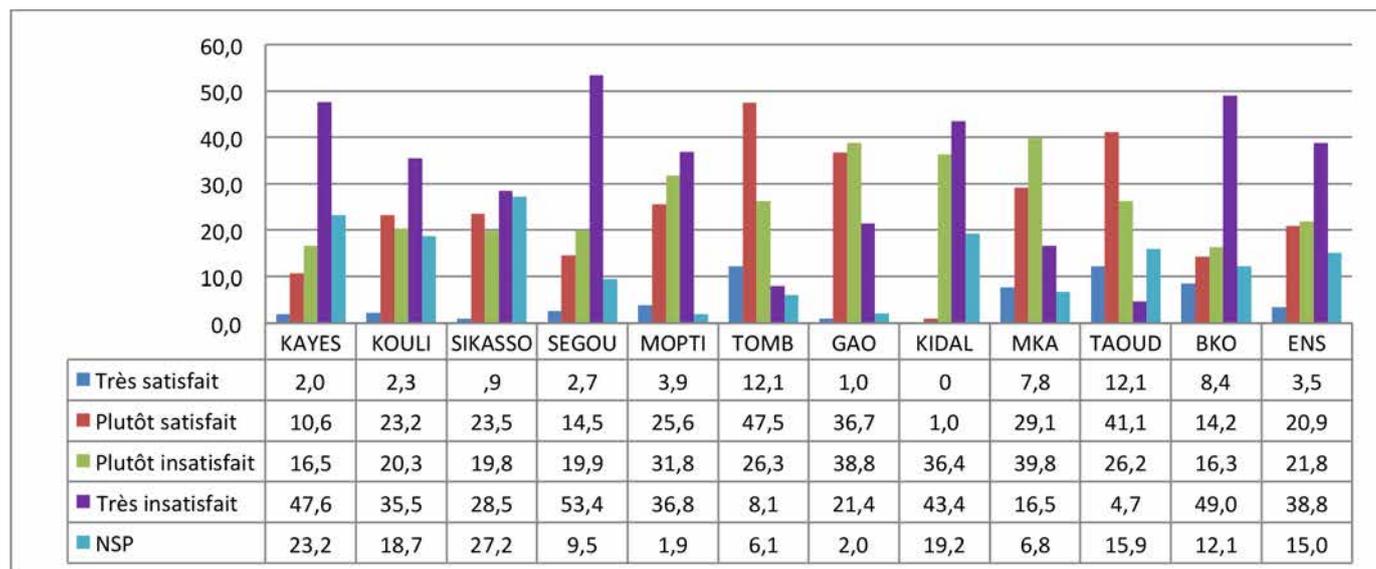
Graphique 20 : Appréciation de l'efficacité des Députés dans le contrôle de l'action gouvernementale selon le niveau d'instruction



L'incidence de l'âge n'est pas significative.

3.2.6. Appréciation des actions de l'opposition politique

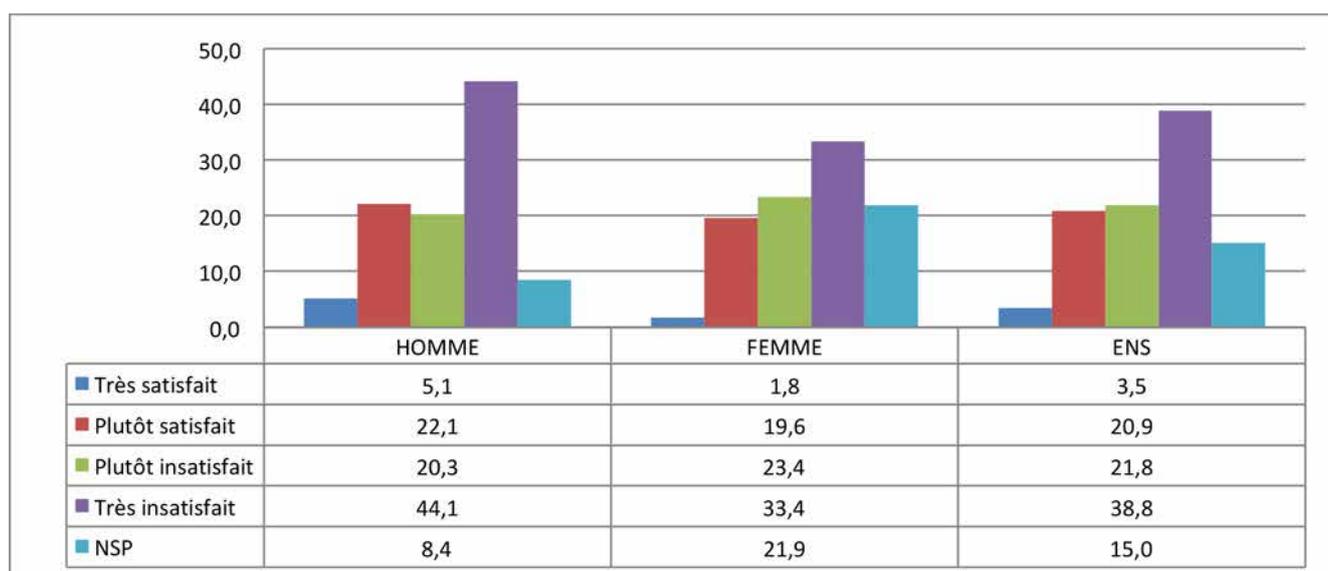
Les citoyen (ne)s enquêté (e)s sont, dans leur grande majorité (60,6%), « très insatisfaits » (38,8%) ou « plutôt insatisfaits » (21,8%) des actions des opposants dans leur rôle d'opposition, contre une minorité qui exprime le contraire (24,3%) dont (20,9% de « plutôt satisfaits » et 3,5% de « très satisfaits »), comme représenté dans le graphique 21. Il est à noter la proportion très élevée des « sans opinion » avec 15%.

Graphique 21 : Appréciation des actions de l'opposition politique selon les localités

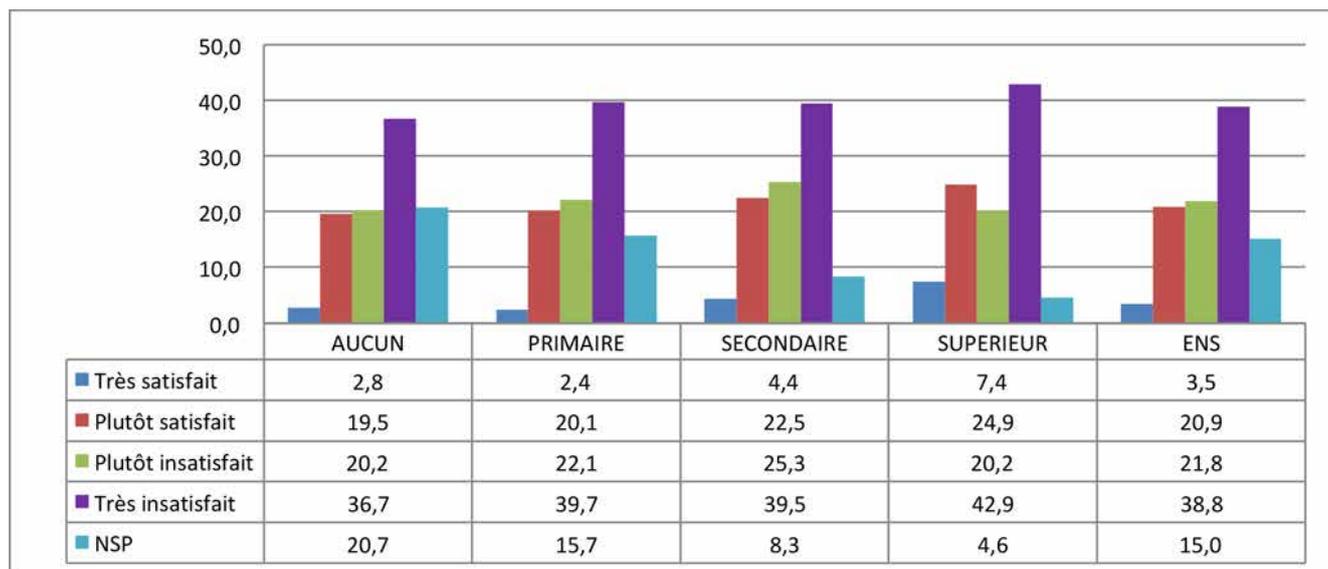
En comparaison avec Mali-Mètre 10, la proportion des citoyen(ne)s non satisfait(e)s des actions de l'opposition politique a diminué de plus de 4 points, celle des citoyen(ne)s satisfait(e)s a augmenté de plus de 2 points.

Selon les localités, une grande majorité des Maliens déclare être non satisfait(e) des actions de l'opposition politique, à l'exception de Taoudénié (30,9%), Tombouctou (34,4%) et Sikasso (48,3%). Les citoyens(ne)s insatisfaits des actions de l'opposition sont particulièrement nombreux à Kidal (79,8%), Ségou (73,3%) et Mopti (68,6%). Par contre, ceux qui sont satisfaits sont majoritaires à Tombouctou (59,6%) et Taoudénié (53,2%).

Suivant le sexe (cf. graphique 22), les citoyens(ne)s insatisfaits des actions de l'opposition politique sont plus nombreux parmi les hommes (64,4%) que parmi les femmes (56,8%). Par contre, les sans opinion se comptent plus parmi les femmes (21,9%) que les hommes (8,4%).

Graphique 22 : Appréciation des actions de l'opposition politique selon le sexe

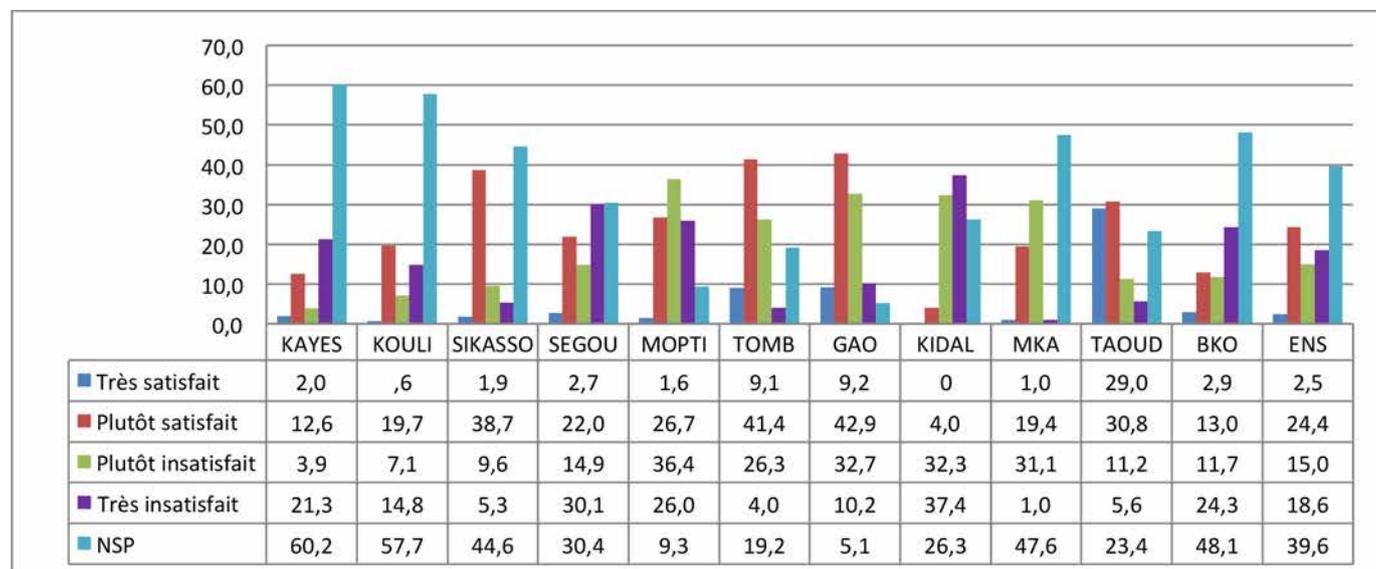
L'incidence du niveau d'instruction montre, comme indiqué dans le graphique 23, que la proportion des citoyens(ne)s satisfait(e)s des actions de l'opposition augmente avec le niveau d'instruction : 22% pour aucun niveau, 23% pour le primaire, 27% pour le secondaire et 32% pour le supérieur.

Graphique 23 : Appréciation des actions de l'opposition politique selon le niveau d'instruction

L'incidence de l'âge n'est pas assez significative.

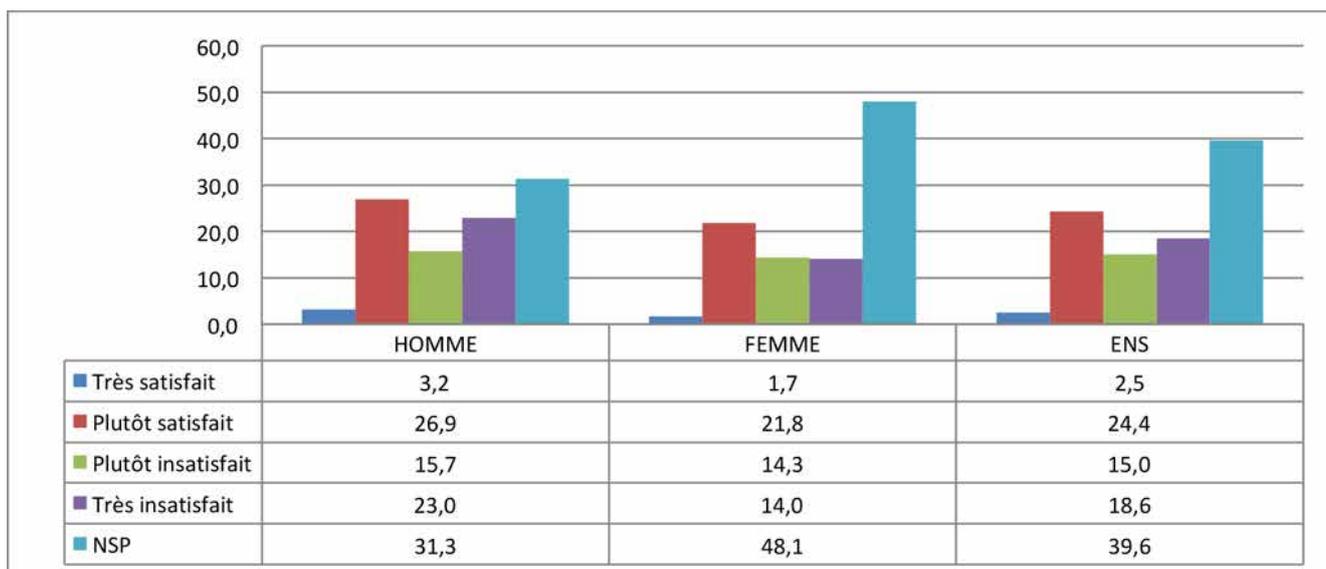
3.2.7. Appréciation des actions du médiateur de la République

Les citoyen (ne)s sans opinion sur les actions du médiateur de la République sont les plus nombreux (39,6%), contre 34% qui sont très insatisfaits (18,6%) et plutôt insatisfaits (15%) comme indiqué au graphique 24. La proportion de ceux qui sont satisfaits est de 27% dont 24% de plutôt satisfaits et 3% de très satisfaits.

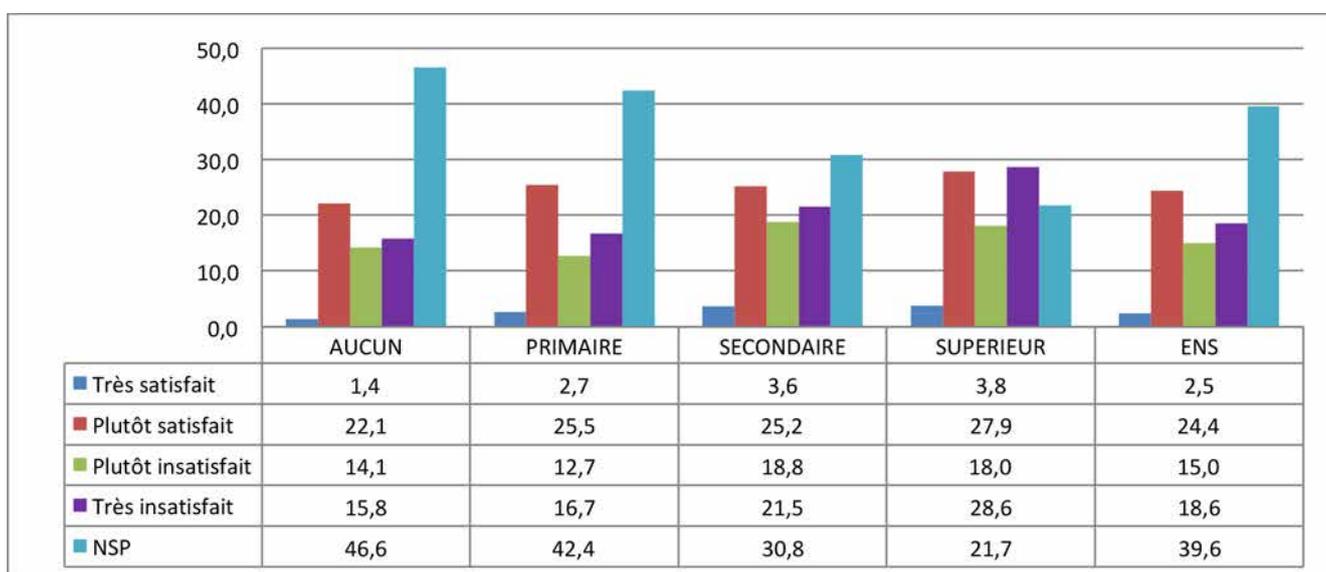
Graphique 24 : Appréciation des actions du médiateur de la République selon les localités

Selon les localités, les sans opinions sont largement majoritaires à Kayes (60,2%) et Koulikoro (57,7%) et dominants à Bamako (48,1%), Ménaka (47,6%), Sikasso (44,6%) et Ségou (30,4%). Les citoyen (ne)s non satisfait (e)s sont majoritaires ou dominant (e)s à Kidal (69,7%), Mopti (62,4%) et Ségou (45%). Par contre, ceux qui sont satisfaits (très satisfaits et plutôt satisfaits) sont majoritaires à Taoudénit (59,8%), Gao (52,1%) et Tombouctou (50,5%), comme indiqué dans le *graphique ci-dessus*.

Suivant le genre, les citoyen (ne)s insatisfait (e)s ou au contraire satisfait (e)s des actions du médiateur de la République sont relativement plus nombreux parmi les hommes (30,1%) que les femmes (23,5%), tandis que les sans opinion sont plus nombreux parmi les femmes (48,1%) que les hommes (31,3%), comme indiqué au *graphique 25*.

Graphique 25 : Appréciation des actions du médiateur de la République selon le genre

Le *graphique 26* montre que la proportion des citoyen(ne)s insatisfait(e)s et satisfait(e)s a tendance à augmenter avec le niveau d'instruction. Pour les insatisfaits, les résultats se présentent comme suit : 30% pour aucun niveau, 29% pour le primaire, 40% pour le secondaire et 47% pour le supérieur. Pour les satisfaits, ils sont de 24% pour aucun niveau, 28% pour le primaire, 29% pour le secondaire et 32% pour le supérieur.

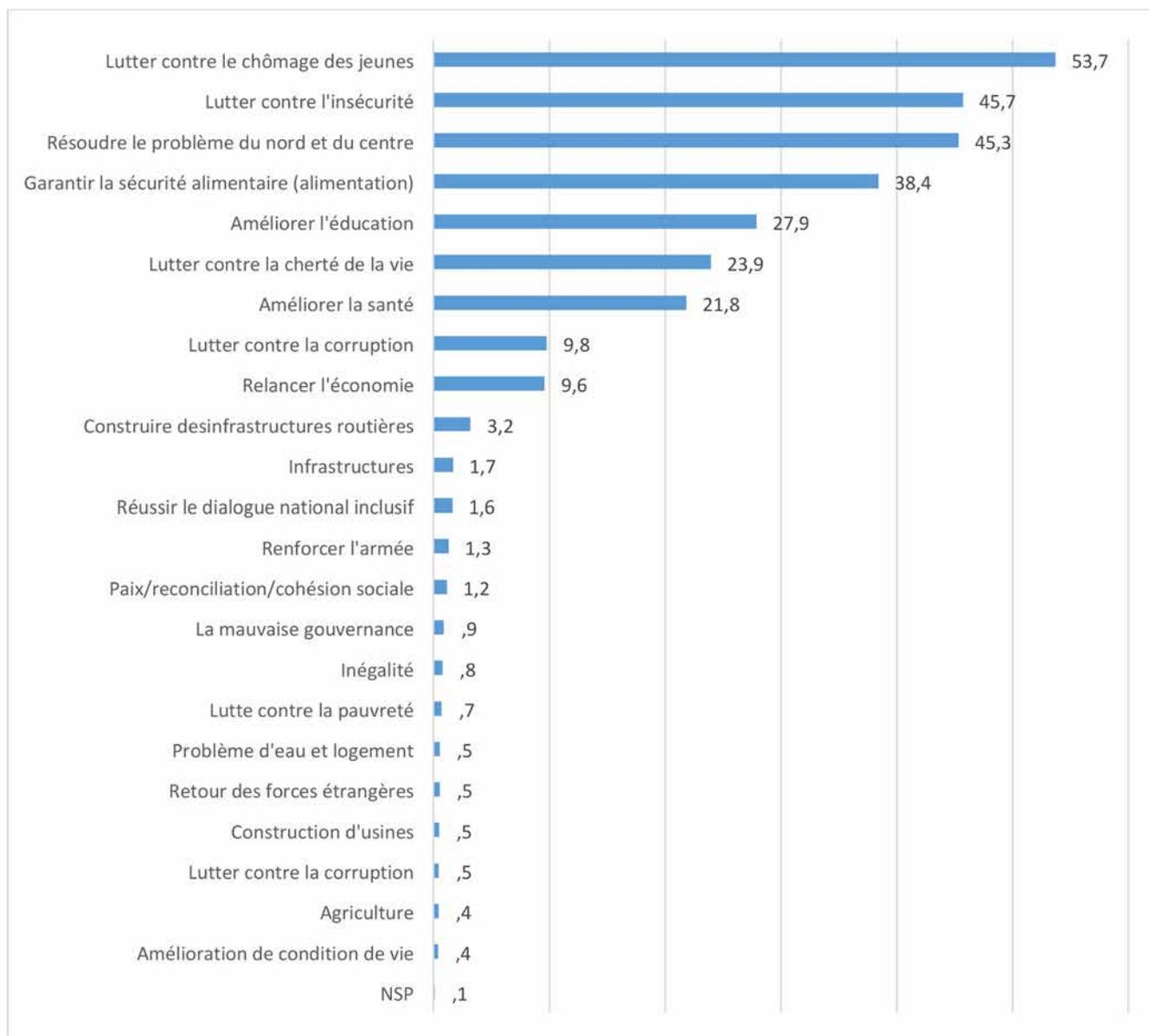
Graphique 26 : Appréciation des actions du Médiateur de la République selon le niveau d'instruction

L'incidence de l'âge n'est pas assez significative.

3.2.8. Priorités pour le Président et le Gouvernement pour les six prochains mois

Pour les six prochains mois, les priorités exprimées par les citoyen(ne)s à l'attention du président de la République et du gouvernement, et sans incidence du genre, sont : « lutter contre le chômage des jeunes » (53,7%), « lutter contre l'insécurité » (45,7%) et « résoudre le problème du nord et du centre du pays » (45,3%) comme indiqué au *graphique 27*. D'autres priorités moins fréquemment citées sont : « garantir la sécurité alimentaire » (38,4%), « améliorer l'éducation » (27,9%), « lutter contre la cherté de la vie » (23,9%) et « améliorer la santé » (21,8%).

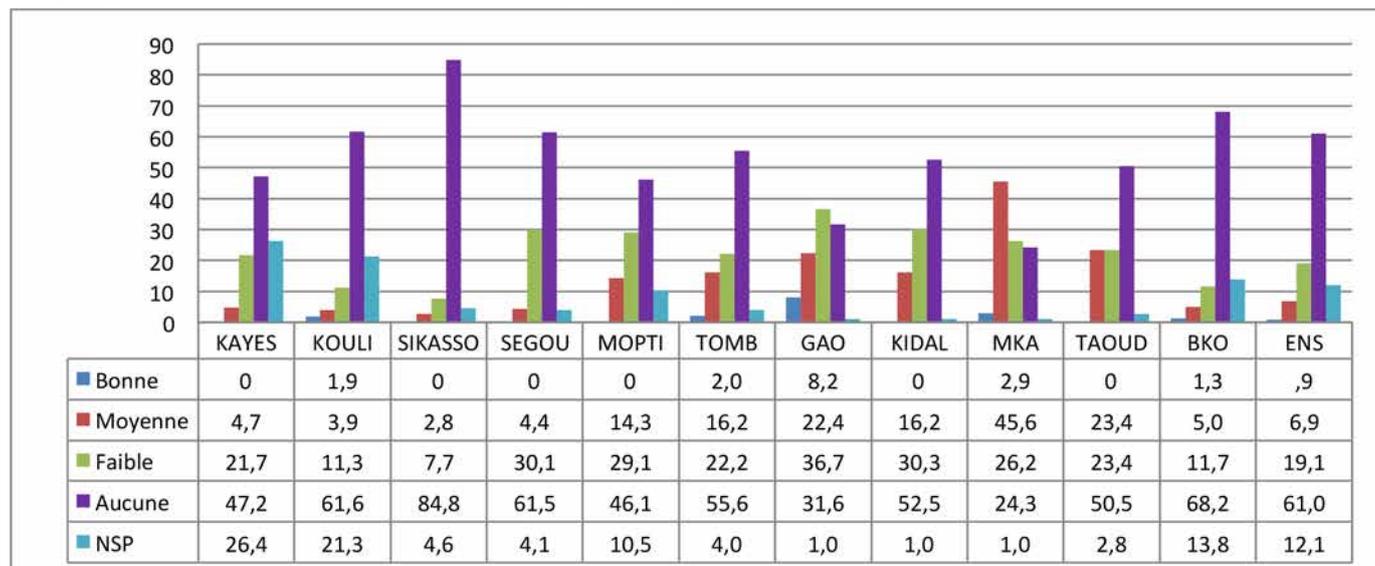
Graphique 27 : Priorités à résoudre au Mali pour le Président et le Gouvernement pour les six mois à venir



3.3. MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD POUR LA PAIX ET LA RECONCILIATION AU MALI, ISSU DU PROCESSUS D'ALGER

3.3.1 Connaissance de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali

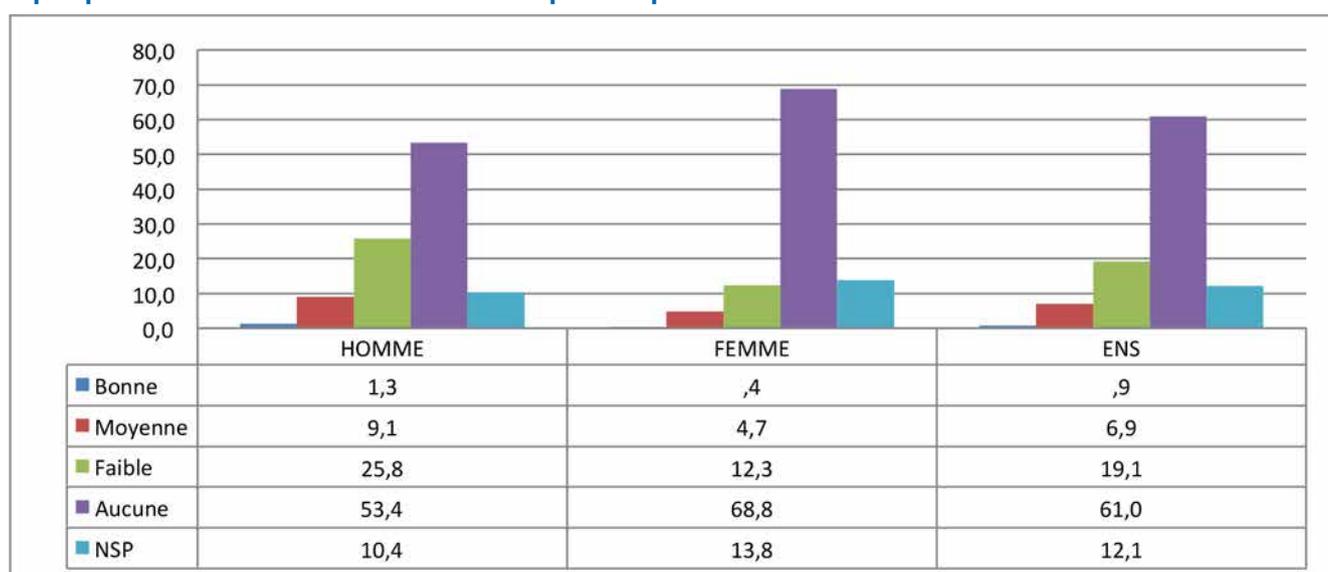
La très grande majorité des citoyen (ne)s enquêté (e)s (80,1%) a déclaré avoir « aucune » connaissance (61%) ou une « faible » connaissance (19,1%) de l'Accord pour la paix. Les citoyen (ne)s ayant déclaré posséder une « bonne » connaissance (0,9%) ou une connaissance « moyenne » (6,9%) de l'Accord ne représentent que 8% des enquêté (e)s, comme indiqué dans le *graphique 28*. La proportion des sans opinion est très élevée, soit 12,1%.

Graphique 28 : Connaissance de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali selon les localités

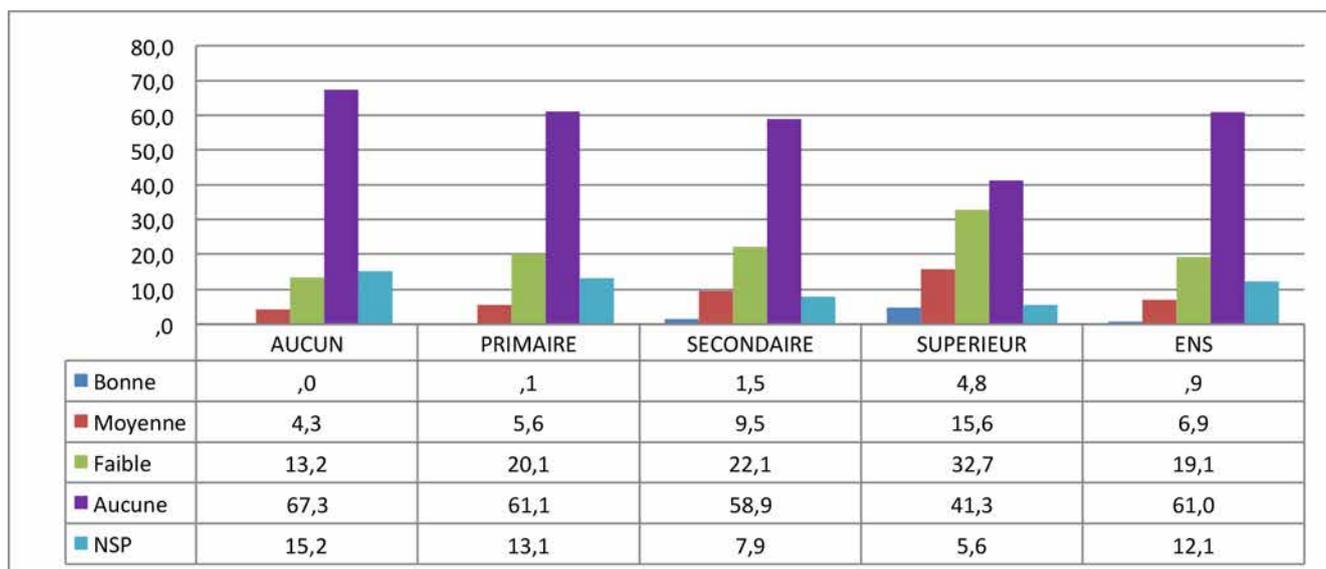
Comparé à Mali-Mètre 10, la proportion de ceux qui déclarent n'avoir aucune connaissance ou une connaissance « faible » de l'Accord a légèrement diminué, de 5 points, et ceux qui déclarent avoir une « bonne » connaissance ou une connaissance « moyenne » a aussi diminué, de 3 points

En fonction des localités, les taux les plus élevés de personnes enquêtées ayant déclaré disposer d'une « bonne » connaissance ou une connaissance « moyenne » de l'Accord sont enregistrés dans les villes de Ménaka (48,5%), Gao (30,6%), Taoudénit (23,4%) et dans une moindre mesure à Tombouctou (18,2%), Kidal (16,2%) et Mopti (14,3%). A l'inverse, les taux les plus élevés d'enquêté (e)s ayant déclaré n'avoir « aucune » connaissance ou une connaissance « faible » de l'Accord sont relevés dans les autres localités enquêtées avec un pic à Sikasso (92,50%, Ségou (91,6%) et Kidal (82,80%). Il est à mentionner que la proportion des sans opinion est particulièrement élevée à Kayes (26,4%) et à Koulikoro (21,3%), comme indiqué au *graphique ci-dessus*.

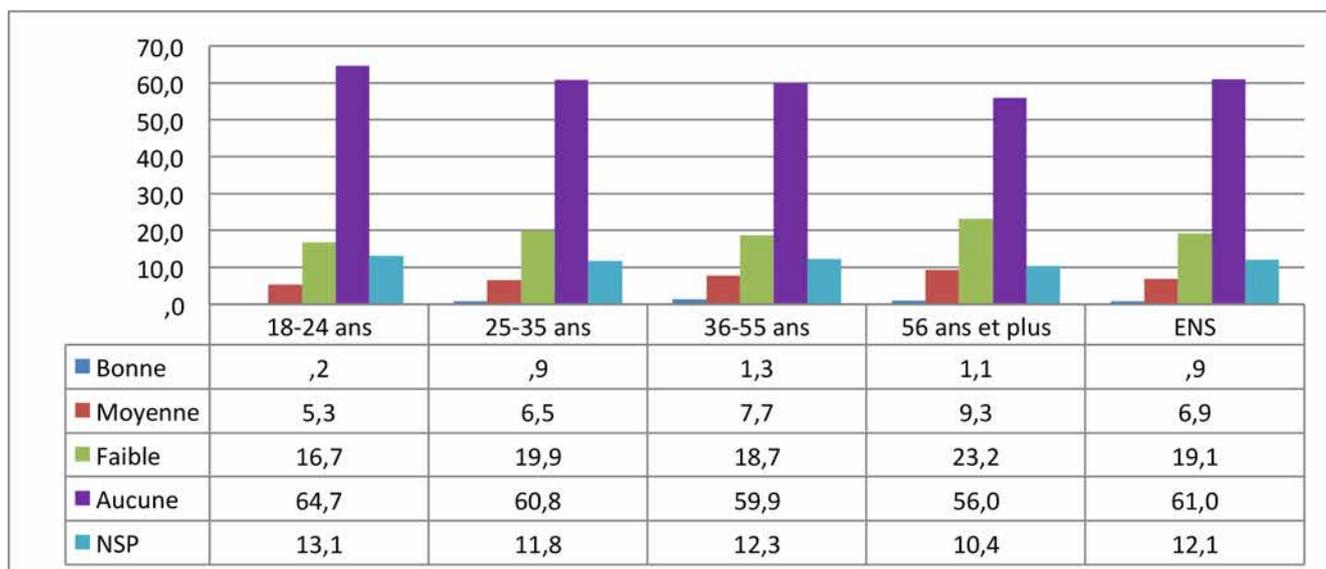
L'incidence du genre indique que les hommes (10,4%) sont relativement plus nombreux que les femmes (5,1%) à déclarer avoir une connaissance « bonne » ou « moyenne » de l'Accord (*cf. graphique 29*).

Graphique 29 : Connaissance de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali selon le sexe

Le *graphique 30* ci-dessous indique que la proportion des personnes déclarant avoir une connaissance « bonne » ou « moyenne » de l'Accord augmente avec le niveau d'instruction : 4% pour aucun niveau, contre 6% pour le primaire ; 11% pour le secondaire et 20% pour le supérieur.

Graphique 30 : Connaissance de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali selon le niveau d'ins-truction

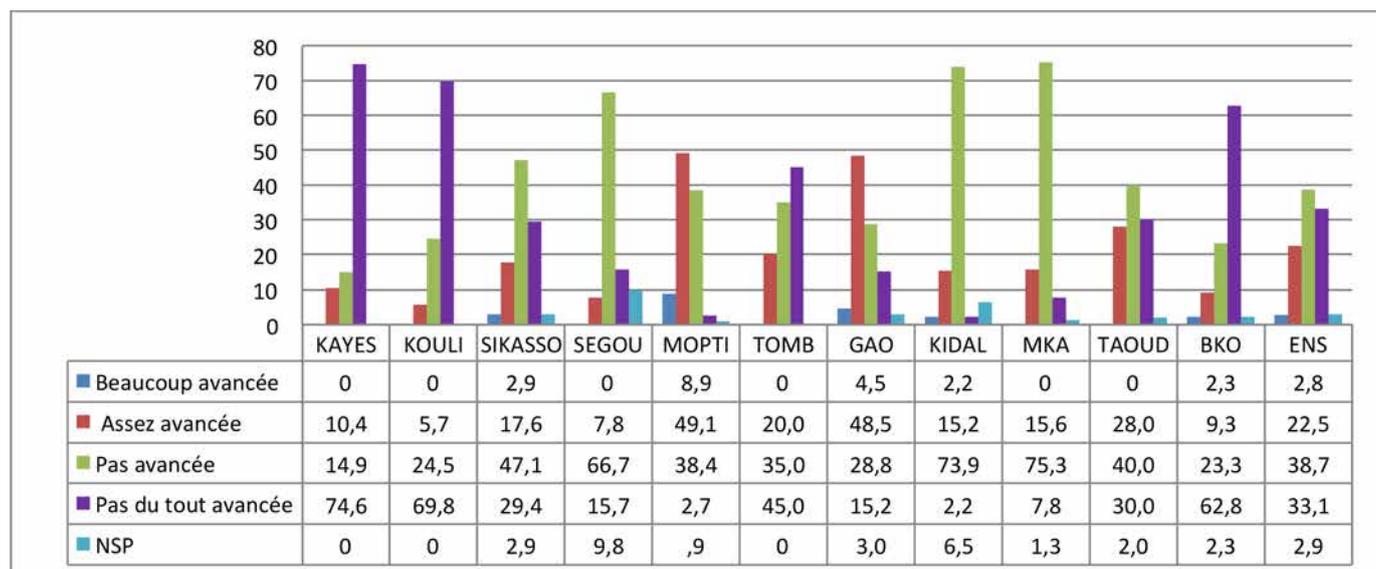
L'analyse des résultats de l'enquête montre que la proportion de enquêté(e)s déclarant avoir une « bonne » connaissance ou « moyenne » connaissance de l'Accord progresse avec l'âge : 6% pour les 18-24 ans ; 7% pour les 25-35 ans ; 9% pour les 36-55 ans et 10% pour les 56 ans et plus, comme indiqué au *graphique 31*.

Graphique 31 : Connaissance de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali selon l'âge

3.3.2 Appréciation de l'état de la mise en œuvre de l'Accord pour les réformes politiques et institutionnelles, de sécurité, de développement économique et de justice

Concernant l'appréciation du niveau d'avancement de la mise en œuvre de l'Accord, en termes de réformes politiques et institutionnelles, de sécurité, de développement économique et de justice, la grande majorité (71,8%) des personnes enquêtée(s) estiment que le processus n'est « pas avancé (38,7%) ou « pas du tout avancé » (33,1%), contre un peu plus du quart (25,3%) qui estime le contraire. La proportion des sans opinion est de 2,9%. (Cf. *graphique 32*).

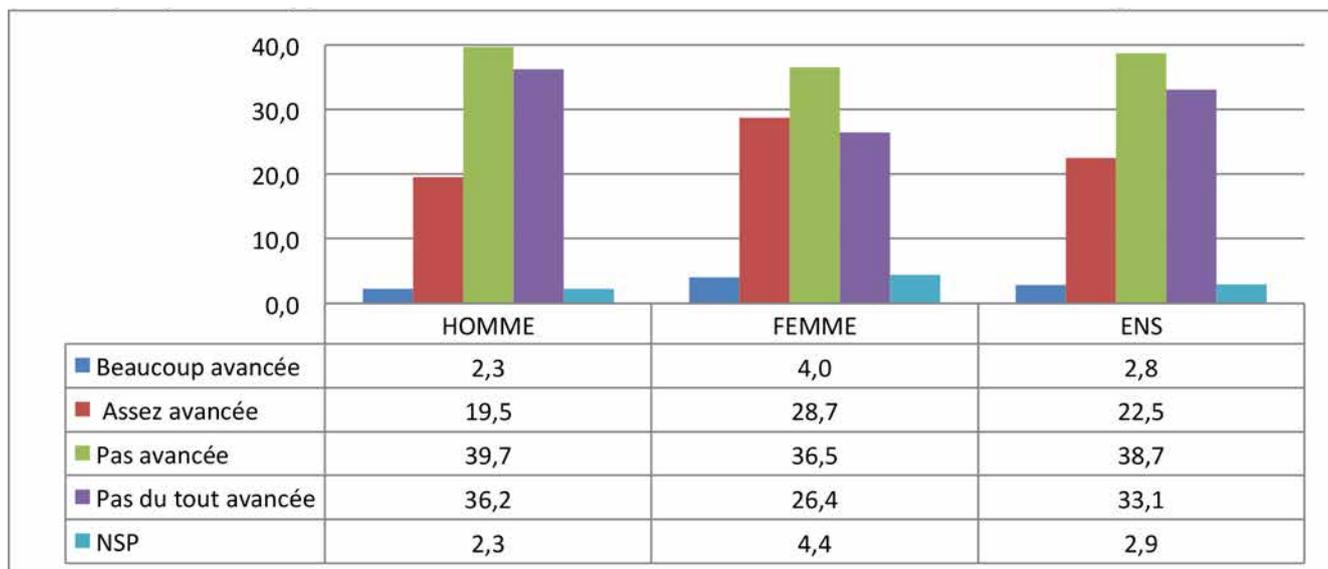
Graphique 32 : Appréciation de l'état de la mise en œuvre de l'Accord en termes de réformes politiques et institutionnelles, de sécurité, de développement économique et de justice selon les localités



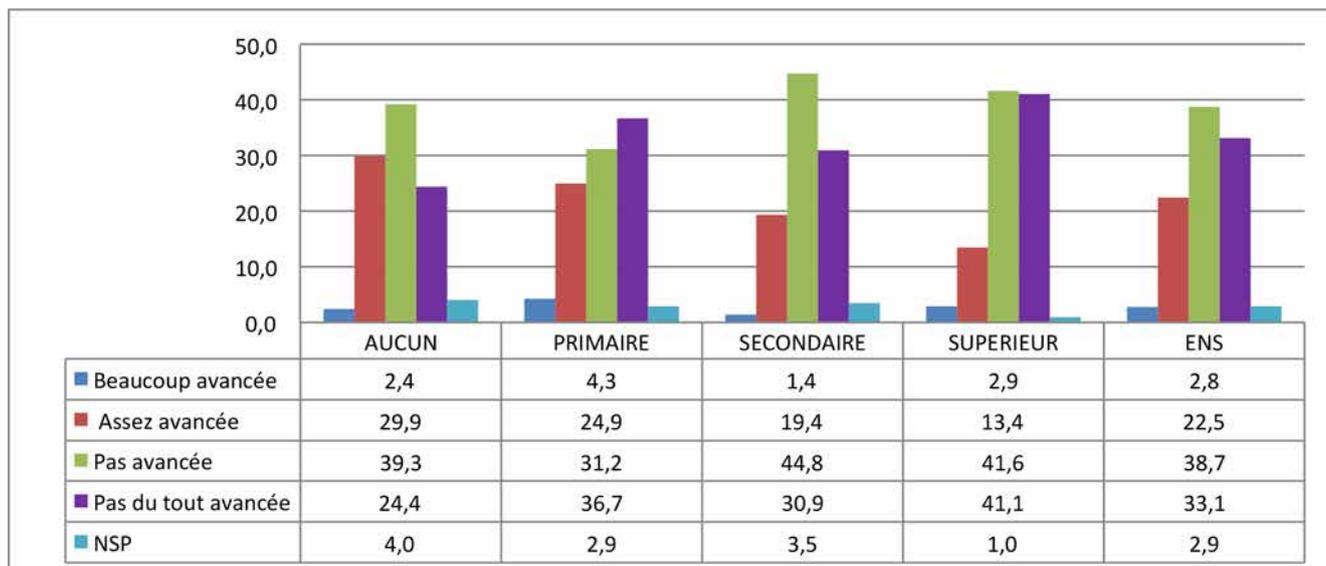
Par rapport à Mali-Mètre 10, on note une augmentation de plus de 7 points des enquêtés qui estiment que le processus de mise en œuvre de l'Accord n'a pas avancé. Le nombre des sans opinion qui étaient de 16% est passé à 3%, soit une régression de 13 points.

En termes de genre, comme indiqué dans le graphique 33, les femmes (32,7%) sont relativement plus nombreuses que les hommes (21,8%) à penser que le processus de mise en œuvre de l'Accord est avancé. A l'inverse, les hommes (75,9%) sont plus nombreux que les femmes (62,9%) à estimer que le processus n'est pas avancé.

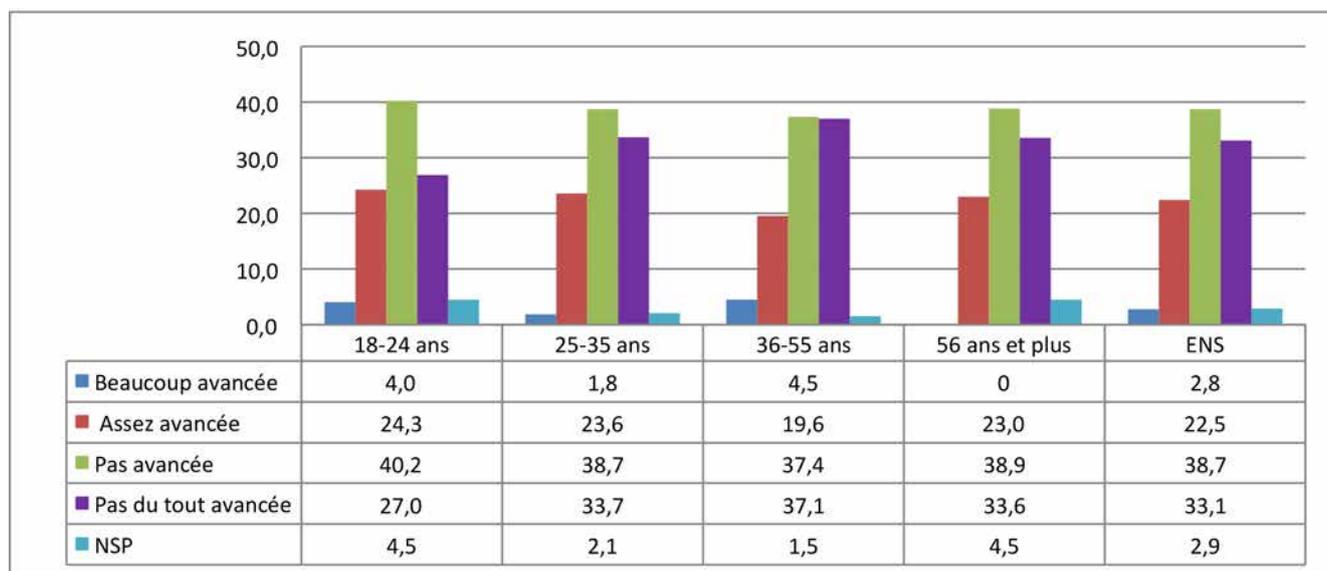
Graphique 33 : Appréciation de l'état de la mise en œuvre de l'Accord selon le genre



De l'analyse des résultats de l'enquête, il ressort que le nombre de citoyen(ne)s estimant que le processus n'est pas avancé augmente avec le niveau d'instruction : 64% pour aucun niveau ; 68% pour le primaire ; 76% pour le secondaire et 83% pour le supérieur, comme indiqué au graphique 34.

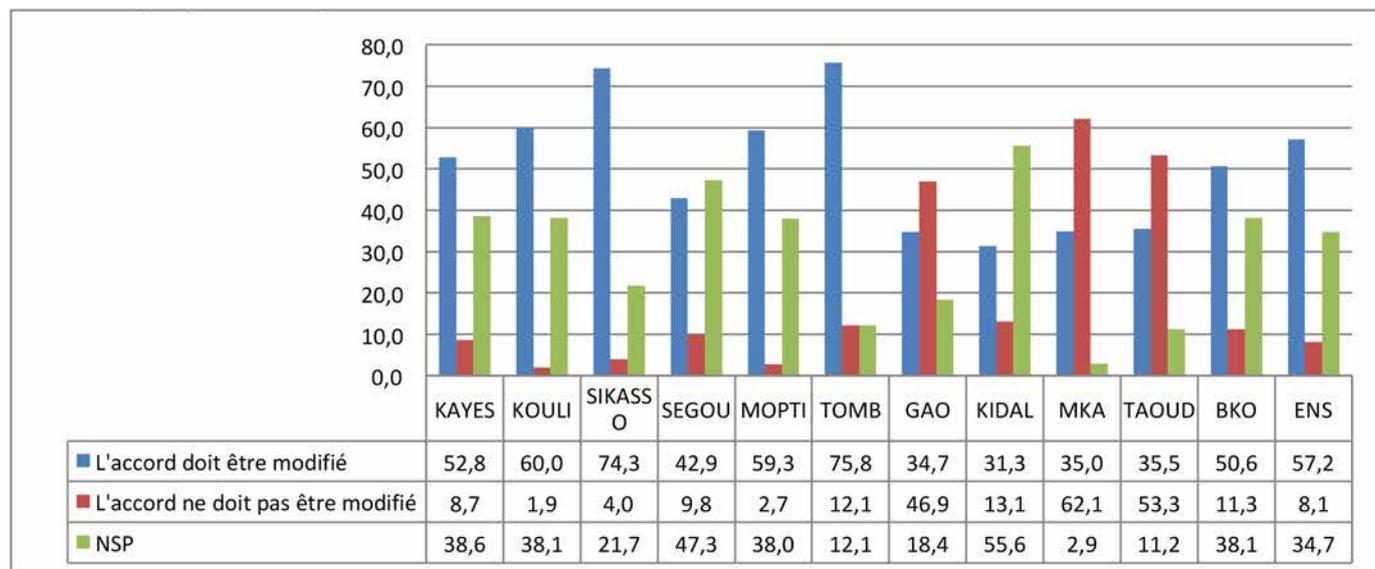
Graphique 34 : Appréciation de l'état de la mise en œuvre de l'Accord selon le niveau d'instruction

De même, la proportion des populations pensant que le processus n'est pas avancé a globalement tendance à augmenter avec l'âge tandis que l'inverse est constaté auprès de celles qui estiment que le processus est avancé (voir graphique 35).

Graphique 35 : Appréciation de l'état de la mise en œuvre de l'Accord selon l'âge

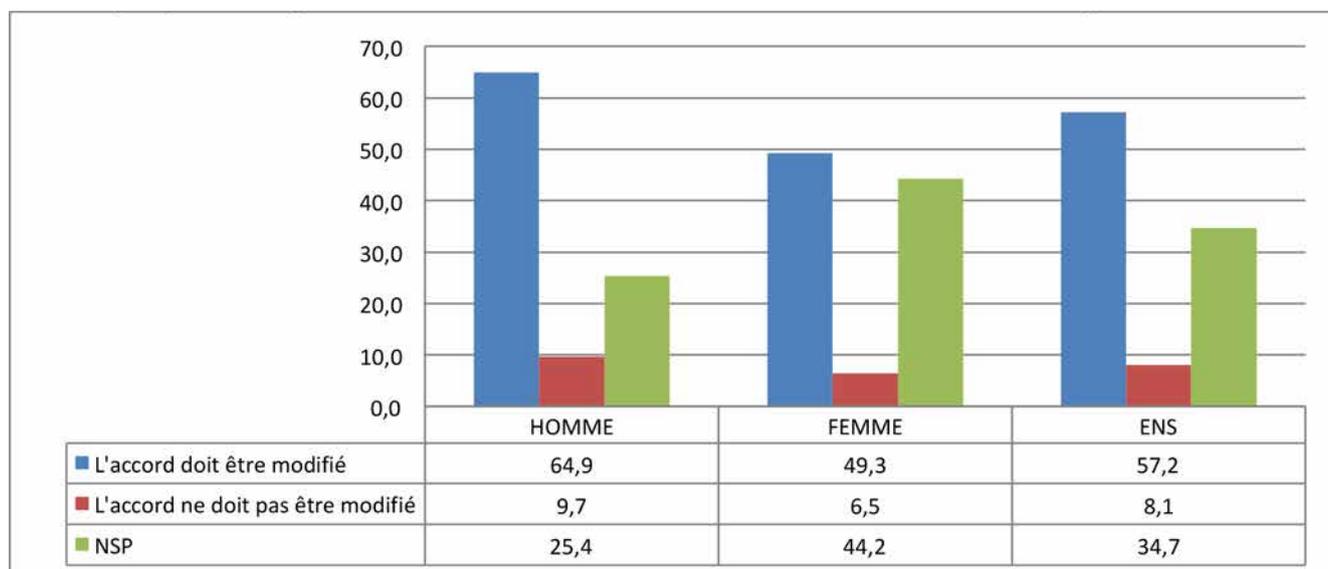
3.3.3. Appréciation de la relecture ou modification de l'Accord

Une large majorité (57,2%) des enquêté (e)s estime que l'Accord doit être relu ou modifié, contre 8% qui pensent le contraire. Il est à signaler qu'une très grande proportion (34,7%) des enquêté (e)s est sans opinion, comme indiqué au graphique 36 ci-dessous.

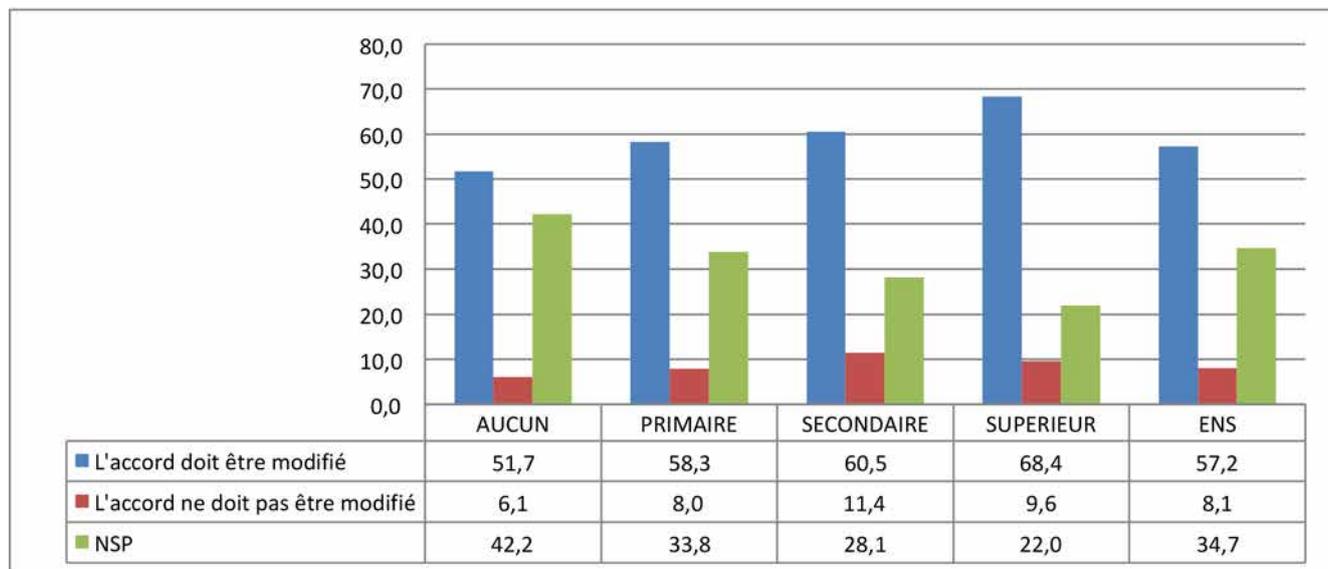
Graphique 36 : Opinion sur la relecture ou modification de l'Accord selon les localités

Les partisans de la relecture ou modification de l'Accord sont majoritaires à Tombouctou (75,8%), Sikasso (74,3%), Koulikoro (60%), Mopti (59,3%), Kayes (52,8%) et Bamako (50,6%). Par contre, les adversaires de cette relecture sont dominants à Ménaka (62,1%), Taoudénit (62,1%) et Gao (46,9%). A noter que les sans opinion sont majoritaires à Kidal (55,6%) et ils sont aussi plus nombreux à Ségou (47,3%), Kayes (38,6%), Koulikoro et Bamako (38,1%) ainsi que Mopti (38%), comme indiqué dans le *graphique ci-dessus*.

Selon le genre, les hommes (64,9%) sont plus nombreux que les femmes (49,3%) à opter pour une relecture ou modification de l'Accord. A l'inverse, les femmes sont largement plus nombreuses que les hommes à ne pas s'y prononcer comme indiqué dans le *graphique 37*.

Graphique 37 : Opinion sur la relecture ou modification de l'Accord selon le genre

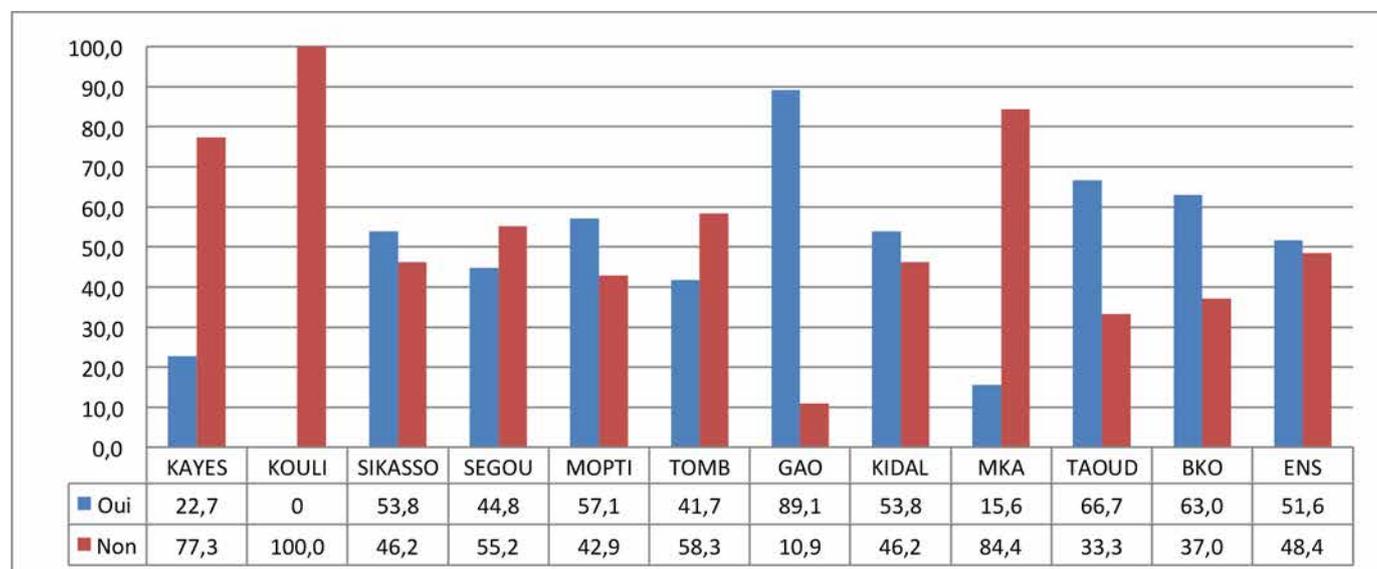
La proportion des partisans de la relecture de l'Accord augmente avec le niveau d'instruction. Cependant, la proportion des sans opinion diminue avec le niveau d'instruction, comme indiqué au *graphique 38*.

Graphique 38 : Opinion sur la relecture ou modification de l'Accord selon le niveau d'instruction

L'incidence de l'âge n'est pas significative.

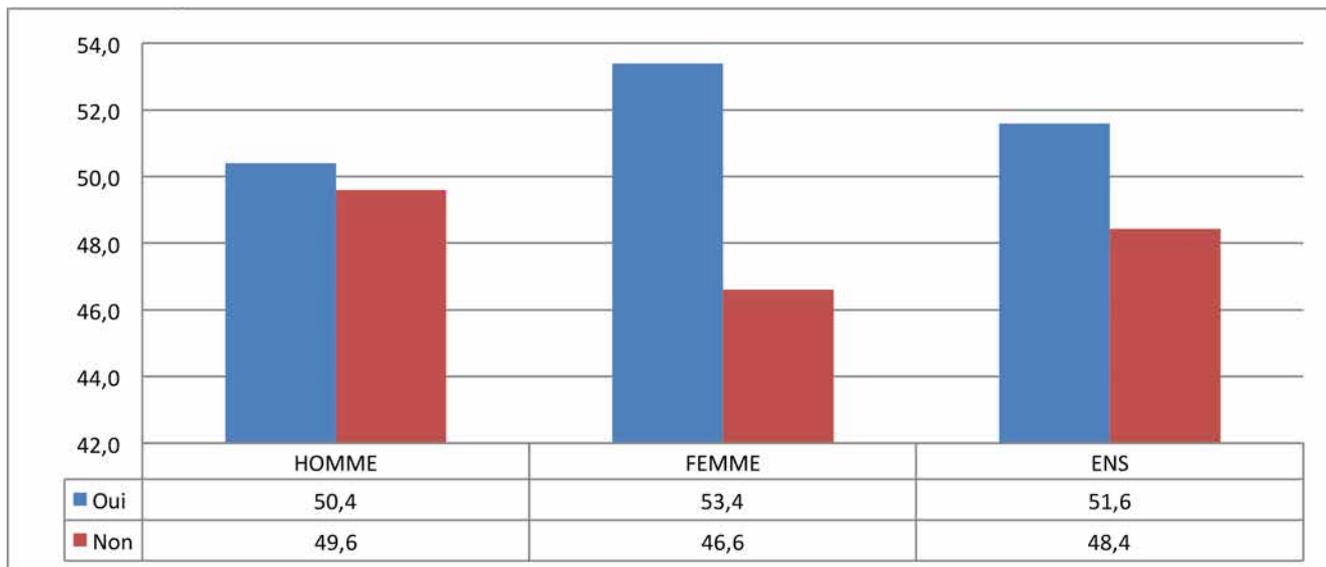
3.3.4. Appréciation de la mise en œuvre de l'Accord et révision constitutionnelle

En cas de relecture de l'Accord, un peu plus de la majorité (51,6%) des citoyen (ne)s enquêté (e)s serait favorable à une révision de la Constitution, contre 48% qui pensent le contraire (*cf. graphique 39*).

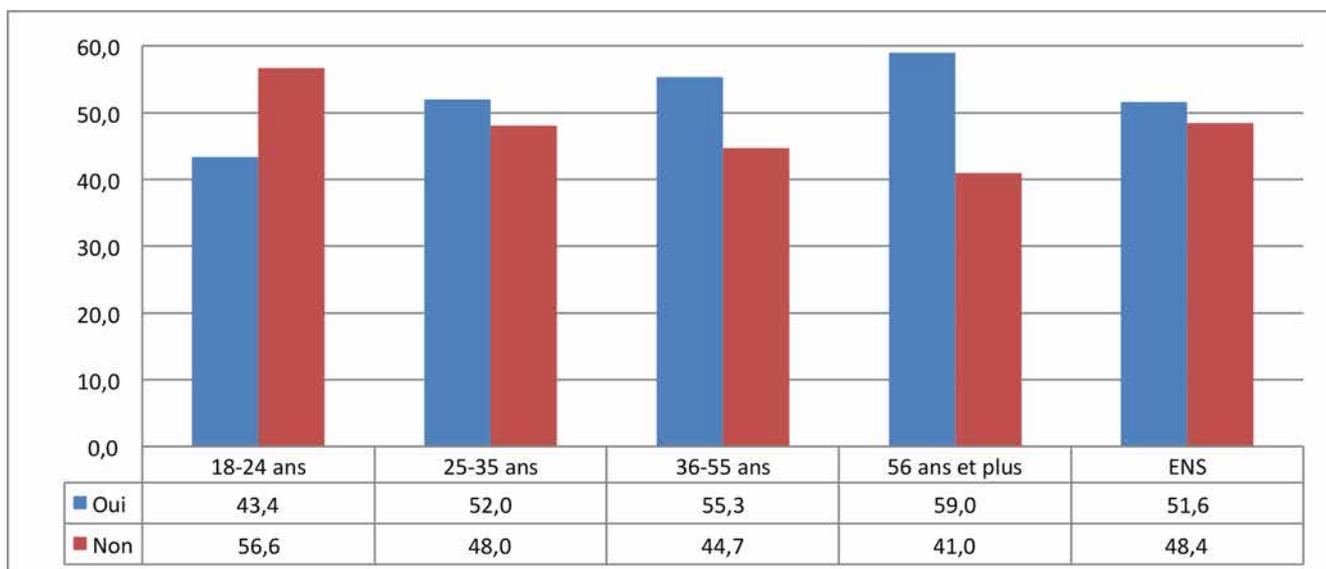
Graphique 39 : Appréciation de la mise en œuvre de l'Accord et révision constitutionnelle selon les localités

Les partisans de cette révision Constitutionnelle sont majoritaires à Gao (89,1%), Taoudénit (66,7%), Bamako (63%), Mopti (57,1%), Sikasso (53,8%) et Kidal (53,8%). Ceux qui sont opposés sont majoritaires à Koulikoro (100%), Ménaka (84,4%), Kayes (77,3%), Tombouctou (53,8%) et Ségou (55,2%), comme indiqué dans le *graphique ci-dessus*.

L'incidence du genre montre que les femmes (53,4%) sont relativement plus nombreuses que les hommes (50,4%) à être favorable à une révision constitutionnelle en cas de relecture de l'Accord (*cf. graphique 40*).

Graphique 40 : Appréciation de la mise en œuvre de l'Accord et révision constitutionnelle selon le genre

Les résultats de l'analyse (cf. graphique 41) montrent une augmentation du nombre des partisans de la révision constitutionnelle avec l'âge en cas de révision de l'Accord.

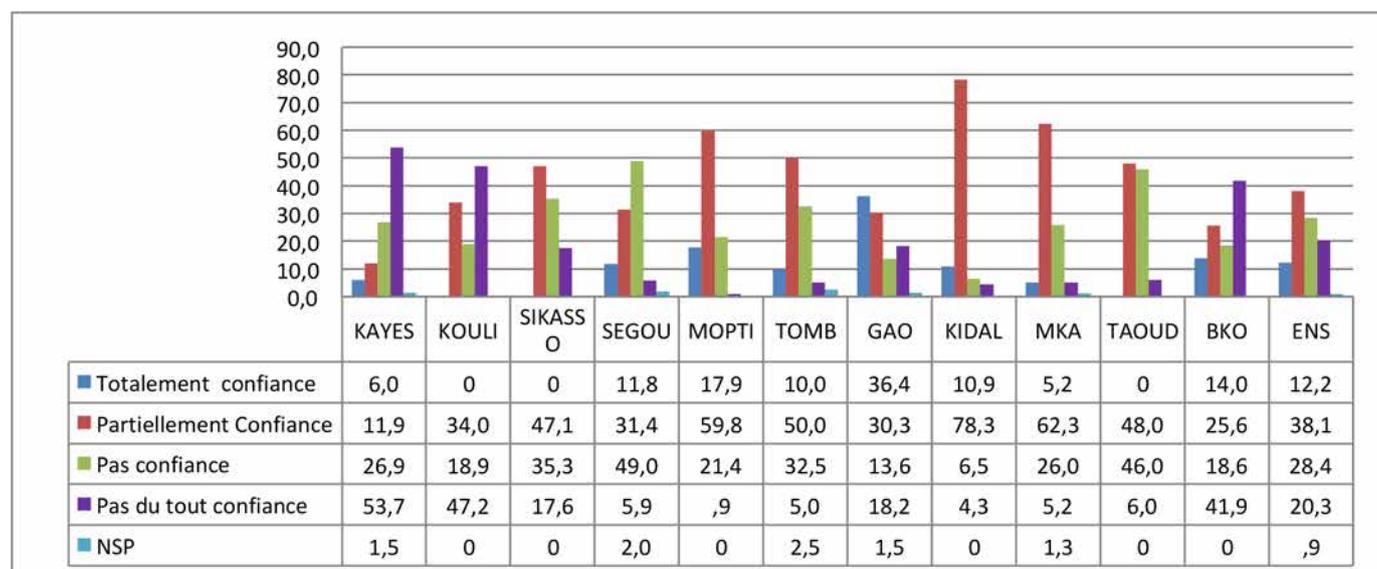
Graphique 41 : Appréciation de la révision constitutionnelle en cas de relecture/modification de l'Accord selon l'âge

L'incidence du niveau d'instruction n'est pas significative.

3.3.5 Confiance en l'Accord pour garantir la stabilité, la paix et la sécurité du pays

La moitié (50,3%) des enquêtés a « partiellement confiance » (38,1%) ou « totalement confiance » (12,2%) en l'accord de paix pour garantir la stabilité, la paix et la sécurité, contre 49% qui n'ont « pas confiance » (28,4%) ou « pas du tout confiance » (20,3%) comme indiqué au graphique 42.

Graphique 42 : Confiance en l'Accord pour la paix pour garantir la stabilité, la paix et la sécurité selon les localités

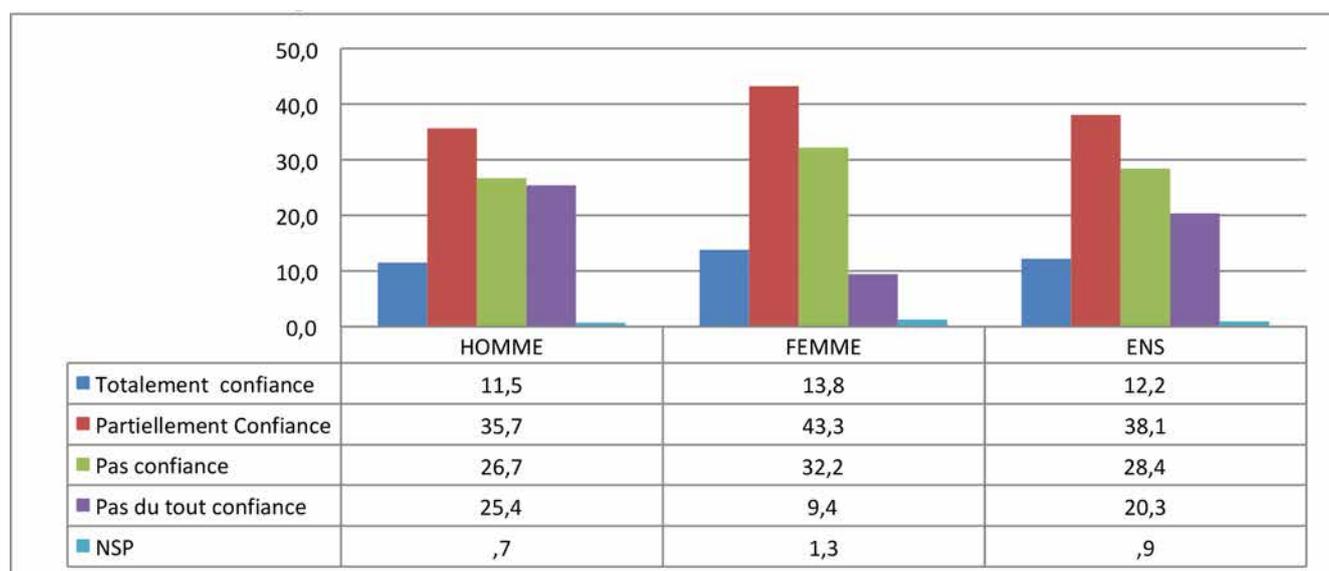


En comparaison avec Mali-Mètre 10, on constate une diminution de plus de 7 points de la proportion des citoyen(ne)s qui font confiance en l'Accord pour garantir la stabilité, la paix et la sécurité, et une augmentation de plus de 14 points de la proportion de ceux qui pensent le contraire.

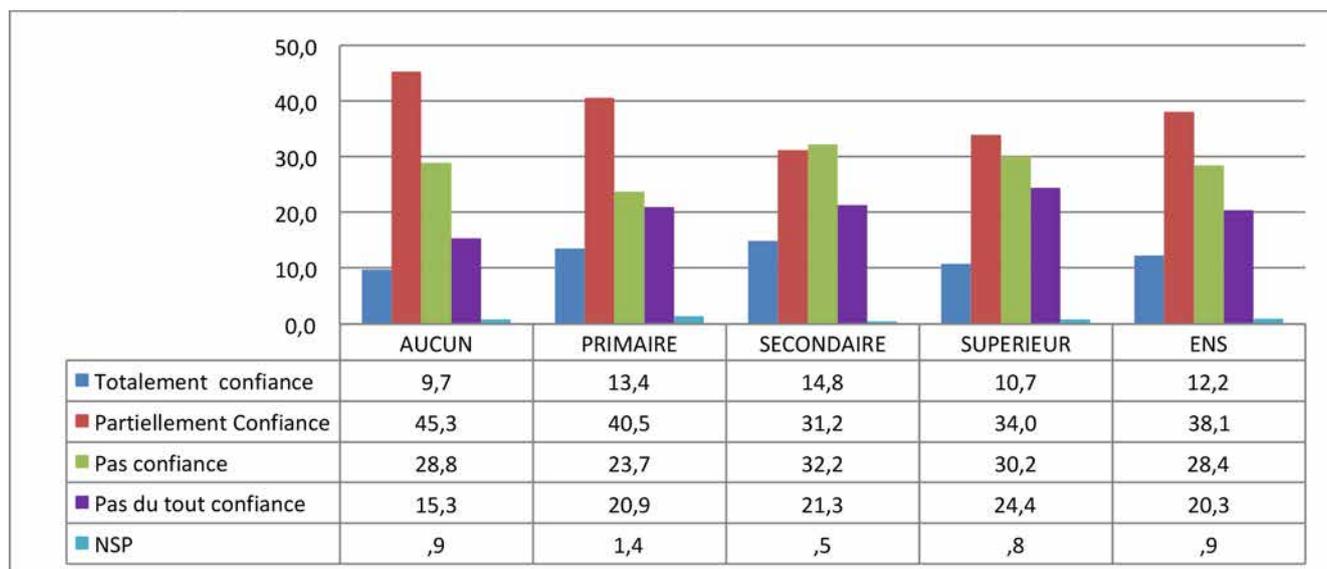
Selon les localités, la proportion de la population qui fait totalement ou partiellement confiance à l'Accord pour garantir la stabilité, la paix et la sécurité est majoritaire à Kidal (89,2%), Mopti (77,7%), Ménaka (67,5%), Gao (66,7%) et Tombouctou (60%). Cette proportion est aussi élevée à Taoudénit (48%), Sikasso (47,1%) et Ségou (43,2%). Ceux qui sont d'un avis contraire sont majoritaires à Kayes (80,6%), Koulikoro (66,1%), Bamako (60,5%), Ségou (54,9%), Sikasso (52,9%) et Taoudénit (52%) (cf. graphique 42).

Selon le genre, les femmes (57,1%) y font plus confiance que les hommes (47,2%) comme indiqué dans le graphique 43.

Graphique 43: Confiance en l'accord pour la paix pour garantir la stabilité, la paix et la sécurité selon le genre



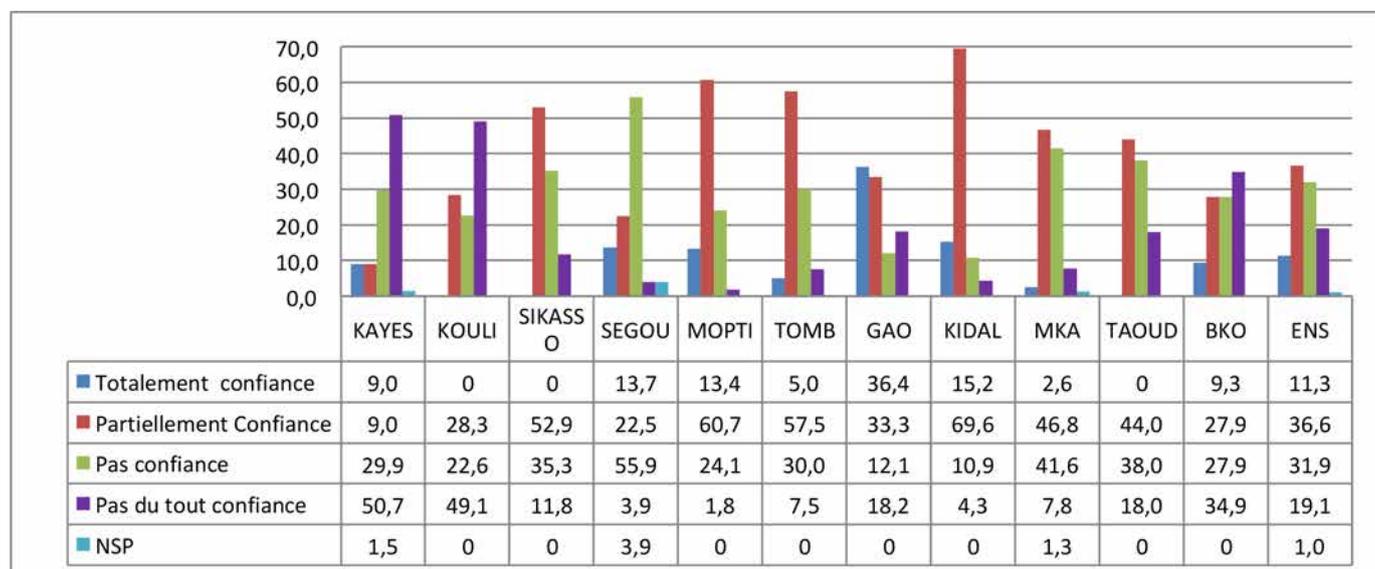
Les résultats de l'analyse montrent une diminution du niveau de confiance des enquêtés en l'Accord pour garantir la stabilité, la paix et la sécurité, avec l'augmentation du niveau d'instruction. La proportion de ceux qui font confiance à l'Accord pour garantir la stabilité, la paix et la sécurité est de 55% pour aucun niveau, 54% pour le primaire, 46% pour le secondaire et 45% pour le supérieur (cf. graphique 44).

Graphique 44 : Confiance en l'accord pour la paix pour garantir la stabilité, la paix et la sécurité, selon le niveau d'instruction

L'incidence de l'âge n'est pas significative.

3.3.6. Confiance en l'Accord pour garantir le développement

La majorité (51,1%) des enquêtés n'a « pas confiance » (31,9%) ou « pas du tout confiance » (19,1%) en l'Accord pour garantir le développement au Mali, contre 48% qui ont « totalement confiance » (11,3%) ou « partiellement confiance » (36,6%), comme indiqué dans le *graphique 45*.

Graphique 45 : Confiance en l'Accord pour la paix pour garantir le développement selon les localités

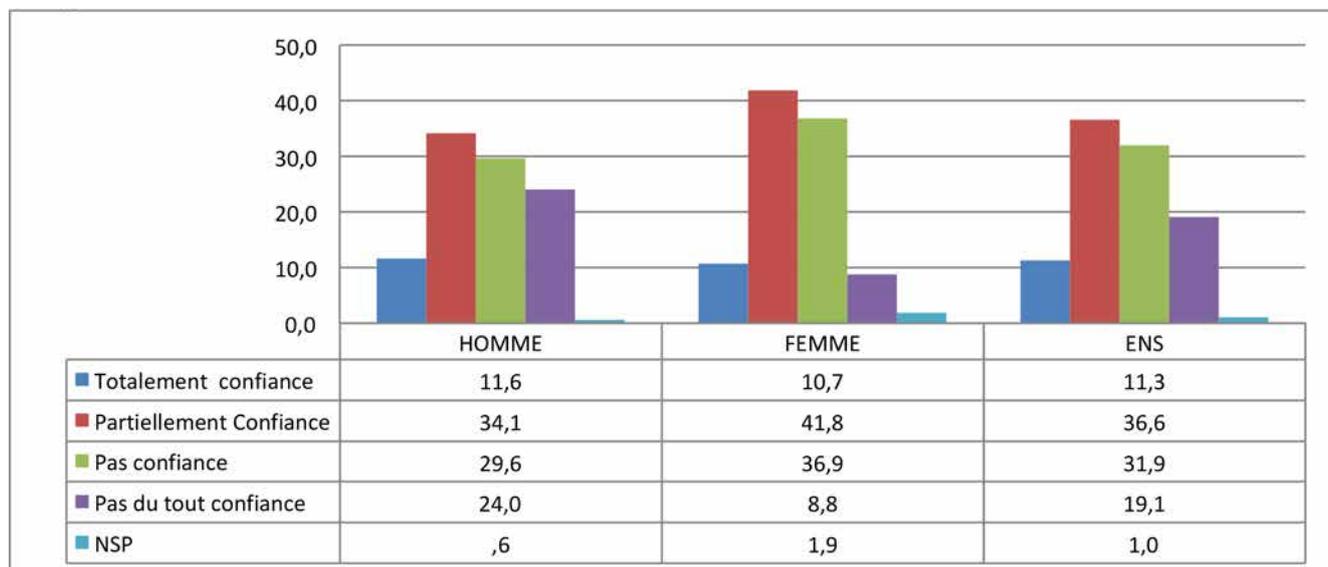
En comparaison avec Mali-Mètre 10, on constate une diminution de 8 points de la proportion des citoyens qui font confiance à l'Accord pour garantir le développement. A contrario, les populations qui pensent le contraire ont augmenté de 16 points.

Selon les localités, la proportion de la population qui ne fait « pas confiance » ou « pas du tout confiance » en l'Accord pour garantir le développement est majoritaire à Kayes (80,6%), Koulikoro (71,7%), Bamako (62,8%), Ségou (59,8%) et Taoudénit (56%). Au contraire, ceux qui font « totalement » ou « partiellement confiance » sont surtout nombreux à Kidal (84,8%), Mopti (74,1%), Tombouctou (62,5%) et Sikasso (52,9%). A noter que

l'opinion de la population de Ménaka est partagée (49,4% ont confiance et 49,4% n'ont pas confiance) (cf. graphique ci-dessus).

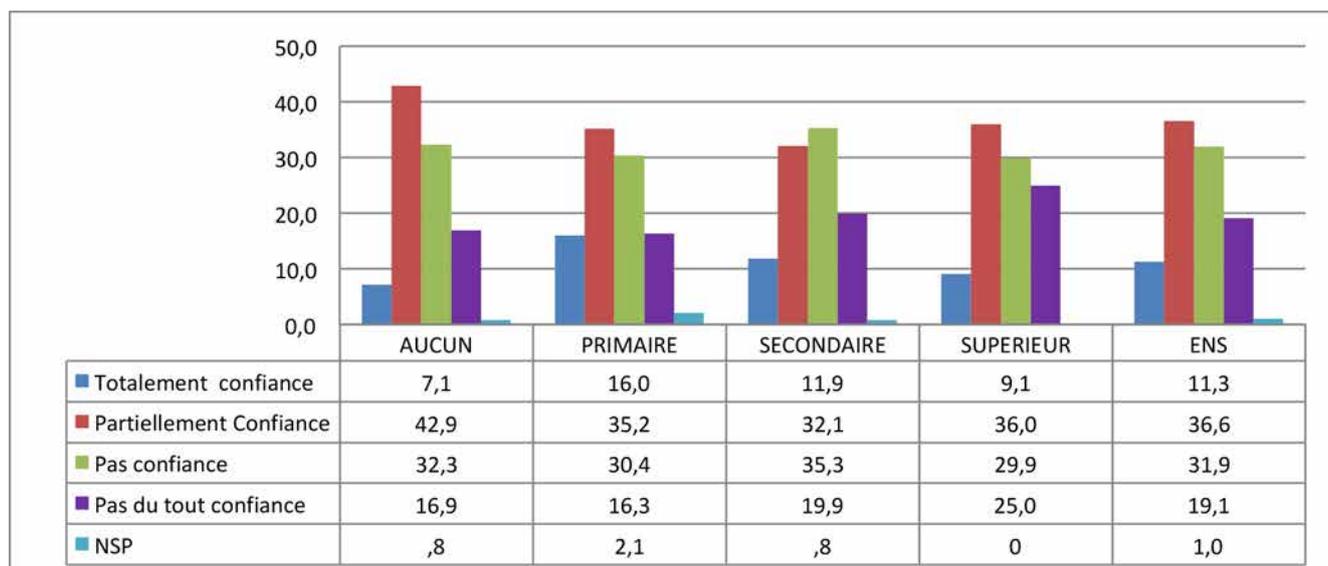
Selon le genre, les hommes (53,6%) sont plus nombreux plus que les femmes (45,7%) à ne pas faire confiance en l'Accord pour garantir le développement au Mali, comme indiqué dans le graphique 46.

Graphique 46 : Confiance en l'Accord pour la paix pour garantir le développement selon le genre



La proportion d'enquêté (e)s qui ne fait pas confiance en l'Accord pour garantir le développement du Mali a globalement tendance à augmenter avec le niveau d'instruction : 49% pour aucun niveau ; 47% pour le primaire ; 55% pour le secondaire et le supérieur (cf. graphique 47).

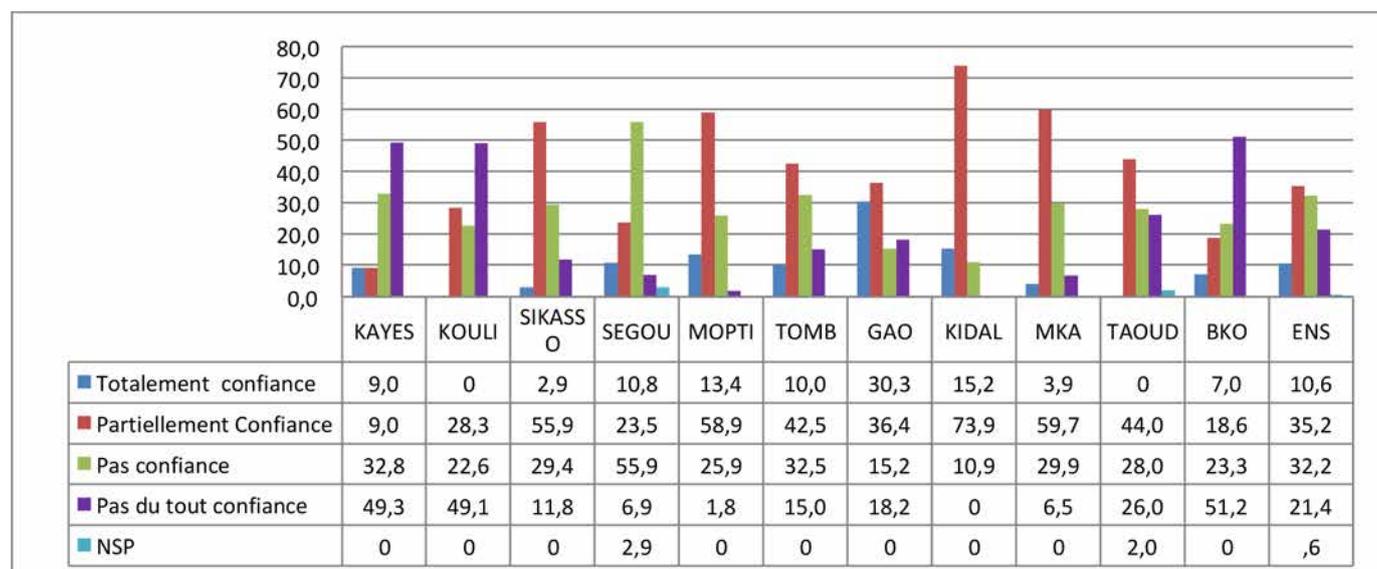
Graphique 47 : Confiance en l'Accord pour la paix pour garantir le développement selon le niveau d'instruction



L'incidence de l'âge n'est pas significative.

3.3.7. Confiance en l'Accord pour la paix pour garantir la lutte contre le chômage des jeunes

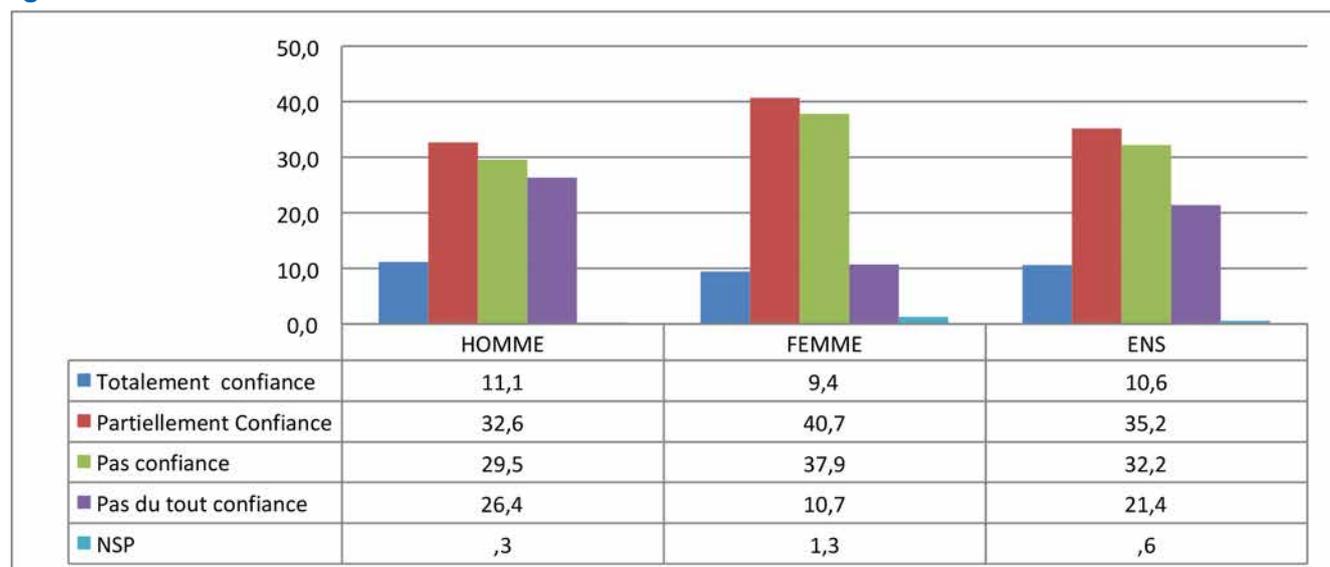
La majorité (53,6%) des enquêté (e)s n'a « pas confiance » (32,2%) ou « pas du tout confiance » (21,4%) en l'Accord pour garantir la lutte contre le chômage des jeunes, contre 46% qui ont « totalement confiance » (10,6%) ou « partiellement confiance » (35,2%), comme indiqué dans le graphique 48.

Graphique 48 : Confiance en l'Accord pour la paix pour garantir la lutte contre le chômage des jeunes selon les localités

Comparée à Mali-Mètre 10, la proportion de ceux qui ne font pas confiance à l'Accord pour garantir la lutte contre le chômage des jeunes a augmenté de 17 points et celle qui fait confiance a régressé de 10 points.

Selon les localités, la proportion de la population qui ne fait « pas confiance » ou « pas du tout confiance » à l'Accord pour garantir la lutte contre le chômage des jeunes est majoritaire à Kayes (82,1%), Bamako (74,5%), Koulikoro (71,7%), Ségou (62,8%) et Taoudénit (54%). Ceux qui font confiance « totalement » ou « partiellement confiance » sont surtout nombreux à Kidal (89,1%), Mopti (72,3%), Sikasso (58,8%) et Tombouctou (52,5%) (cf. graphique ci-dessus).

Selon le genre, les hommes (55,9%) sont plus nombreux que les femmes (48,6%) à ne pas faire confiance à l'Accord pour garantir la lutte contre le chômage des jeunes, comme indiqué dans le graphique 49.

Graphique 49 : Confiance en l'Accord pour la paix pour garantir la lutte contre le chômage des jeunes selon le genre

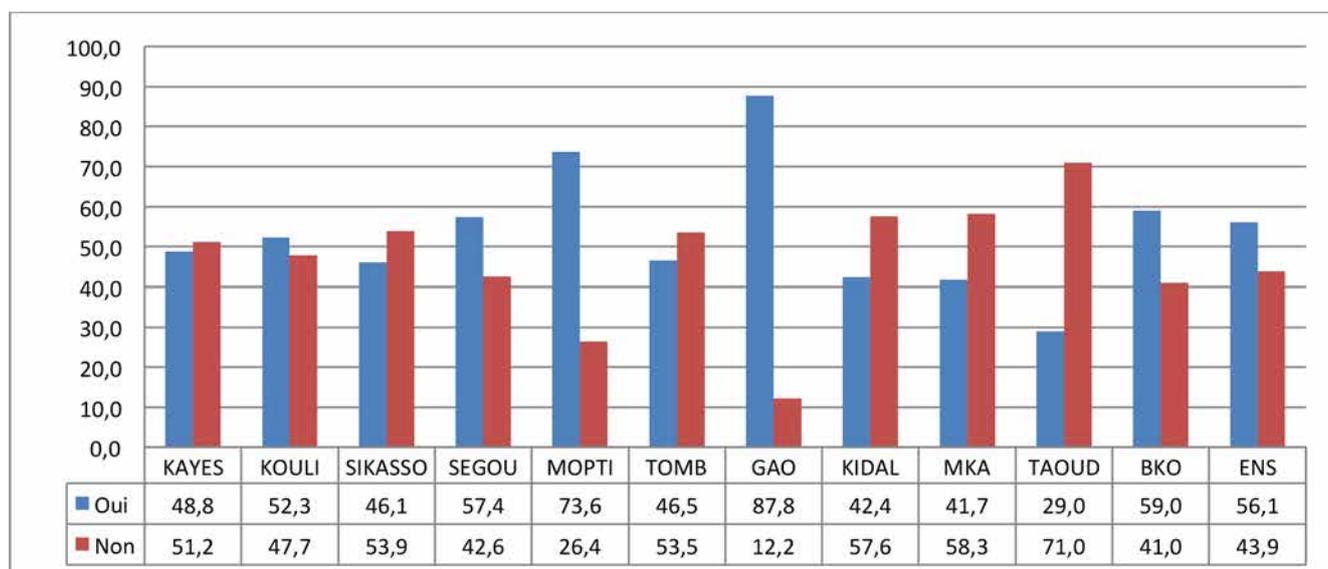
L'incidence du niveau d'instruction ou de l'âge n'est pas assez significative sur le manque de confiance en l'Accord pour garantir la lutte contre le chômage des jeunes.

3.4. DIALOGUE NATIONAL INCLUSIF

3.4.1 Avoir entendu parler du dialogue national inclusif

Une large majorité (56,1%) des enquêté(e)s a entendu parler du dialogue national inclusif contre 44% qui répondent par la négative, comme le montre le *graphique 50*.

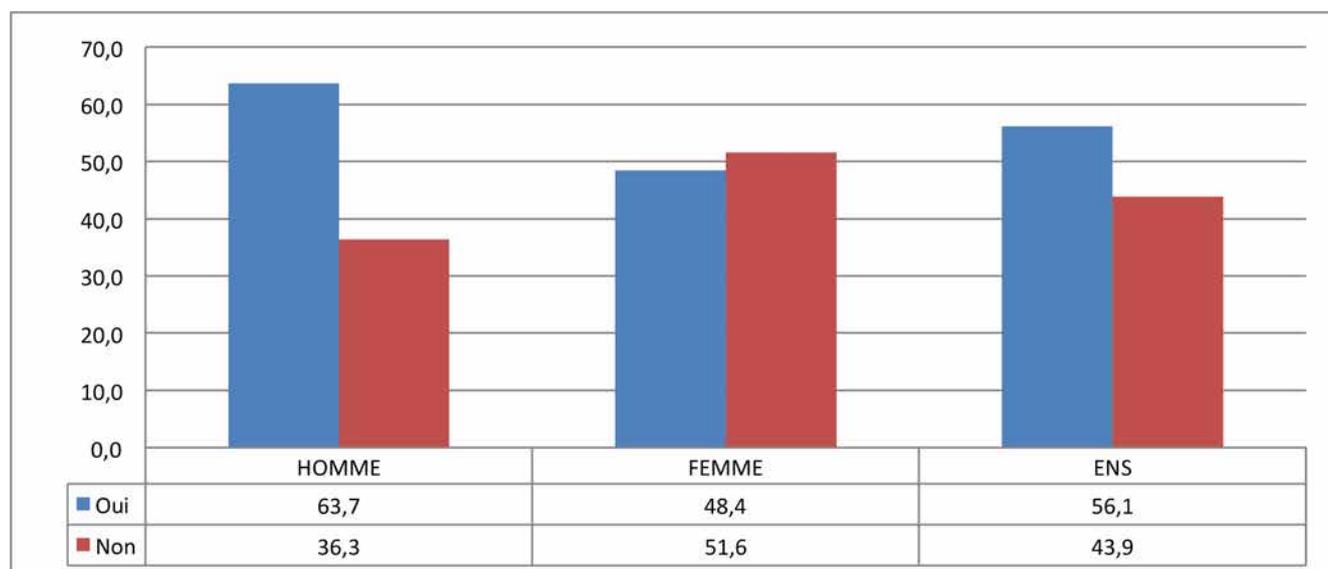
Graphique 50 : Proportion des enquêté(e)s ayant entendu parler du dialogue national inclusif selon les localités



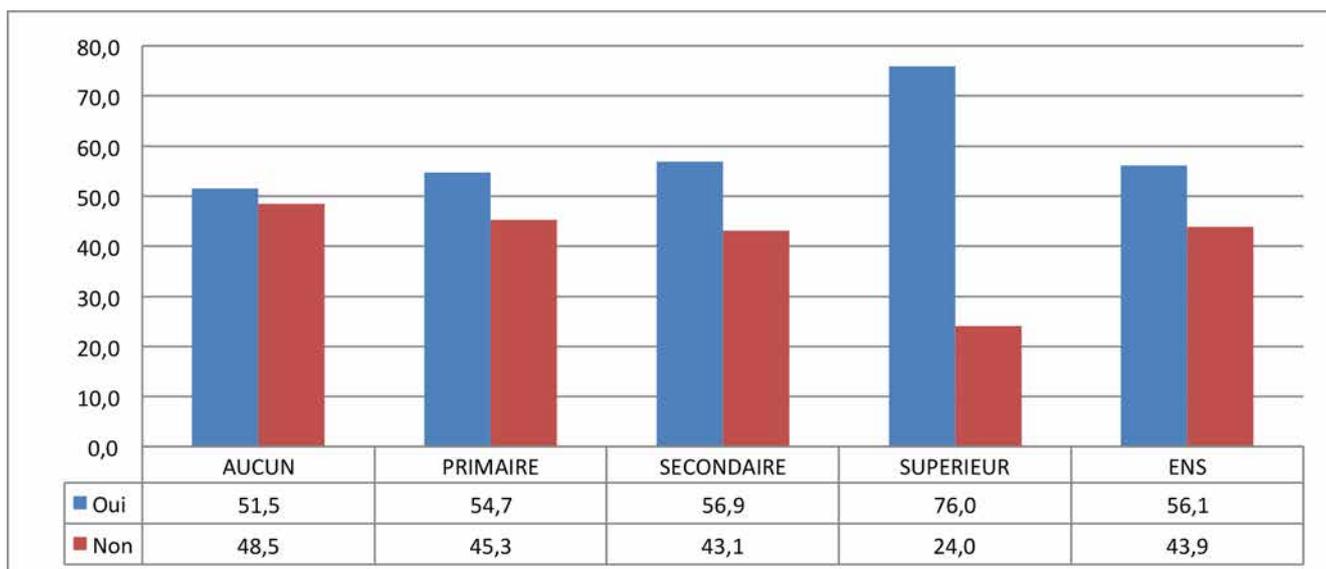
Les enquêté(e)s les plus nombreux à avoir entendu parler du dialogue national inclusif sont enregistrés dans les localités de Gao (87,8%), Mopti (73,6%), Bamako (59%) et Ségou (57,4%). Ceux qui affirment le contraire sont majoritaires à Taoudénit (71%), Ménaka (58,3%), Kidal (57,6%), Sikasso (53,9%) Tombouctou (53,5%) et Kayes (51,2%), comme indiqué dans le *graphique ci-dessus*.

Selon le genre (*voir graphique 51*), les hommes (63,7%) sont plus nombreux que les femmes (48,4%) à déclarer en avoir entendu parler.

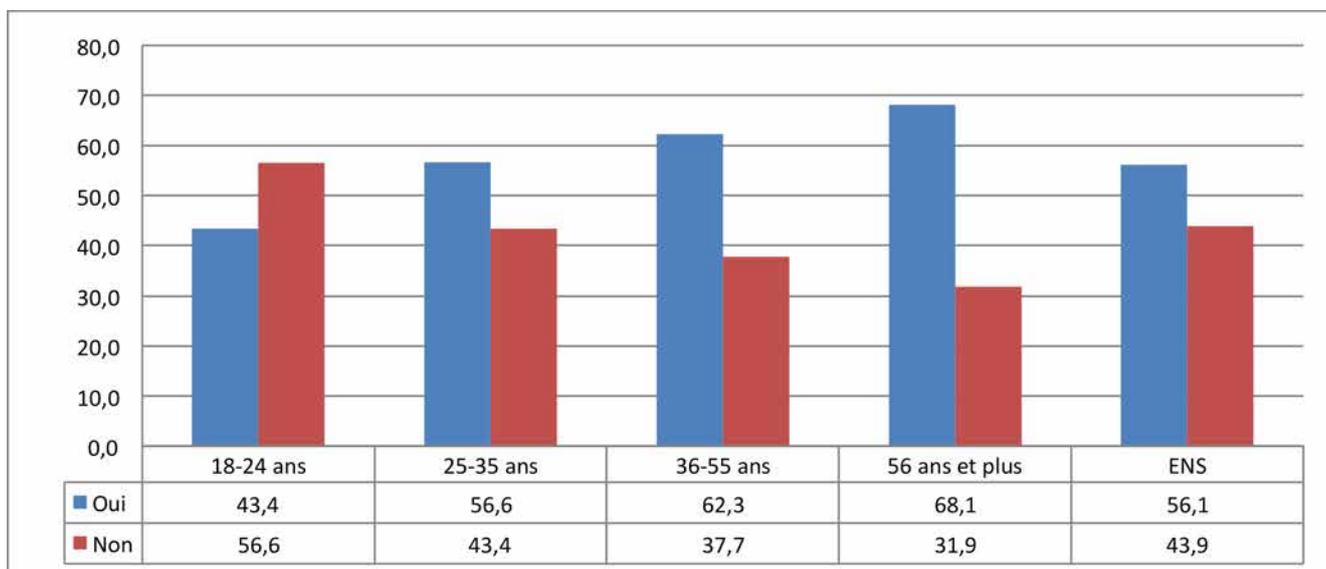
Graphique 51 : Proportion des enquêté(e)s ayant entendu parler du dialogue national inclusif selon le genre



De l'analyse des résultats, il ressort que la proportion des populations qui ont entendu parler du dialogue national inclusif augmente significativement avec le niveau d'instruction : 52% pour aucun niveau, 55% pour le primaire, 57% pour le secondaire et 76% pour le supérieur comme indiqué dans le *graphique 52*.

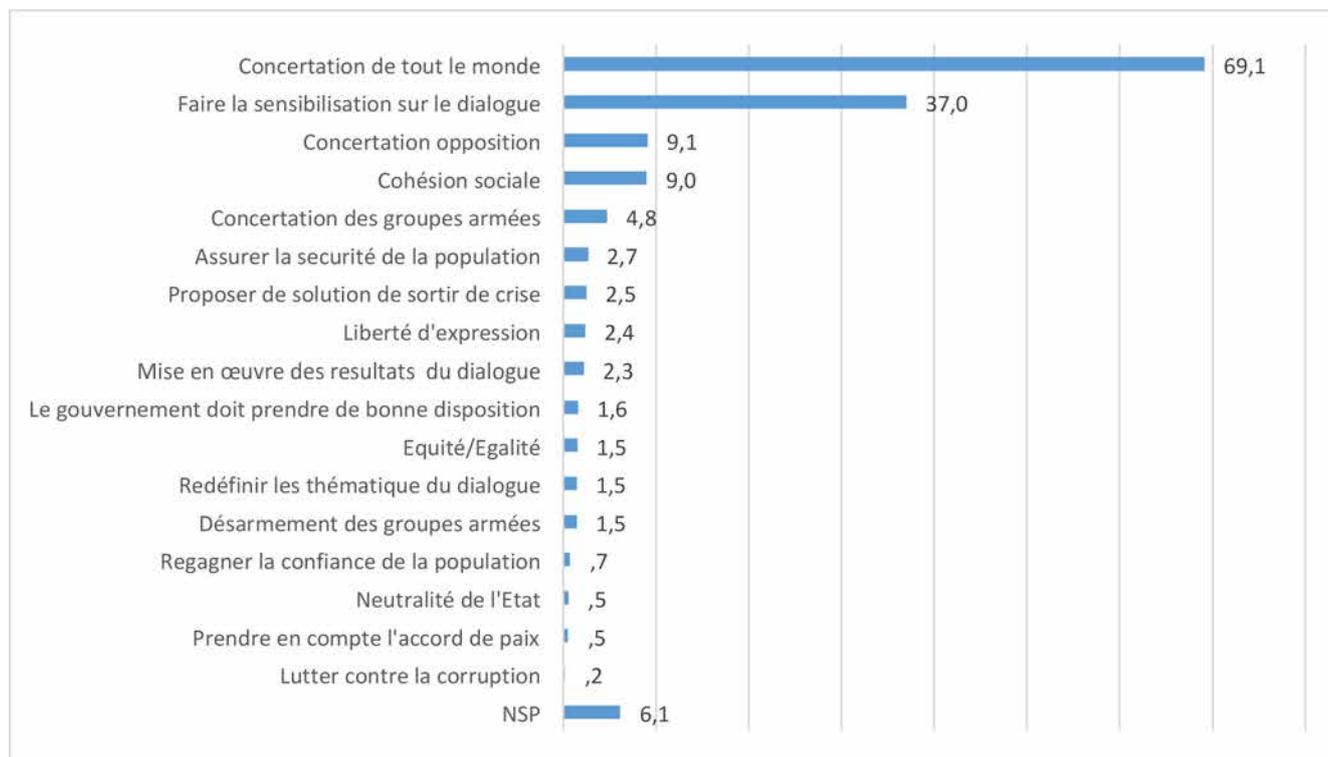
Graphique 52 : Proportion des enquêté(e)s ayant entendu parler du dialogue national inclusif selon le niveau d'instruction

De même, la proportion d'enquêté(e)s ayant entendu parler du dialogue national augmente avec l'âge : 43% pour les « 18-24 ans », 57% pour les « 25-35 ans », « 62% pour les 36-55 ans » et 68% pour les « 56 ans et plus », comme mentionné dans le *graphique 53*.

Graphique 53 : Proportion des enquêté(e)s ayant entendu parler du dialogue national inclusif selon l'âge

3.4.2. Conditionnalités de réussite du dialogue national inclusif

Des résultats de l'enquête, il ressort que les conditionnalités de réussite du dialogue national inclusif les plus citées par les citoyen(ne)s sont : « faire la concertation de tout le monde » (69,1%) et « faire (de) la sensibilisation sur le dialogue » (37%), comme indiqué dans le *graphique 54*.

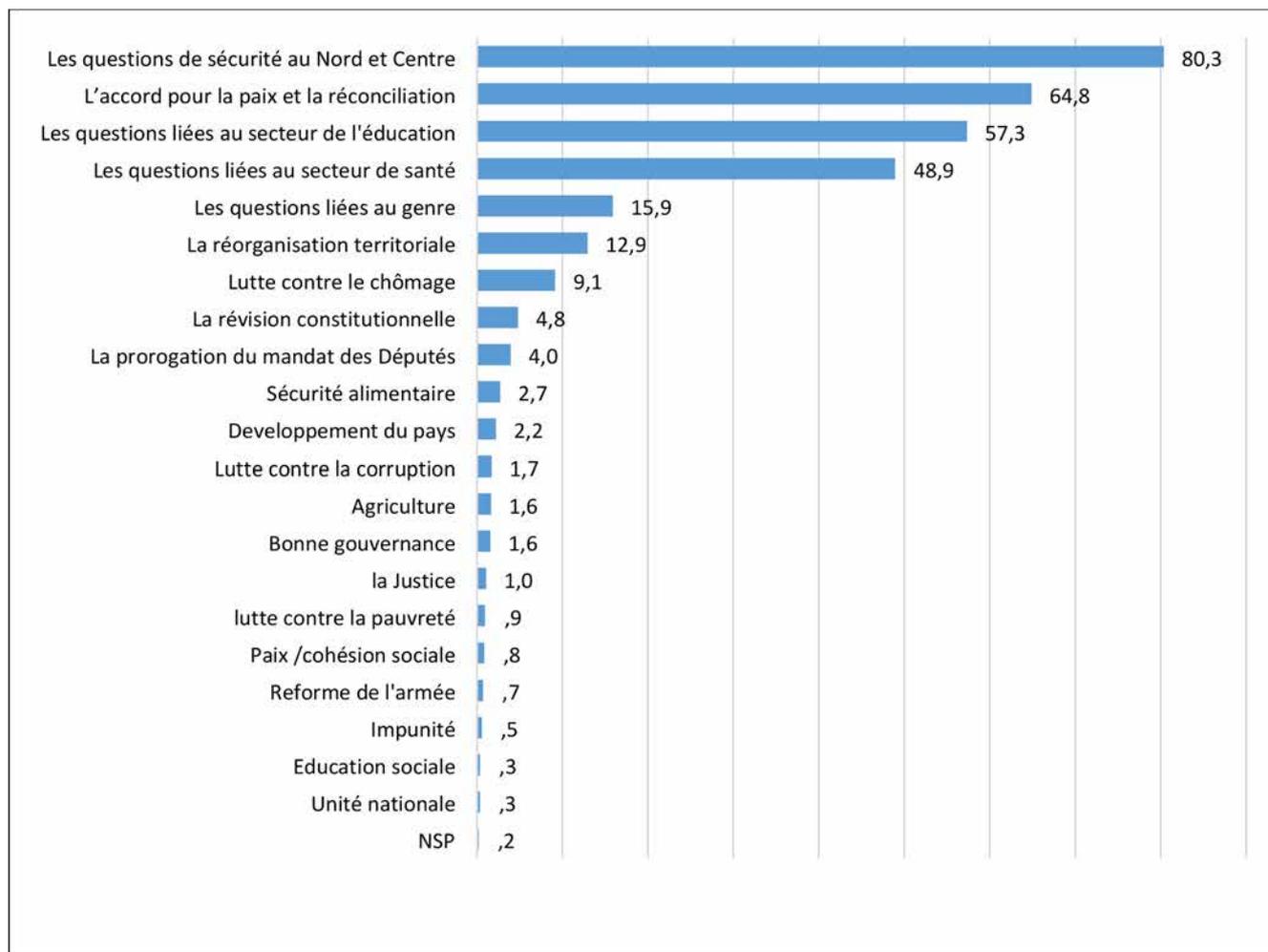
Graphique 54 : Conditionnalités de réussite du dialogue national inclusif

L'incidence du genre, du niveau d'instruction ou de l'âge n'est pas assez significative.

3.4.3. Principaux sujets de débat souhaités au cours du dialogue national inclusif

Des résultats de l'enquête, il ressort que les principaux sujets de débats souhaités par la majorité des citoyen(ne)s sont : « les questions de sécurité au nord et au centre du pays » (80,3%), « l'Accord pour la paix et la réconciliation » (64,8%), « les questions liées au secteur de l'éducation » (57,3%) et « les questions liées au secteur de la santé » (48,9%) comme indiqué dans le *graphique 55*.

Graphique 55 : Principaux sujets de débat souhaités au cours du dialogue national inclusif



Par localité, les principaux sujets de débats souhaités par les enquêté(e)s sont :

- **Kayes** : « les questions de sécurité au nord et au centre du pays » (81,5%), « l'Accord pour la paix et la sécurité issu du processus d'Alger » (75,4%), « les questions liées au secteur de l'éducation » (41,5%) ;
- **Koulikoro** : « l'Accord pour la paix et la sécurité issu du processus d'Alger » (81,1%), « les questions de sécurité au nord et au centre du pays » (51,4%), « les questions liées au secteur de l'éducation » (40,5%) ;
- **Sikasso** : « les questions de sécurité au nord et au centre du pays » (91,5%), « l'Accord pour la paix et la sécurité issu du processus d'Alger » (80,9%), « les questions liées au secteur de l'éducation » (53,2%) ;
- **Ségou** : « les questions de sécurité au nord et au centre du pays » (80,6%), « les questions liées au secteur de l'éducation » (69%), « l'Accord pour la paix et la sécurité issu du processus d'Alger » (67,4%) et « les questions liées au secteur de la santé » (67,4%) ;
- **Mopti** : « les questions de sécurité au nord et au centre du pays » (86%), « les questions liées au secteur de l'éducation » (63,6%), « l'Accord pour la paix et la sécurité issu du processus d'Alger » (59,4%) ;
- **Tombouctou** : « l'Accord pour la paix et la sécurité issu du processus d'Alger » (72%), « les questions de sécurité au nord et au centre du pays » (64%), « les questions liées au secteur de l'éducation » (36%) ;
- **Gao** : « les questions de sécurité au nord et au centre du pays » (100%), « l'Accord pour la paix et la sécurité issu du processus d'Alger » (97,8%), « les questions liées au secteur de l'éducation » (58,7%) ;

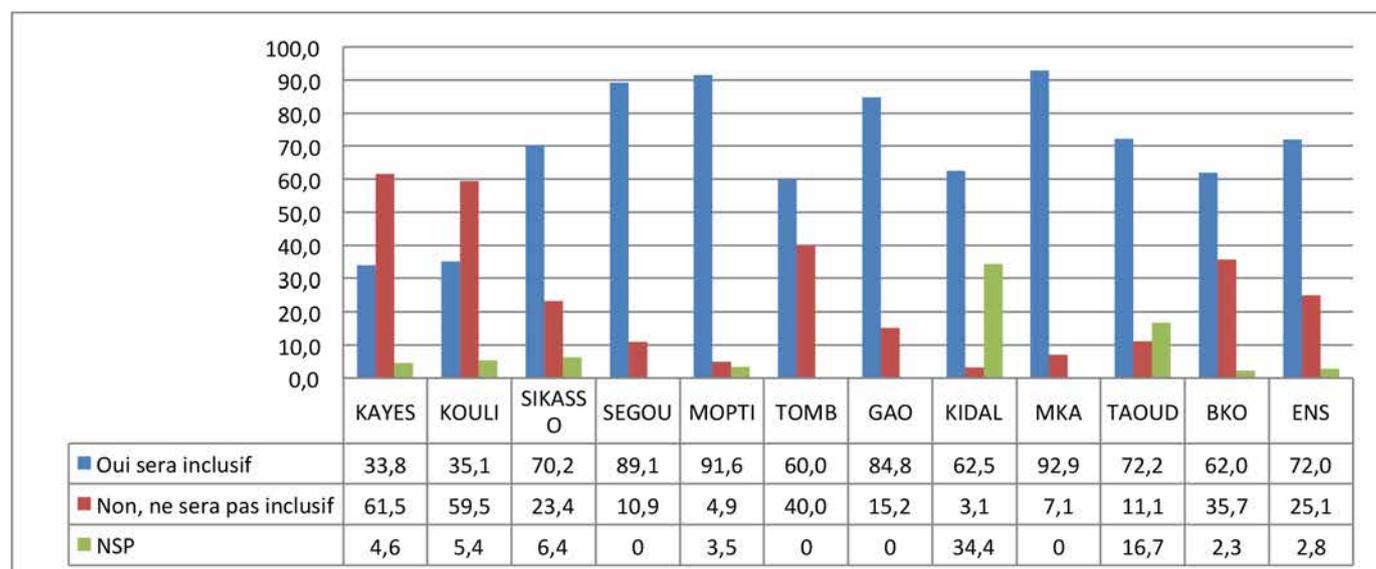
- **Kidal** : « l'Accord pour la paix et la sécurité issu du processus d'Alger » (100%), « les questions de sécurité au nord et au centre du pays » (96,9%), « les questions liées au secteur de l'éducation » (87,5%) ;
- **Ménaka** : « l'Accord pour la paix et la sécurité issu du processus d'Alger » (92,9%), « les questions de sécurité au nord et au centre du pays » (85,7%), « les questions liées au genre » (71,4%) ;
- **Taoudénit** : « l'Accord pour la paix et la sécurité issu du processus d'Alger » (83,3%), « les questions de sécurité au nord et au centre du pays » (50%), « les questions liées au secteur de l'éducation » (22,2%) ;
- **Bamako** : « les questions de sécurité au nord et au centre du pays » (80,3%), « l'Accord pour la paix et la sécurité issu du processus d'Alger » (64,8%), « les questions liées au secteur de l'éducation » (57,3%).

L'incidence du genre, du niveau d'instruction ou de l'âge n'est pas assez significative.

3.4.4. Appréciation de l'inclusivité du dialogue national inclusif

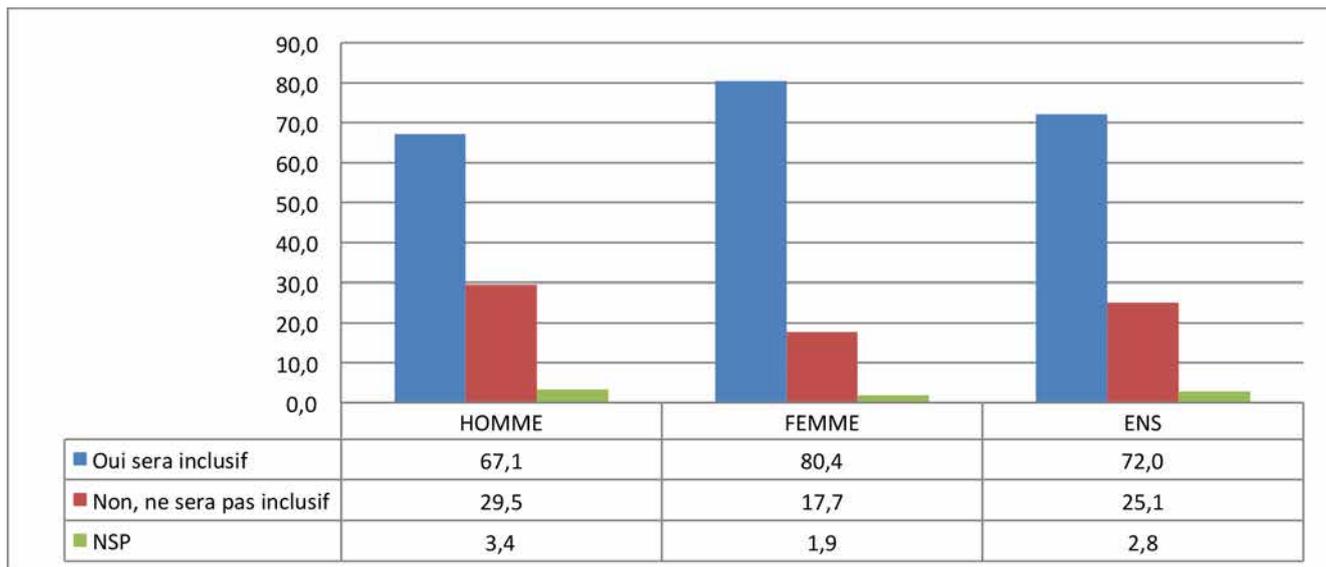
Des résultats de l'enquête, il ressort que la grande majorité (72%) des citoyen (ne)s pensent que le dialogue national sera inclusif, c'est – à – dire qu'il va enregistrer la participation de tous les acteurs sociopolitiques du pays contre une minorité (25,1%) qui soutient le contraire, comme indiqué dans le *graphique 56*.

Graphique 56 : Appréciation de l'inclusivité du dialogue national inclusif selon les localités

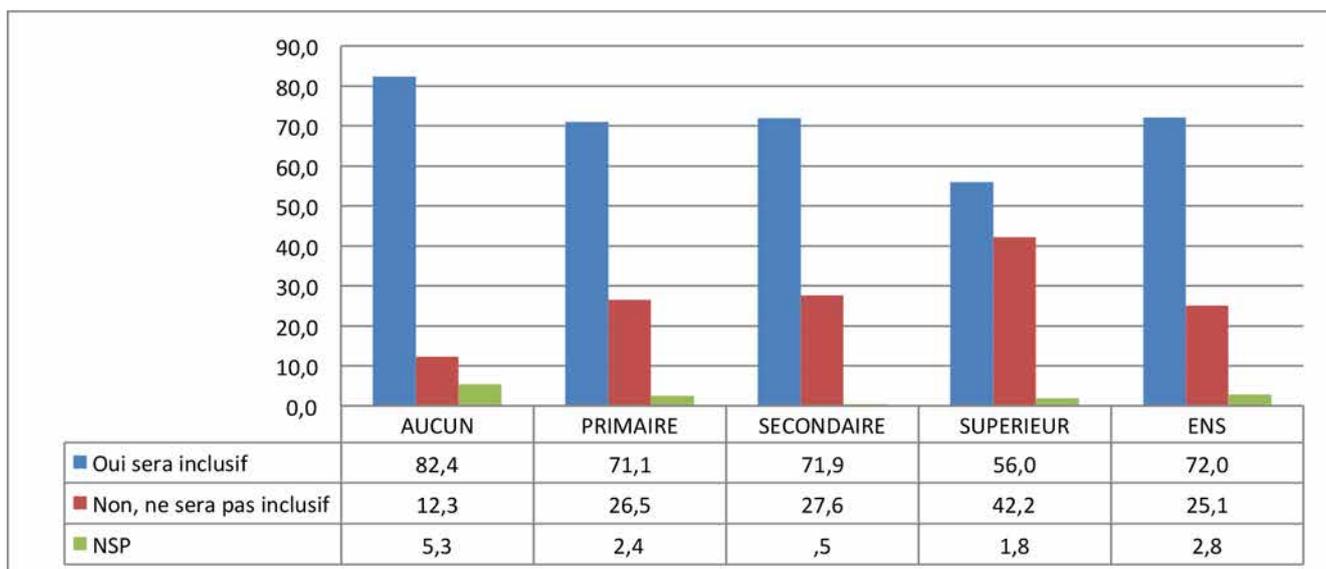


Selon les localités, les populations qui pensent que le dialogue sera inclusif sont surtout fortement représentées à Ménaka (92,9%), Mopti (91,6%), Ségou (89,1%) et Gao (84,8%), tandis que celles qui pensent le contraire sont surtout enregistrées à Kayes (61,5%), Koulikoro (59,5%), et dans une moindre mesure, à Tombouctou (40%) et Bamako (35,7%). La proportion des sans opinion est particulièrement élevée à Kidal (34,4%) et Taoudénit (16,7%) (*cf. graphique ci-dessus*).

Suivant le genre, les femmes (80,4%) sont plus optimistes que les hommes (67,1%) sur l'inclusivité du dialogue national comme indiqué dans le *graphique 57*.

Graphique 57: Appréciation de l'inclusivité du dialogue national inclusif selon le genre

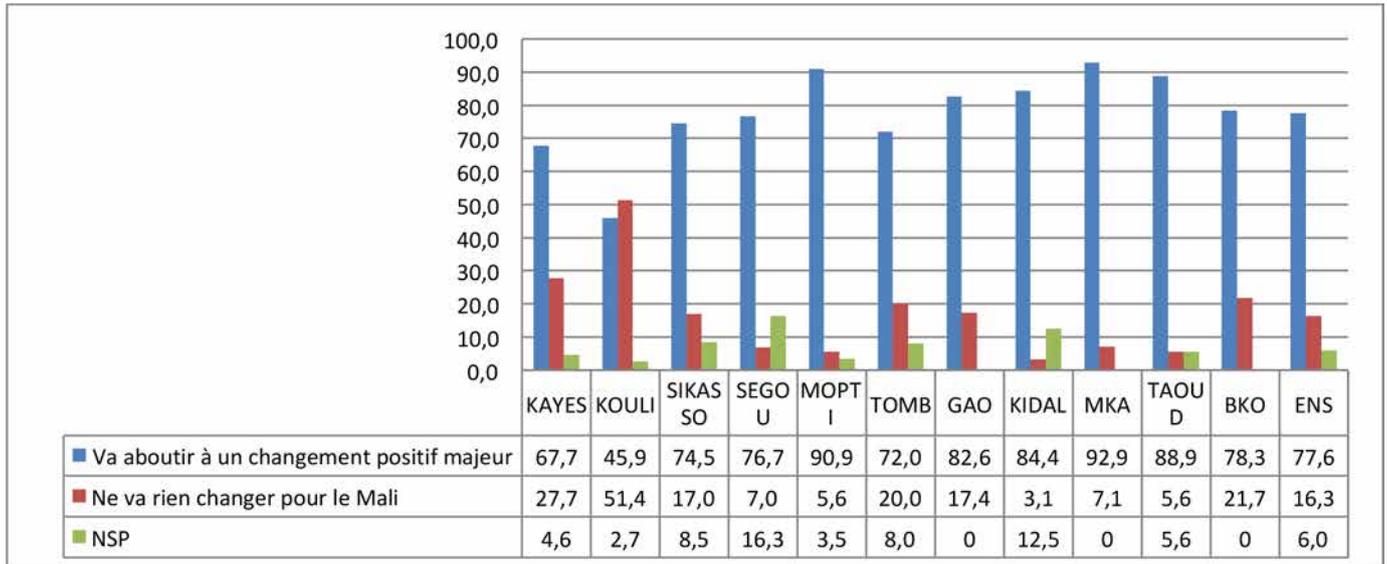
La proportion de citoyen (ne)s qui pensent que le dialogue national sera inclusif a tendance à diminuer avec le niveau d'instruction : 82 % pour aucun niveau, 71% pour le primaire, 72% pour le secondaire et 56% pour le supérieur, (cf. graphique 58).

Graphique 58 : Appréciation de l'inclusivité du dialogue national inclusif selon le niveau d'instruction

L'incidence de l'âge n'est pas significative.

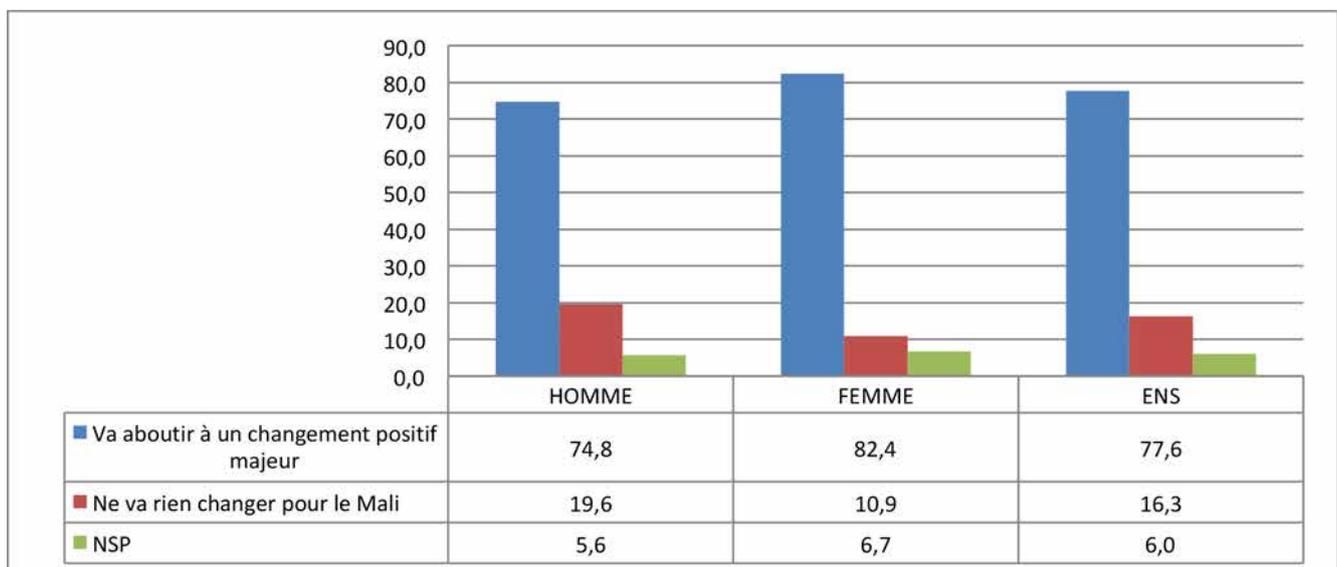
3.4.5. Appréciation de l'impact attendu du dialogue national inclusif

L'affirmation selon laquelle « ce dialogue va aboutir à un changement positif majeur pour le Mali » est partagée par la grande majorité (77,6%) des enquêtés, contre 16% qui pensent qu'il « ne va rien changer pour le Mali », et 6% de sans opinion, comme indiqué dans le graphique 59.

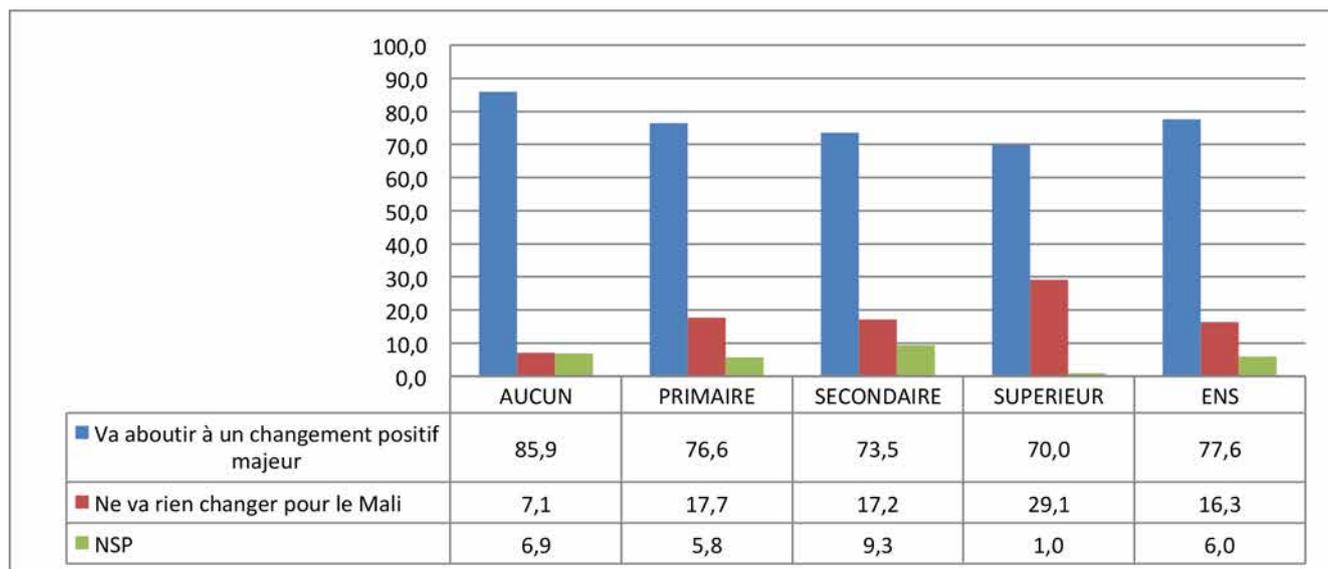
Graphique 59 : Appréciation de l'impact attendu du dialogue national inclusif selon les localités

Par localité, les plus nombreux des citoyen (ne)s à croire à l'impact positif majeur du dialogue national inclusif pour le Mali, sont enregistrés à Ménaka (92,9%), Mopti (90,9%), Taoudénit (88,9%), Kidal (84,4%) et Gao (82,6%). Les moins optimistes sont localisé (e)s à Koulikoro (51,4%), et dans une moindre mesure, à Kayes (27,7%), Bamako (21,7%) et Tombouctou (20%), (voir graphique ci-dessus).

Selon le genre, les femmes (82,4%) sont plus optimistes que les hommes (74,8%) quant à l'impact positif attendu du dialogue national inclusif, comme indiqué dans le graphique 60.

Graphique 60 : Appréciation de l'impact attendu du dialogue national inclusif selon le genre

La proportion de citoyen (ne)s pensant que le dialogue national inclusif va aboutir à un changement positif majeur pour le Mali, diminue avec le niveau d'instruction : 86 % pour aucun niveau, 77% pour le primaire, 74% pour le secondaire et 70% pour le supérieur. A contrario, celle qui pensent qu'il « ne va rien changer pour le Mali » a tendance à augmenter avec le niveau d'instruction : 7 % pour aucun niveau, 18% pour le primaire, 17% pour le secondaire et 29% pour le supérieur (cf. graphique 61).

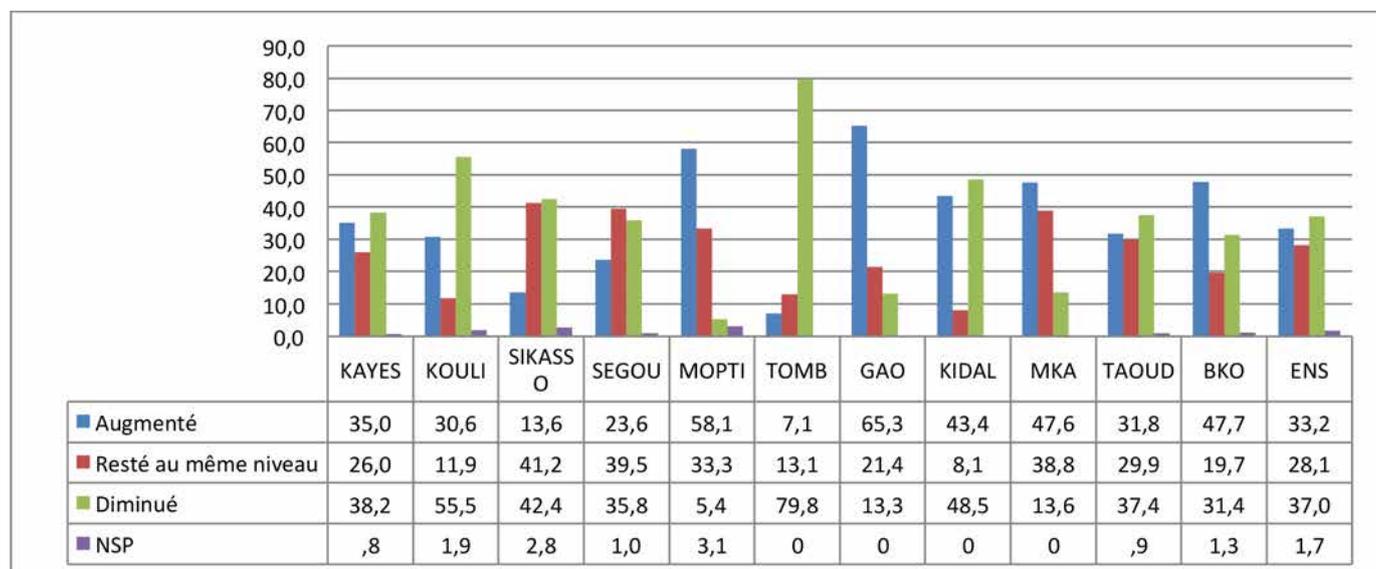
Graphique 61 : Appréciation de l'impact attendu du dialogue national inclusif selon le niveau d'instruction

L'incidence de l'âge n'est pas significative.

3.5. STABILISATION ET SECURISATION DU MALI

3.5.1 Appréciation du niveau d'insécurité de la région

Le *graphique 62* indique que, dans l'ensemble, l'opinion des citoyen (ne)s est mitigée sur l'évolution du niveau d'insécurité dans la région au cours des 3 derniers mois, avec 37% qui pensent qu'elle a diminué, contre 33% pour lesquels elle a augmenté et 28% qui la trouvent inchangée.

Graphique 62 : Appréciation de l'évolution du niveau d'insécurité de la région selon les localités

Comparé à Mali-mètre 10, le nombre de citoyen (ne)s qui ont le sentiment que le niveau d'insécurité de la région a diminué a régressé de 4 points, ceux qui pensent qu'il a augmenté a augmenté de 5 points et ceux pour lesquels il est inchangé n'a pas varié.

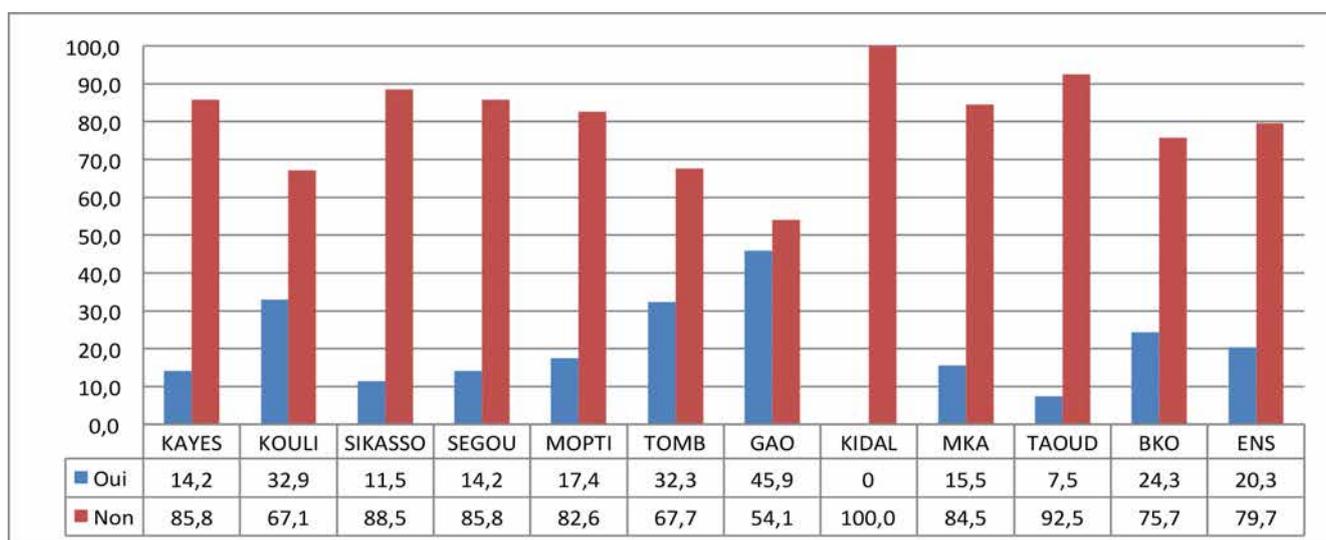
Par localité, la diminution du niveau d'insécurité de la région est surtout constatée à Tombouctou (79,8%), Koulikoro (55,5%) et, dans une moindre mesure, à Kidal (48,5%), Sikasso (42,4%), Ségou (35,8%) et Taoudénit (37,4%). Par contre, la proportion des personnes estimant que le niveau d'insécurité a augmenté est plus élevée à Gao (65,3%), Mopti (58,1%), Bamako (47,7%) et Ménaka (47,6%). Il est jugé « resté au même niveau » surtout à Ségou (38,5%) et Ménaka (38,8%) (cf. graphique ci-dessus).

L'incidence du sexe, du niveau d'instruction ou de l'âge n'est pas assez significative.

3.5.2. Connaissance du renouvellement du mandat de la MINUSMA pour un an

Une minorité (20,3%) des citoyen (ne)s enquêté (e)s est au courant du renouvellement du mandat de la MINUSMA pour un an, jusqu'en juin 2020, contre une large majorité (79,7%) qui déclare le contraire (cf. graphique 63).

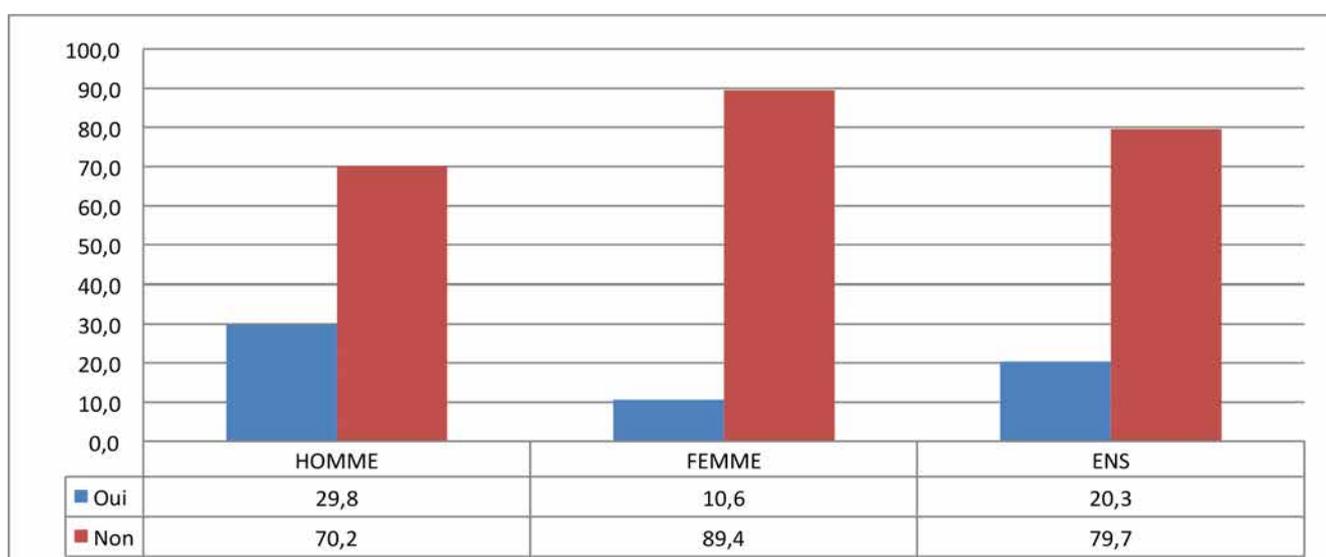
Graphique 63 : Connaissance du renouvellement du mandat de la MINUSMA pour un an selon les localités



Selon les localités, les citoyen (ne)s qui en sont le plus informé (e)s sont enregistrés à Gao (45,9%), Koulikoro (32,9%), Tombouctou (32,3%) et, dans une moindre mesure, à Bamako (24,3%). Le contraire est affirmé à Kidal (100%), Taoudénit (92,5%), et Sikasso (88,5%) (cf. graphique ci-dessus).

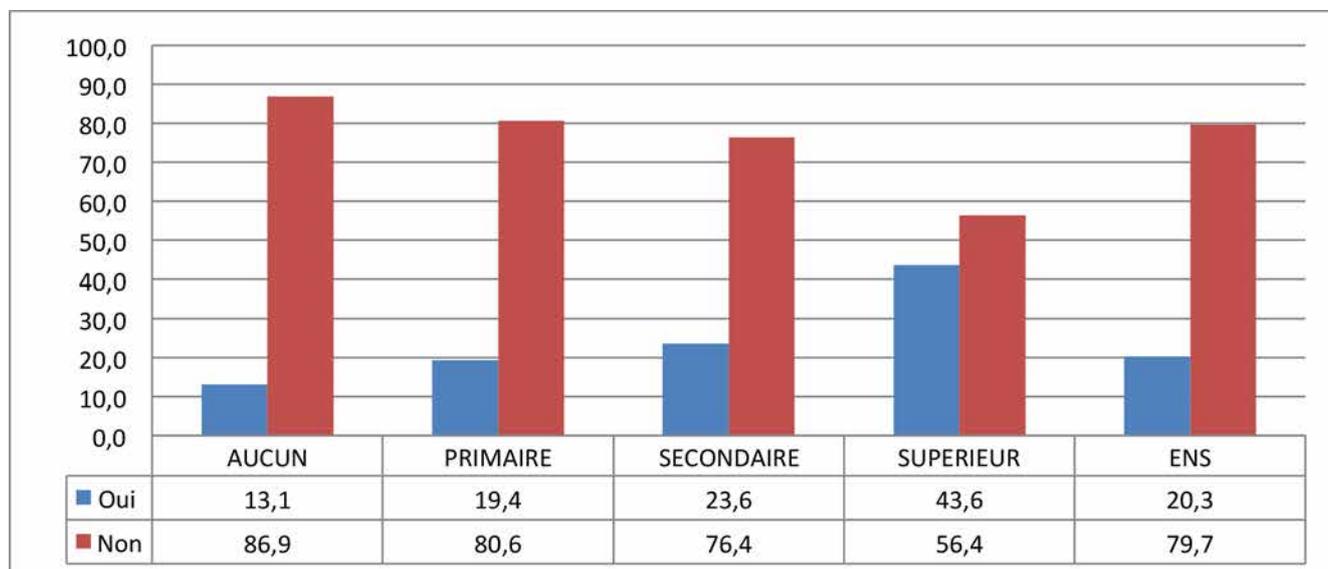
Selon le genre, les femmes (10,6%) en sont moins informées que les hommes (29,8%), comme indiqué au graphique 64.

Graphique 64 : Connaissance du renouvellement pour un an du mandat de la MINUSMA selon le genre



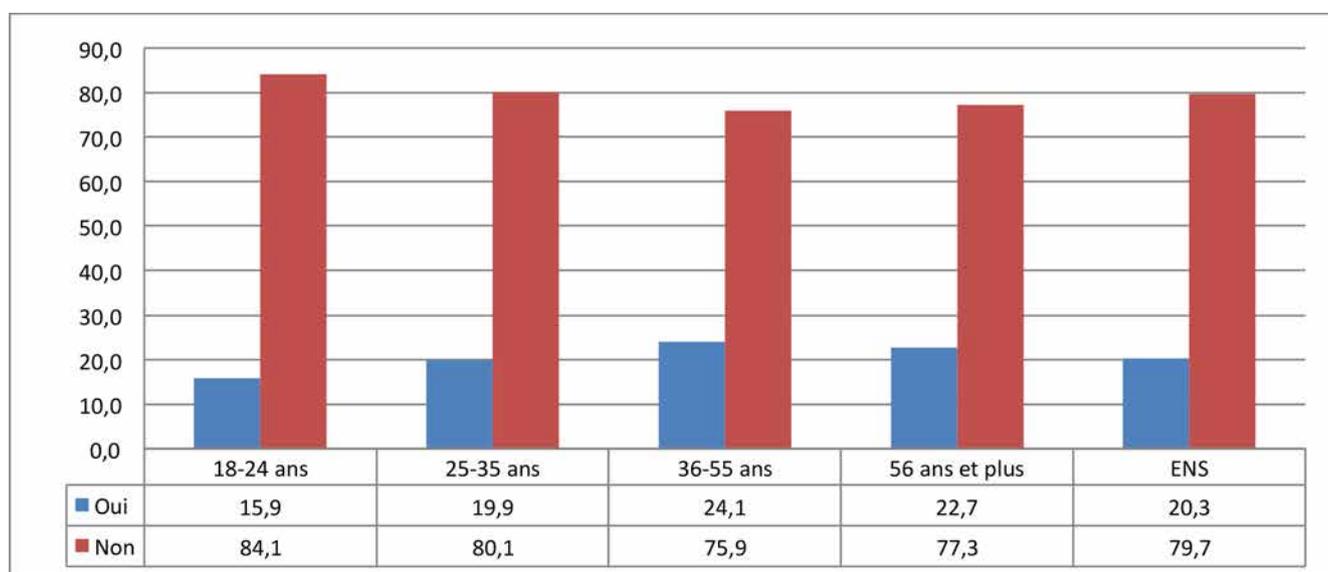
Des résultats de l'enquête, il ressort que la proportion de citoyen(ne)s au courant du renouvellement du mandat de la MINUSMA augmente avec le niveau d'instruction : 13 % pour aucun niveau, 19% pour le primaire, 24% pour le secondaire et 44% pour le supérieur (cf. graphique 65).

Graphique 65 : Connaissance du renouvellement pour un an du mandat de la MINUSMA selon le niveau d'instruction



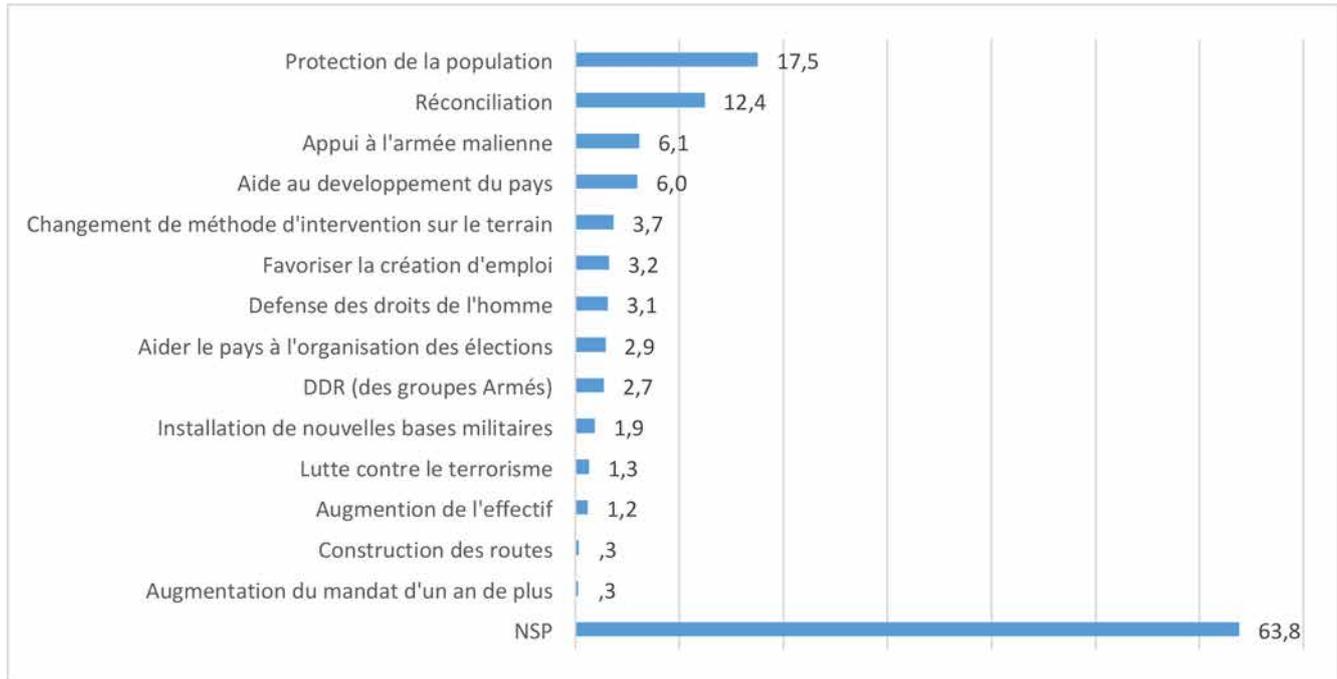
La proportion de la population au courant du renouvellement du mandat de la MINUSMA, a globalement tendance à augmenter avec l'âge : 16 % pour les « 18-24 ans », 20% pour les « 25-34 ans », 24% pour les « 35-55 ans » et 23% pour les « 56 ans et plus » (cf. graphique 66).

Graphique 66 : Connaissance du renouvellement pour un an du mandat de la MINUSMA selon l'âge



3.5. 3. Aspects clés connus du nouveau mandat de la MINUSMA

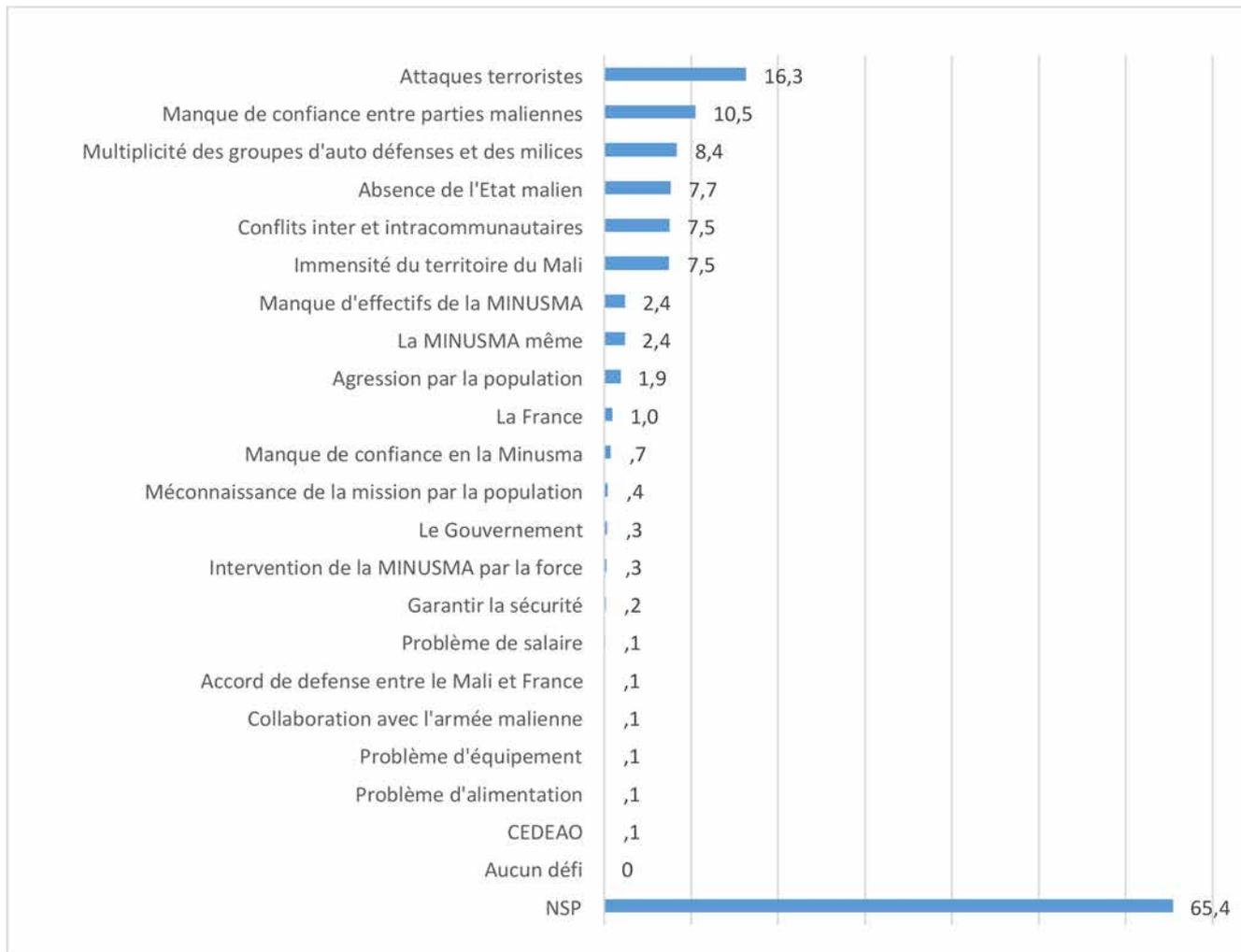
Une grande majorité (63,8%) des citoyen(ne)s déclarant être au courant du renouvellement du mandat, affirme ne connaître aucun des aspects du nouveau mandat de la MINUSMA. Les aspects les plus cités par la minorité estimant connaître le nouveau mandat sont : « protéger la population » (17,5%), « réconciliation/ maintien de la paix » (12,4%), « appui à l'armée malienne » (6,1%) et « aide au développement du pays » (6%), comme indiqué dans le graphique 67.

Graphique 67 : Aspects clés connus du nouveau mandat de la MINUSMA

L'incidence du sexe, de l'âge ou du niveau d'instruction sur le niveau de connaissance des aspects du mandat renouvelé de la MINUSMA n'est pas significative.

3.5.4. Principaux défis de la MINUSMA au Mali

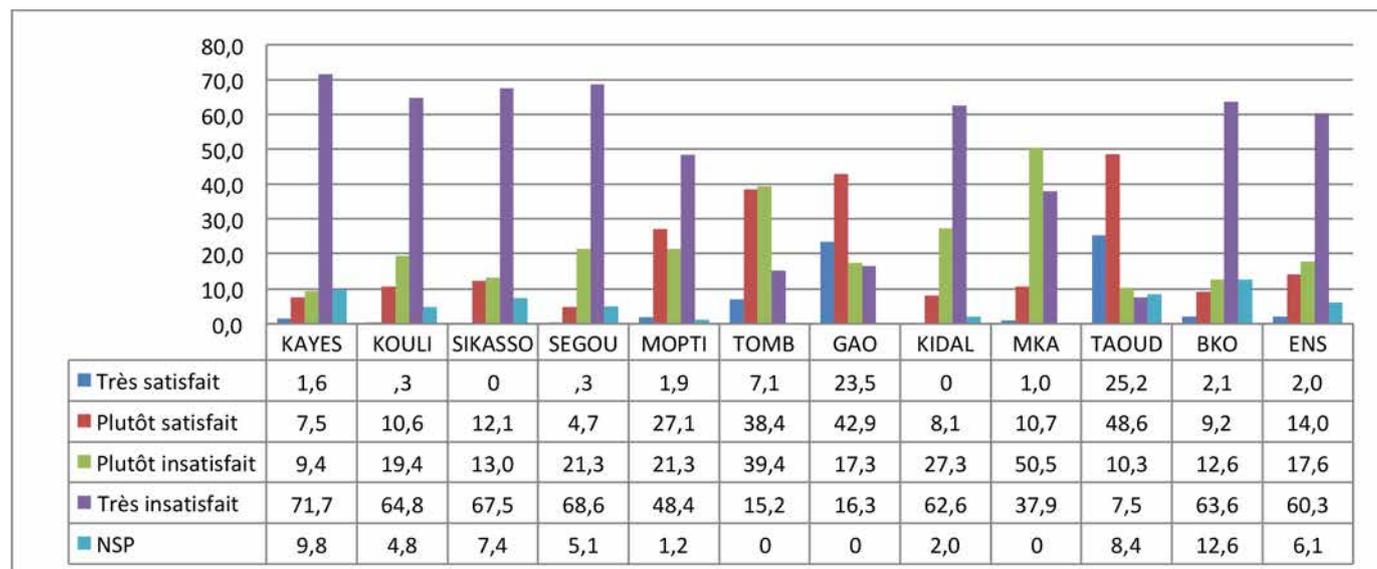
Près des deux tiers (65,4%) des citoyen (ne)s déclarent ne pas avoir une connaissance des problèmes/défis rencontrés par la MINUSMA dans l'exercice de ses missions. Une minorité cite comme défis, et par ordre de fréquence : « les attaques des groupes terroristes », (16,3%), « le manque de confiance entre les parties maliennes » (10,5%), « la multiplicité des groupes de défense et les milices » (8,4%), « l'absence de l'Etat malien » (7,7%), « les conflits inter et intracommunautaires », (7,5%), « l'immensité du territoire » (7,5%), comme indiqué dans le *graphique 68*.

Graphique 68 : Principaux défis de la MINUSMA au Mali

L'incidence du sexe, de l'âge ou du niveau d'instruction n'est pas assez significative.

3.5.5 Niveau de satisfaction du travail de la MINUSMA au Mali

L'appréciation du niveau de satisfaction du travail de la MINUSMA, dans le *graphique 69*, indique qu'une grande majorité (77,9%) de la population n'est pas satisfaite du travail de la MINUSMA au Mali : « très insatisfaits » (60,3%) et « plutôt insatisfaits » (17,6%). La proportion de la population qui se déclare satisfaite est de 16% dont 14% de « plutôt satisfaits » et 2% de « très satisfaits ». Plus de 6% (6,1%) sont sans opinion.

Graphique 69 : Niveau de satisfaction du travail de la MINUSMA au Mali selon les localités

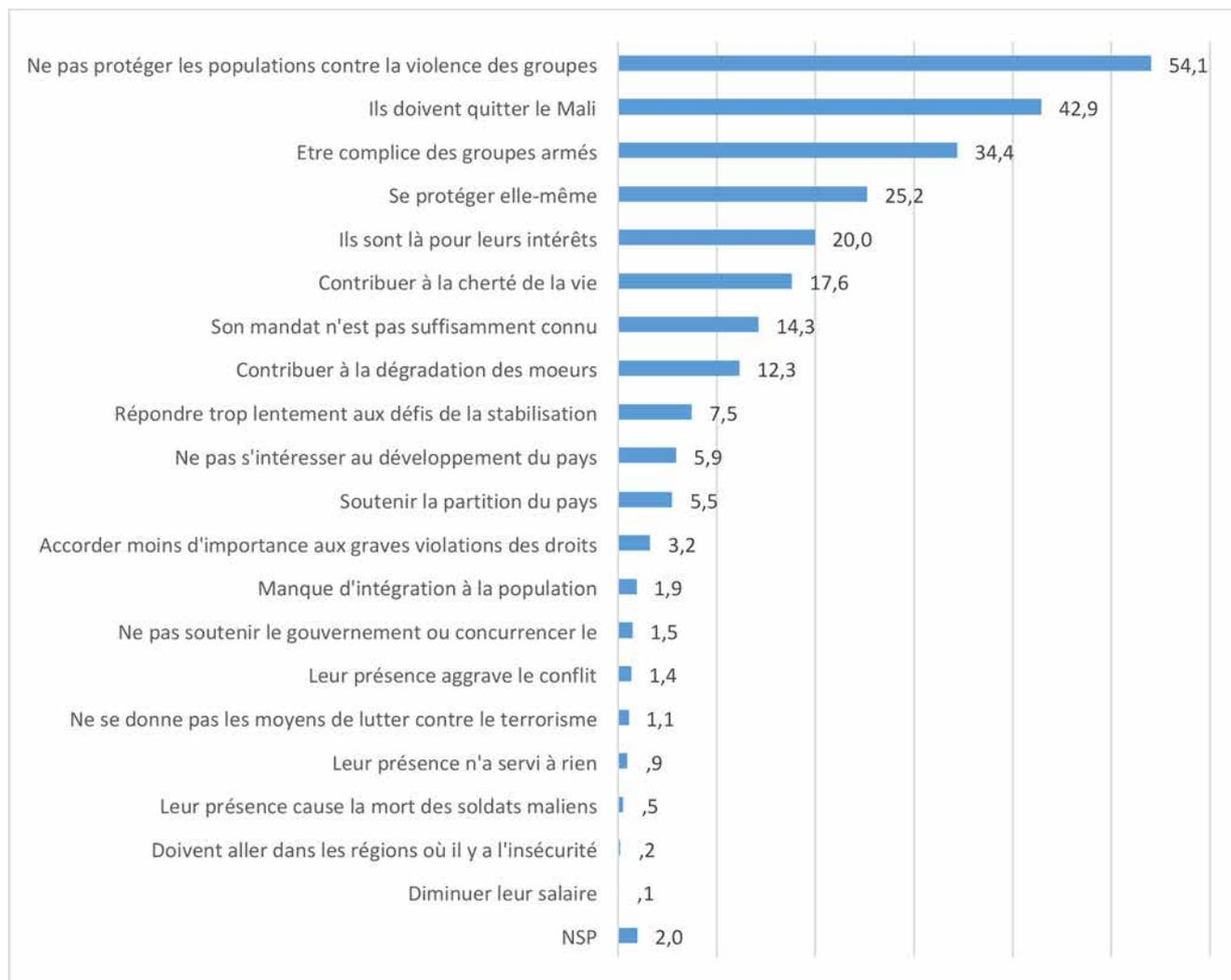
Dans l'ensemble, la proportion d'insatisfaits du travail de la MINUSMA au Mali a augmenté de 32 points et celle des satisfaits a régressé de 26 points par rapport à Mali-Mètre 10.

Par localité, le nombre de citoyen (ne)s non satisfaits (« très insatisfaits » et « plutôt insatisfaits ») du travail de la MINUSMA est partout très élevé, sauf à Taoudénit (73,8%) et Gao (66,4%) (cf. graphique ci-dessus).

L'incidence selon le sexe, l'âge ou le niveau d'instruction n'est pas assez significative.

3.5.6. Principaux reproches à la MINUSMA

Les citoyen(ne)s enquêté(e)s reprochent majoritairement à la MINUSMA de « ne pas protéger les populations contre la violence des groupes armés et les terroristes » (54,1%). Les autres reproches cités par une minorité significative d'enquêté (e)s sont : « être complice des groupes armés » (34,4%) ; « se protéger elle-même » (25,2%) ; « ils sont là pour leur intérêt » (20%). A noter que pour 43% des enquêté (e)s, « ils doivent quitter le Mali » (42,9%), (cf. graphique 70).

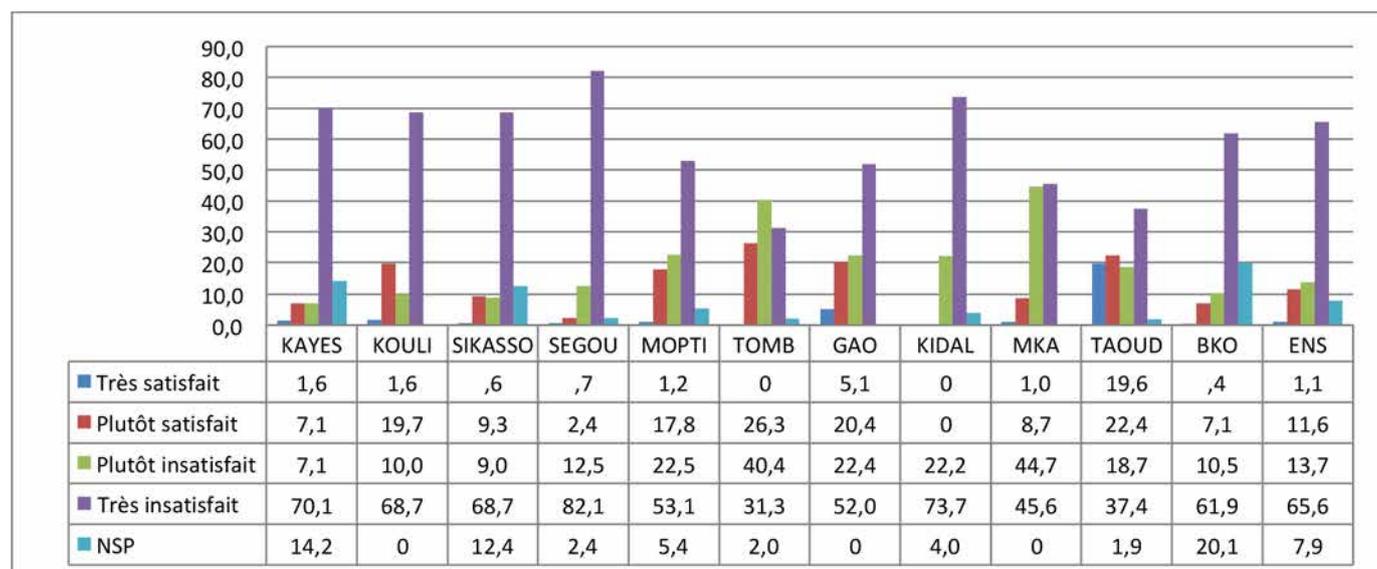
Graphique 70 : Principaux reproches à la MINUSMA

A titre de comparaison avec Mali-Mètre 10, les reproches majeurs à la MINUSMA n'ont pas beaucoup varié, même si l'ordre et les fréquences ont changé comme : « ne pas protéger les populations contre la violence des groupes armés et les terroristes » (59%) ; « être complice des groupes armés » (31,6%) ; « se protéger elle-même » (21,7%), etc.

L'incidence selon le sexe, l'âge ou le niveau d'instruction n'est pas assez significative.

3.5.7 Confiance en Barkhane pour lutter contre le terrorisme

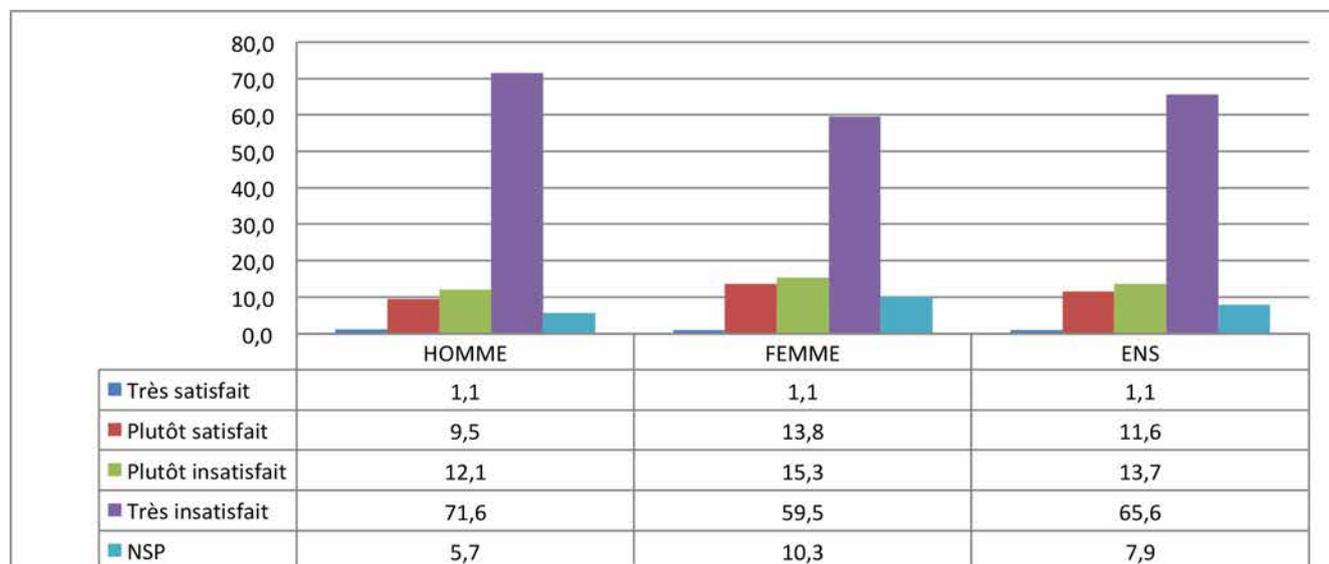
Une large majorité (79,3%) des personnes interrogées sont « très insatisfaites » (65,6%) et « plutôt insatisfaites » (13,7%) du travail de Barkhane au Mali. La minorité d'enquêté (e)s satisfait (e)s est répartie entre « plutôt satisfaits » (11,6%) et « très satisfaits » (1,1%). À noter la proportion élevée des sans opinion avec 8% (cf. graphique 71).

Graphique 71 : Confiance en Barkhane pour lutter contre le terrorisme selon les localités

Par rapport à Mali-Mètre 10, la proportion des insatisfaits a augmenté de plus de 36 points et celle des satisfaits a régressé de plus de 34 points.

Suivant les localités, la proportion des citoyen(ne)s qui sont « très insatisfaits » ou « plutôt insatisfaits » de BARKHANE est largement majoritaire, en particulier à Kidal (95,9%), Ségou (94,6%) et Ménéka (90,3%). Les sans opinion sont surtout nombreux à Bamako (20,1%), Kayes (14,2%) et Sikasso (12,4%) (cf. graphique ci-dessus).

Les hommes (83,7%) sont plus insatisfaits de BARKHANE que les femmes (74,8%) (cf. graphique 72).

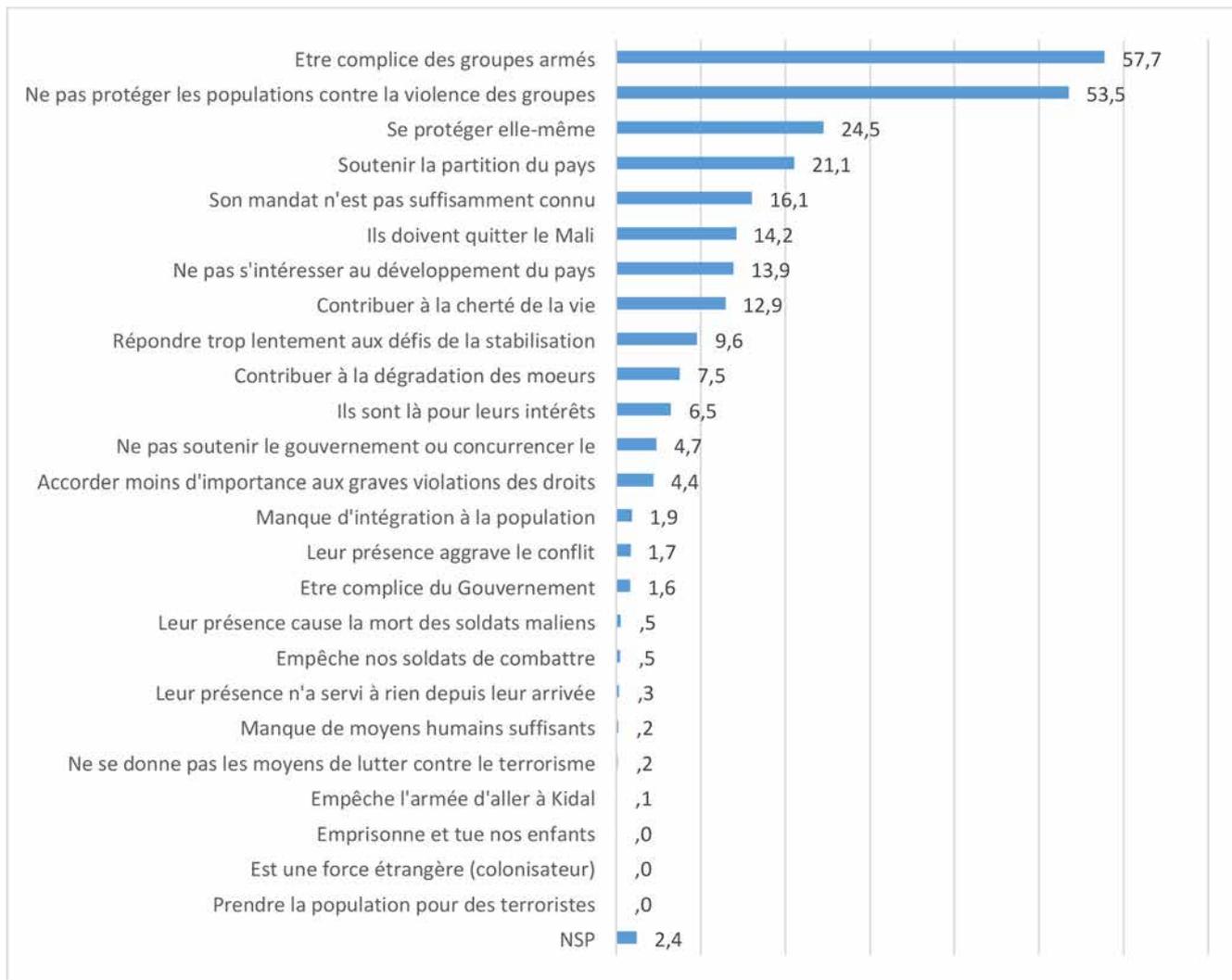
Graphique 72 : Confiance en Barkhane pour lutter contre le terrorisme selon le sexe

L'incidence de l'âge ou du niveau d'instruction n'est pas significative.

3.5.8 Principaux reproches à BARKHANE

Les citoyen(ne)s enquêté(e)s reprochent majoritairement à BARKHANE d'« être complice des groupes armés » (57,7%) et de « ne pas protéger les populations contre la violence des groupes armés et les terroristes » (53,5%). Autres reproches cités par une minorité significative d'enquêté(e)s sont relatifs à « se protéger elle-même » (24,5%), « soutenir la partition du pays » (21,1%), « son mandat n'est pas suffisamment connu » (16,1%) (cf. graphique 73).

Graphique 73 : Principaux reproches faits à BARKHANE



Les reproches sont quasiment les mêmes et dans le même ordre de fréquence, comparé à Mali-Mètre 10 pour les quatre principaux reproches.

Selon les localités, les principaux reproches les plus fréquemment faits à Barkhane sont :

- **Kayes** : « ne pas suffisamment protéger les populations contre les violences des groupes armés et des terroristes » (73%), « être complice des groupes armés » (60,7%), « soutenir la partition du pays » (31,1%) ;
- **Koulikoro** : « ne pas suffisamment protéger les populations contre les violences des groupes armés et des terroristes » (80,3%), « être complice des groupes armés » (35,7%), « son mandat n'est pas suffisamment connu » (32%) ;
- **Sikasso** : « être complice des groupes armés » (60,6%), « ne pas suffisamment protéger les populations contre les violences des groupes armés et des terroristes » (45,8%), « son mandat n'est pas suffisamment connu » (30,7%) ;
- **Ségou** : « être complice des groupes armés » (75,4%), « ne pas suffisamment protéger les populations contre les violences des groupes armés et des terroristes » (41,8%), « se protéger elle-même » (36,8%) ;
- **Mopti** : « être complice des groupes armés » (64,1%), « ne pas suffisamment protéger les populations contre les violences des groupes armés et des terroristes » (54,4%), « se protéger elle-même » (42,6%) ;

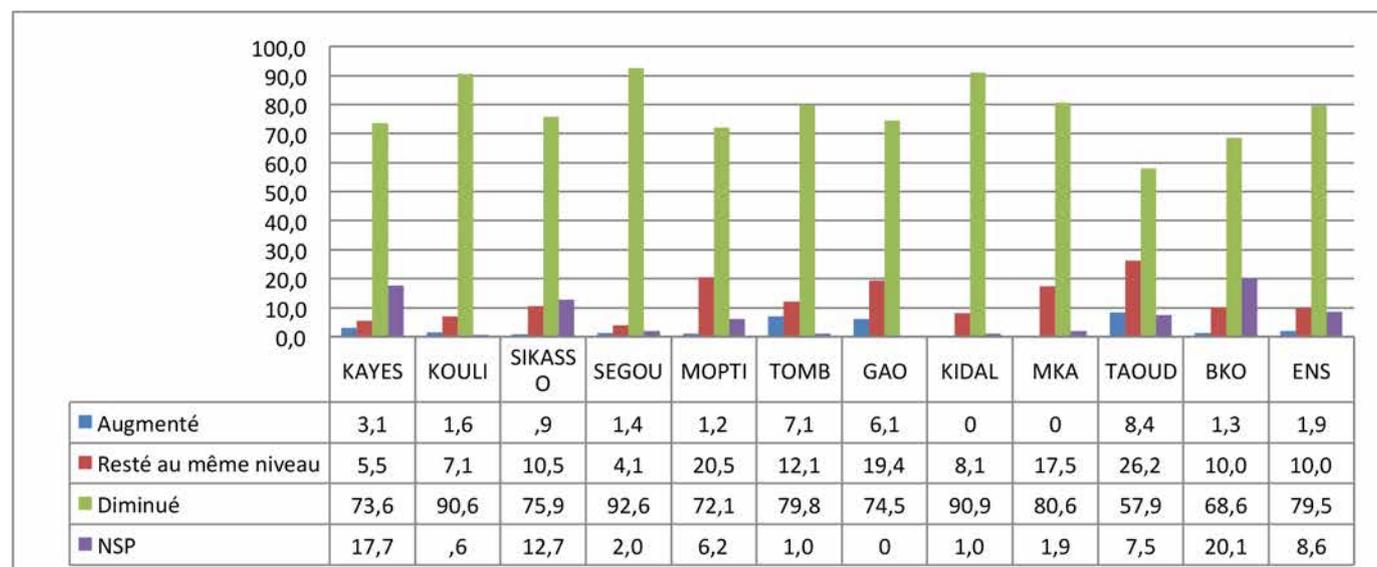
- **Tombouctou** : « ne pas suffisamment protéger les populations contre les violences des groupes armés et des terroristes » (63,4%), « être complice des groupes armés » (56,3%), « répondre trop lentement aux défis de la stabilisation » (36,6%);
- **Gao** : « ne pas suffisamment protéger les populations contre les violences des groupes armés et des terroristes » (52,1%), « soutenir la partition du pays » (43,8%), « être complice des groupes armés » (35,6%);
- **Kidal** : « ne pas suffisamment protéger les populations contre les violences des groupes armés et des terroristes » (52,6%), « son mandat n'est pas suffisamment connu » (38,9%), « être complice des groupes armés » (36,8%);
- **Ménaka** : « ne pas suffisamment protéger les populations contre les violences des groupes armés et des terroristes » (98,9%), « être complice des groupes armés » (77,4%), « accorder moins d'importance aux graves violations des droits de l'homme » (35,5%);
- **Taoudénit** : « accorder moins d'importance aux graves violations des droits de l'homme » (35%), « son mandat n'est pas suffisamment connu » (28,3%), « répondre trop lentement aux défis de la stabilisation » (26,7%);
- **Bamako** : « être complice des groupes armés » (51,4%), « ils sont là pour leurs intérêt » (20,8%), « se protéger elle-même » (20,2%).

L'incidence du genre, de l'âge ou du niveau d'instruction n'est pas significative.

3.5.9. Evolution du niveau de confiance en BARKHANE

Pour la grande majorité (79,5%) des enquêté (e)s, le niveau de confiance en BARKHANE a diminué, contre 10% qui estiment qu'il est resté le même, et il a augmenté pour 2%. La proportion des sans opinion est élevée avec 9%, (cf. graphique 74).

Graphique 74 : Evolution du niveau de confiance en BARKHANE selon les localités

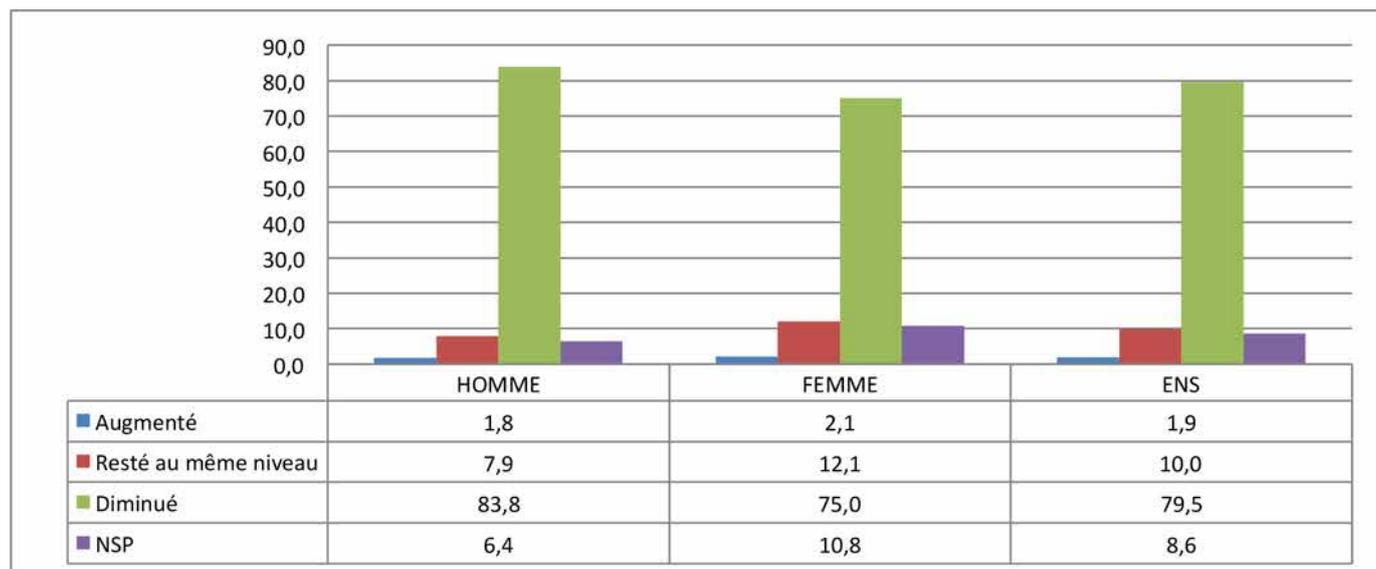


Comparées à Mali-Mètre 10, les populations qui estiment que la confiance en Barkhane a reculé ont augmenté de 34 points, tandis que celles qui estiment le contraire ont diminué de 16 points. Pour celles qui pensent qu'elle est restée la même, l'on constate une baisse de 8 points.

Selon les localités, la perception d'une baisse du niveau de confiance en Barkhane est partout largement majoritaire, mais en particulier à Ségou (92,6%), Kidal (90,9%) et Koulikoro (90,6%). La proportion des sans opinion est surtout élevée à Bamako (20,1%) à Kayes (17,7%) et à Sikasso (12,7%) (cf. graphique ci-dessus).

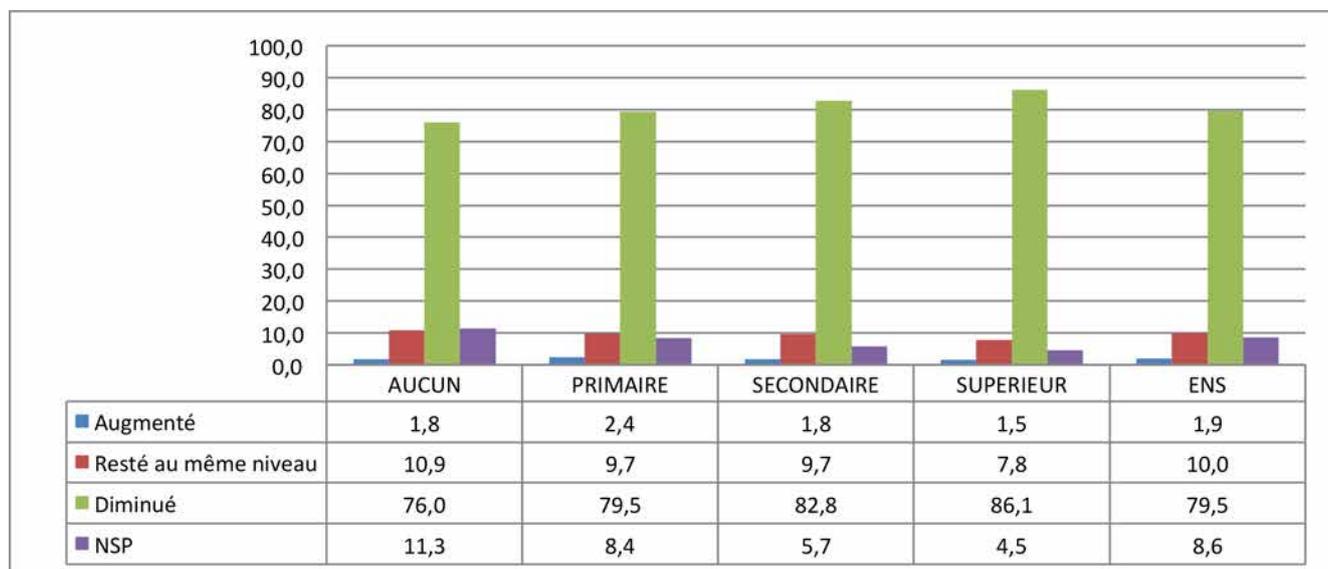
Les femmes (75%) font plus confiance à BARKHANE que les hommes (83,6%) (cf. graphique 75).

Graphique 75 : Evolution du niveau de confiance en BARKHANE selon le genre



La perception de diminution de confiance en BARKHANE augmente avec le niveau d'instruction : 76% pour aucun niveau ; 80% pour le primaire ; 83% pour le secondaire et 86% pour le supérieur (cf. graphique 76).

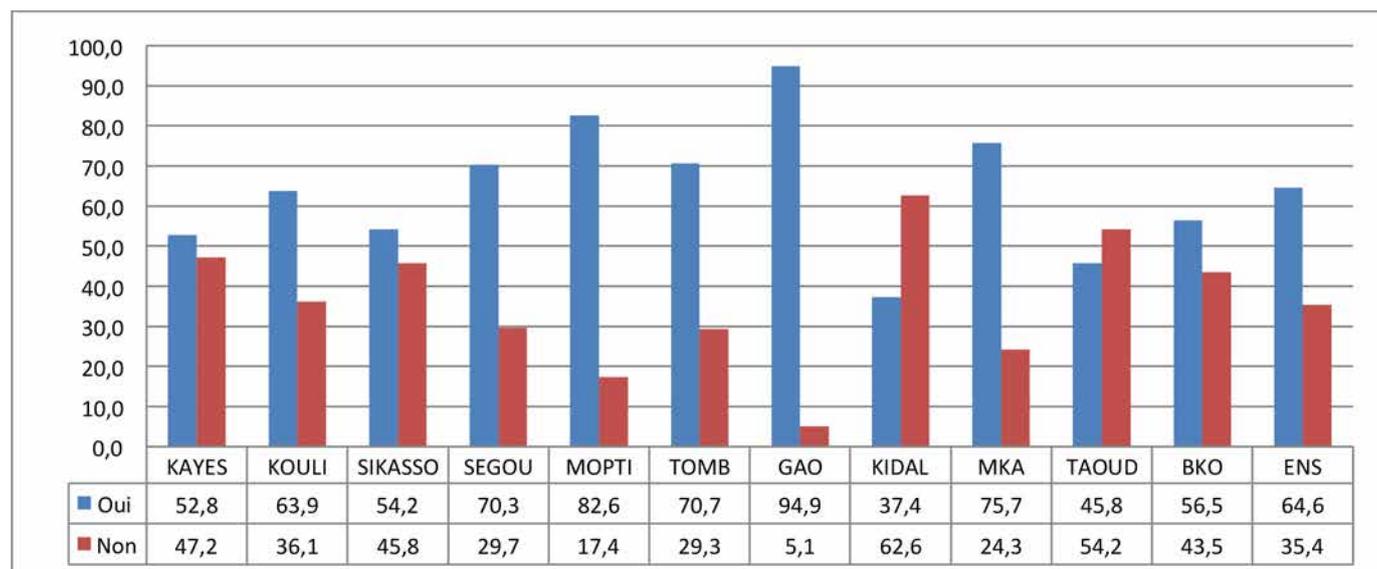
Graphique 76 : Evolution du niveau de confiance en BARKHANE selon le niveau d'instruction



L'incidence de l'âge n'est pas significative.

3.5.10. Entendre parler de la mise en place de la force conjointe G5 Sahel

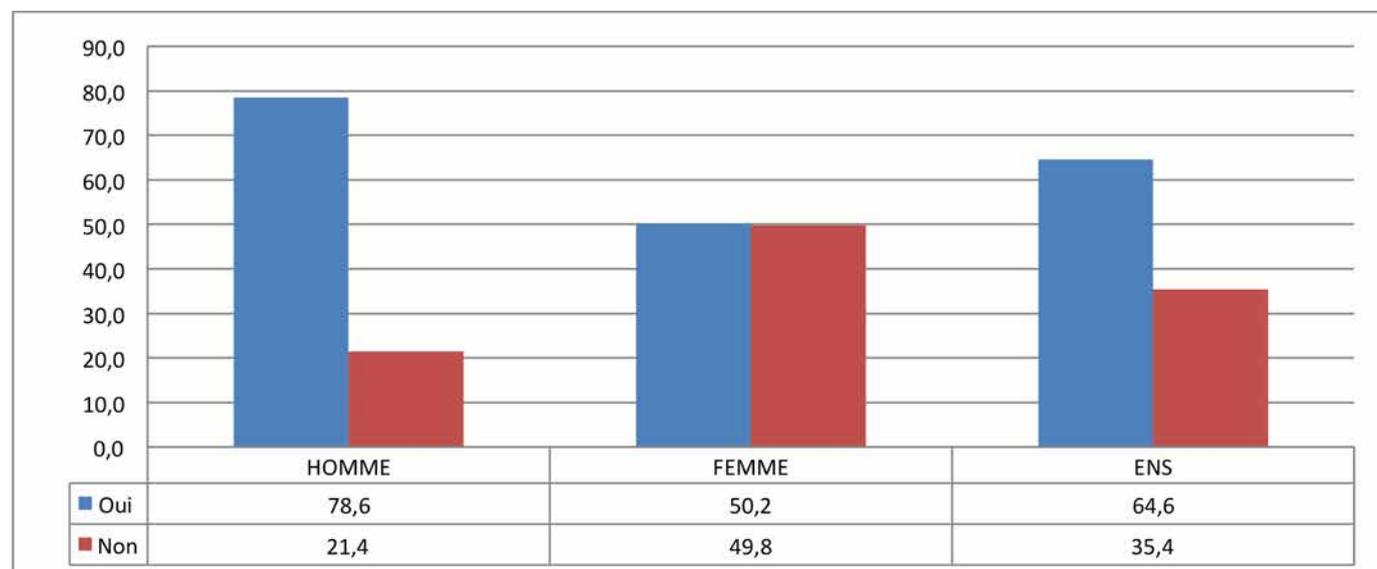
Dans l'ensemble, la majorité des Malien(ne)s enquêté (e)s (64,6%) ont déclaré avoir entendu parler de la mise en place d'une Force conjointe G5 Sahel, contre 35% qui ont déclaré le contraire (cf. graphique 77).

Graphique 77 : Entendre parler de la mise en place de la force conjointe G5 Sahel selon les localités

Comparé aux résultats de Mali-Mètre 10, ce sont quasiment les mêmes proportions de populations qui déclarent être au courant ou non de la mise en place de la force conjointe G5 Sahel

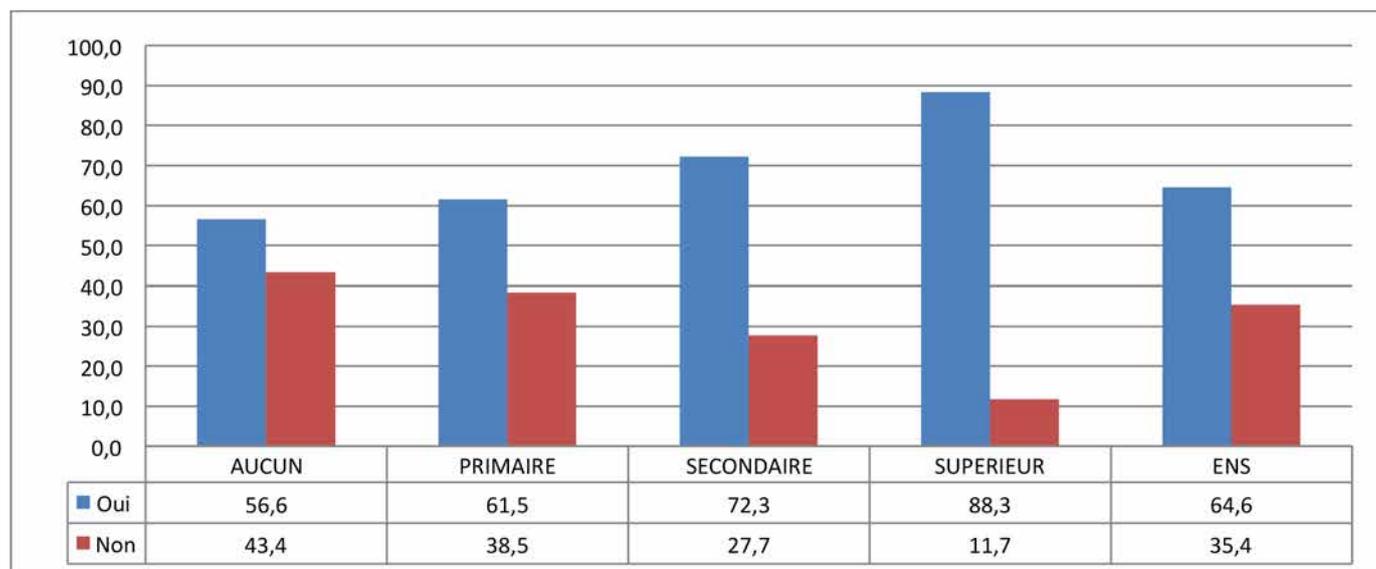
Par localité, ce sont surtout les enquêtés de Gao (94,9%), de Mopti (82,6%), de Ménaka (75,7%) et de Ségou (70,3%) qui déclarent en avoir entendu parler. A l'inverse, cette force est moins connue à Kidal (62,6%) et Taoudéni (54,2%).

Les hommes (78,6%) sont plus nombreux que les femmes (50,2%) à être au courant de la mise en place de la force conjointe G5 Sahel. (cf. graphique 78).

Graphique 78 : Entendre parler de la mise en place de la force conjointe G5 Sahel selon le genre

Le nombre des personnes estimant être au courant de la mise en place de la force conjointe G5 Sahel augmente avec le niveau d'instruction : 57% pour aucun niveau ; 62% pour le primaire ; 72% pour le secondaire et 88% pour le supérieur. (cf. graphique 79)

Graphique 79 : Entendre parler de la mise en place de la force conjointe G5 Sahel selon le niveau d'instruction

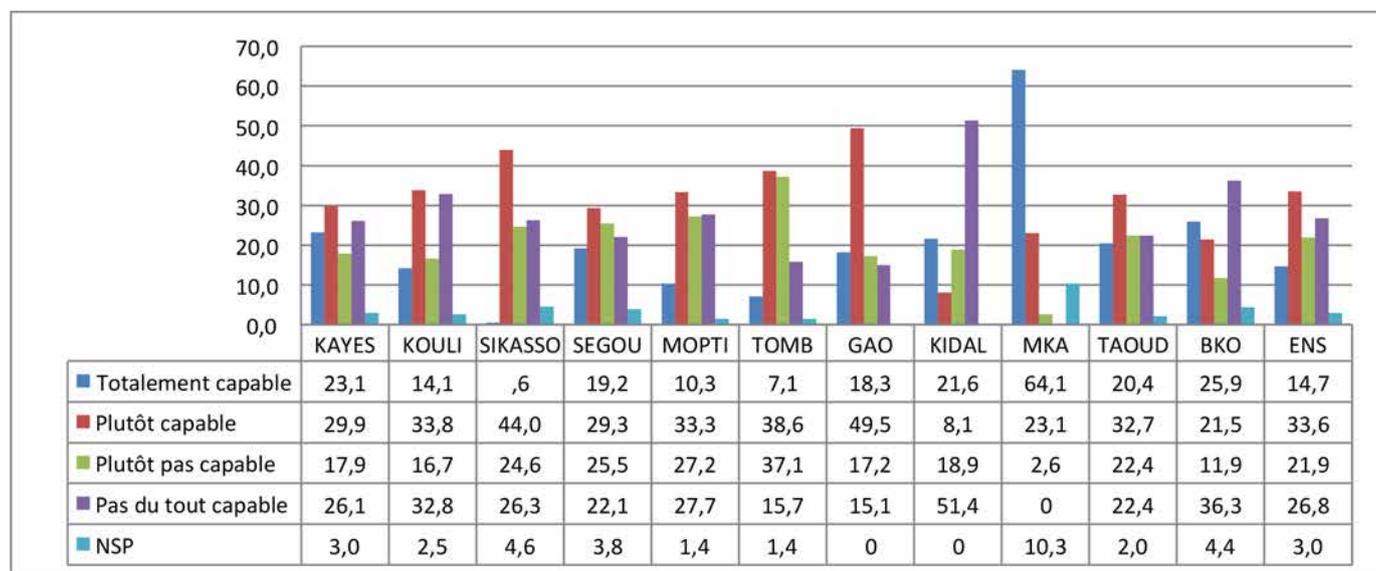


L'incidence de l'âge n'est pas assez significative.

3.5.11. Confiance en G5 Sahel pour lutter contre le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et les trafics des êtres humains

Les opinions des enquêté (e)s sont partagées sur la confiance en le G5 Sahel pour lutter contre le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et les trafics des êtres humains. En effet, 48% des citoyen (ne)s pensent que le G5 Sahel en est capable et 49% pensent le contraire, comme indiqué dans le *graphique 80*.

Graphique 80 : Confiance en G5 Sahel pour lutter contre le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et les trafics des êtres humains selon les localités

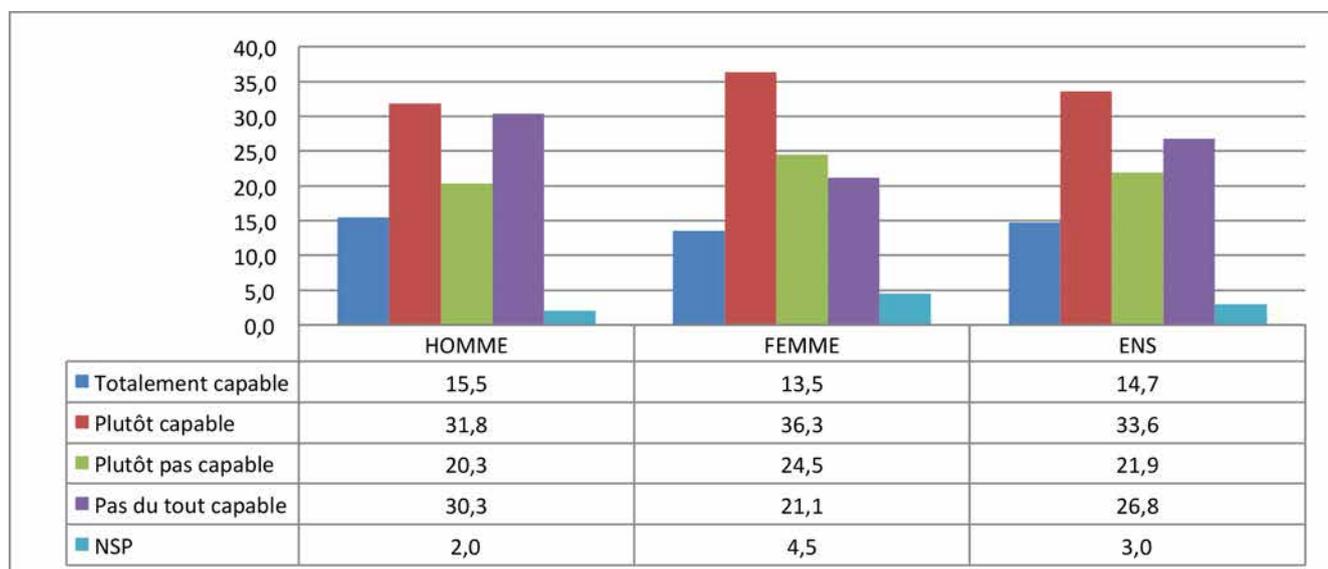


Comparé à Mali-Mètre 10, la proportion de la population qui fait confiance au G5 Sahel a diminué de 30 points et celle qui ne lui fait pas confiance a augmenté de plus de 11 points.

Par localité, les populations qui font confiance au G5 Sahel sont majoritaires à Ménaka (87,2%), Gao (67,8%), Taoudénit (53,1%), Kayes (53%) et Ségou (48,5%). Celles qui ne lui font pas confiance sont plus nombreuses à Kidal (70,3%), Mopti (54,9%), Tombouctou (52,8%), Sikasso (50,9%), Koulikoro (49,5%) et Bamako (48,2%). Il est à noter que les sans opinion sont particulièrement nombreux à Ménaka (10,3%), Sikasso (4,6%) et Bamako (4,4%).

Selon le genre, les femmes (45,6%) font plus confiance au G5 Sahel que les hommes (50,6%) pour lutter contre le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et les trafics des êtres humains (cf. graphique 81).

Graphique 81 : Confiance en G5 Sahel pour lutter contre le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et les trafics des êtres humains selon le genre

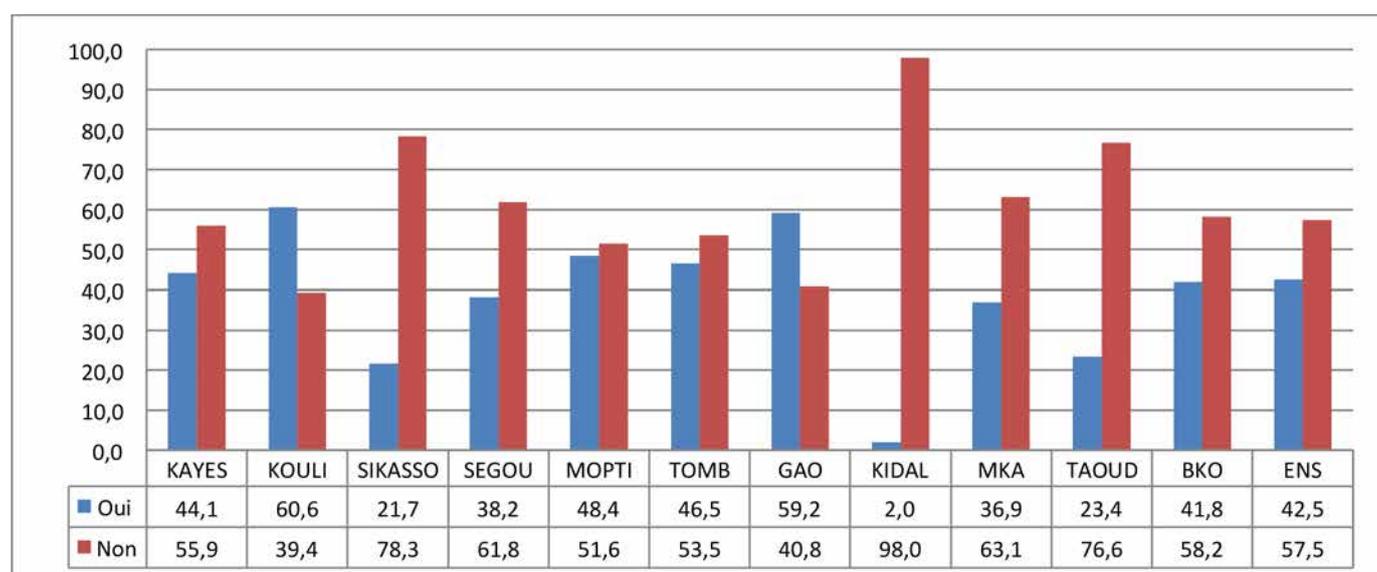


L'incidence de l'âge ou du niveau d'instruction n'est pas significative.

3.5.12. Connaissance de la formation des forces armées du Mali par l'Union Européenne, à travers l'EUTM, pour la sécurisation du pays

Dans l'ensemble, la majorité des Malien(ne)s enquêté (e)s, soit 58%, déclare ne pas savoir que l'Union Européenne, à travers l'EUTM, forme les forces armées du Mali pour la sécurisation du pays, contre 43% qui expriment le contraire (cf. graphique 82).

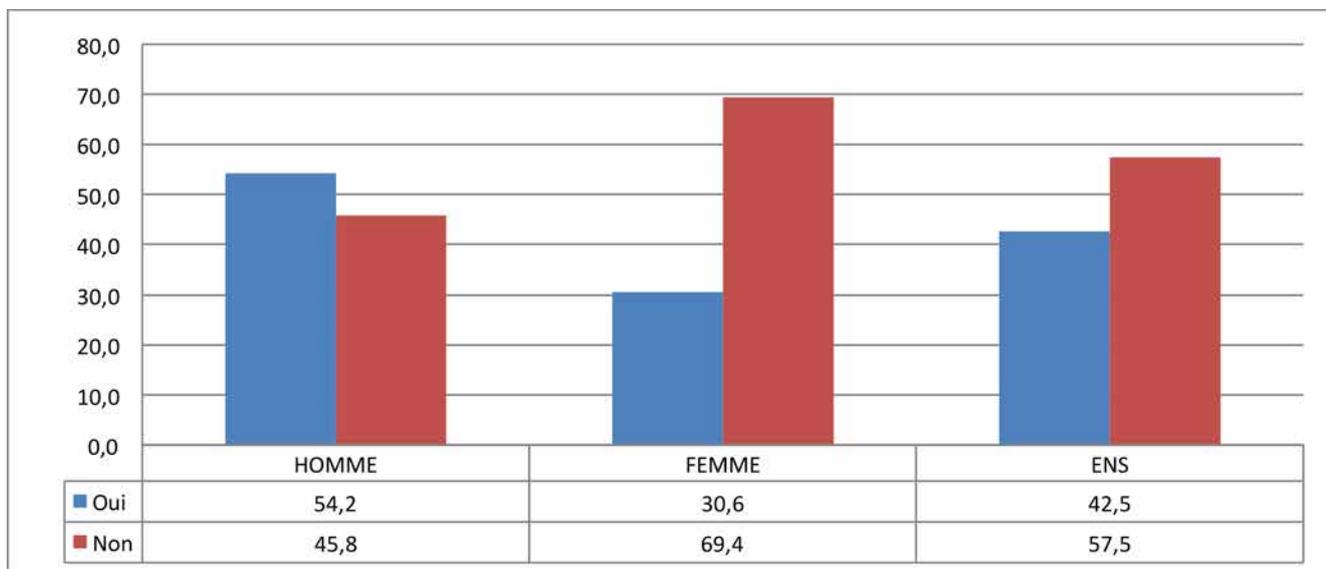
Graphique 82 : Connaissance de la formation des forces armées du Mali par l'Union Européenne, à travers l'EUTM, pour la sécurisation du pays selon les localités



Les personnes déclarant être au courant de cette formation sont majoritaires à Koulikoro (60,6%), Gao (59,2%), tandis que les avis contraires prédominent particulièrement à Kidal (98%), Sikasso (78,3%) et Taoudénit (76,6%), (cf. graphique ci-dessus).

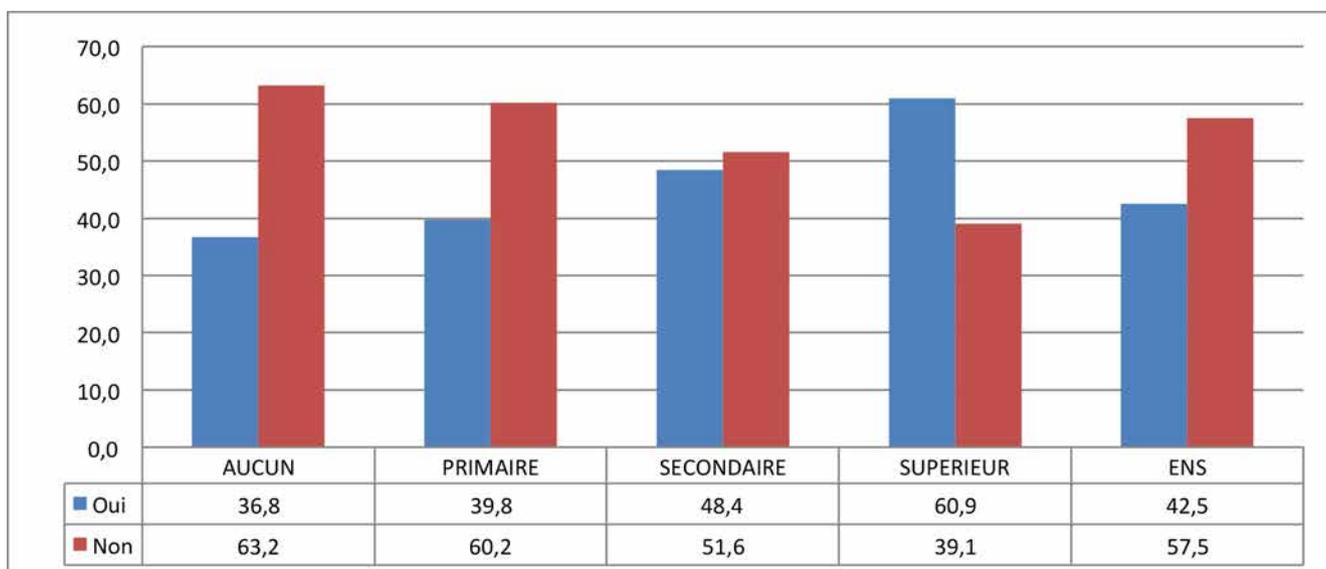
En termes de genre, les hommes (54,2%) sont plus nombreux que les femmes (30,6%) à être au courant de cette formation (cf. graphique 83).

Graphique 83 : Connaissance de la formation des forces armées du Mali par l'Union Européenne, à travers l'EUTM, pour la sécurisation du pays selon le genre



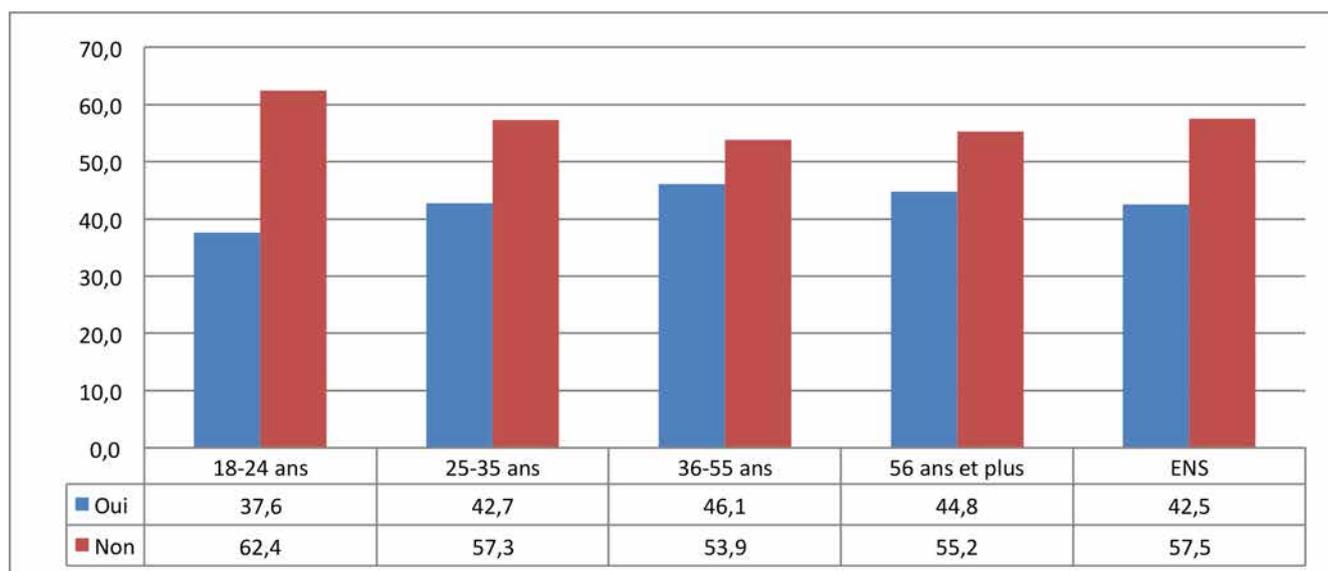
Des résultats de l'enquête, il ressort que le nombre de personnes au courant de cette formation augmente avec le niveau d'instruction : 37% pour aucun niveau, 40% pour le primaire, 48% pour le secondaire et 61% pour le supérieur (cf. graphique 84).

Graphique 84 : Connaissance de la formation des forces armées du Mali par l'Union Européenne, à travers l'EUTM, pour la sécurisation du pays selon le niveau d'instruction



De même, il ressort que la tendance est à l'augmentation du nombre de personnes au courant de cette formation, avec l'âge : 37% pour les « 18-24 ans », 43% pour les « 25-35 ans », 46% pour les « 36-55 ans » et 45% pour les « 56 ans et plus » (cf. graphique 85).

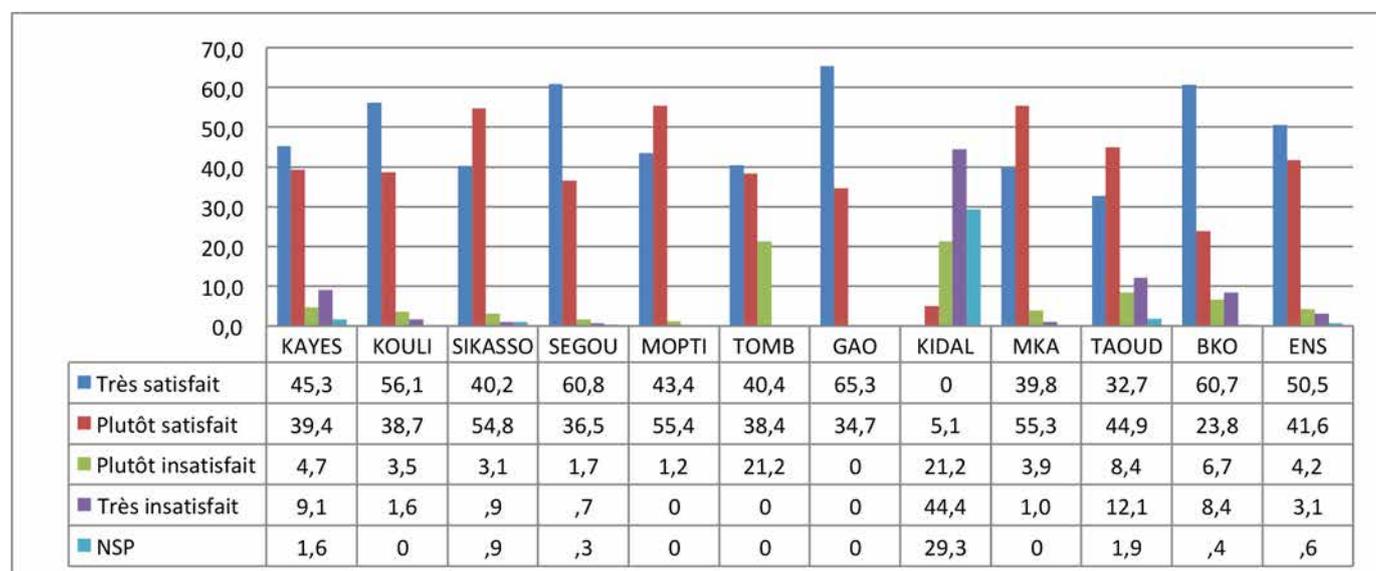
Graphique 85 : Connaissance de la formation des armées du Mali par l'Union Européenne, à travers l'EUTM, pour la sécurisation du pays selon l'âge



3.5.13. Niveau de satisfaction du travail des forces de défense et de sécurité dans la lutte contre l'insécurité

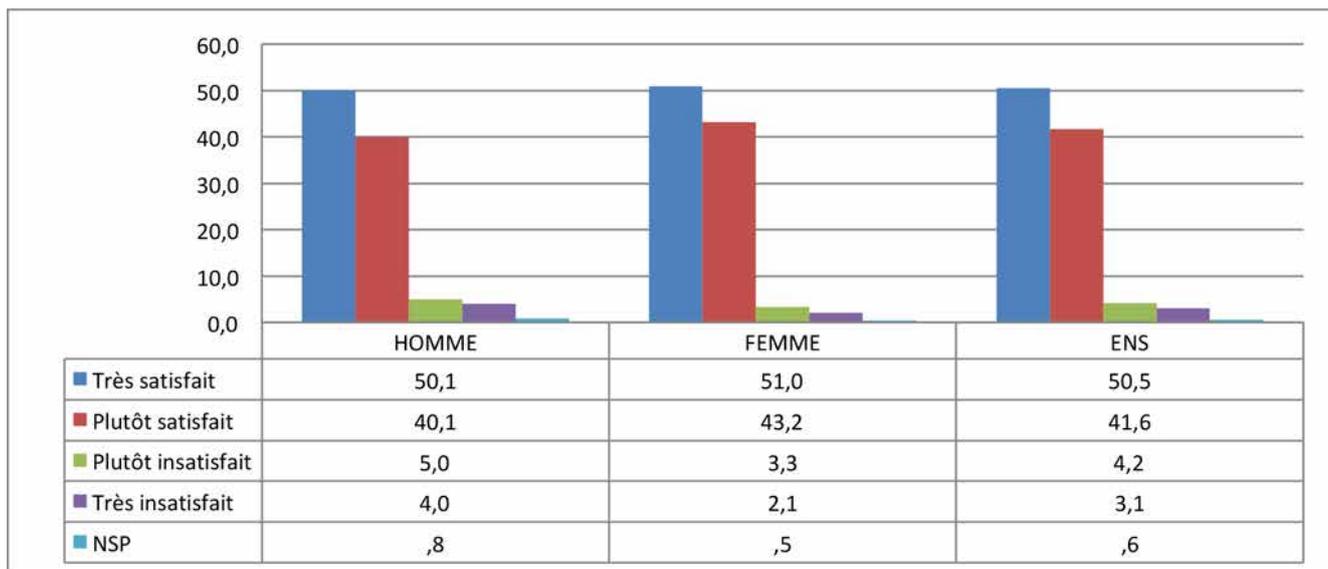
Du *graphique 86*, il ressort que la très grande majorité (92,1%) des citoyen (ne)s enquêté(e)s sont « très satisfaits » (50,5%) et « plutôt satisfaits » (41,6%) du travail des forces de défense et sécurité du Mali, contre 7% qui ne partagent pas cet avis, sans incidence significative sur le sexe, l'âge ou le niveau d'instruction.

Graphique 86 : Niveau de satisfaction du travail des forces de défense et de sécurité dans la lutte contre l'insécurité selon les localités



La grande majorité des insatisfaits sont enregistrés à Kidal (65,6%) (44,4% de « très insatisfaits » et « 21,2% » de « plutôt insatisfaits »). 29% sont sans opinion (*cf. graphique ci-dessus*).

Quant au genre, la satisfaction est plus grande chez les femmes (94,2%) que les hommes (90,2%) (*cf. graphique 87*).

Graphique 87 : Niveau de satisfaction des forces de défense et de sécurité selon le genre

L'incidence de l'âge ou le niveau d'instruction n'est pas assez significative.

3.5.14. Principaux reproches aux forces de défense et de de sécurité

La minorité de citoyen (ne)s qui font des reproches aux FAMAS citent par ordre de fréquence : « elles ne sont pas bien armées » (22,1%), « elles ne sont pas bien formées » (20,1%), « elles sont inefficaces (ne font pas leur travail) » (13,8%), « elles sont négligentes » (11,6%), « elles manquent de volonté et de bravoure » (10,1%) (cf. graphique 88).

Graphique 88 : Principaux reproches aux forces de défense et de de sécurité

Le premier reproche « elles ne sont pas bien armées » est surtout cité par les enquêté (e) à Sikasso (53,8%) et, dans une moindre mesure, à Tombouctou (28,6%), Koulikoro (25%) et Bamako (22,2%).

Le second reproche « elles ne sont pas bien formées » est surtout l'opinion des enquêté (e)s à Kayes (37,1%), Bamako (25%) et Sikasso (23,1%).

Le troisième reproche « elles sont inefficaces » est partagé notamment par les enquêté (e)s à Taoudénit (40,9%), Mopti (33,3%) Ségou (28,6%) et Koulikoro (25%).

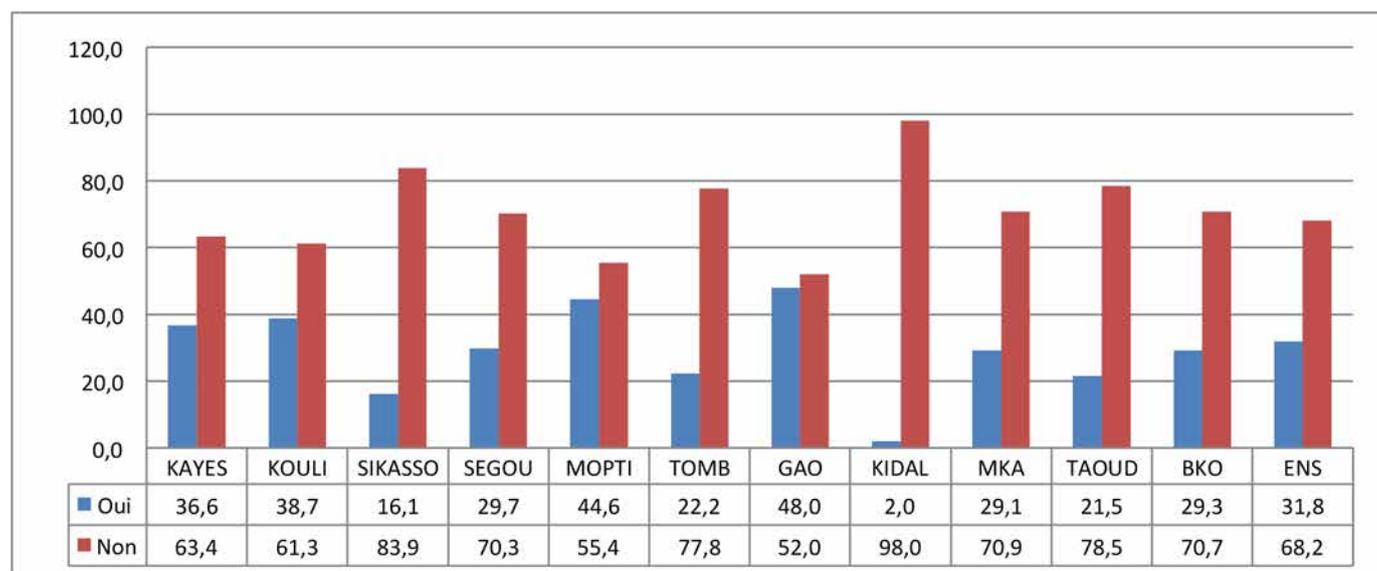
Enfin, le reproche « elles sont négligentes » à Ménaka (40%), Mopti (33,3%) et Tombouctou (28,6%). « Elles manquent de volonté et de bravoure » pour les enquêté (e)s de Ménaka (40%), Tombouctou (19%) et Kidal (16,8%).

L'incidence de l'âge, du sexe ou du niveau d'instruction n'est pas assez significative.

3.5.15. Connaissance de la formation de la police, de la gendarmerie et de la garde nationale du Mali par EUCAP Sahel Mali

Une large majorité (68,2%) des enquêté (e)s a déclaré ignorer qu'EUCAP Sahel Mali forme la police, la gendarmerie et la garde nationale, et 32% ont déclaré être au courant (*cf. graphique 89*).

Graphique 89 : Connaissance de la formation de la police, de la gendarmerie et de la garde nationale du Mali par EUCAP Sahel Mali selon les localités

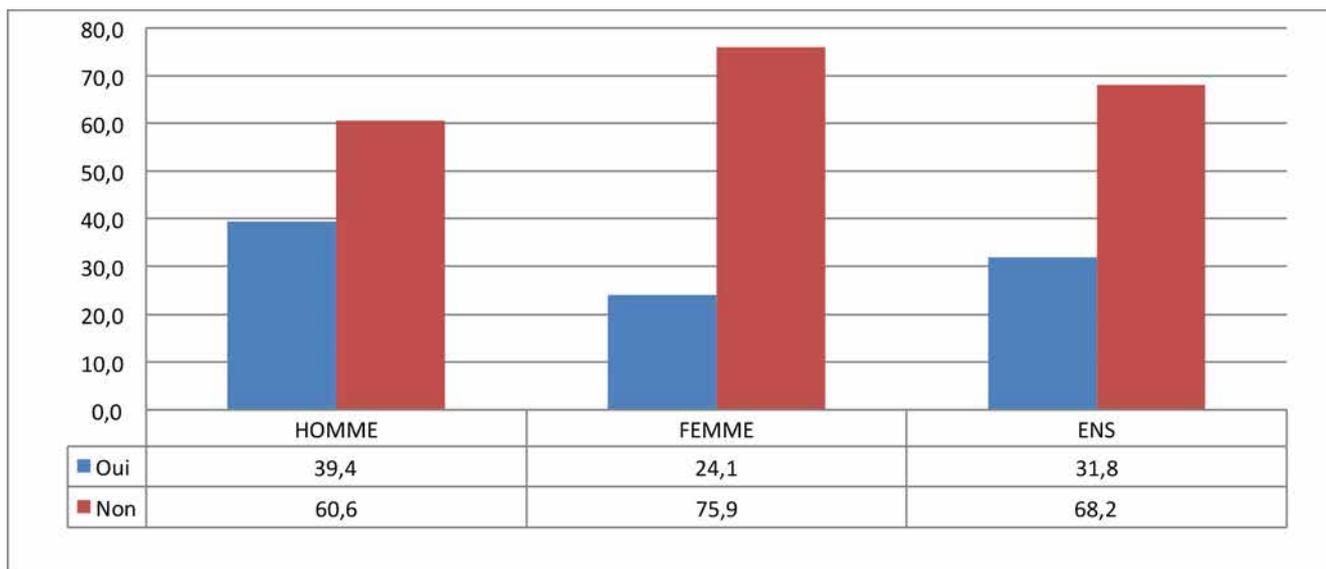


Comparée à Mali-Mètre 10, la proportion de citoyen (ne)s au courant qu'EUCAP Sahel Mali forme la police, la gendarmerie et la garde nationale du Mali a légèrement augmenté, de plus de 3 points.

Selon les localités, EUCAP Sahel Mali est connue par une forte minorité d'enquêté (e)s, surtout à Gao (48%) et Mopti (44,6%), et dans une moindre mesure, à Koulikoro (38,7%), à Kayes (36,6%), à Ségou (29,7%) et Bamako (29,3%) (*cf. graphique ci-dessus*).

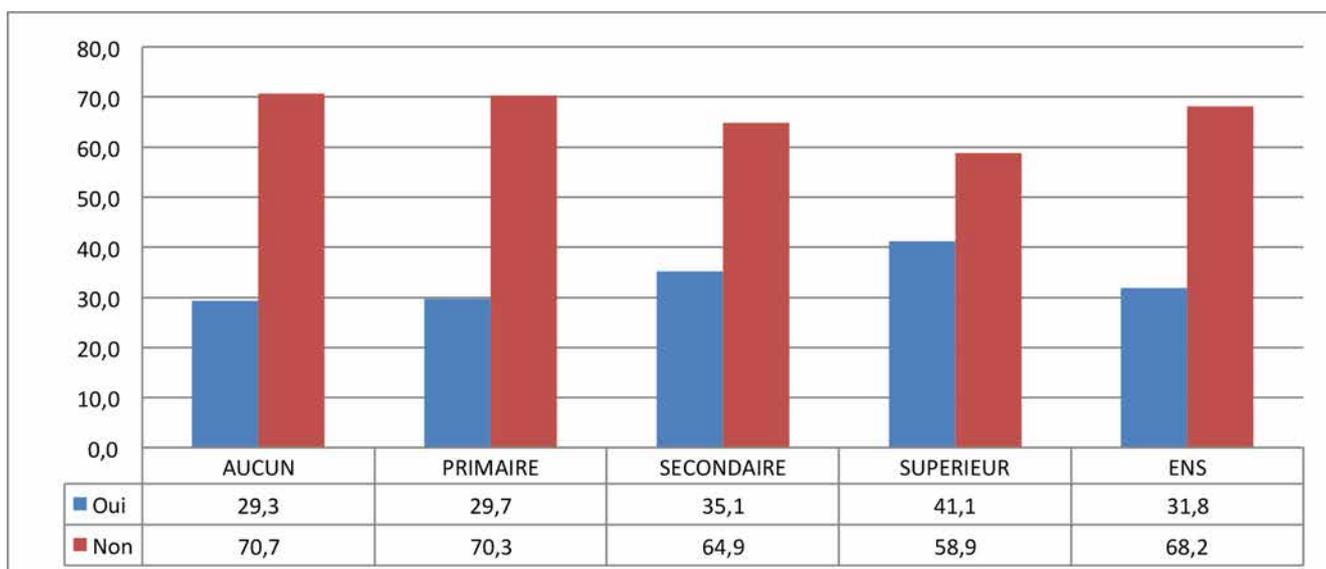
L'incidence du genre montre que les hommes (39,4%) sont plus au courant que les femmes (24,1%) de cette mission d'EUCAP Sahel Mali (*cf. graphique 90*).

Graphique 90 : Connaissance de la formation de la police, de la gendarmerie et de la garde nationale du Mali par EUCAP Sahel Mali selon le genre



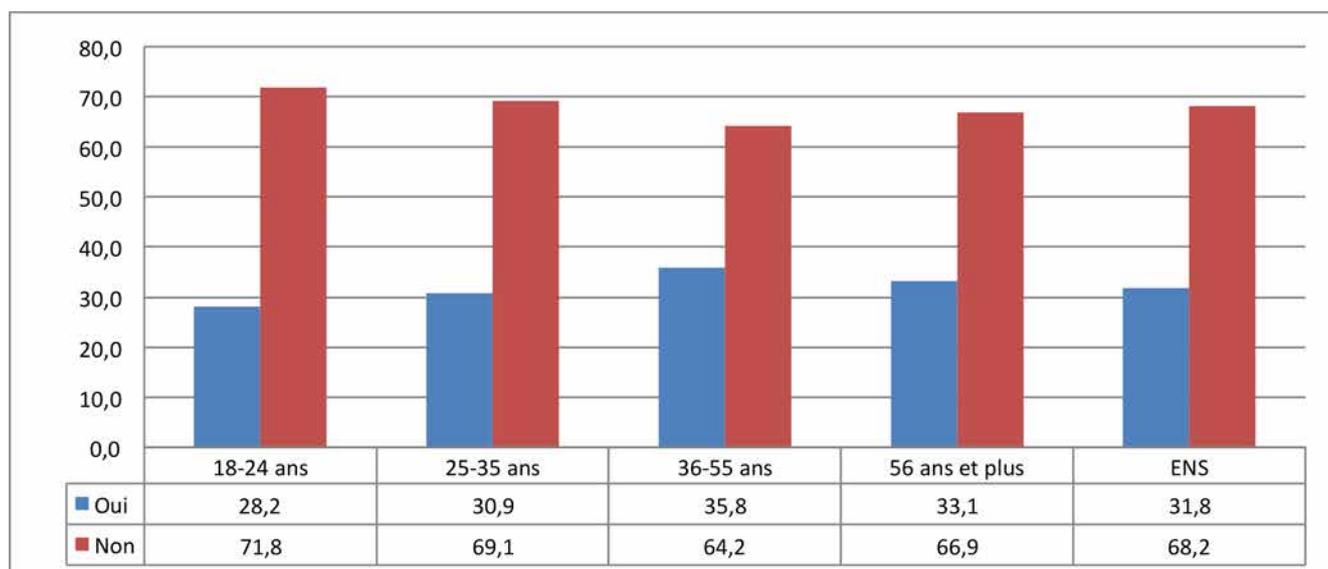
L'analyse de l'incidence du niveau d'instruction montre que la proportion des enquêté(e)s au courant de cette formation augmente avec le niveau d'instruction : 29% pour aucun niveau, 30% pour le primaire, 35% pour le secondaire et 41% pour le supérieur, comme indiqué dans le *graphique 91*.

Graphique 91 : Connaissance de la formation de la police, de la gendarmerie et de la garde nationale du Mali par EUCAP Sahel Mali selon le niveau d'instruction



De même, l'analyse montre que la proportion des enquêté (e)s au courant de cette formation a tendance à augmenter avec l'âge : 28% pour les « 18-24 ans », 31% pour les « 25-35 ans », 36% pour les « 36-55 ans » et 33% pour les « 56 ans et plus » comme indiqué dans le *graphique 92*.

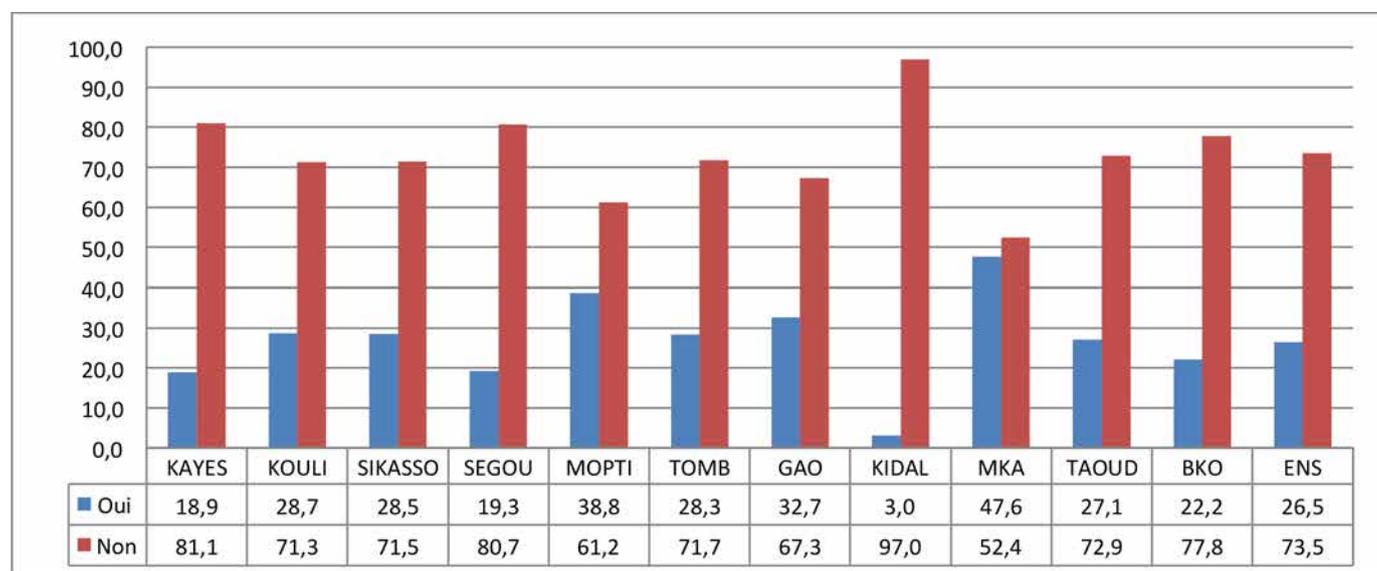
Graphique 92 : Connaissance de la formation de la police, de la gendarmerie et de la garde nationale du Mali par EUCAP Sahel Mali selon l'âge



3.5.16. Entendre parler de la réforme du secteur de la sécurité au niveau national

Une grande majorité (73,5%) des enquêté(e)s n'a pas entendu parler de la réforme du secteur de la sécurité au Mali, contre une minorité (26,5%) (cf. graphique 93).

Graphique 93 : Proportion des enquêté (e)s ayant entendu parler de la réforme du secteur de la sécurité au niveau national selon les localités

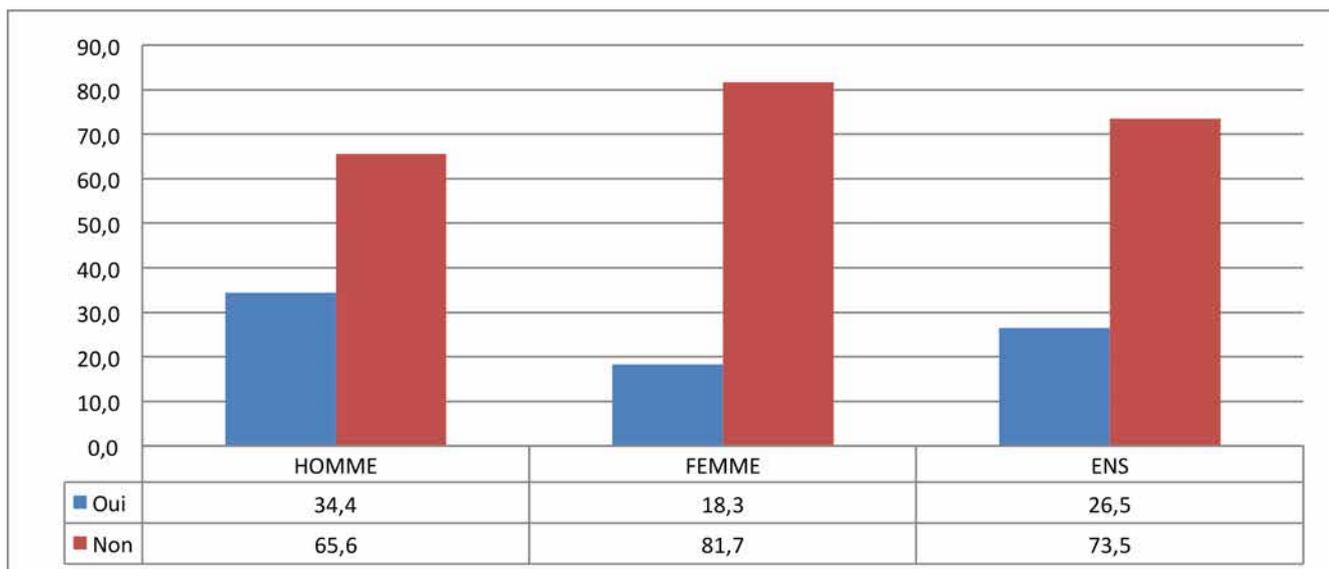


Comparée à Mali-Mètre 10, la proportion de citoyen (ne)s ayant entendu parler de la réforme du secteur de la sécurité a augmenté de plus de 9 points.

Selon les localités, les citoyen (ne)s ayant entendu parler de cette réforme sont plus nombreux à Ménaka (47,6%), et dans une moindre mesure, à Mopti (38,8%) et à Gao (32,7%) (cf. graphique ci-dessus).

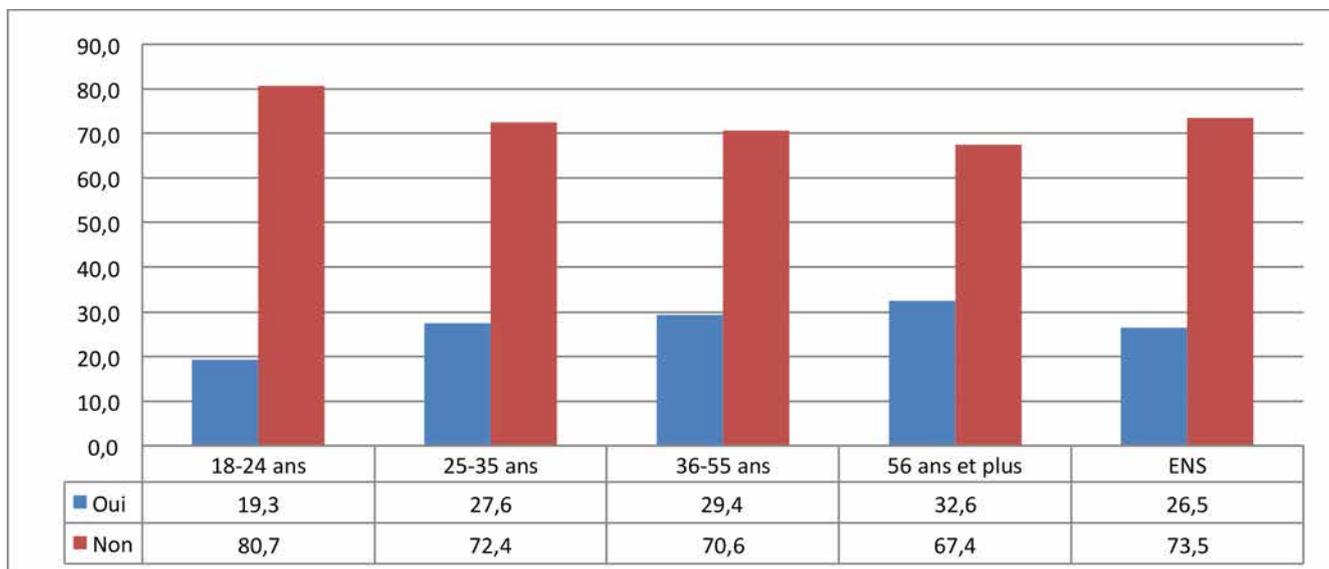
Selon le genre, les hommes (34,4%) sont plus nombreux que les femmes (18,3%) à en avoir entendu parler (cf. graphique 94).

Graphique 94 : Proportion des enquêté (e)s ayant entendu parler de la réforme du secteur de la sécurité au niveau national selon le genre



De l'analyse des résultats, il ressort que le nombre de personnes au courant de cette réforme augmente avec l'âge : 19% pour les « 18-24 ans », 28% pour les « 25-35 ans », 29% pour les « 36-55 ans » et 33% pour les « 56 ans et plus » (cf. graphique 95).

Graphique 95 : Proportion des enquêté (e)s ayant entendu parler de la réforme du secteur de la sécurité au niveau national selon l'âge



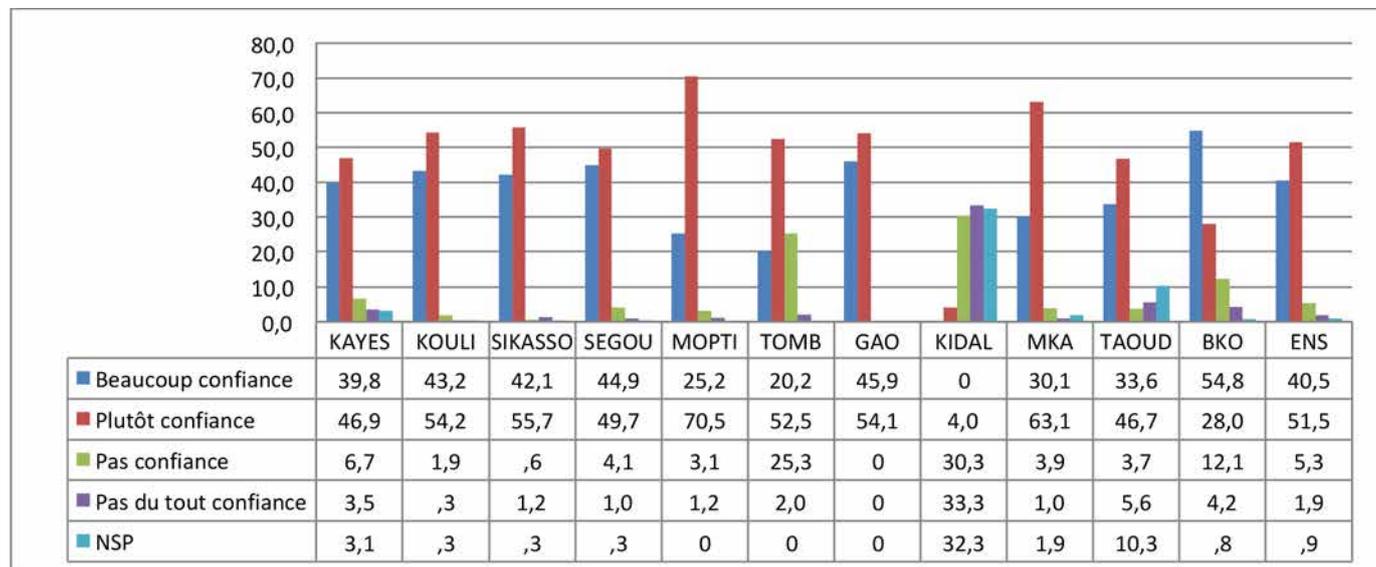
L'incidence du niveau d'instruction n'est pas significative.

3.5.17. Niveau de confiance en les forces de sécurité pour la sécurisation des personnes et des biens

Du graphique 96, il ressort que la très grande majorité (92%) des citoyen (ne)s enquêté (e)s fait confiance aux forces de sécurité (police, gendarme et garde) pour la sécurisation des personnes et des biens, contre une minorité de 7%.

Selon les localités, les citoyen (ne)s qui font le moins confiance (« pas du tout confiance » ou « pas confiance ») aux forces de sécurité pour la sécurisation des personnes et des biens sont particulièrement nombreux à Kidal (63,6%) et dans une moindre mesure, à Tombouctou (27,3%) (cf. graphique ci-dessous).

Graphique 96 : Niveau de confiance aux forces de sécurité pour la sécurisation des personnes et des biens selon les localités

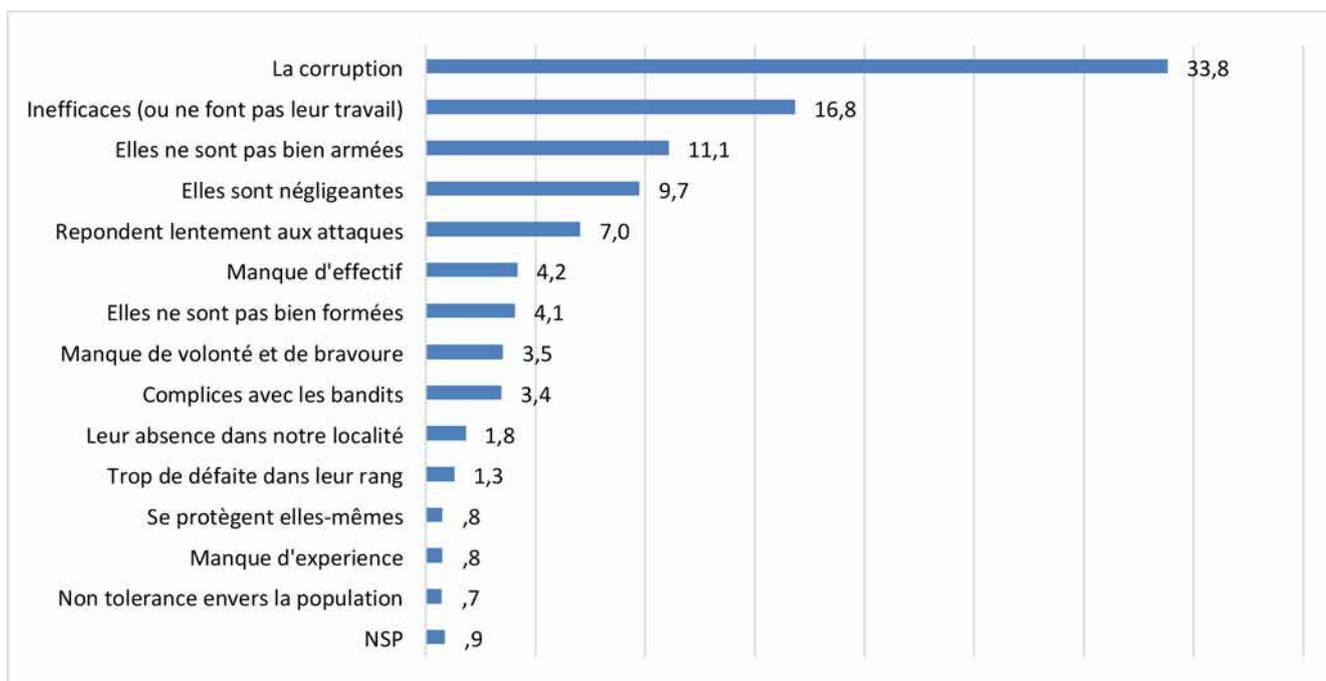


L'incidence du genre, de l'âge et du niveau d'instruction n'est pas significative.

3.5.18 Principaux reproches aux forces de sécurité

Les reproches aux forces de sécurité (cf. graphique 97 ci-dessous) sont par ordre de fréquence : « la corruption » (33,8%), « elles sont inefficaces (ne font pas leur travail) » (16,8%), « elles ne sont pas bien armées » (11,1%), sans incidence assez significative selon le sexe, l'âge ou le niveau d'instruction.

Graphique 97 : Principaux reproches faits aux forces de sécurité



Le premier reproche relatif à « la corruption » est surtout mentionné à Mopti (54,5%), Bamako (46,2%), Ménaka (40%) et Kayes (38,5%).

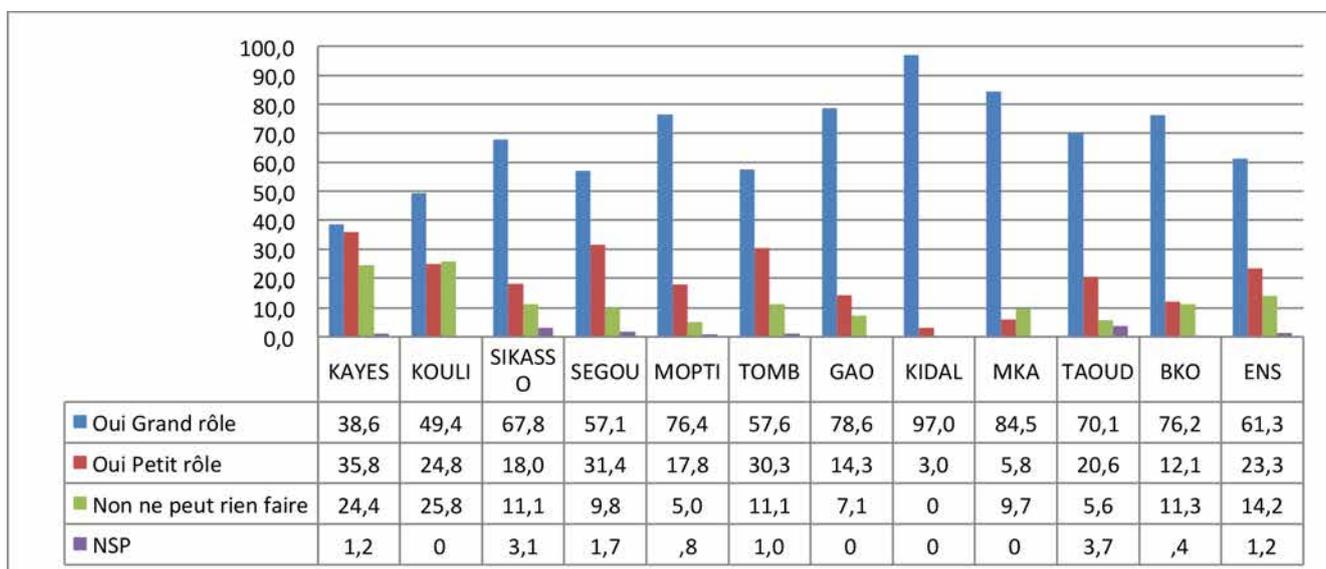
Le second reproche « elles sont inefficaces » est surtout l'opinion des enquêté (e)s à Taoudénit (34%), Sikasso et Ségou (33,3%).

Le troisième reproche (« elles ne sont pas bien armées ») est surtout prédominant par les enquêté (e)s à Sikasso (33,3%).

3.5.19. Implication de la société civile dans la sécurisation de la région

Des résultats de l'enquête dans le *graphique 98*, il ressort qu'une grande majorité (61,3%) pense que la société civile (chefs de village, imams, leaders religieux, etc.) peut jouer « un grand rôle » dans la sécurisation de la région, contre 23% qui estiment qu'elle peut jouer « un petit rôle », et 14% trouvent qu'elle « ne peut rien faire ».

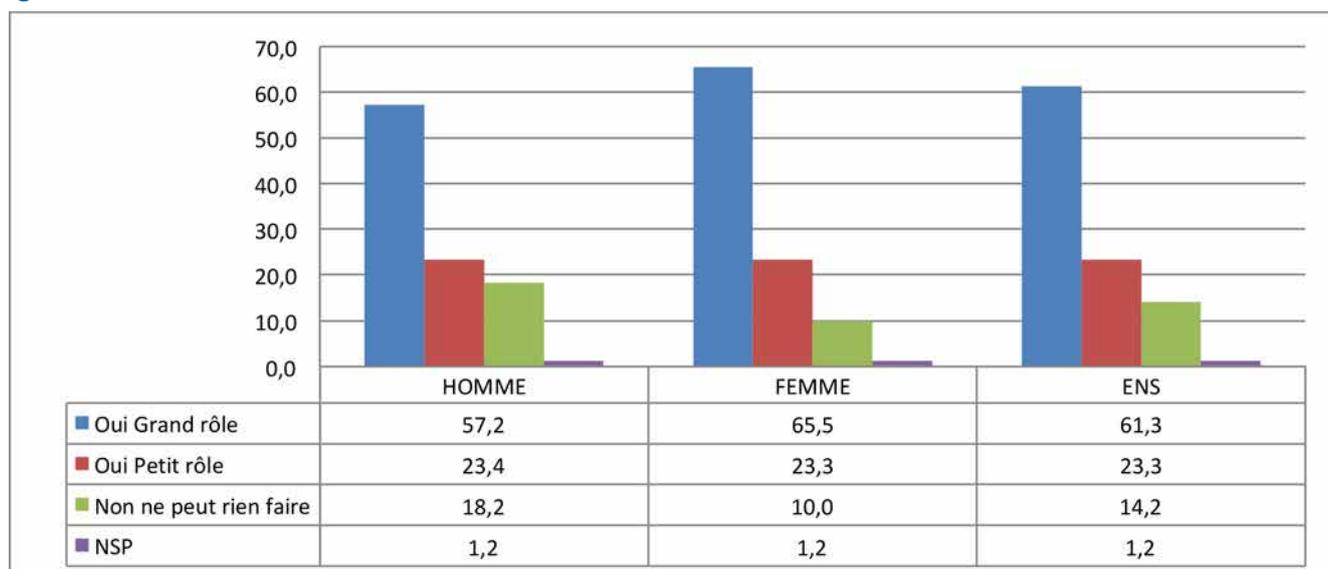
Graphique 98 : Appréciation de l'implication de la société civile dans la sécurisation de la région selon les localités



Selon les localités, la proportion des personnes interrogées qui pensent que cette société civile peut jouer « un grand rôle » est particulièrement élevée à Kidal (97%), Ménaka (84,5%), Gao (78,6%), Mopti (76,4%) et Taoudénit (70,1%). Pour une proportion significative d'enquêté (e)s, elle peut jouer un « petit rôle » à Kayes (35,8%), Ségou (31,4%) et Tombouctou (30,3%). Celles qui estiment qu'elle « ne peut rien faire » sont significativement enregistrées à Koulikoro (25,8%) et Kayes (24,4%), comme indiqué dans le *graphique ci-dessus*.

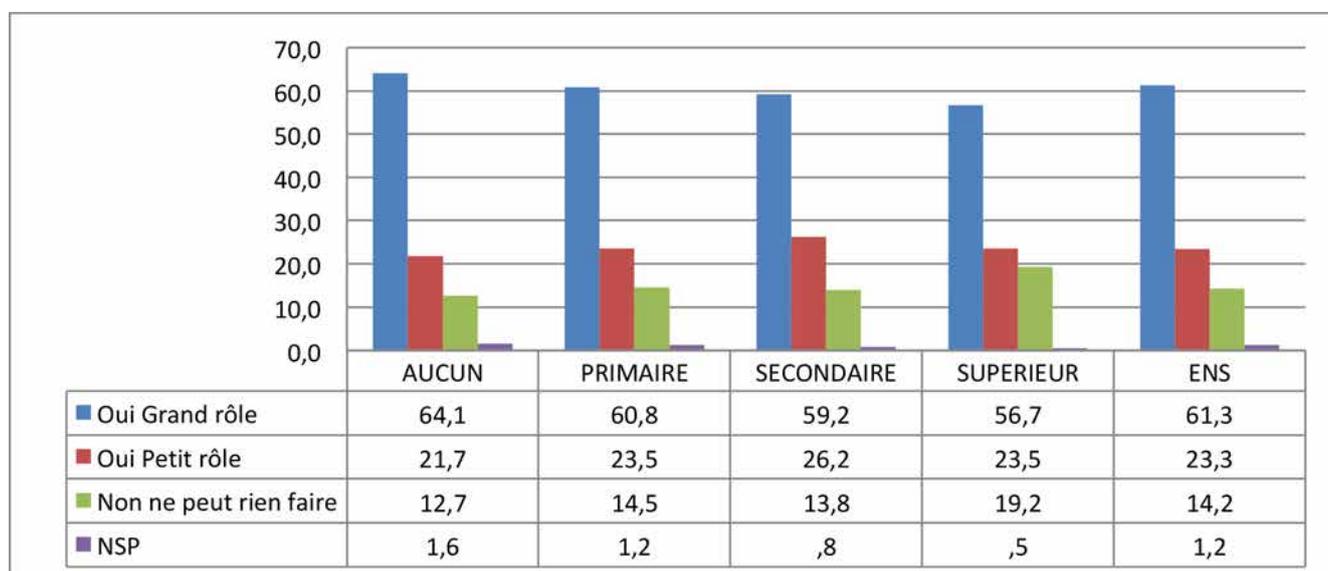
L'analyse de l'incidence du genre montre que les femmes (65,5%) sont plus nombreuses que les hommes (57,2%) à penser que cette société civile peut jouer un « grand rôle » dans la sécurisation de la région, tandis que l'inverse est constaté pour l'affirmation que cette société civile « ne peut rien faire » (18,2% parmi les hommes et 10% parmi les femmes), comme indiqué dans le *graphique 99*.

Graphique 99 : Appréciation de l'implication de la société civile dans la sécurisation de la région selon le genre



Le nombre de citoyens (ne)s estimant que la société civile peut jouer un grand rôle dans la sécurisation de la région diminue avec le niveau d'instruction : 64% pour aucun niveau, 61% pour le primaire, 59% pour le secondaire et 57% pour le supérieur. La tendance inverse est globalement constatée pour les citoyen(ne)s qui croient que la société civile ne peut rien faire : 13% pour aucun niveau, 15% pour le primaire, 14% pour le secondaire et 19% pour le supérieur comme indiqué dans le *graphique 100*.

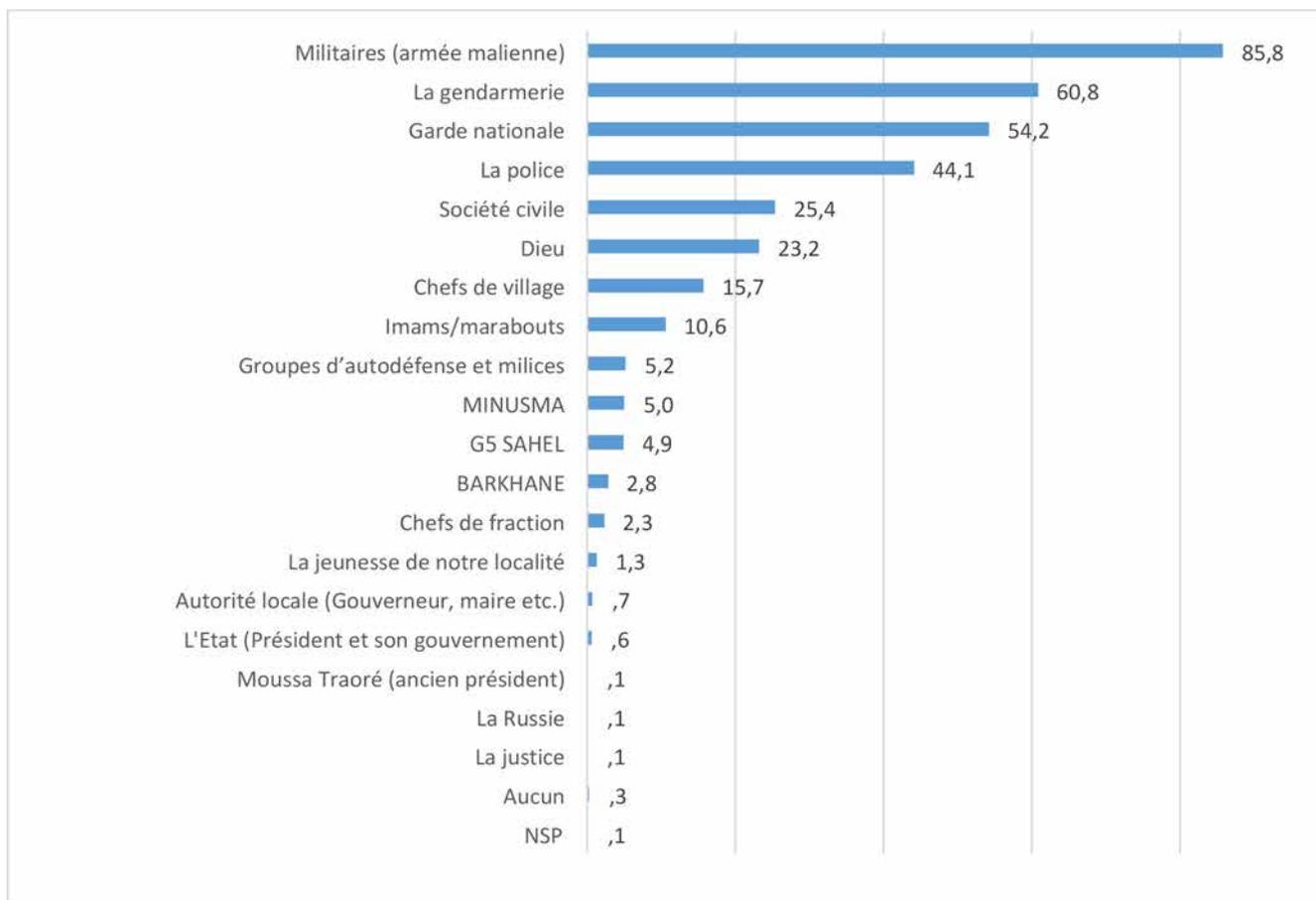
Graphique 100 : Appréciation de l'implication de la société civile dans la sécurisation de la région selon le niveau d'instruction



L'incidence de l'âge n'est pas significative.

3.5.20. Les acteurs auxquels les citoyen(ne)s ont confiance pour la sécurisation de la région

Dans leur grande majorité (85,8%), les citoyen (ne)s enquêté (e)s ont exprimé leur confiance en faveur des FAMAs pour assurer la sécurité des régions ; elles sont suivies de la gendarmerie (60,8%), de la garde nationale (54,2%) et de la police nationale (44,1%) (*cf. graphique 101*). La société civile (25,4%) et Dieu (23,2%) sont également cités parmi les acteurs.

Graphique 101: Les acteurs auxquels les citoyen(ne)s ont confiance pour la sécurisation de la région

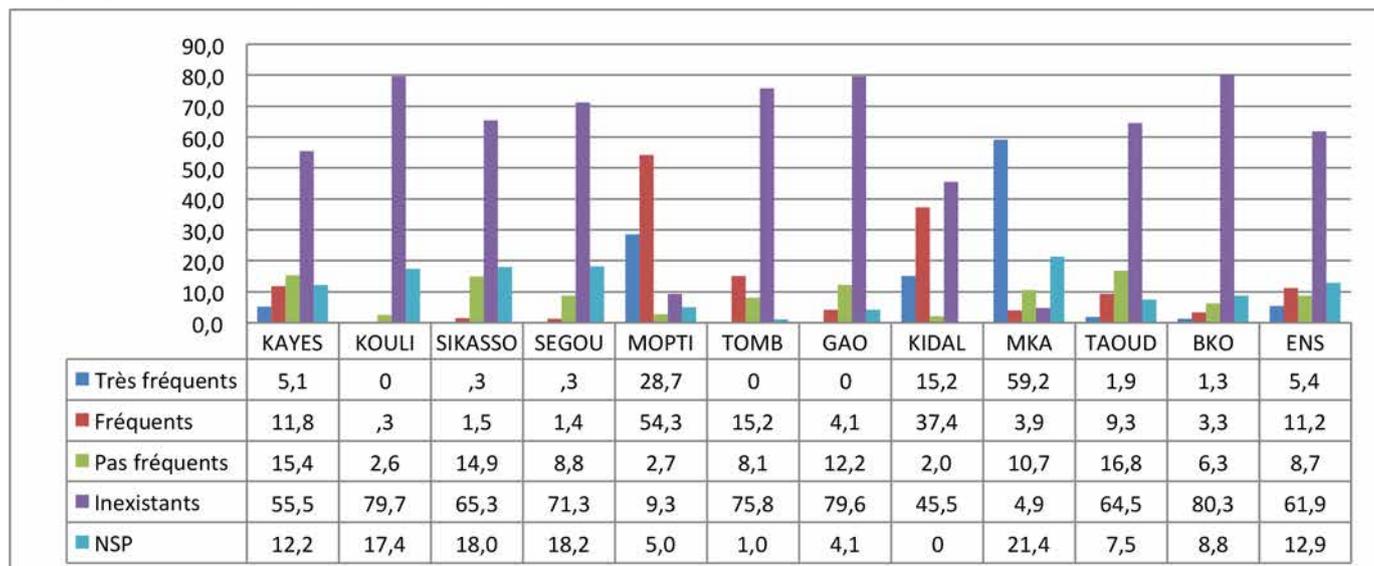
Comparé à Mali-Mètre 10, le nombre de citoyen(ne)s faisant confiance aux forces armées, aux gendarmes, aux gardes et aux policiers pour assurer la sécurité de leur région a augmenté, respectivement de 17 points, 4 points, 10 points et 2 points.

Par localité, à l'exception de Kidal (5,1%) et Taoudénit (43,9%), la grande majorité des enquêté(e)s fait confiance aux FAMAS pour leur sécurité, particulièrement à Gao (100%), Mopti (97,3%), Koulikoro (93,2%) et Ségou (90,2%). La confiance en la gendarmerie est surtout marquée à Sikasso avec 72% et très faible à Kidal (1%) et Taoudénit (3,7%). La confiance en la garde nationale est très surtout très élevée à Koulikoro (78,7%), mais nettement très faible à Kidal (1%) et Taoudénit (10,3%). Enfin, la police nationale est plus appréciée à Sikasso (61,3%) et Kayes (52,8%) (cf. graphique ci-dessus).

L'incidence du sexe, du niveau d'instruction ou de l'âge n'est pas significative.

3.5.21. Perception de la fréquence des conflits inter ou intracommunautaires

Dans leur grande majorité (61,9%), les citoyen(ne)s enquêté(e)s pensent que les conflits inter ou intracommunautaires sont inexistantes dans la région, contre une minorité qui estime qu'ils sont fréquents (11,2%), pas fréquents (8,7%) ou très fréquents (5,4%). Il est à noter la proportion très élevée (12,9%) des sans opinion (cf. graphique 102).

Graphique 102 : Perception de la fréquence des conflits inter ou intracommunautaires selon les localités

Par localité, les enquêté (e)s estimant que les conflits inter ou intracommunautaires sont « très fréquents » dans la région sont surtout à Ménaka (59,2%) et « fréquents » à Mopti (54,3%) et dans une moindre mesure, à Kidal (37,4%). Ces conflits sont jugés inexistants, particulièrement dans les localités de Bamako (80,3%), Koulikoro (79,7%), Gao (79,6%), Tombouctou (75,8%) et Ségou (71,3%) (cf. graphique ci-dessus).

L'incidence du sexe, du niveau d'instruction ou de l'âge n'est pas significative.

3.5.22. Les principales raisons des conflits inter et intracommunautaires dans la région

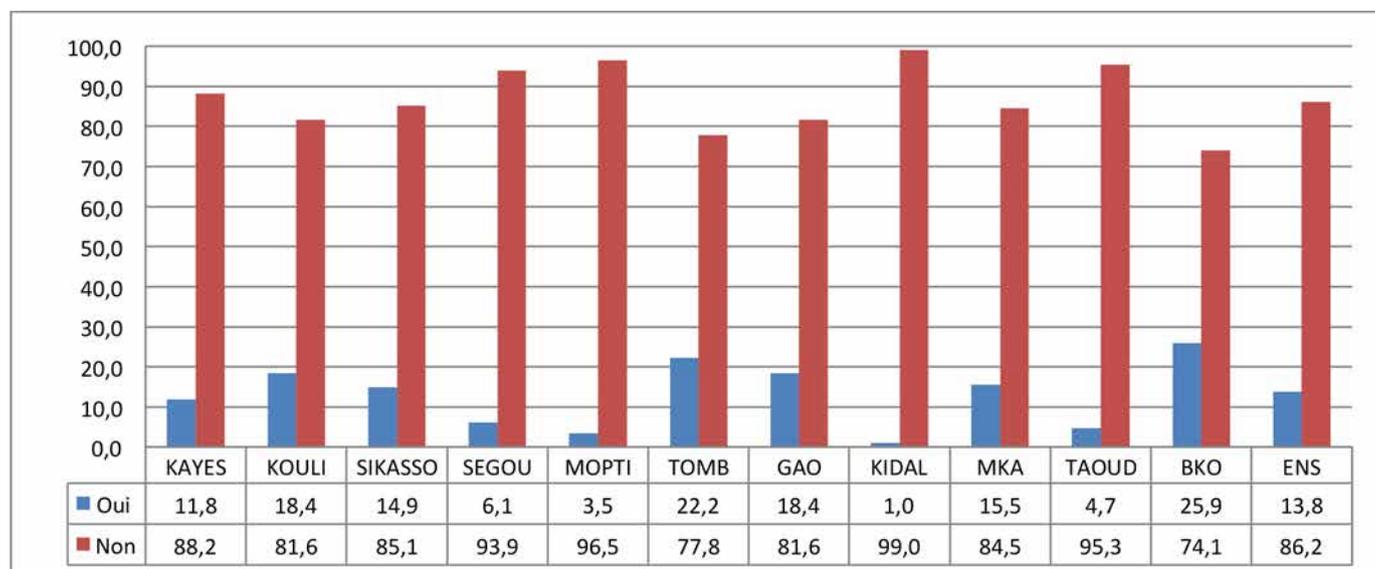
Pour les enquêté (e)s estimant que les conflits inter et intracommunautaires sont fréquents (« très fréquents » ou « fréquents ») dans la région, les principales raisons citées sont : le foncier » (35,6%), surtout dans les localités de Ségou (80,6%), Sikasso (59,3%) et Koulikoro (44,4%) ; « l'esclavage » (18,3%), notamment à Ménaka (73,7%) et Kayes (54,9%) ; « La délimitation des champs pour le pâturage des animaux » (17,6%) à Mopti (29%), Ménaka (25%) et Tombouctou (21,7%) ; « l'application de la charia » (12,3%) à Mopti (25,8%) ; « Vols (biens, bétail, etc.) » (11,7%) principalement à Kidal (90,7%), Gao (31,3%) et Ménaka (28,9%).

3.6. VERITE, JUSTICE ET RECONCILIATION

3.6.1 Connaissance de la Loi d'Entente Nationale

Des résultats de l'enquête, il ressort que seulement 14% des personnes interrogées sont au courant de la Loi d'Entente Nationale contre 86% ayant répondu par la négative (cf. graphique 103).

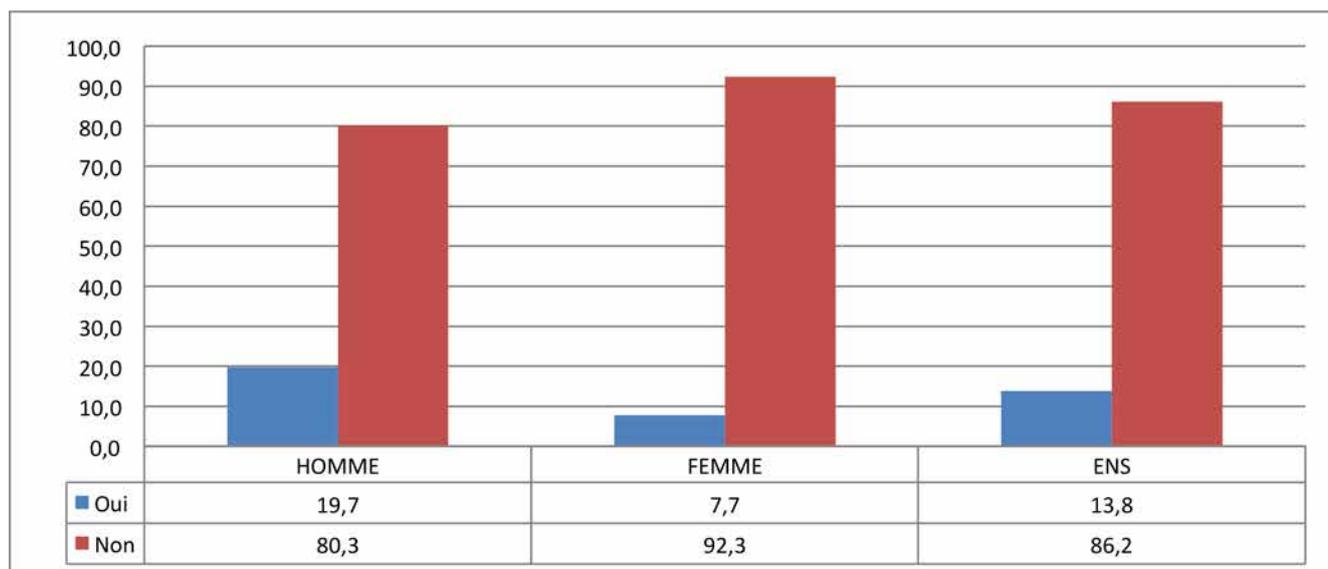
Graphique 103 : Proportion des citoyen(ne)s connaissant la Loi d'Entente Nationale selon les localités



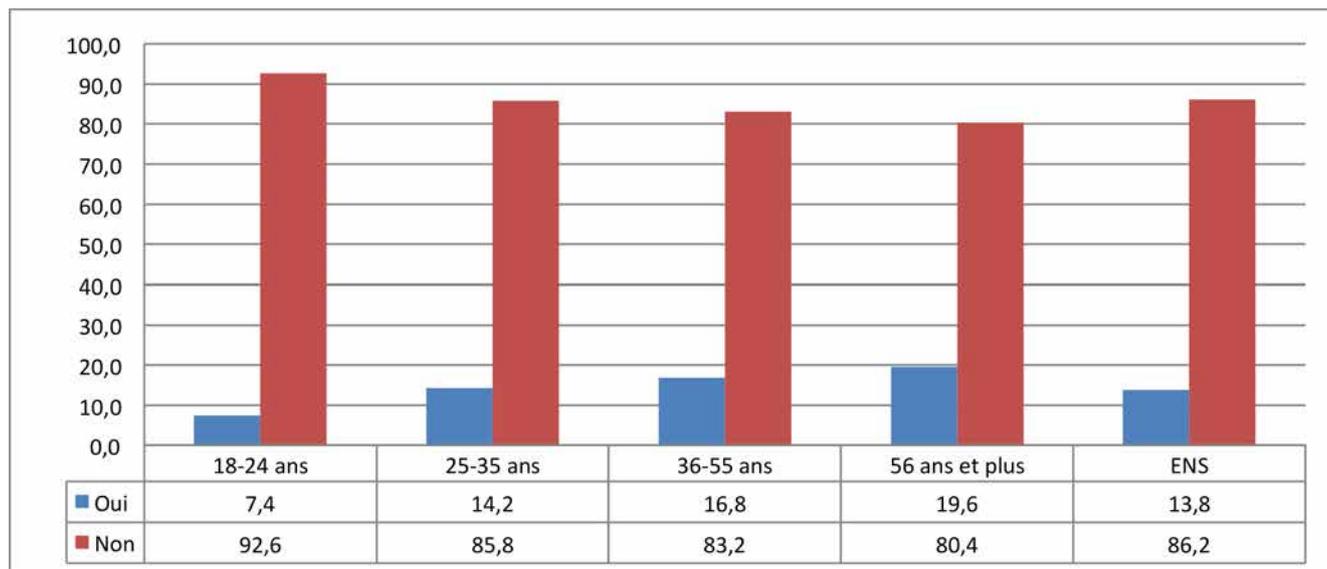
Selon les localités, la minorité significative qui déclare avoir entendu parler de cette loi est surtout enregistrée à Bamako (25,9%), Tombouctou (22,2%), Gao et Koulikoro (18,4%). La loi est quasiment méconnue à Kidal (99%), Mopti (96,5%), Taoudénit (95,3%) et Ségou (93,9%) (cf. graphique ci-dessus).

Selon le genre, elle est plus connue des hommes (19,7%) que des femmes (7,7%) (cf. graphique 104).

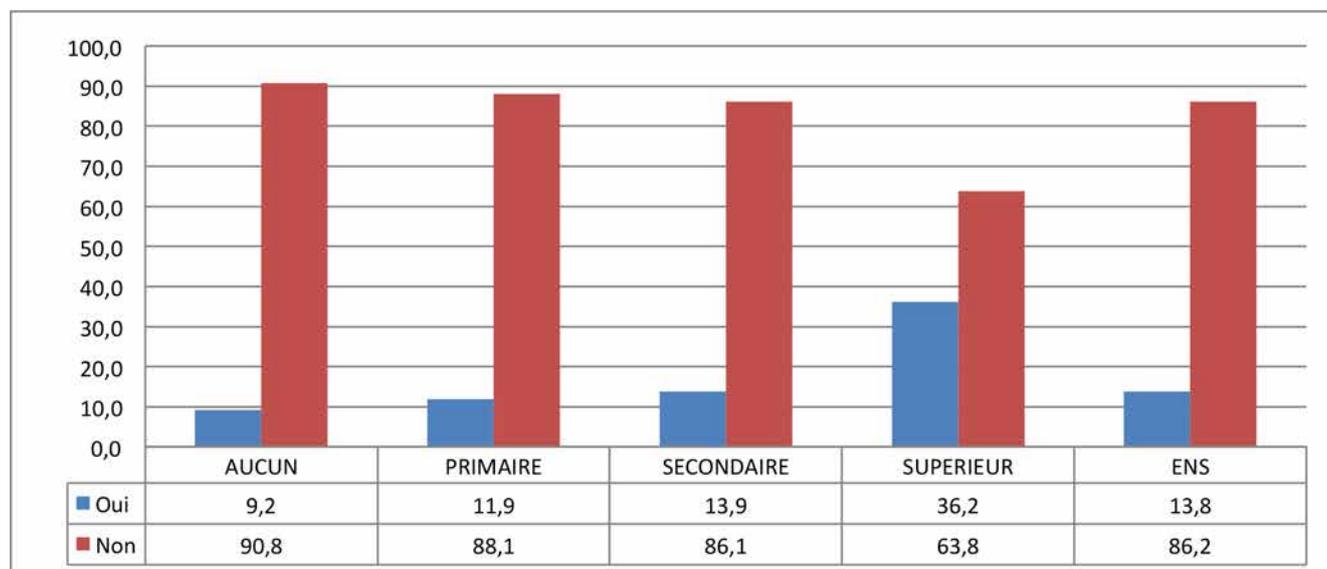
Graphique 104 : Proportion des citoyen(ne)s connaissant la Loi d'Entente Nationale selon le genre



La proportion qui déclare avoir entendu parler de cette loi augmente avec l'âge : 7% pour les « 18-24 ans », 14% pour les « 25-35 ans », 17% pour les « 36-55 ans » et 20% pour les « 56 et plus » (cf. graphique 105).

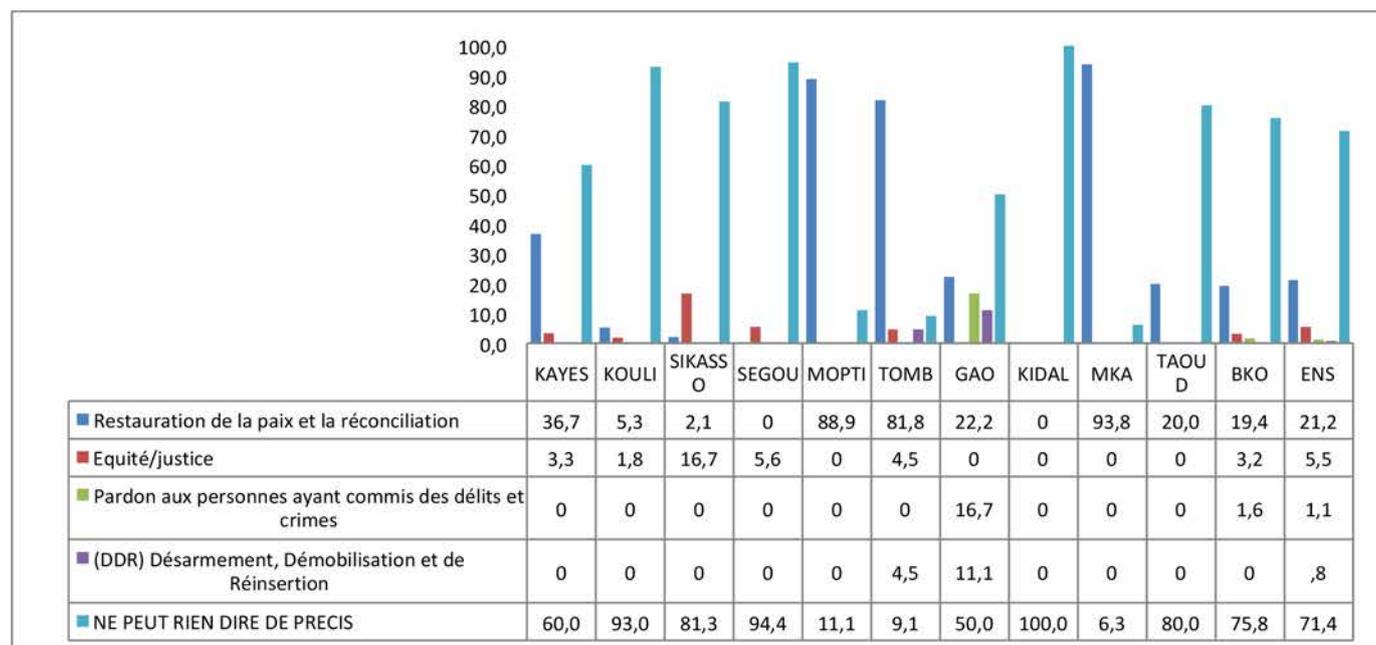
Graphique 105 : Proportion des citoyen(ne)s connaissant la Loi d'Entente Nationale selon l'âge

De même, la part de la population qui déclare avoir entendu parler de cette loi augmente avec le niveau d'instruction : 9% pour aucun niveau, 12% pour le primaire, 14% pour le secondaire et 36% pour le supérieur (cf. graphique 106).

Graphique 106 : Proportion des citoyen(ne)s connaissant la Loi d'Entente Nationale selon le niveau d'instruction

3.6.2 Les aspects connus de la Loi d'Entente Nationale

Parmi la minorité (13,8%) qui déclare avoir entendu parler de la Loi d'Entente Nationale, une grande majorité (71,4%) « ne peut rien dire de précis » de cette loi, tandis qu'une faible proportion cite « la restauration de la paix et la réconciliation » (21,2%) ou « l'équité et la justice » (5,5%) comme les aspects connus de cette loi (voir graphique 107).

Graphique 107 : Les aspects connus de la Loi d'Entente Nationale selon les localités

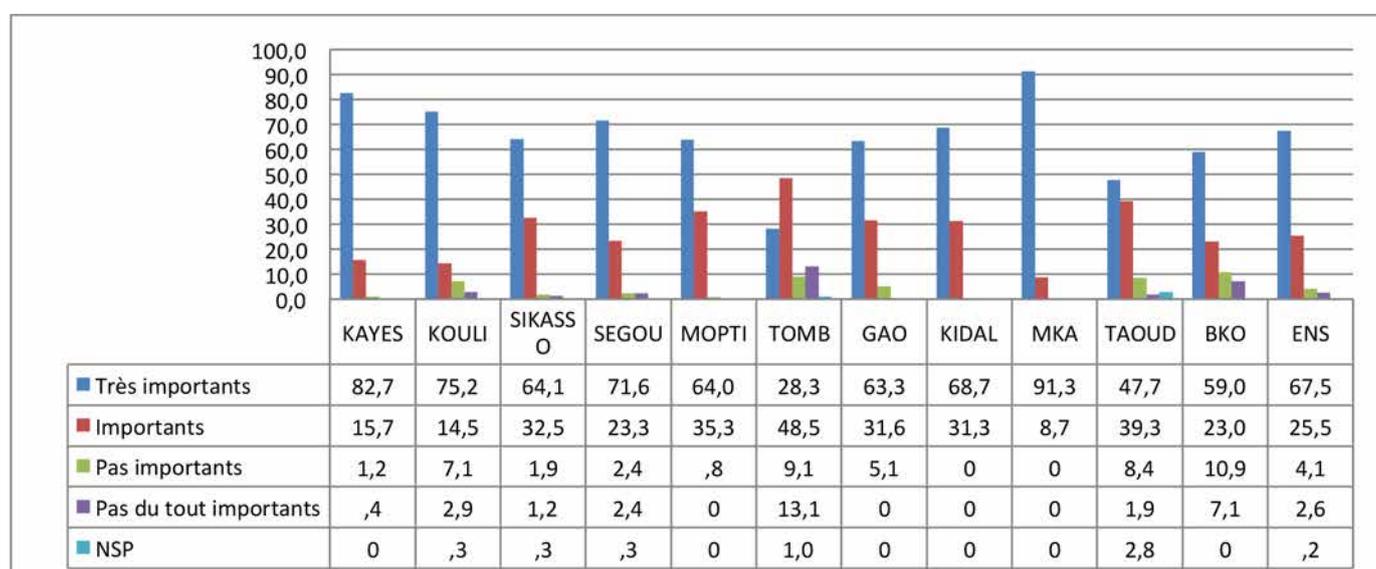
Suivant les localités, c'est surtout à Kidal (100%), Ségou (94,4%), Koulikoro (93%) et Sikasso (81,3%) que les personnes interrogées ont déclaré « ne pouvant rien dire de précis ».

Dans l'ensemble, l'incidence du sexe, de l'âge ou du niveau d'instruction n'est pas assez significative.

3.6.3. Importance des enquêtes et jugements sur les acteurs coupables de crimes et violences dans la région

La très grande majorité (93%) des Malien(ne)s déclare « très importants » (67,5%) ou « importants » (25,5%), « les enquêtes et jugements sur les acteurs coupables de crimes et violences contre les populations dans la région » ; les enquêt(e) estimant ces enquêtes et jugements « pas importants » (4,1%) ou « pas du tout importants » (2,6%) sont minoritaires (6,7%) (cf. graphique 108).

Comparé à Mali-Mètre 10, on note une augmentation de près de 20 points, la proportion des Malien(ne)s qui déclarent très importants ou importants les enquêtes et jugements des acteurs coupables de crimes et violences contre les populations.

Graphique 108 : Importance des enquêtes et jugements des acteurs coupables de crimes et violences dans la région selon les localités

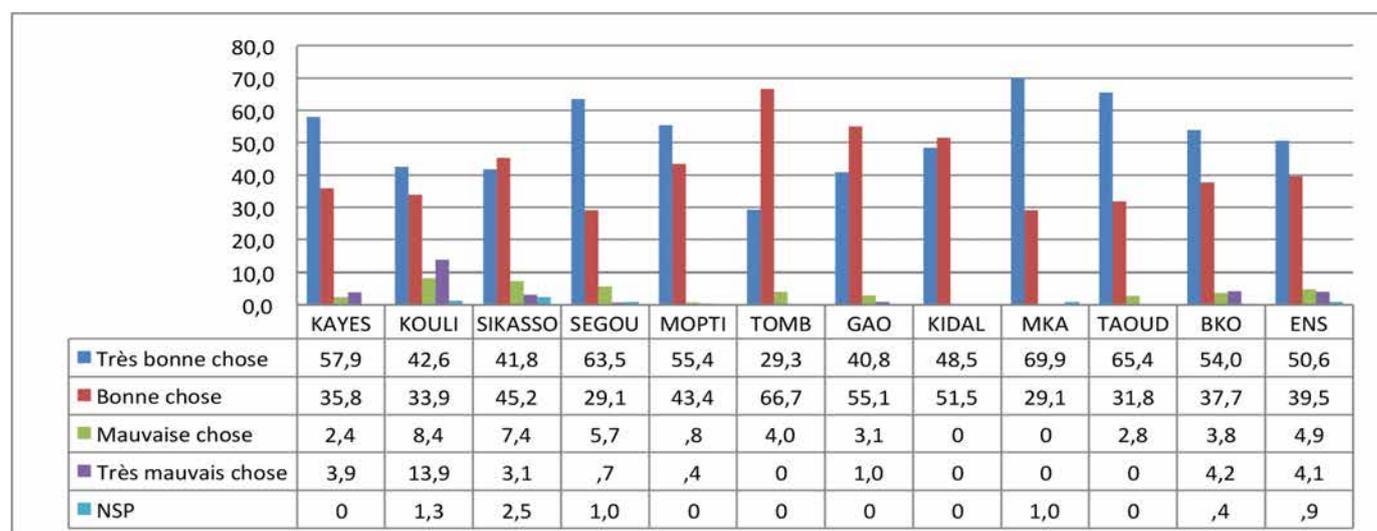
Selon les localités, les partisans de ces enquêtes et jugements sont partout largement majoritaires, mais particulièrement à Kidal (100%), Ménaka (100%), Mopti (99,3%), Kayes (98,4%), Sikasso (96,6%), Ségou et Gao (94,9%), comme indiqué dans le *graphique ci-dessus*.

L'incidence du sexe, de l'âge ou du niveau d'instruction n'est pas assez significative.

3.6.4. Appréciation de l'implication des leaders religieux dans le processus de réconciliation

La très grande majorité (90,1%) des enquêtés (e)s apprécient « l'implication des leaders religieux dans le processus de réconciliation des populations dans la région » comme une « très bonne chose » (50,6%) ou « bonne chose » (39,5%) ; seulement 9% voient en cette implication une « mauvaise chose » (4,9%) ou « très mauvaise chose » (4,1%) (*cf. graphique 109*).

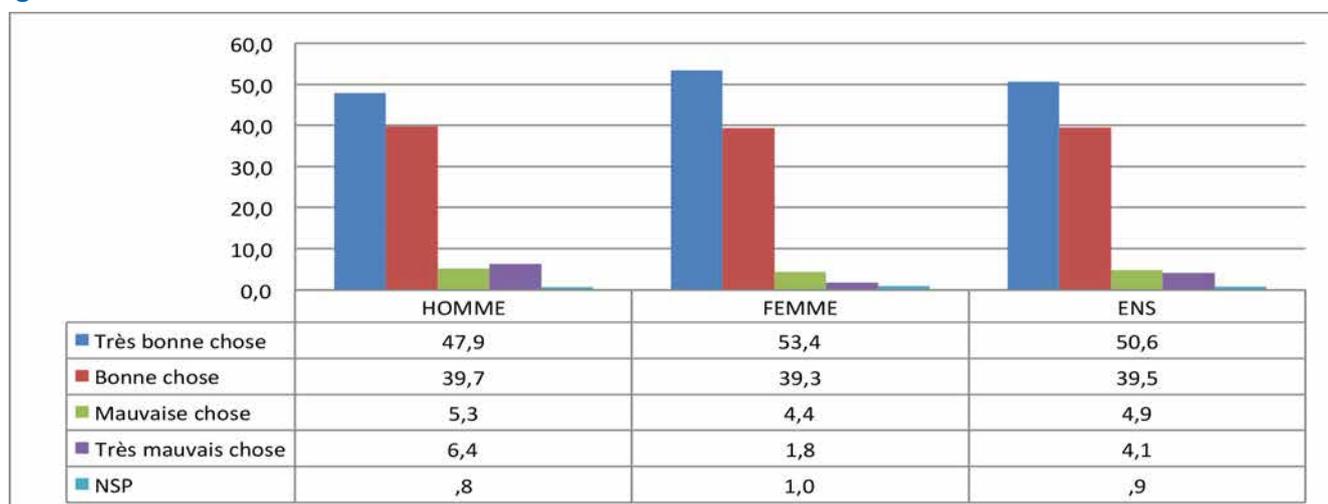
Graphique 109 : Appréciation de l'implication des leaders religieux dans le processus de réconciliation selon les localités



Selon les localités, les partisans de cette implication des leaders religieux sont partout largement majoritaires, mais surtout à Kidal (100%), Ménaka (99%), Mopti (98,8%), Taoudénit (97,2%), Tombouctou (96%) et Gao (95,9%), comme indiqué au *graphique ci-dessus*.

L'incidence du sexe indique que les femmes (92,7%) sont plus nombreuses que les hommes (87,6%) à apprécier l'implication des leaders religieux dans le processus de réconciliation comme indiqué dans le *graphique 110*.

Graphique 110 : Appréciation de l'implication des leaders religieux dans le processus de réconciliation selon le genre



L'incidence de l'âge ou du niveau d'instruction n'est pas significative.

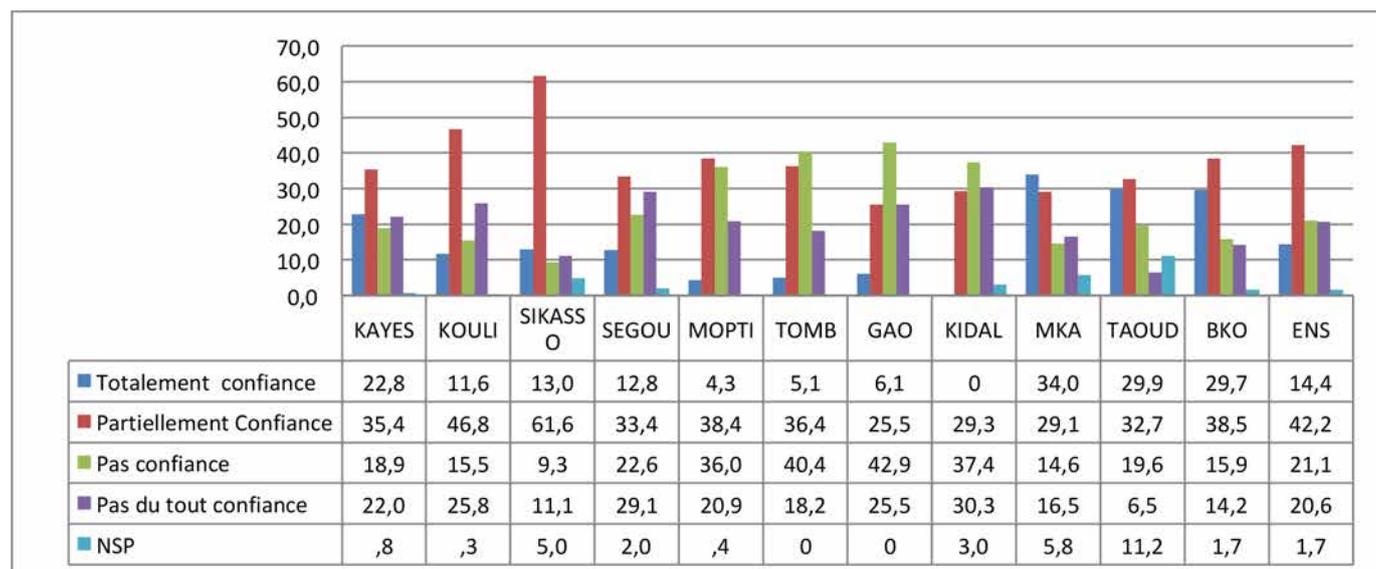
3.7. JUSTICE ET BONNE GOUVERNANCE

3.7.1. Confiance en la justice

La majorité (56,6%) des enquêté(e)s déclarent avoir « totalement confiance » (14,4%) ou « partiellement confiance » (42,2%) en la justice malienne, contre 42% qui n'ont « pas confiance » (21,1%) ou « pas du tout confiance » (20,6%) (cf. graphique 111).

Comparée à Mali-Mètre 10, la proportion de citoyen(ne)s enquêté(e)s déclarant faire confiance (totalement ou partiellement confiance) à la justice a augmenté de plus de 20 points.

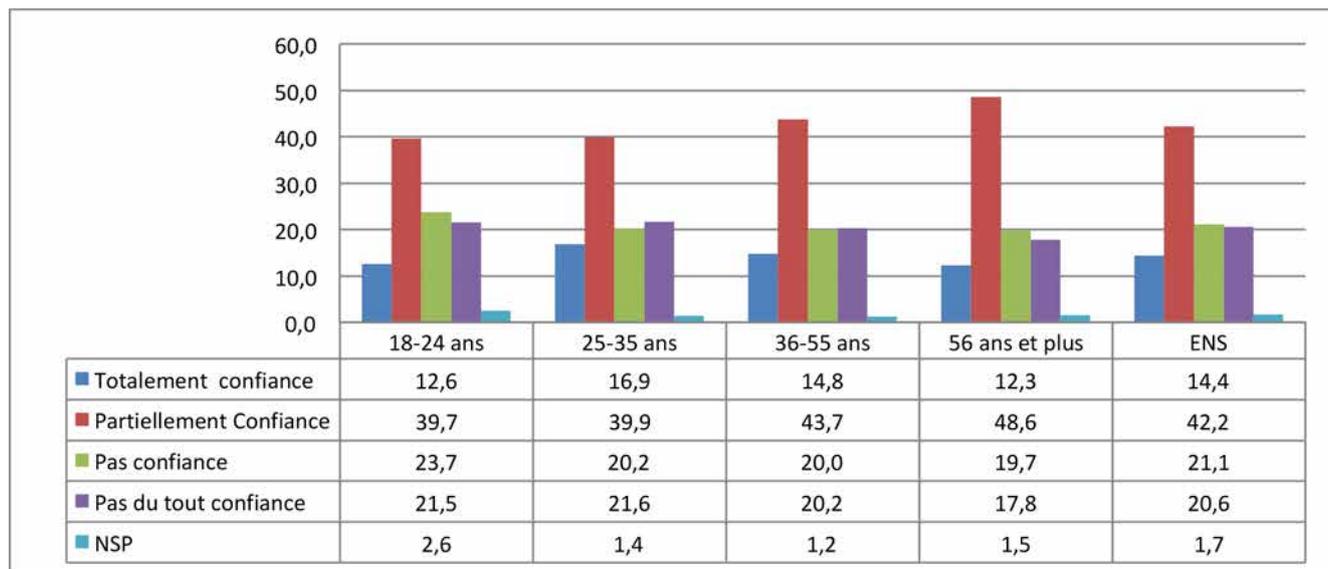
Graphique 111 : Proportion de citoyen(ne)s ayant confiance en la justice selon les localités



Selon les localités, les enquêté (e)s qui ont confiance (« totalement confiance » ou « partiellement confiance ») en la justice sont largement majoritaires à Bamako (68,2%), Ménaka (63,1%) et Taoudénit (62,6%), tandis que ceux qui ne lui font pas confiance sont surtout dominants à Gao (68,4%), Kidal (67,7%), Tombouctou (58,6%), Mopti (56,9%) et Ségou (51,7%), comme indiqué dans le *graphique ci-dessus*.

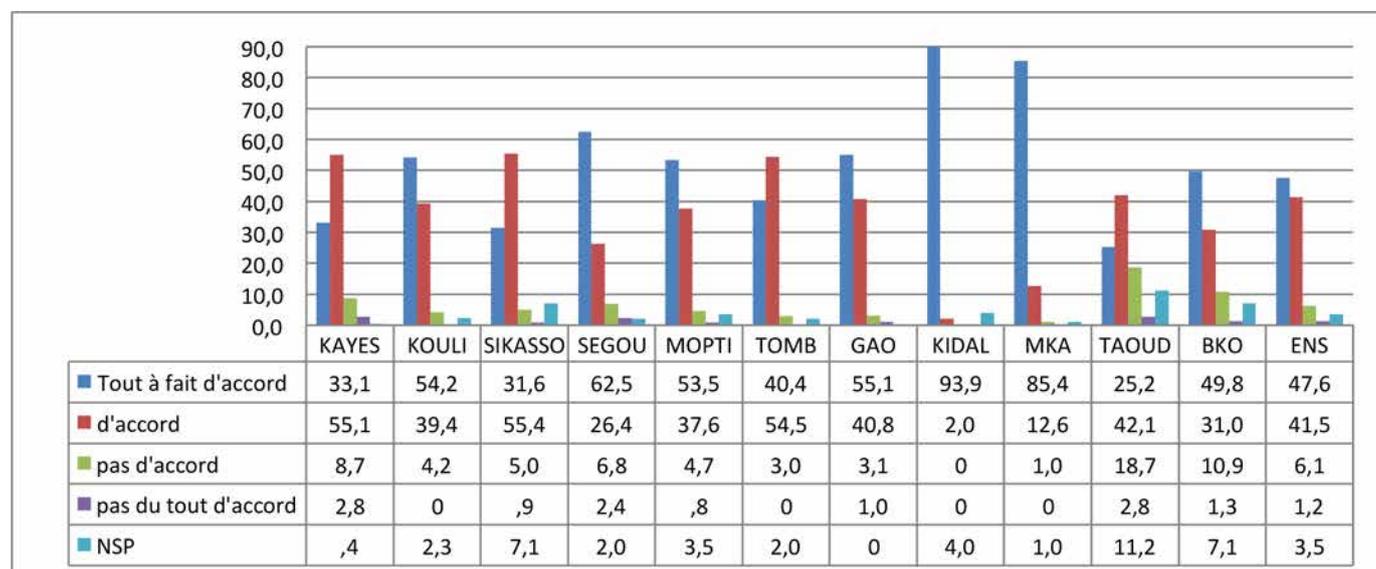
L'incidence selon le sexe ou le niveau d'instruction n'est pas significative.

Par contre, les résultats montrent que le nombre des enquêté (e)s qui font confiance à la justice augmente avec l'âge : 52% pour les « 18-24 ans », 57% pour les « 25-35 ans », 59% pour les « 36-55 ans » et 61% pour les « 56 et plus » (cf. *graphique 112*).

Graphique 112 : Proportion de citoyen (ne)s ayant confiance en la justice selon l'âge

3.7.2. Affirmation de la corruption de la justice

Comme le présente le *graphique 113*, la grande majorité (89,1%) des enquêtés (e)s est « tout à fait d'accord » (47,6%) ou « d'accord » (41,5%) avec l'affirmation selon laquelle la justice est corrompue contre une faible minorité (7,3%) de citoyen (ne)s qui ne sont « pas d'accord » (6,1%) ou « pas du tout d'accord » (1,2%). À noter que la proportion des sans opinion est de 3,5%.

Graphique 113 : Appréciation de la corruption de la justice selon les localités

Comparé à Mali-Mètre 10, la proportion d'enquêtés (e)s estimant que la justice est corrompue a augmenté de 4 points, alors que celle qui estime le contraire a diminué d'un peu plus de 1 point.

Selon les localités, la perception de la corruption de la justice est partout partagée par une très large majorité de la population comme indiqué dans le *graphique ci-dessus*.

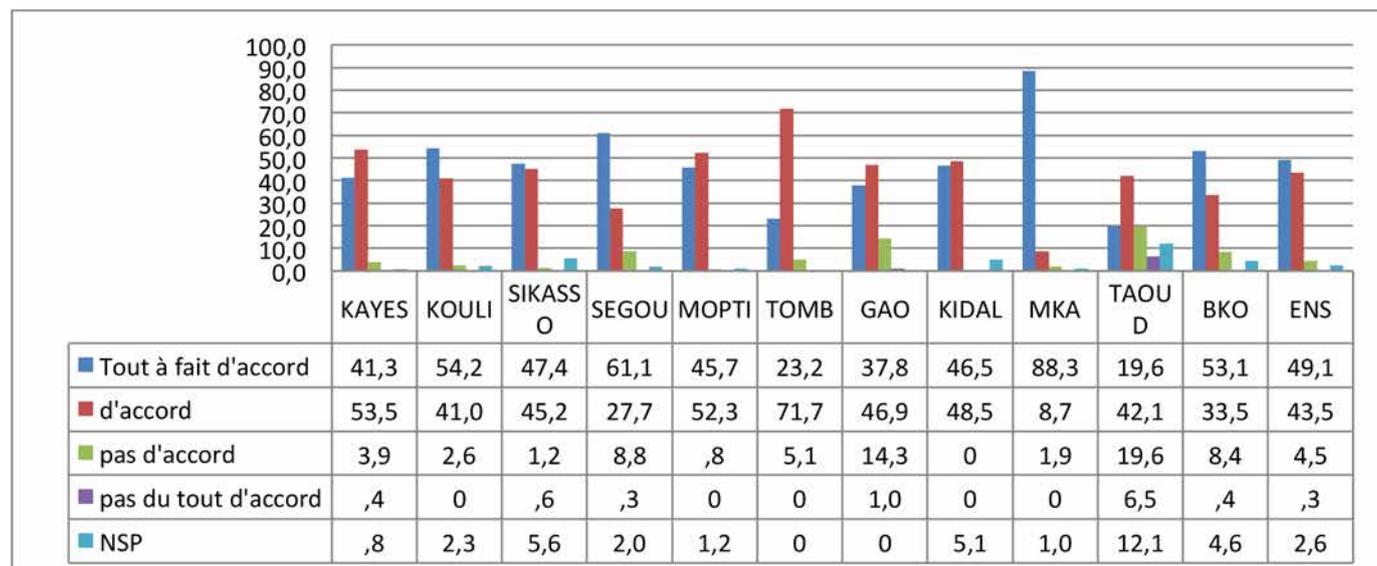
L'incidence du genre, du niveau d'instruction et de l'âge n'est pas assez significative.

3.7.3. Affirmation de la méconnaissance des procédures de la justice par les populations

La très grande majorité (92,6%) des Maliens (ne)s trouvent que « les procédures de la justice sont méconnues des populations » contre un faible taux d'enquêté (e)s qui pensent le contraire (4,8%) comme le montre le graphique 114.

La comparaison avec Mali-Mètre 10 montre, une augmentation de 4 points de la proportion de Maliens (ne)s qui trouvent que les procédures de la justice sont méconnues des populations, et une diminution de presque d'autant de points pour ceux qui pensent le contraire.

Graphique 114 : Appréciation de la méconnaissance des procédures de la justice par les populations selon les localités



Selon les localités, les populations de toutes les villes enquêtées partagent très largement cette affirmation, mais avec des proportions particulièrement élevées à Mopti (98%), Koulikoro (95,2%), Kidal (95%), Tombouctou (94,9%) et Kayes (94,8%), comme indiqué dans le graphique ci-dessus.

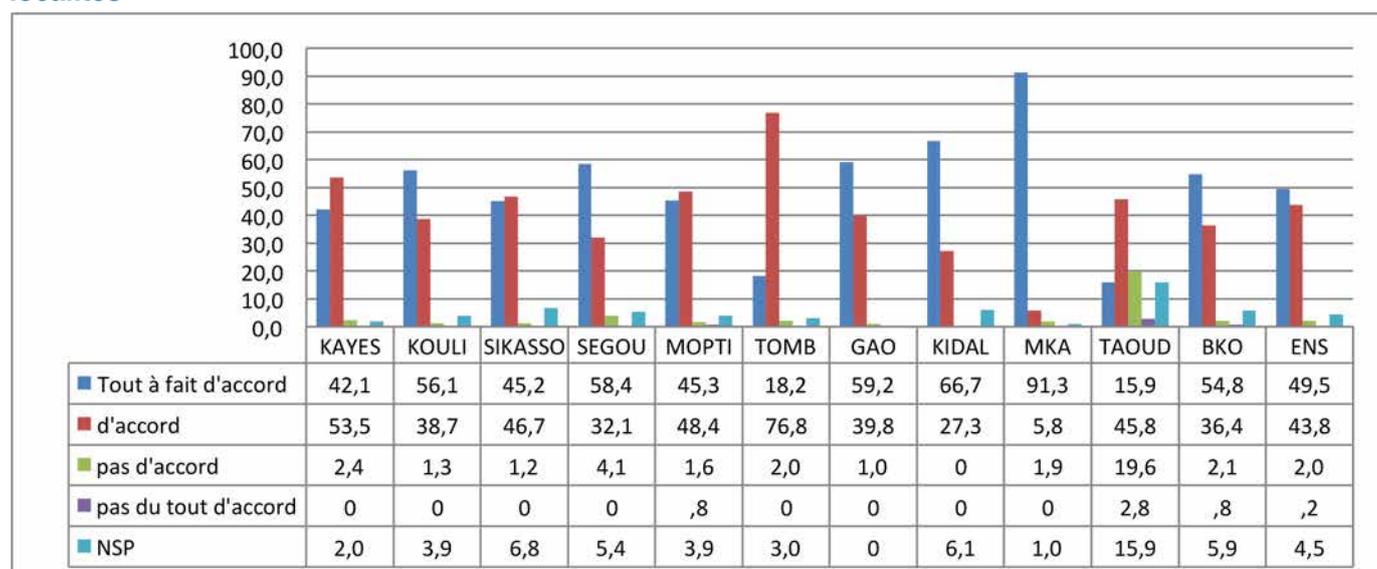
L'incidence du genre, de l'âge et du niveau d'instruction n'est pas assez significative.

3.7.4. Affirmation de la complexité et de la longueur des procédures de la justice

L'affirmation selon laquelle « les procédures de la justice sont longues et compliquées » est partagée par une très grande majorité (93,3%) des citoyen(ne)s réparti (e)s entre « tout à fait d'accord » (49,5%) et « d'accord » (43,8%), comme indiqué dans le graphique 115. Une très petite minorité (2,3%) n'est pas d'accord avec cette affirmation, et « les sans opinion » représentent 5%.

Par rapport à Mali-Mètre 10, on note une augmentation de 3 points de ceux qui sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle « les procédures de la justice sont longues et compliquées » et une diminution de 2 points de ceux qui soutiennent le contraire.

Graphique 115 : Appréciation de la complexité et de la longueur des procédures de la justice selon les localités

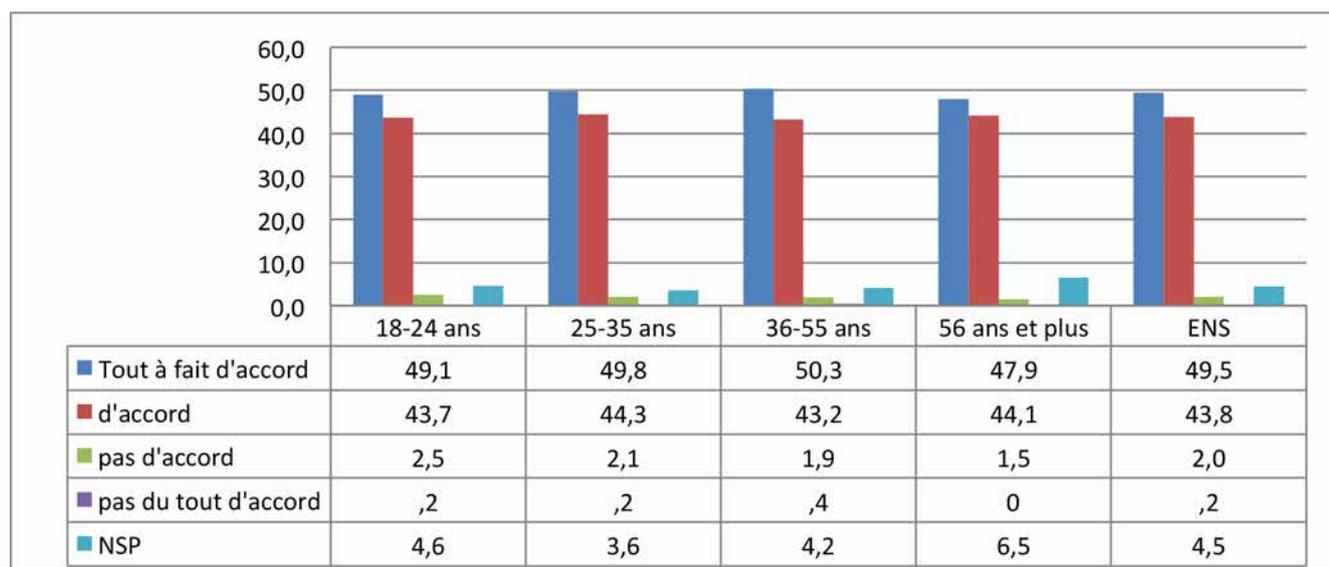


Selon les localités, l'affirmation est partout largement partagée, comme indiqué dans le *graphique ci-dessus*, surtout à Gao (99%), Ménaka (97,1%) et Kayes (95,6%).

L'incidence du sexe ou de l'âge n'est pas assez significative.

Selon l'âge, le nombre d'enquêt(e)s partageant cette affirmation augmente avec l'âge : 92% pour les « 18-24 ans », 94% pour les « 25-35 ans », 94% pour les « 36-55 ans » et 98% pour les « 56 et plus » (*cf. graphique 116*).

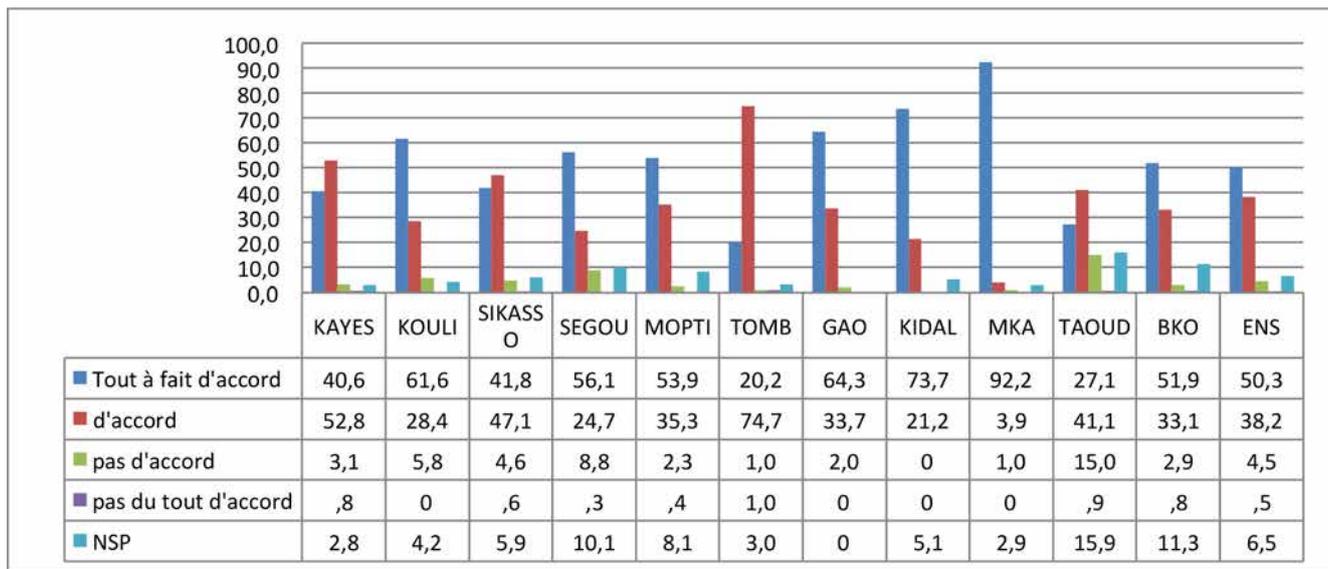
Graphique 116 : Appréciation de la complexité et de la longueur des procédures de la justice selon les localités selon l'âge



3.7.5. Affirmation du coût élevé de la justice

La grande majorité des enquêt(e)s (88,5%) est « tout à fait d'accord » (50,3 %) ou « d'accord » (38,2%) avec l'affirmation selon laquelle « la justice coûte trop cher », contre seulement 5% qui ne sont pas d'accord et 7 % de sans opinion, comme indiqué dans le *graphique 117*.

Graphique 117 : Appréciation du coût élevé de la justice selon les localités



Comparée à Mali-Mètre 10, la proportion des enquêtés partageant cette affirmation a augmenté d'environ 4 points, alors que celle qui ne l'est pas a régressé d'environ 2 points.

L'affirmation selon laquelle la justice coûte trop cher est largement partagée dans toutes les localités enquêtées, surtout à Gao (98%), Ménaka (96,1%), Kidal et Tombouctou (94,9%), comme indiqué dans le graphique ci-dessus.

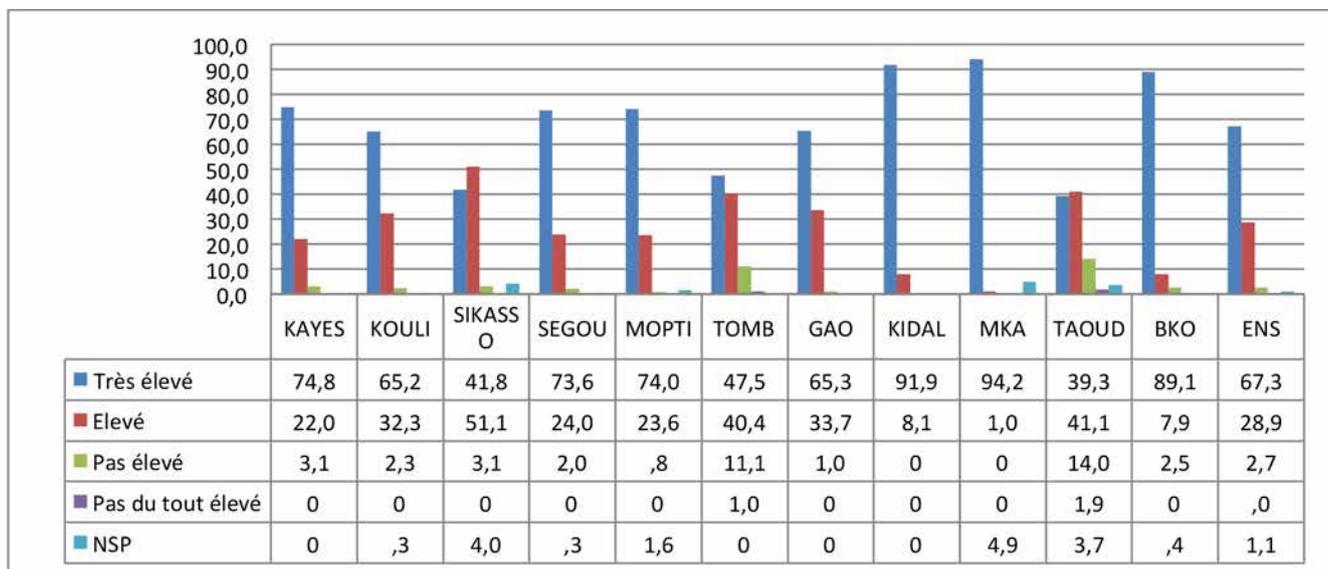
L'incidence du genre, de l'âge et du niveau d'instruction n'est pas significative.

3.7.6. Appréciation du niveau de corruption

Pour la quasi-totalité de la population enquêtée (96,1%), le niveau de corruption au Mali est « très élevé » (67,3%) ou « élevé » (28,9%) contre seulement 3% qui déclarent le contraire, comme indiqué dans le graphique 118 ci-dessous.

Comparée à Mali-Mètre 10, la proportion des enquêtés qui estiment que le niveau de corruption est élevé au Mali a augmenté de 5 points et celle qui pense le contraire a diminué de presque autant de point.

Graphique 118 : Appréciation du niveau de corruption selon les localités



L'opinion que le niveau de corruption est très élevé au Mali est largement partagée par les enquêté (e)s dans toutes les localités, surtout à Kidal (100%), Gao (99%) Ségou et Mopti (97,6%), comme indiqué dans le *graphique ci-dessus*.

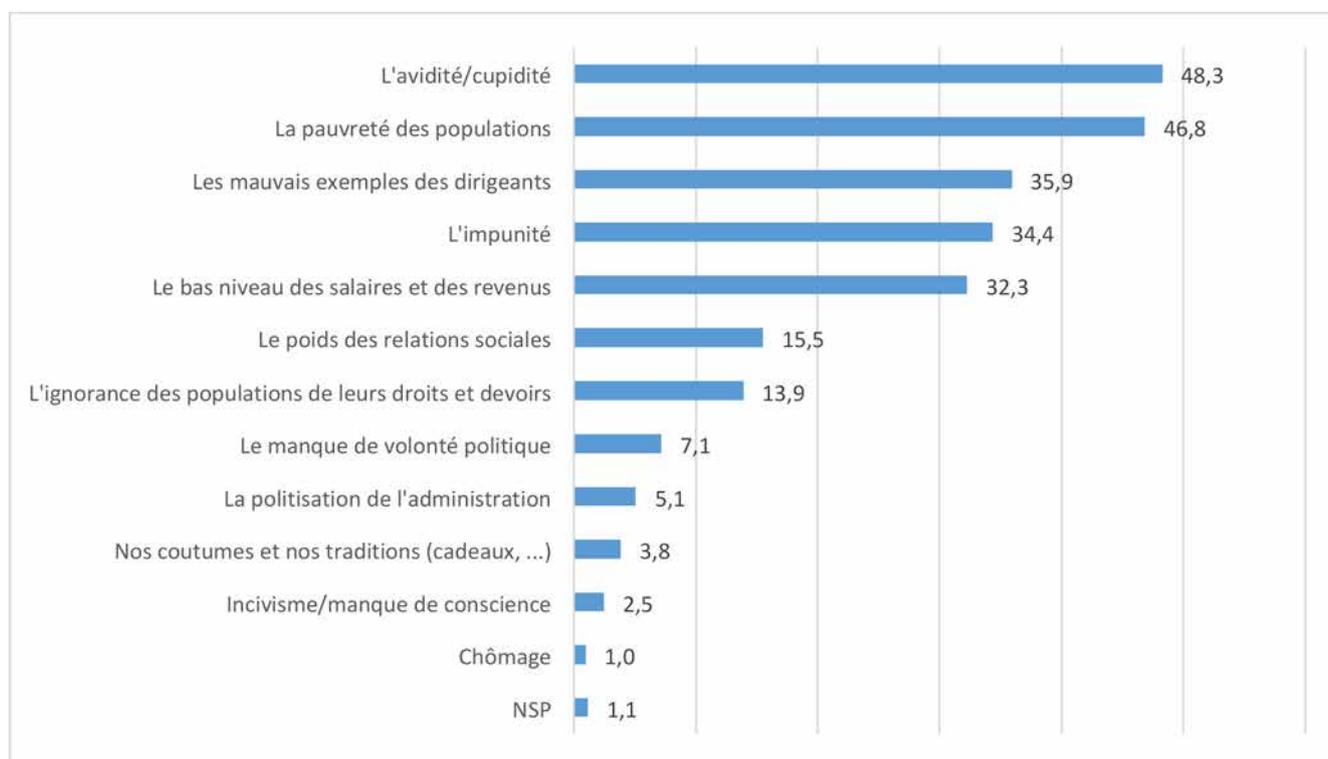
L'incidence du genre, de l'âge et du niveau d'instruction n'est pas significative.

3.7.7. Raisons de l'existence de la corruption

Les raisons de la corruption les plus fréquemment citées par les citoyen(ne)s sont : « l'avidité /cupidité » (48,3%), « la pauvreté des populations » (46,8%), « les mauvais exemples des dirigeants » (35,9%), « l'impunité » (34,4%), etc. (cf. *graphique 119*).

Comparées à Mali-Mètre 10, les mêmes raisons principales sont évoquées, avec cependant une différence significative dans l'ordre et le poids des raisons. À titre de rappel pour Mali-Mètre 10 : « la pauvreté des populations » (48,6%), « le bas niveau des salaires et des revenus » (39%), « les mauvais exemples des dirigeants » (31,6%) et « l'avidité /cupidité » (25,3%), « l'impunité » (20,4%), « l'ignorance des populations de leurs droits et devoirs » (19,9%), « le poids des relations sociales » (18,8%).

Graphique 119 : Raisons de l'existence de la corruption



Selon les localités, la raison « l'avidité /cupidité » est citée comme raison à Sikasso (70%), Ségou (64,9%), Kayes (63%). Ces régions sont suivies de loin par Bamako (39,7%) et Gao (38,8%). « La pauvreté des populations » est mentionnée par plus de la moitié de la population de toutes les villes enquêtées, à l'exception de Gao (11,2%), Sikasso (35,6%), Tombouctou (45,5%) et Kayes (47,2%) ; « les mauvais exemples des dirigeants » est une raison fréquemment citée à Ménaka (69,9%), Kidal (62,6%), Koulikoro (55,5%), Tombouctou (54,5%) et Gao (50%). « L'impunité » est mentionnée à Mopti (71,1%), Gao (67,3%) et Kidal (61,6%).

L'incidence du sexe, de l'âge ou du niveau d'instruction n'est pas assez significative.

3.7.8. Domaines concernés par la corruption

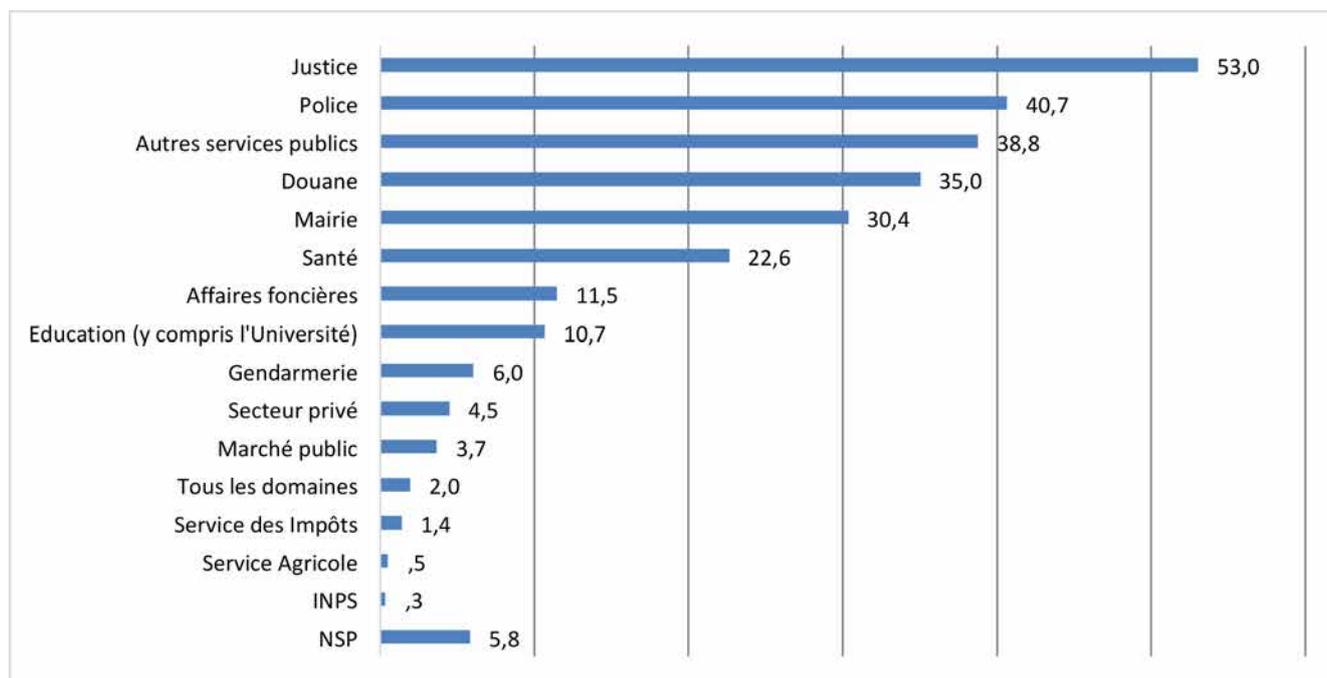
Dans l'ensemble, (cf. graphique 120), les citoyen (ne)s estiment que les domaines les plus concernés par la corruption sont : la justice (53%), la police (40,7%), les autres services publics (38,8%), la douane (35%) et la Mairie (30,4%).

D'autres domaines sont aussi cités comme la santé (22,6%), les affaires foncières (11,5%) et l'éducation (y compris l'Université) (10,7%), comme indiqué dans le graphique 120.

Il est à noter le taux élevé des sans opinion 6%.

Comparés à Mali-Mètre 10, les domaines les plus concernés par la corruption restent dans l'ensemble inchangés et pratiquement dans le même ordre de citation.

Graphique 120 : Les domaines concernés par la corruption

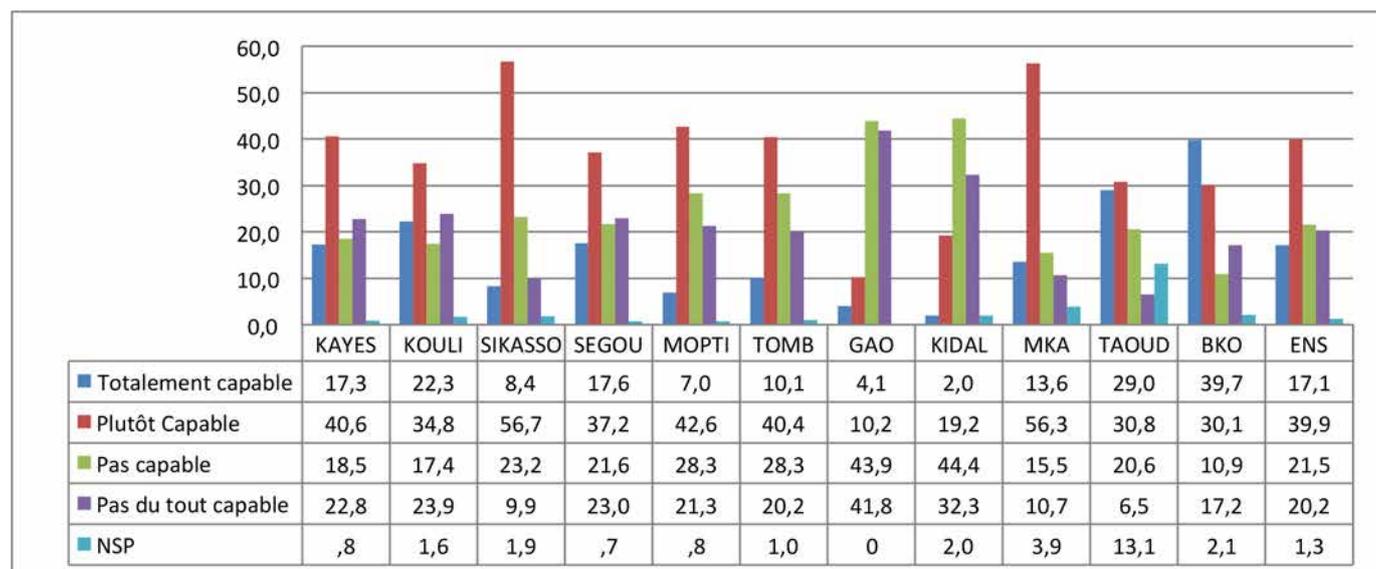


Suivant les localités, « la justice » est surtout citée par la grande majorité (53%) de la population des villes enquêtées, à l'exception de Kayes (32,7%), Ménaka (41,7%) et Sikasso (47,1%) ; « la police » est mentionnée principalement à Ségou (61,5%) et Ménaka (58,3%). « Les autres services publics » sont cités à Kidal (93,9%) et Koulikoro (61,6%). Quant à « la douane », elle est évoquée à Kayes (46,9%), Mopti (46,5%), Gao (43,9%) et Ménaka (43,7%) ; « la Mairie » nommée à Mopti (41,5%), Ségou (39,9%) et Kayes (39%).

L'incidence du sexe, de l'âge ou du niveau d'instruction n'est pas significative.

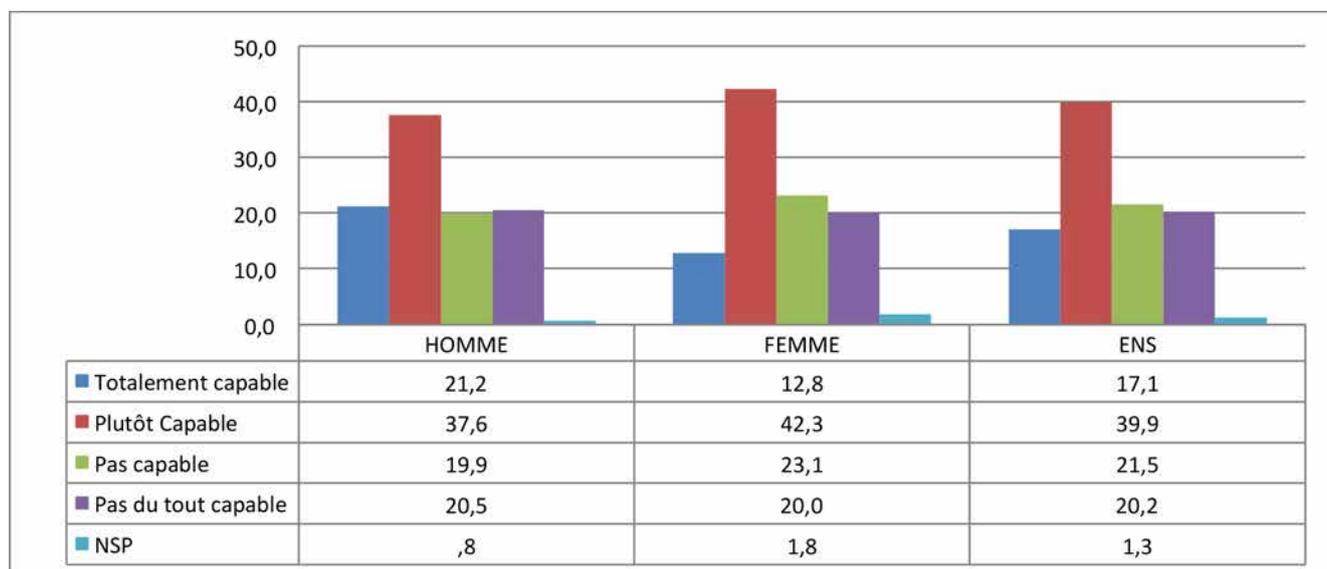
3.7.9. Confiance en la justice dans la lutte contre la corruption au Mali

A la question de savoir si la justice malienne est capable de lutter contre la corruption dans le pays, la majorité (57%) des citoyen (ne)s pensent que la justice est « totalement capable » (17,1%) ou « plutôt capable » (39,9%). Les personnes interrogées qui pensent le contraire se répartissent entre « pas capable » (21,5%) ou « pas du tout capable » (20,2%) comme indiqué au graphique 121.

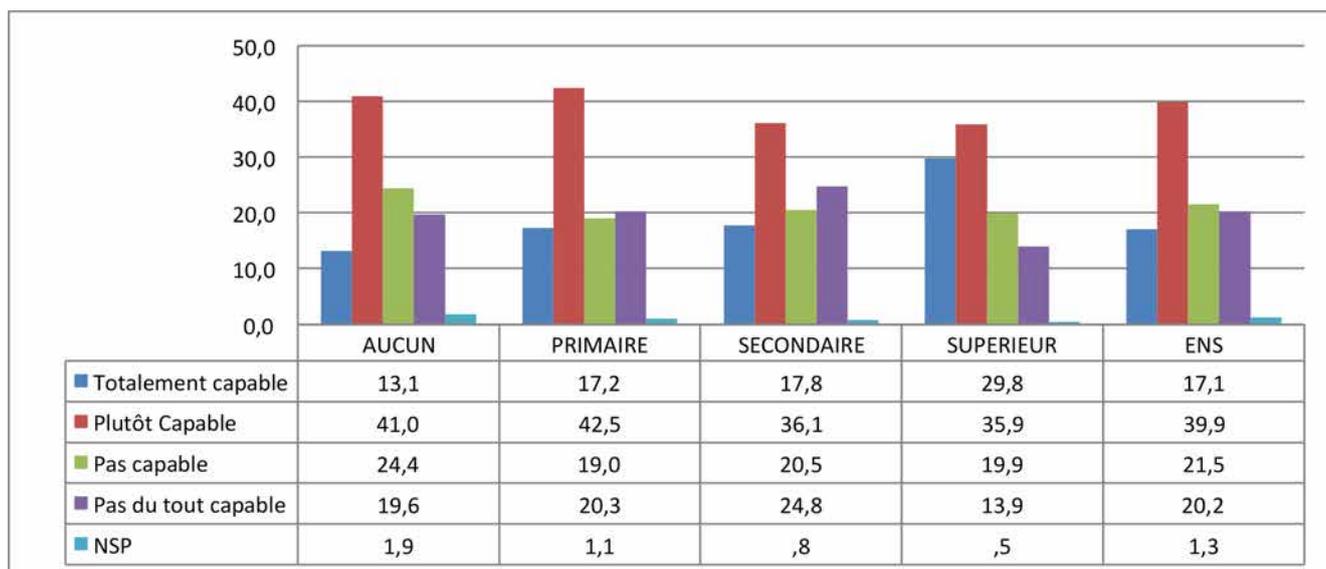
Graphique 121 : Appréciation de la lutte contre la corruption par la justice malienne selon les localités

Selon les localités, la proportion de citoyen (ne)s qui pensent que la justice est capable de lutter contre la corruption est surtout élevée à Ménaka (69,9%), Bamako (69,8%), Sikasso (65,1%) et Taoudénit (59,8%), tandis que celle qui estime le contraire est surtout enregistrée à Gao (85,7%) et Kidal (76,7%), comme indiqué dans le *graphique ci-dessus*.

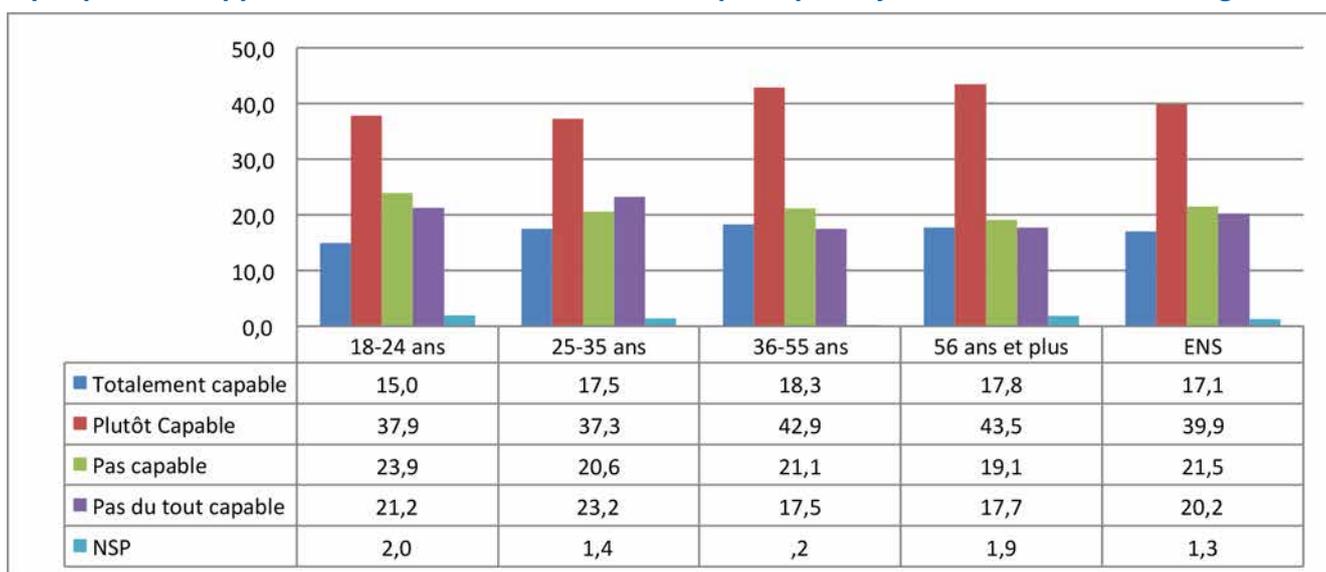
Selon le genre, les hommes (58,8%) sont plus nombreux que les femmes (55,1%) à penser que la justice malienne en est capable (*cf. graphique 122*).

Graphique 122 : Appréciation de la lutte contre la corruption par la justice malienne selon le genre

Les résultats de l'enquête montrent que la proportion de citoyen (ne)s soutenant que la justice est capable de lutter contre la corruption a tendance à augmenter avec le niveau d'instruction comme indiqué dans le *graphique 123* : 54% pour aucun niveau, 60% pour le primaire, 54% pour le secondaire et 66% pour le supérieur.

Graphique 123 : Appréciation de la lutte contre la corruption par la justice malienne selon le niveau d'instruction

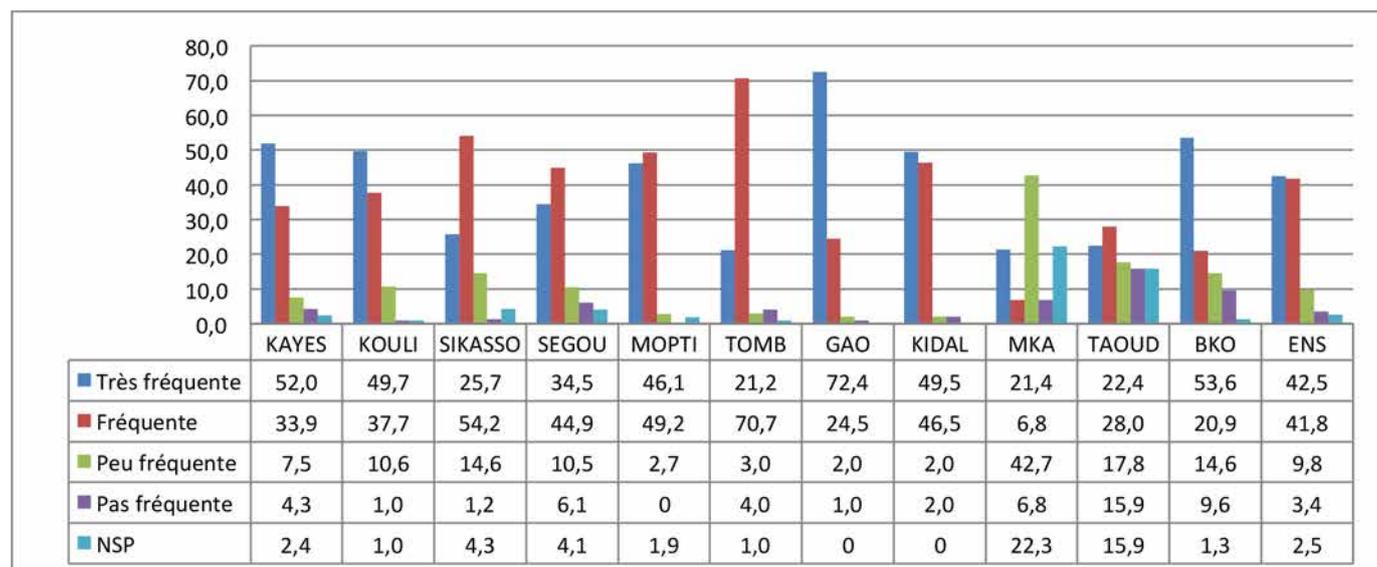
De même, cette proportion a globalement tendance à augmenter avec l'âge (voir au graphique 124) : 53% pour les « 18-24 ans », 55% pour les « 25-35 ans », 61% pour les « 36-55 ans » et les « 56 et plus » (cf. graphique 124).

Graphique 124 : Appréciation de la lutte contre la corruption par la justice malienne selon l'âge

3.7.10. Fréquence de l'impunité

La très grande majorité (84,3%) des citoyen (ne)s estiment que l'impunité est « très fréquente » (42,5%) ou « fréquente » (41,8%), contre une petite minorité (13,2%) qui pense qu'elle est « peu fréquente » (9,8%) ou « pas fréquente » (3,4%) comme indiqué dans le *graphique 125*.

La proportion des sans opinion est surtout très élevée dans les localités de Ménaka (22,3%) et Taoudénit (15,9%).

Graphique 125 : Appréciation de la fréquence de l'impunité selon les localités

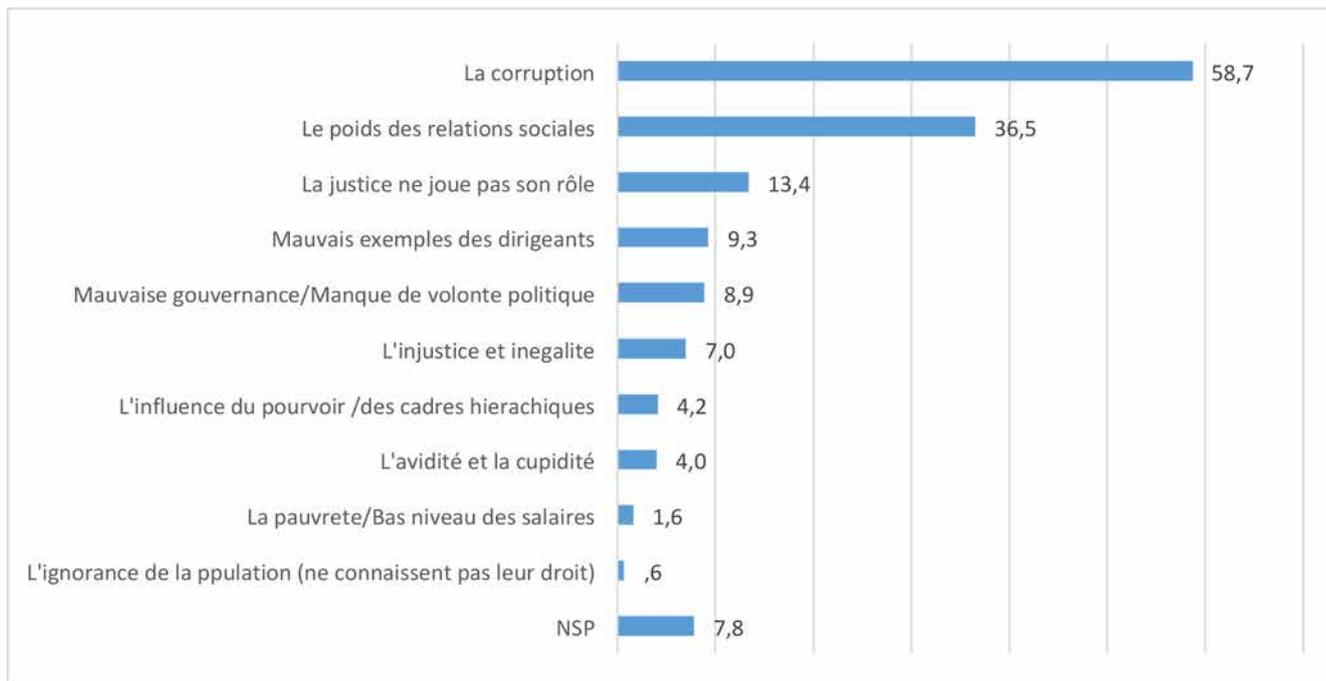
Comparée à Mali-Mètre 10, la proportion de citoyen (ne)s estimant que l'impunité est fréquente a diminué de 4 points.

Par localité, la proportion de Malien(ne)s estimant que l'impunité est fréquente (« très fréquente » ou « fréquente ») est presque partout très élevée, à l'exception de Ménaka où elle est seulement de 28%, comme indiqué dans le graphique ci-dessus. À noter que dans cette localité, presque 50% (49,5%) pensent que l'impunité n'est pas fréquente (« peu fréquente » ou « pas fréquente »).

L'incidence du sexe, de l'âge ou du niveau d'instruction n'est pas assez significative sur l'appréciation de l'impunité.

3.7.11. Raisons de l'impunité

Plusieurs raisons sont avancées par les enquêté (e)s pour expliquer la fréquence de l'impunité parmi lesquelles les plus citées sont (cf. graphique 126) : « la corruption » (58,7%), « le poids des relations sociales » (36,5%) et « la justice [qui] ne joue pas son rôle » (13,4%). D'autres raisons beaucoup moins fréquentes sont citées comme : « le mauvais exemple des dirigeants » (9,3%), la « Mauvaise gouvernance/Manque de volonté politique » (8,9%), « l'injustice et l'inégalité » (7%). La proportion des sans opinions (7,8%) est élevée, surtout à Ménaka (54,4%) et Taoudénit (34,6%).

Graphique 126 : Les raisons de l'impunité

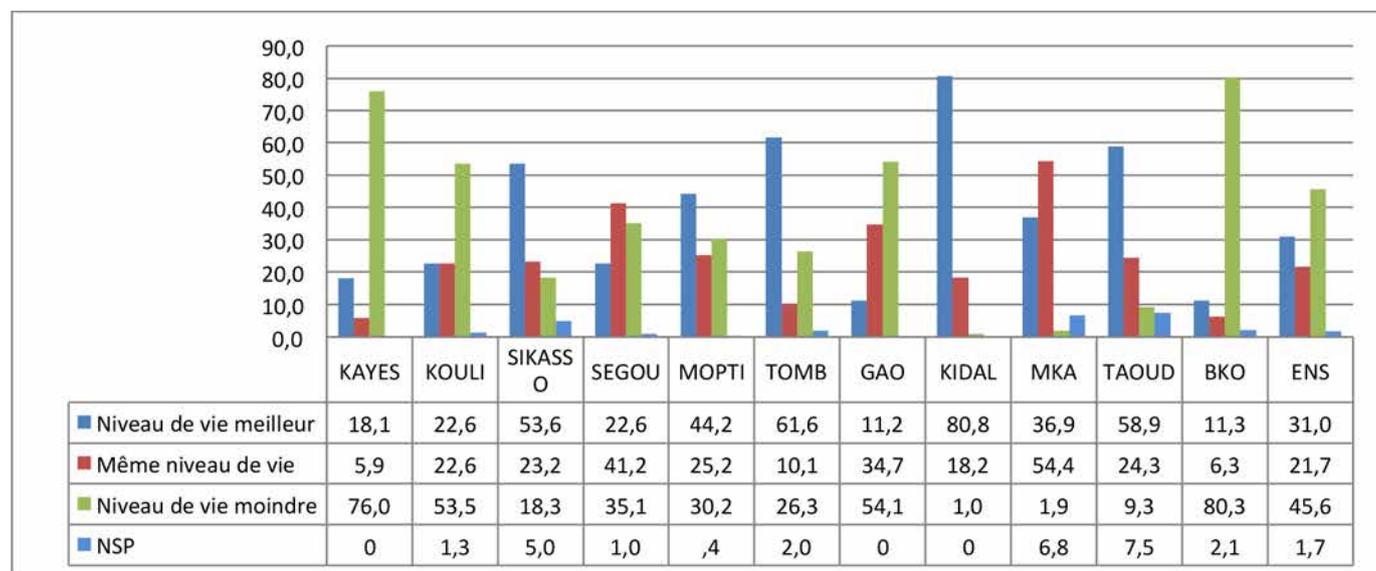
Selon les localités, « la corruption » comme cause de l'impunité est surtout citée par la grande majorité de la population de toutes les villes enquêtées, à l'exception de Ménaka (2,9%), Taoudénit (15,9%), Koulikoro (39,4%) et Sikasso (42,4%) ; « le poids des relations sociales » est notamment évoqué à Kidal (71,7%) et Mopti (63,6%). Les enquêtés pensant que « la justice ne joue pas son rôle » sont majoritaires à Taoudénit (34,6%), Kidal (25,3%) et Mopti (22,5%).

3.8. PERSPECTIVES

3.8.1 Perception du niveau de vie dans l'avenir

À la question de savoir si les enfants auront un niveau de vie meilleur, 46% des enquêté (e)s pensent que nos enfants auront un « niveau de vie moindre », 31% pensent qu'ils auront « un niveau de vie meilleur » et pour 22% ils auront « le même niveau de vie » (cf. graphique 127).

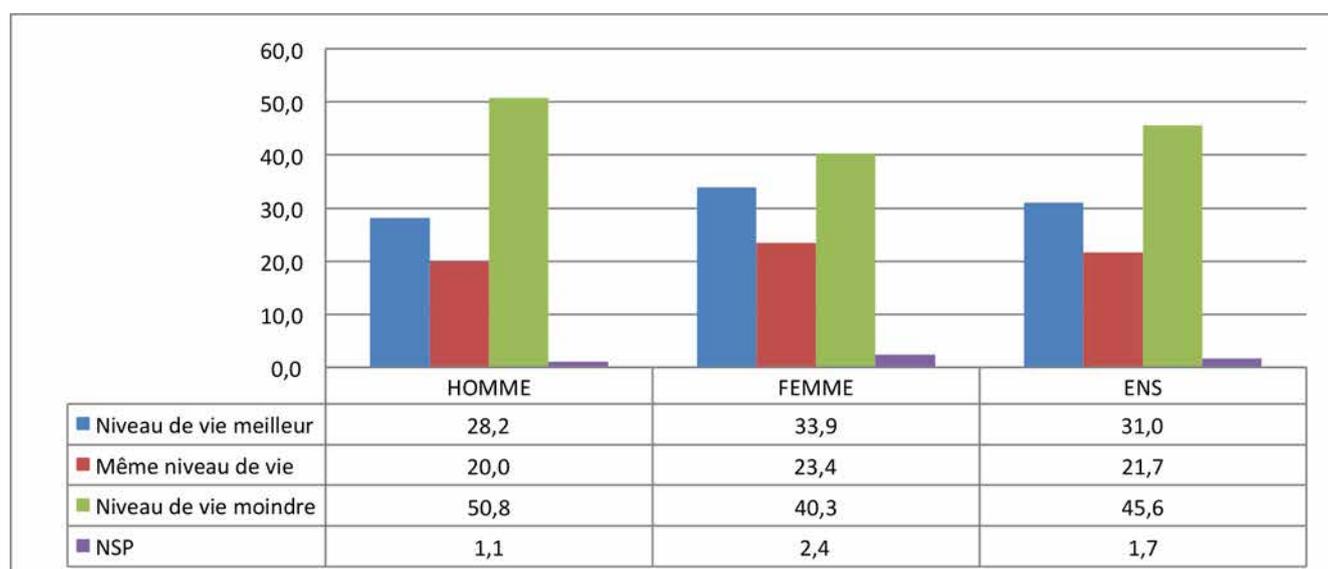
Graphique 127 : Perception du niveau de vie dans l'avenir selon les localités



Par localité, les citoyen (ne)s qui pensent que nos enfants auront « un niveau de vie moindre » sont surtout enregistrés à Bamako (80,3%), Kayes (76%), Gao (54,1%) et Koulikoro (53,5%). Les enquêté (e)s comptant sur « un niveau de vie meilleur » sont localisés à Kidal (80,8%), Tombouctou (61,6%), Taoudénit (58,9%) et Sikasso (53,6%). Enfin, les populations estimant que « le niveau de vie » restera le « même » sont nombreuses à Ménaka (54,4%), Ségou (41,2%) et Gao (34,7%), (voir graphique ci-dessus).

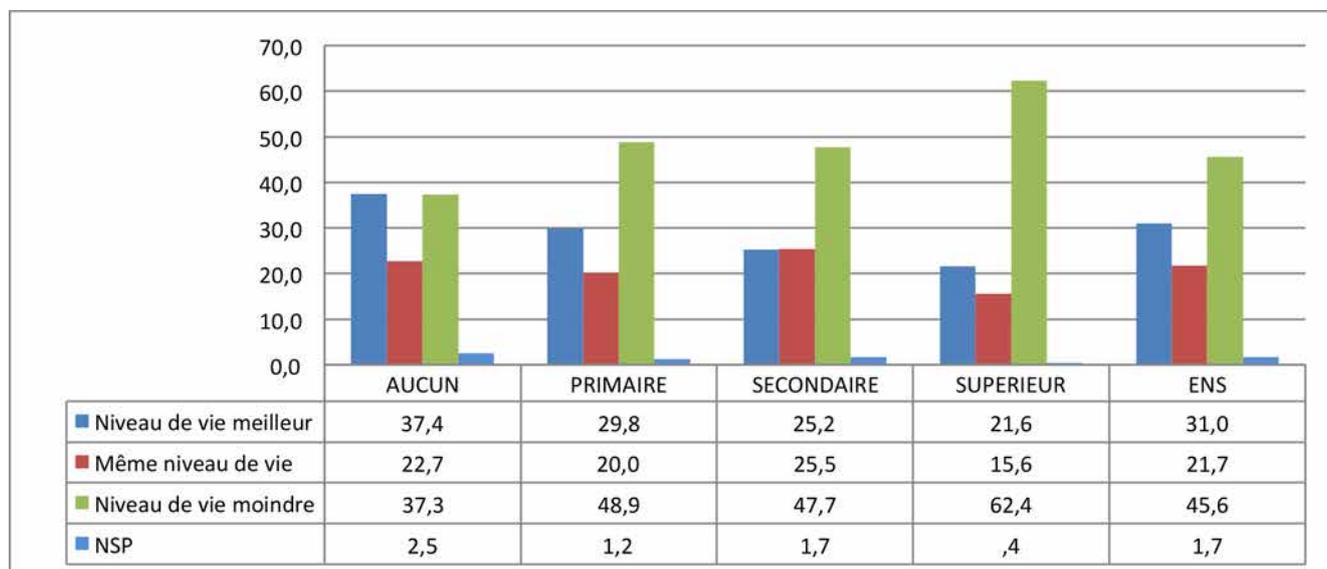
Selon le genre, les hommes (51%) sont plus nombreux que les femmes (40%) à penser que les enfants auront un « niveau de vie moindre », comme indiqué dans le graphique 128.

Graphique 128 : Perception du niveau de vie dans l'avenir selon le genre



Les résultats de l'enquête montrent que la proportion de citoyen (ne)s comptant sur « un niveau de vie meilleur » pour les enfants diminue avec le niveau d'instruction, comme indiqué dans le *graphique 129* : 37% pour aucun niveau, 30% pour le primaire, 25% pour le secondaire et 22% pour le supérieur.

Graphique 129 : Perception du niveau de vie des populations dans l'avenir selon le niveau d'instruction



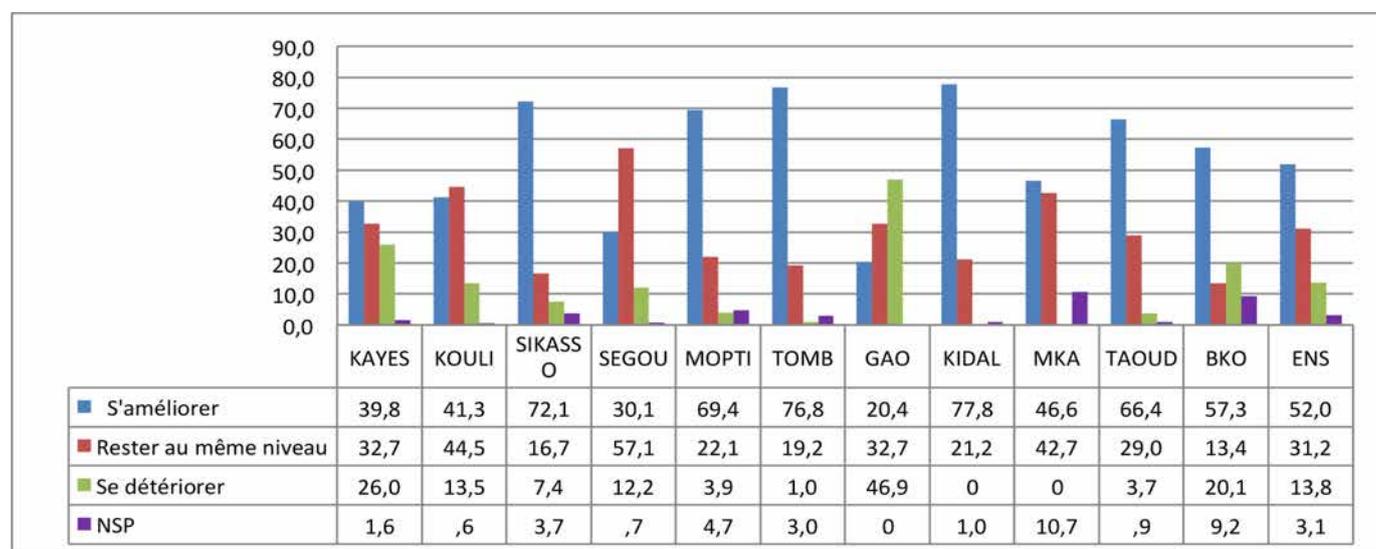
L'incidence de l'âge n'est pas significative.

3.8.2. Projection du Mali dans 6 mois

La situation du pays devrait s'améliorer dans 6 mois pour 52% des citoyen (ne)s enquêté (e)s, contre une minorité qui estime qu'elle devrait se détériorer (13,8%) ou qu'elle devrait rester au même niveau (31,2%), comme indiqué dans le *graphique 130*. La proportion des sans opinions est de 3% et forte à Ménaka (10,7%) et Bamako (9,2%).

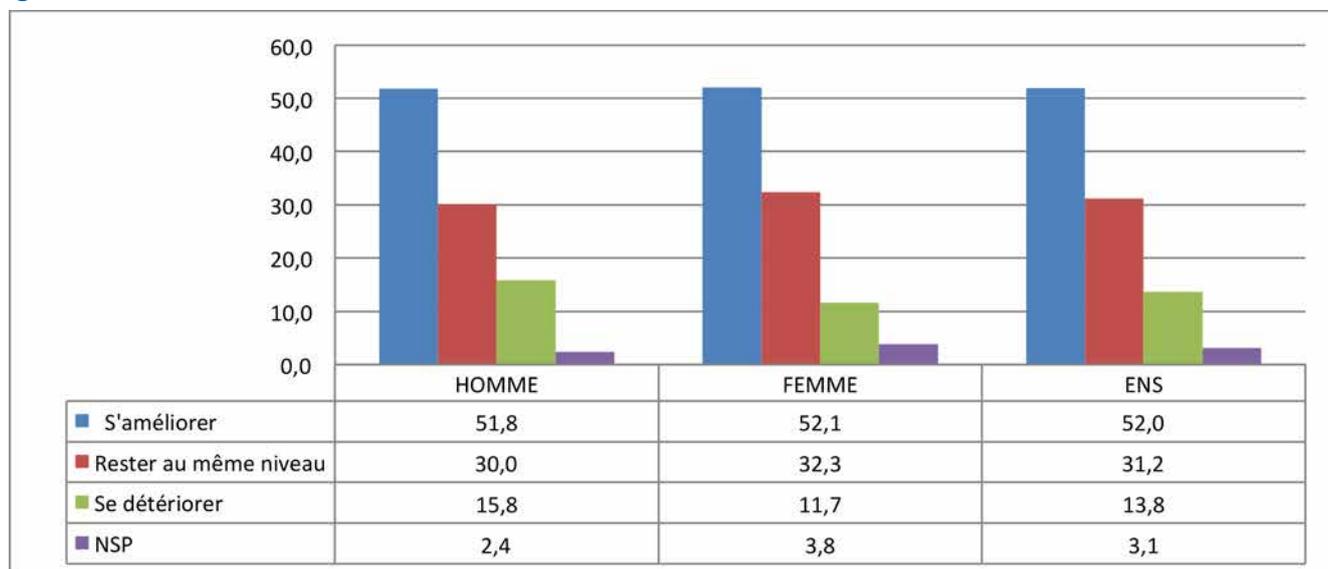
Comparée à Mali-Mètre 10, la proportion de citoyen (ne)s estimant que la situation devrait s'améliorer a diminué de 15 points, tandis que celle qui estime que la situation va se détériorer a augmenté de plus de 5 points.

Graphique 130 : Répartition des enquêté (e)s selon leur projection de la situation du Mali dans 6 mois selon les localités



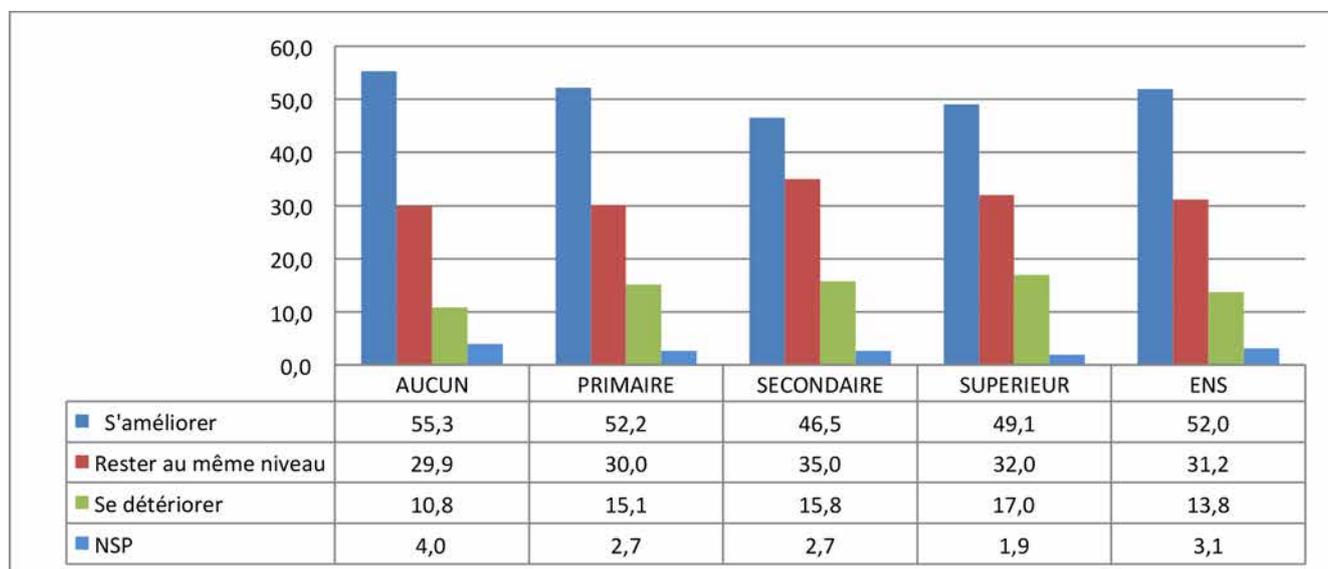
Selon le genre, les hommes (15,8%) sont plus nombreux que les femmes (11,7%) à estimer que la situation va se détériorer dans les six prochains mois comme indiqué dans le *graphique 131*.

Graphique 131 : Répartition des enquêté (e)s selon leur projection de la situation du Mali dans 6 mois selon le genre



Les résultats de l'enquête montrent que la proportion de citoyen (ne)s qui pensent que la situation va se détériorer augmente avec le niveau d'instruction, comme indiqué dans le *graphique 132* : 11% pour aucun niveau, 15% pour le primaire, 16% pour le secondaire et 17% pour le supérieur.

Graphique 132 : Répartition des enquêté (e)s selon leur projection de la situation du Mali dans 6 mois selon le niveau d'instruction

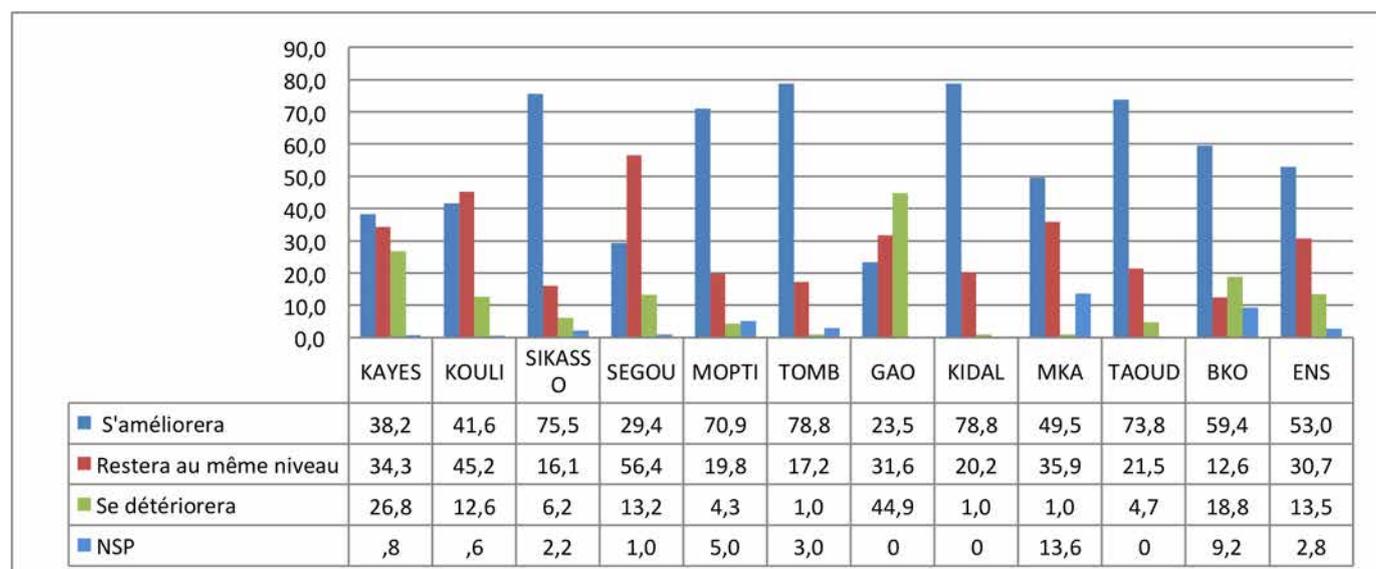


L'incidence de l'âge n'est pas significative.

3.8.3. Projection des régions dans 6 mois

Plus de la moitié (53%) des citoyen (ne)s enquêté (e)s, indépendamment de la localité, estiment que la situation va s'améliorer pour leur région dans les 6 mois ; elle ne changera pas pour 31% ou se détériorera pour 12% (*cf. graphique 133*).

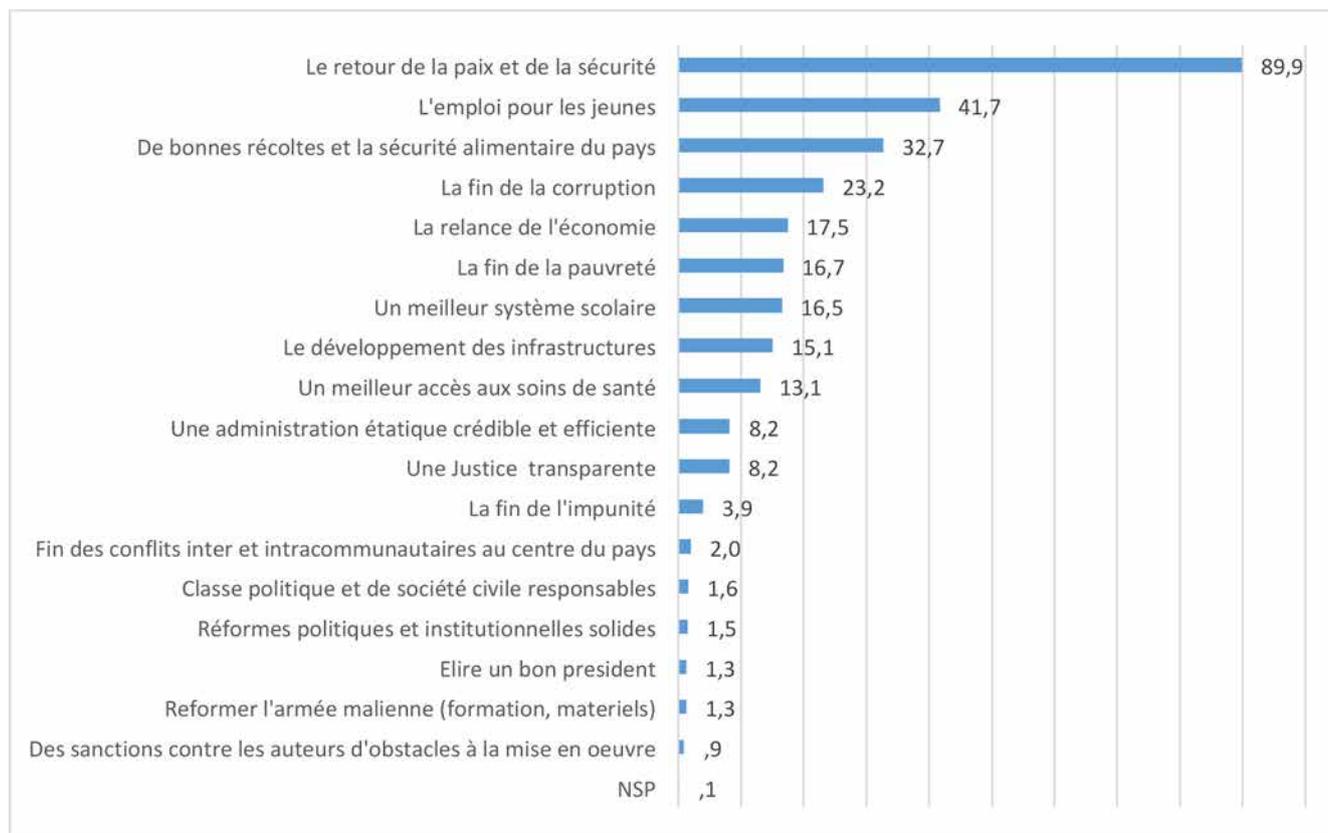
Par rapport à Mali-Mètre 10, la proportion de citoyen(ne)s qui estiment que la situation devrait s'améliorer a diminué de 13 points.

Graphique 133 : Répartition des enquêtés (e)s selon la projection de la situation de leur région dans 6 mois et selon les localités

Par localité, les habitants de Tombouctou (78,8%), Kidal (78,8%), Sikasso (75,5%), Taoudénié (73,8%) et Mopti (70,9%) sont les plus nombreux à penser à une amélioration de la situation de leur région dans les 6 mois à venir. Les habitants de Gao (44,9%) sont de loin les plus nombreux à penser à une détérioration de la situation de leur région. Pour ceux qui pensent que la situation de leur région sera la même dans les 6 mois à venir, les habitants de Ségou (56,4%) et Koulikoro (45,2%) sont les plus nombreux (*cf. graphique ci-dessus*).

3.8.4. Les plus grands souhaits pour le Mali d'ici 5 ans

Les plus grands souhaits des personnes enquêtées portent sur « Le retour de la paix et de la sécurité » (89,9%) ; ce souhait est suivi de loin par « l'emploi des jeunes » (41,7%) « de bonnes récoltes et la sécurité alimentaire » (32,7%) et « la fin de la corruption » (23,2%). D'autres souhaits cités, mais moins fréquemment, sont relatifs à « la relance de l'économie » (17,5%), « la fin de la pauvreté » (16,7%), « un meilleur système scolaire » (16,5%), « le développement des infrastructures » (15,1%), « un meilleur accès aux soins de santé » (13,1%), (*cf. graphique 134*).

Graphique 134 : Les plus grands souhaits pour le Mali d'ici 5 ans

Comparés à Mali-Mètre 10, les trois plus grands souhaits restent les mêmes, dans le même ordre, mais dans des proportions différentes : « le retour de la paix et la sécurité » augmente de 15 points, « l'emploi des jeunes » régresse de 8 points, et « de bonnes récoltes et la sécurité alimentaire » diminue de 4 points. Il est à remarquer que tous les autres souhaits diminuent de poids, à l'exception de « la fin de la corruption » qui augmente d'environ 19 points.

Suivant les localités, le retour de la paix et de la sécurité est le premier grand souhait exprimé des populations dans toutes les localités, et par la totalité (ou presque) des enquêtés(e)s comme à Kidal (100%), Ménaka (100%), Gao (98%), Tombouctou (96%), Koulikoro (94,8%) et Mopti (94,6%). L'emploi des jeunes est cité en seconde position à Ségou (54,4%), Koulikoro (54,2%), Kayes (46,5%), Taoudénit (41,1%) et Kidal (37,4%). De bonnes récoltes et la sécurité alimentaire est le second souhait à Sikasso (52%), Ménaka (41,7%) et Bamako (38,1%), enfin troisième à Ségou (51,4%). La fin de corruption est citée en seconde position à Mopti (35,7%) et Gao (35,7%) et en troisième position à Kidal (28,3%), Ménaka (29,1%) et Taoudénit (28%).

Le retour de la paix et de la sécurité constitue le premier grand souhait de la grande majorité des enquêtés(e)s, quels que soient le sexe, la classe d'âge ou le niveau d'instruction.

ISSN : 978-99952-75-04-4

IMPRIM COLOR